

AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ



AMENDEMENT A04 AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 30 septembre 2021

AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT DE NOS CLIENTS
ET DE LA SOCIÉTÉ



Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2021 est constituée du communiqué de presse, des slides de résultat et des annexes aux slides attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Ce document peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1.d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période des neuf mois close au 30 septembre 2021 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2020 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2020 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.

Au 30 juin 2021, suite au rachat par Crédit Agricole Consumer Finance de 49% du capital de joint-venture CACF Bankia S.A., CACF Bankia S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2021, suite à l'offre publique d'achat lancée par Crédit Agricole Italia sur Credito Valtellinese, Credito Valtellinese est détenue à 100% par Crédit Agricole Italia et consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.



Le présent amendement A04 au Document d'enregistrement universel a été déposé le 17 novembre 2021 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du Règlement (UE) n°2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n°2017/1129.

Avertissement	2
Normes applicables et comparabilité	2
Communiqué de presse Résultats du T3-21 et 9 mois 2021 : Résultats sur 9 mois aux plus hauts historiques dans la continuité. Débouclage total du switch	4
Groupe Crédit Agricole	6
Crédit Agricole S.A.	12
Solidité financière.....	33
Liquidité et Refinancement	37
Supports visuels de présentation des résultats.....	52
Supports visuels - Annexes	85
Solidité financière.....	114
Liquidité et Refinancement	120
Gouvernement d'entreprise	126
Evolution des instances de Gouvernance.....	126
Composition du Comité exécutif au 1 ^{er} septembre 2021.....	126
Composition du Comité de Direction au 1 ^{er} octobre 2021	127
Composition du Conseil d'administration au 30 septembre 2021	129
Comités spécialisés du Conseil d'administration	130
Evolution des risques juridiques	132
Informations au titre du Pilier 3	139
Autres informations récentes	146
Communiqués de presse	146
Responsable de l'Amendement au Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.	147
Contrôleurs légaux des comptes.....	148
Indicateurs Alternatifs de Performance	149
Informations générales	151
Agenda financier	151
Tables de concordance	152
Incorporation par référence	152
Table de concordance.....	153

Communiqué de presse Résultats du T3-21 et 9 mois 2021 :

Résultats sur 9 mois aux plus hauts historiques dans la continuité. Débouclage total du switch

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		CRÉDIT AGRICOLE S.A.	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
RNPG 9M	6 746 m€ +62,2% 9M/9M	6 201 m€ +31,9% 9M/9M	4 416 m€ +71,9% 9M/9M	3 962 m€ +37,9% 9M/9M
RNPG T3	2 222 m€ +25,7% T3/T3	2 235 m€ +15,6% T3/T3	1 402 m€ +43,5% T3/T3	1 414 m€ +26,7% T3/T3
Revenus	8 969 m€ +5,9% T3/T3	8 972 m€ +6,1% T3/T3	5 531 m€ +7,4% T3/T3	5 535 m€ +7,6% T3/T3
Charges hors FRU	- 5 452 m€ +7,0% T3/T3	- 5 438 m€ +6,8% T3/T3	- 3 259 m€ +9,0% T3/T3	- 3 245 m€ +8,6% T3/T3
Résultat Brut d'Exploitation	3 516 m€ +4,3% T3/T3	3 535 m€ +5,0% T3/T3	2 272 m€ +5,2% T3/T3	2 290 m€ +6,2% T3/T3
Coût du risque	-403 m€ -32,3% T3/T3	-403 m€ -32,3% T3/T3	- 266 m€ -56,1% T3/T3	-266 m€ -54,0% T3/T3
Coex (hors FRU)	60,8% +0,6 pp T3/T3	60,6% +0,4 pp T3/T3	58,9% +0,9 pp T3/T3	58,6% +0,5 pp T3/T3

RESULTATS CREDIT AGRICOLE S.A. TIRES PAR LA HAUSSE DES REVENUS

Résultat publié +43,5% T3/T3 à 1 402 m€ +71,9% 9M/9M à 4 416 m€

Résultat sous-jacent: +26,7% T3/T3 à 1 414 m€; +37,9% 9M/9M à 3 962 m€

Activité dynamique, +1 311 000 nouveaux clients banque de proximité sur 9M-21

Revenus +4,4% T3/T3, +7,3% 9M/9M à périmètre constant¹, +9,1% T3/T3-2019

Charges +3,8% T3/T3, +3,4% 9M/9M à périmètre constant¹, +7,3% T3/T3-2019

Résultat brut d'exploitation + 5,3% T3/T3, +13,0% 9M/9M périmètre constant¹, + 11,9% T3/T3-19

Coefficient d'exploitation 57,2% sur 9M-21, cible PMT atteinte

Coût du risque sur encours 24 pb (trimestre annualisé), taux de couverture en hausse

RENTABILITE ET SOLIDITE PARMIS LES PLUS ELEVEES DU SECTEUR EN EUROPE

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		CRÉDIT AGRICOLE S.A.	
CET1 phasé	17,4%	+ 10 pb sept/juin	12,7%	+10 bp sept/juin
	+8,5 pp au-dessus du SREP		+4,8 pp au-dessus du SREP	
			→ ROTE 9M-21 13,1% ²	

¹ Pour le calcul du périmètre constant entités exclues de 2021 : Creval, CA Serbie, Bank of China, Fund Channel, Anatec, Sabadell, CACF NL, So You, Kas Bank ; entités exclues de 2020 : CA serbie, Via Vita, IWM Miami et Brésil, CACF NL ; entités exclues de 2019 : CA serbie, CA Roumanie, Via Vita, IWM Miami et Brésil, CACF NL

² ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé et de charges IFRIC linéarisées sur l'année

REMUNERATION ATTRACTIVE POUR LES ACTIONNAIRES DANS LA DUREE

21/09/21 : finalisation de la première tranche de rachat d'actions pour 559 m€

05/10/21 : lancement de la seconde tranche de rachat d'actions pour 500 m€

16/11/21 : débouclage total du switch (impact CET1 -60 pb³, RNPG +104 m€ en année pleine)

→ La politique de distribution de dividende de 50% en numéraire aura été respectée en cumul sur la durée du PMT

FORCE DU MODELE DE BANQUE UNIVERSELLE DE PROXIMITE

Un potentiel de croissance organique sans cesse renouvelé, amplifié par des acquisitions et partenariats, et le lancement de nouvelles activités

- Lancement de CA Mobility, offre CACF/CAL&F de location longue durée automobile en France
- Acquisition d'Olinn par CAL&F pour étendre l'offre aux services de gestion des équipements pros
- Lancement du leasing en Allemagne

Depuis 2019 : acquisition de Credito Valtellinese, KAS Bank, GNB Seguros, Sabadell AM; création de Amundi Technology, et de la Joint Venture Amundi – Bank of China; partenariats signés avec Banca Sabadell, Abanca ; développement d'Azqore.

ENGAGEMENTS POUR LE CLIMAT

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

- ⇒ **Adhésion aux initiatives « Net Zero »**
(Net Zero Banking Alliance, Net Zero Asset Owners' Alliance)
- ⇒ **1er financeur des énergies renouvelables en France**
- ⇒ **1er en Europe de l'investissement responsable**

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

- CACIB** : +60% exposition aux énergies non carbonées à 2025
- Amundi** : +20 Mds€ d'investissements fonds avec objectif d'impact à 2025
- CAA** : X2 investissements dans les installations énergie renouvelable à 2025
- CACIB** : -20% financement de la production de pétrole à 2025

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

«Le Groupe, s'appuyant sur sa raison d'être et sur sa solidité, veut rendre possible un nouveau modèle de prospérité porteur de progrès pour tous. Nous présenterons les engagements sociétaux pour le climat, l'agriculture et l'agro-alimentaire, et la cohésion sociale le 1^{er} décembre 2021»

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Nous présentons d'excellents résultats, aux plus hauts historiques, dans la continuité des trimestres précédents. L'activité est dynamique, portée notamment par l'efficacité des mesures publiques. Le modèle de banque universelle de proximité du Groupe permet des revenus en croissance régulière, et une rentabilité parmi les plus élevées du secteur en Europe »

³ Estimé sur la base du niveau CET1 et emplois pondérés à fin septembre 2021; l'impact sera comptabilisé au T4-21

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale a été dynamique dans les métiers du Groupe ce trimestre, reflétant la force du modèle de banque universelle de proximité. Ainsi, la conquête brute a été très forte. Sur les neuf premiers mois 2021, le Groupe enregistre +1 311 000 nouveaux clients en banque de proximité, dont 1 202 000 clients en France (934 000 clients dans les Caisses régionales) et 109 000 clients en Italie, et le fonds de commerce continue de progresser (+245 000 clients en banque de proximité). Au troisième trimestre 2021, le Groupe a acquis +405 000 nouveaux clients en banque de proximité, dont 374 000 clients en France (287 000 clients dans les Caisses régionales) et 32 000 clients en Italie, et le fonds de commerce a également progressé (+82 000 clients). Par ailleurs, la production de crédits en banque de proximité en France progresse sensiblement, de +5,2%⁴ par rapport au troisième trimestre 2019, dont +14,5%⁴ pour les Caisses régionales et +45,5%⁵ pour LCL. Par ailleurs, le chiffre d'affaires en assurances dommages est en forte hausse (+15,0% depuis le troisième trimestre 2019) tandis que les réalisations de crédit à la consommation demeurent stables par rapport à la même période. Enfin, les taux d'équipement des Caisses régionales, de LCL et de CA Italia progressent sensiblement depuis fin 2019 (respectivement +2,0 point de pourcentage, +1,5 point de pourcentage et +3,4 point de pourcentage) et depuis fin 2018 (respectivement +6,5 point de pourcentage, +2,8 point de pourcentage et +5,1 point de pourcentage) pour s'établir au 30 septembre 2020 à respectivement 42,7%, 26,5% et 18,8%.

Le potentiel de croissance organique lié au modèle de banque universel de proximité, sans cesse renouvelé, a été complété depuis le début de l'année par des acquisitions et partenariats porteurs de croissance future pour la banque universelle :

- Credito Valtellinese : succès le 23 avril 2021 de l'offre publique d'achat sur CreVal permettant au Groupe de construire un Groupe bancaire de référence en Italie ; consolidation au deuxième trimestre 2021
- Lyxor : acquisition permettant à Amundi de devenir le leader européen de la gestion ETF. Finalisation de l'opération prévue pour la fin de l'année 2021;
- Olinn : Crédit Agricole Leasing and Factoring a annoncé ce trimestre cette acquisition visant à étendre son offre aux services de gestion des équipements professionnels ;

Ce potentiel de croissance est également complété par le lancement de nouvelles activités :

- Azqore, filiale d'Indosuez Wealth Management, a signé avec Société Générale, en janvier 2021, un accord relatif à l'exécution des opérations de back-office et d'une grande partie des services informatiques de la banque privée Société Générale à l'international
- Amundi Technology, une ligne métier de services technologiques créé par Amundi en 2020 avec un objectif de 150 millions d'euros de revenus en 2025 ;
- CA Mobility, lancement ce trimestre en France d'une offre conjointe, entre CACF et CAL&F, de location longue durée d'automobiles, pour les particuliers et les PME.
- Lancement ce trimestre d'une activité de leasing en Allemagne, via la création d'une marketplace.

⁴ Hors PGE pour le T3-2020 (2,6 Mds€) et négligeable pour le T3-2021

⁵ Hors PGE

Résultats du Groupe

Au troisième trimestre 2021, le **résultat net part du Groupe publié** du Groupe Crédit Agricole ressort à **2 222 millions d'euros**, contre 1 769 millions d'euros au troisième trimestre 2020, soit une croissance de +25,7%. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net négatif de -12 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre comprennent les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +3 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -4 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent les éléments suivants : le déclassement de la Serbie en actifs en cours de cession (impact PNB de -2 millions d'euros, charges de -1 million d'euros, résultat net d'actifs en cours de cession de -1 million d'euros soit un impact total en résultat net part du Groupe de -4 millions d'euros), les frais d'intégration de CreVal (-9 millions d'euros en charges d'exploitation, -4 millions d'euros en résultat net part du groupe), les provisions pour frais de restructuration dans le cadre du projet Turbo chez CACEIS (-5 millions d'euros en charges, - 3 millions d'euros en résultat net part du groupe).

Les éléments spécifiques du troisième trimestre 2020 s'élevaient à -165 millions d'euros en impact résultat net part du Groupe, et comprenaient le déclassement d'entités en cours de cession (CACF NL, Bankoa, Nacarat) pour un total de -170 millions d'euros sur le résultat net part du groupe, les coûts d'intégration des entités acquises récemment par CACEIS (Kas Bank et Santander Securities Services) pour -2 millions d'euros en résultat net part du Groupe, et les éléments de volatilité comptable récurrents avec un effet net positif de +7 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent⁶ du Groupe Crédit Agricole au troisième trimestre 2021** atteint **2 335 millions d'euros**, en hausse de +15,6% sur un an. La hausse du résultat net part du groupe sous-jacent trimestrielle est de +301 millions d'euros, portée par la hausse du résultat brut d'exploitation trimestrielle pour 167 millions d'euros, ainsi que par l'effet positif de la réduction du coût du risque de +193 millions d'euros.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T3-2021 et au T3-2020

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous- jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous- jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous- jacent
Produit net bancaire	8 969	(4)	8 972	8 468	8	8 460	+5,9%	+6,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 452)	(15)	(5 438)	(5 096)	(4)	(5 093)	+7,0%	+6,8%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	3 516	(18)	3 535	3 372	4	3 368	+4,3%	+5,0%
Coût du risque de crédit	(403)	-	(403)	(596)	0	(596)	(32,3%)	(32,3%)
Sociétés mises en équivalence	107	-	107	88	-	88	+22,2%	+22,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	(14)	1	(15)	(6)	-	(6)	x 2,4	x 2,6
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(2)	-	(2)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	3 205	(17)	3 222	2 858	4	2 854	+12,1%	+12,9%
Impôt	(792)	5	(797)	(743)	(0)	(742)	+6,6%	+7,3%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	(1)	(1)	(170)	(170)	(0)	(98,4%)	x 3,8
Résultat net	2 410	(14)	2 424	1 945	(166)	2 111	+23,9%	+14,8%
Intérêts minoritaires	(187)	2	(189)	(177)	1	(177)	+6,1%	+6,7%
Résultat net part du Groupe	2 222	(12)	2 235	1 769	(165)	1 934	+25,7%	+15,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,8%		60,6%	60,2%		60,2%	+0,6 pp	+0,4 pp

Au troisième trimestre 2021, le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de +6,1% par rapport au troisième trimestre 2020, à 8 972 millions d'euros, grâce à une activité soutenue dans tous les métiers. A

⁶ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

périmètre constant¹⁷, le produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +3,9% par rapport au troisième trimestre 2020 et de +6,1% par rapport au troisième trimestre 2019. Le pôle Gestion d'épargne et Assurance affiche un très bon niveau de croissance de ses revenus à +10,7% (+152 millions d'euros), porté par des commissions de gestion dynamiques grâce notamment à des conditions de marché favorables. En assurances, les revenus financiers très élevés notamment suite à des cessions de titres à taux réduit ont permis une dotation de la PPE, dans le cadre de la gestion prudente de la marge financière. Les revenus du pôle Grande Clientèle sont en retrait de -2,3% par rapport au troisième trimestre 2020 (-37 millions d'euros), les revenus en banque de marché se normalisant dans un contexte de faible volatilité. Cet effet a été partiellement compensé par une forte croissance des revenus en financements structurés et banque commerciale et des commissions des Services financiers aux institutionnels bénéficiant d'un effet marché favorable. Les revenus des Services Financiers Spécialisés croissent de +13,8% (intégrant le reclassement de CACF NL hors des activités en cours de cession⁸), soit +5,5% à périmètre constant, CACF affichant son meilleur résultat trimestriel depuis deux ans et CALF bénéficiant d'une activité dynamique en leasing et factoring. En Banque de proximité en France, les Caisses régionales enregistrent une hausse des revenus de +3,0%, par rapport au troisième trimestre 2020, et LCL de +5,1%. En Banque de Proximité à l'International, CA Italia enregistre une forte croissance de ses revenus ce trimestre (+32,6% et +1,1% hors effet périmètre lié à la consolidation depuis le deuxième trimestre 2021 de Credito Valtellinese⁹), grâce à un fort dynamisme des commissions sur l'épargne gérée et les assurances. La Banque de Proximité à l'International hors Italie enregistre une reprise des revenus de +4,8% (+27% hors Serbie, l'entité ayant été reclassée ce trimestre en actifs en cours de cession), portés notamment par le dynamisme de CA Pologne et CA Ukraine.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors contribution au fonds de résolution unique (FRU)** sont en hausse de +6,8% au troisième trimestre 2021 par rapport au troisième trimestre 2020, pour s'établir à 5 438 millions d'euros. Tous les pôles affichent une hausse des charges liée tout d'abord à un effet périmètre. Hors cet effet⁷, elles croissent de +3,7% par rapport au troisième trimestre 2020 et de +2,0% par rapport au troisième trimestre 2019. Le pôle Banques de proximité en France affiche une hausse de +1,8% des charges par rapport au troisième trimestre 2020 à 2 712 millions d'euros, expliquée notamment par la hausse de l'intéressement et de la participation. Le pôle Banque de proximité à l'international affiche une hausse des charges de +20,5% suite à l'intégration de Creval et des charges stables à périmètre constant. Les Services financiers spécialisés affichent une hausse de +28,2%, et de + 5,2% hors CACF NL. Les charges augmentent de façon modérée sur la période dans le pôle Grandes clientèles à hauteur de +3,3% (+28 millions d'euros) en lien avec les investissements et l'évolution des effectifs pour accompagner la croissance de l'activité. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances voit ses charges augmenter de +12,1%, en lien avec un effet périmètre (intégration de Sabadell AM, la création de Amundi Bank of China et Fund Channel) et la poursuite des investissements, notamment pour le développement de Amundi Technology.

Au global, le Groupe affiche une stabilité du **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** à +0,4 point de pourcentage, celui-ci s'établissant à 60,6% sur le troisième trimestre 2021.

Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** affiche donc une hausse de +5,0% à 3 535 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2020. A périmètre constant¹, le résultat brut d'exploitation hors FRU croît de +4,2% par rapport au troisième trimestre 2020, et +12,8% par rapport au troisième trimestre 2019.

Le **coût du risque de crédit** est en baisse, à -403 millions d'euros (dont -116 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), et -287 millions d'euros de coût du risque de niveau 3) contre -596 millions d'euros au troisième trimestre 2020, et -445 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, soit respectivement une baisse de -32% par rapport au troisième trimestre 2020, et de -9% par rapport au deuxième trimestre 2021. Le coût du risque sur encours sains est en baisse de -51% en comparaison au deuxième trimestre 2021, une tendance qui s'observe au niveau de tous les pôles à l'exception de LCL (du fait de l'évolution du portefeuille) ; et qui est marquée au niveau des Caisses Régionales (-59% de baisse du coût

⁷ Pour le calcul du périmètre constant entités exclues de 2021 : Creval, CA Serbie, JV Amundi Bank of China, Fund Channel, Anatec, Sabadell, CACF NL, So You, Kas Bank, Bankoa ; entités exclues de 2020 : CA serbie, Via Vita, IWM Miami et Brésil, CACF NL, Bankoa ; entités exclues de 2019 : CA serbie, CA Roumanie, Via Vita, IWM Miami et Brésil, CACF NL, Bankoa

⁸ Ceci génère l'intégration des neuf mois 2021 de produit net bancaire de CACF NL sur le produit net bancaire du troisième trimestre 2021 de CACF

⁹ Hors effet périmètre lié à la 1ère consolidation de Creval au T2-21

du risque sur encours sains, à -88 millions d'euros au troisième trimestre 2021 contre -214 millions au deuxième trimestre 2021). Le provisionnement pour coût du risque avéré est en hausse de +67% à -287 millions d'euros au troisième trimestre 2021 contre -172 au deuxième trimestre 2021. Il demeure toutefois en baisse par rapport au troisième trimestre 2020 de -33%. L'augmentation par rapport au deuxième trimestre 2021 est notoire au niveau des Caisses Régionales (une dotation de -52 millions d'euros contre une reprise de +27 millions d'euros lors du trimestre précédent) et au niveau de la Banque de Financement (une dotation de -20 millions d'euros contre une reprise de +13 millions d'euros au trimestre précédent). La qualité des actifs demeure satisfaisante : le taux de créances douteuses est à 2,2% à fin septembre 2021, en légère baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à juin 2021 ; et le taux de couverture s'améliore de +1,6 point de pourcentage et s'élève à 87,1% à fin septembre 2021. Le stock de provisions atteint 20,4 milliards d'euros à fin septembre 2021, dont 35% portent sur les encours sains (niveau 1 & 2). Le stock de provisions est en légère hausse de +0,1 milliard d'euros par rapport à juin 2021, le contexte et les incertitudes liées à la conjoncture économique mondiale ont été pris en compte, en intégrant les effets attendus des mesures de soutien. Les niveaux de provisionnement ont été en effet déterminés en tenant compte de **plusieurs scénarios économiques pondérés**, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et compléments spécifiques sur des clients de secteurs sensibles. Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains. Ils ont été mis à jour depuis la publication du document d'enregistrement universel de 2020, et incluent un scénario plus favorable (PIB à +5,9% en France en 2021, +5,3% en 2022) et un scénario moins favorable (PIB à +2,7% en France en 2021 et +3,3% en 2022). Ils n'ont pas fait l'objet d'une mise à jour au troisième trimestre 2021.

Le coût du risque sur encours¹⁰ sur quatre trimestres glissants poursuit sa normalisation et atteint 23 points de base (en baisse de -2 points de base par rapport au deuxième trimestres 2021). Il atteint 16 points de base en vision trimestrielle annualisée¹¹ (contre 18 points de base au deuxième trimestre 2021).

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 3 222 millions d'euros**, en hausse de +12,9% par rapport au troisième trimestre 2020. Outre les variations explicitées ci-dessus, le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 107 millions d'euros (en hausse de +22,2% portés par les bonnes performances des entités mises en équivalence chez Amundi et CACF) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint -15 millions ce trimestre, contre -6 millions d'euros au troisième trimestre 2020. La **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +7,3%** sur la période, sous l'effet de la hausse du résultat avant impôt sous-jacent, compensé par un taux d'impôt sous-jacent ressortant à 25,6%, en diminution par rapport au troisième trimestre 2020 (26,8%). Au demeurant, le taux d'impôt est toujours peu représentatif en vision trimestrielle. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +14,8%, pour s'établir à 2 424 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +6,7%. Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 2 235 millions d'euros, ressort en hausse significative par rapport au troisième trimestre 2020 (+15,6%).

¹⁰ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

¹¹ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au 9M-2021 et au 9M-2020

En m€	9M-21 publié	Eléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	27 322	(28)	27 350	24 930	(444)	25 375	+9,6%	+7,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(16 493)	(50)	(16 443)	(15 680)	(78)	(15 602)	+5,2%	+5,4%
FRU	(479)	185	(664)	(562)	-	(562)	(14,7%)	+18,2%
Résultat brut d'exploitation	10 350	106	10 244	8 688	(523)	9 211	+19,1%	+11,2%
Coût du risque de crédit	(1 410)	(25)	(1 385)	(2 733)	-	(2 733)	(48,4%)	(49,3%)
Sociétés mises en équivalence	299	5	294	256	-	256	+17,0%	+15,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	(37)	(15)	(22)	78	-	78	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	378	378	0	(3)	-	(3)	ns	ns
Résultat avant impôt	9 580	449	9 131	6 286	(523)	6 809	+52,4%	+34,1%
Impôt	(2 193)	179	(2 372)	(1 531)	148	(1 679)	+43,2%	+41,2%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	2	3	(1)	(171)	(170)	(1)	ns	+39,1%
Résultat net	7 389	631	6 758	4 584	(545)	5 128	+61,2%	+31,8%
Intérêts minoritaires	(642)	(86)	(556)	(424)	4	(428)	+51,5%	+30,0%
Résultat net part du Groupe	6 746	545	6 201	4 159	(541)	4 700	+62,2%	+31,9%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,4%		60,1%	62,9%		61,5%	-2,5 pp	-1,4 pp

Sur l'ensemble des neuf premiers mois 2021, le résultat net part du Groupe publié est de 6746 millions d'euros, contre 4 159 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020, soit une hausse de +62,2%.

Les éléments spécifiques pour les neuf premiers 2021 ont eu un effet positif de +545 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du troisième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier semestre 2021 avaient eu un impact positif de +557 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour +1 million d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -11 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -6 millions d'euros ainsi que le trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices à 2016 à 2020 pour +185 millions d'euros. A ces éléments récurrents, s'ajoutaient les éléments spécifiques du premier semestre 2021 suivants : l'enregistrement d'un badwill net provisoire sur Creval pour +321 millions d'euros en résultat net part du Groupe, les frais d'acquisition de Creval pour -9 millions d'euros, un provisionnement complémentaire des encours sains des créances Creval pour -21 millions d'euros, des gains Affranchimento au sein des métiers Gestion de l'épargne et de l'assurance, Banque de proximité à l'international et Services financiers spécialisés pour un total de de +116 millions d'euros, les coûts de transformation liés au projet Réseau LCL Nouvelle Génération, nouveau regroupement d'agences chez LCL et au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution Caceis pour un totale de -18 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros et les projets de cession à Miami et au Brésil au sein du métier Gestion de fortune pour +2 millions d'euros.

Les éléments spécifiques des neuf premiers mois 2020 avaient eu un impact de -541 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.

Hors ces éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 6 201 millions d'euros, en hausse de +31,9% par rapport aux neuf premiers mois 2020.

Le produit net bancaire sous-jacent augmente de +7,8% par rapport aux neuf premiers mois 2020 et de +6,7% à périmètre constant.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en croissance de +5,4% par rapport aux neuf premiers mois 2020 (+4,2% à périmètre constant⁷), générant un effet ciseau positif. Le coefficient d'exploitation hors FRU sur le semestre s'établit ainsi à 60,1% en baisse de 1,4 point de pourcentage par rapport à celui des neuf premiers mois 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint ainsi 10 244 millions d'euros, en hausse de +11,2% par rapport aux neuf premiers mois 2020 (+10,7% à périmètre constant hors FRU).

Enfin, le **coût du risque** affiche une baisse significative (-49,3%, à -1385 millions d'euros contre -2733 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020).

Caisses régionales

L'activité des Caisses régionales est dynamique au troisième trimestre 2021. La **conquête** brute progresse fortement (+934 000 clients depuis le début de l'année), et le fonds de commerce croît de +196 000 clients supplémentaires. Le taux **d'équipement** en assurances MRH-Auto-Santé¹² progresse aussi (+1,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2020), pour s'établir à 42,7% à fin septembre 2021. Le **taux d'utilisation des applications mobiles**¹³ atteint 69,5% et est en hausse de +3,3 points de pourcentage par rapport à septembre 2020 (+7,2 points de pourcentage par rapport à septembre 2019). Les **encours de crédits** atteignent 588 milliards d'euros à fin septembre 2021 et progressent de +6,3% par rapport à fin septembre 2020 (dont +7,5% sur l'habitat et +6,9% sur les entreprises), portés par des **réalisations de crédits** dynamiques ce trimestre (+14,5%¹⁴ par rapport au troisième trimestre 2020 dont +15,9%¹⁴ sur les marchés spécialisés¹⁵). La **collecte bilan** progresse sensiblement (+7,7% depuis fin septembre 2020), portée par les DAV (+11,8%) et les livrets (+11,6%), tout comme la **collecte hors-bilan** qui est en hausse de +6,2% depuis la même période (dont +3,6% en assurance-vie). Ainsi, les **encours de collecte globale** progressent de +7,2% par rapport à fin septembre 2020 pour atteindre 826 milliards d'euros à fin septembre 2021.

Au troisième trimestre 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent des Caisses régionales atteint 3 408 millions d'euros et est en hausse de +3,0% par rapport au troisième trimestre 2020. Cette hausse est portée à la fois par la MNI (+1,7%) et les commissions (+4,6%), dynamiques en assurances et en gestion de comptes/moyens de paiement. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** sont maîtrisées (+1,5% sur un an) et s'établissent à 2 146 millions d'euros au troisième trimestre 2021. Ainsi, le **coefficient d'exploitation hors FRU** sous-jacent s'améliore (-1,0 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020) pour s'établir à 63,0% ce trimestre, et le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en hausse sur un an (+5,8%). Le **coût du risque** s'élève à -136 millions d'euros¹⁶, en hausse (x6,1) par rapport à un troisième trimestre 2020 faible (22 millions d'euros). Le **taux de créances douteuses** demeure maîtrisé (1,6% à fin septembre 2021 contre 1,7% à fin juin 2021) et le **taux de couverture** reste élevé (103,5% à fin septembre 2021 contre 102,3% à fin juin 2021). La contribution des **impôts** est en baisse ce trimestre par rapport au troisième trimestre 2020 (-15,7%) en lien notamment avec la baisse du taux d'impôt courant. Au final, la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe** sous-jacent atteint 790 millions d'euros au troisième trimestre 2021, en hausse de +1,9% sur un an.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent atteint 10 415 millions d'euros et progresse de +5,7% par rapport aux neuf premiers mois de 2020. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** progressent de +4,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2020, essentiellement en raison de la hausse des charges de personnel (notamment l'intéressement et la participation). Ainsi, le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'améliore (-1,0 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2020, pour s'établir à 63,8%), et le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en forte hausse (+8,4% par rapport aux neuf premiers mois 2020). Le **coût du risque** sous-jacent diminue de -24,1% depuis les neuf premiers mois 2020 et atteint -476 millions d'euros. Au final, la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe** sous-jacent atteint 2 186 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2021 et est en forte hausse (+24,2%) par rapport aux neuf premiers mois de 2020.

La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.

¹² Taux d'équipement - Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

¹³ Nombre de clients partenaires ayant un profil actif sur Ma Banque ou ayant visité CAEL (Crédit Agricole en ligne) dans le mois / nombre de clients majeurs possédant un DAV actif

¹⁴ Hors PGE pour le T3-2020 (2,6 Mds€) et négligeable pour le T3-2021

¹⁵ Marchés spécialisés : agriculteurs, professionnels, entreprises et collectivités publiques

¹⁶ Le coût du risque sur encours atteint 16 points de base sur quatre trimestres glissant et 9 points de base en trimestre annualisé sur le troisième trimestre 2021

Crédit Agricole S.A.

Activité commerciale dynamique, conquête élevée

- Dynamisme de la collecte nette moyen long terme (+15,0%), tirée par la gestion active dans toutes les classes d'actifs (+11,1 Mds€), et de la collecte nette assurances (+1,1 Mds€, tiré par les UC : +1,4 Mds€), poursuite de la dynamique de l'activité en assurance-dommages (+5,6% T3/T3) et en protection des personnes (+7,4% T3/T3)
- Excellente performance de la Banque de financement (+13,0 T3/T3, aussi bien sur les financements structurés que sur la banque commerciale dans un contexte de normalisation des conditions de marché post crise. Position de leader sur les crédits syndiqués (#1 France, #3 EMEA); volume de flux élevés en Services financiers aux institutionnels.
- Production commerciale au niveau pré-crise chez CACF, activité leasing et factoring forte. Acquisition d'Olinn pour étendre l'offre de CAL&F, lancement de CA Mobility, offre CACF/CAL&F de location longue durée pour les particuliers et PME en France.
- Forte progression de la production de crédits sur tous les marchés chez LCL (+45,5% T3/T3); dynamique commerciale positive chez CA Italia et intégration de Creval dans le modèle de banque universelle du Groupe. Equipement en assurances dommages en hausse (+2,8 pp chez LCL et +5,1 pp chez CA Italia par rapport à fin 2018)
- Conquête banque de proximité Crédit Agricole SA sur 9 mois +377 000 clients¹⁷

Hausse du résultat sous-jacent (+26,7% T3/T3, +37,9% 9M/9M) tirée par les revenus

- Résultat publié +43,5% T3/T3 et +71,9% 9M/9M
- Revenus sous-jacents en hausse (+7,6% T3/T3, et à périmètre constant¹ : +4,4% T3/T3 et 7,3% 9M/9M), grâce à une activité soutenue, ainsi qu'à un effet marché favorable en gestion d'actifs ; génération régulière de revenus croissants depuis cinq ans, hausse de la part des commissions dans les revenus.
- Hausse des charges (+8,6% T3/T3, et à périmètre constant¹ : +3,8% T3/T3 et 3,4% 9M/9M). Effet ciseaux positif sur 9M. Hausse des charges hors cet effet liée notamment à la hausse des rémunérations variables en lien avec l'activité, et aux investissements IT.
- Efficacité opérationnelle : coefficient d'exploitation à 58,6% T3-21 et 57,2% 9M-21, cibles PMT atteintes en gestion d'épargne et assurances, grande clientèle, et chez LCL
- Hausse du résultat brut d'exploitation (+6,2% T3/T3, et à périmètre constant¹⁸ : +5,3% T3/T3 et +13,0% 9M/9M)
- Taux de créances douteuses stable T3/T2, poursuite de la hausse du taux de couverture. Coût du risque sur encours à 24 pb annualisé.
- ROTE sous-jacent à 13,1%¹⁹ sur 9M-21, bien supérieur, depuis 18 trimestres, à la moyenne des 10 grandes banques européennes publiant leur ROTE

Position de capital très solide, rémunération attractive pour les actionnaires dans la durée

- CET1 CASA 12,7%, 4,8 pp au-dessus du SREP, +0,1 pp T3/T2; provision pour dividende de 61 centimes sur neuf mois sur la base d'une politique de distribution de 50%.
- Dernière étape de la simplification de la structure capitalistique de Crédit Agricole S.A.
 - o Rappel 01/03/2021 : débouclage de 15% de la garantie switch
 - o 21/09/21 : finalisation de la première tranche de rachat d'actions pour 559 m€
 - o 05/10/21 : lancement de la seconde tranche de rachat d'actions pour 500 m€
 - o 16/11/21 : débouclage total du switch (impact CET1 --60 pb, RNPG 104 m€ année pleine)
- Impact de ces opérations sur 2021 d'environ +1% sur le bénéfice net par actions²⁰
- La politique de distribution de dividende de 50% en numéraire aura été respectée en cumul sur la durée du PMT

¹⁷ LCL, CA Italia et Bforbank

¹⁸ RBE hors FRU. Entités exclues de 2021 : CreVal, CA Serbie, JV Amundi Bank of China, Fund Channel, Annatec., CACF NL, So You, Kas Bank. Entités exclues de 2020 : CA Serbie, Via Vita, IWM Brésil et Miami, CACF NL. Hausse du RBE T3/T3 liée à un effet périmètre de +22m€ sur un an. Hausse du RBE 9M/9M liée à un effet périmètre de +86m€ sur un an.

¹⁹ ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé et de charges IFRIC linéarisées sur l'année

²⁰ Simulé à partir du BNPA sous-jacent 2020 ajusté des opérations réalisées et/ou annoncées en 2021

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 9 novembre 2021, a examiné les comptes du troisième trimestre 2021.

Résultats

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T3-2021 et au T3-2020								
En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous- jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous- jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous- jacent
Produit net bancaire	5 531	(4)	5 535	5 151	8	5 143	+7,4%	+7,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 259)	(14)	(3 245)	(2 991)	(4)	(2 988)	+9,0%	+8,6%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	2 272	(18)	2 290	2 160	4	2 156	+5,2%	+6,2%
Coût du risque de crédit	(266)	-	(266)	(605)	(28)	(577)	(56,1%)	(54,0%)
Sociétés mises en équivalence	103	-	103	98	-	98	+4,6%	+4,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	(8)	1	(9)	(3)	-	(3)	x 2,7	x 3,1
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	-	0	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 101	(17)	2 118	1 650	(23)	1 674	+27,3%	+26,6%
Impôt	(470)	5	(474)	(346)	8	(354)	+35,9%	+33,9%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	(1)	(1)	(125)	(124)	(0)	ns	ns
Résultat net	1 628	(14)	1 642	1 180	(139)	1 319	+38,0%	+24,5%
Intérêts minoritaires	(226)	2	(229)	(203)	1	(204)	+11,4%	+12,3%
Résultat net part du Groupe	1 402	(12)	1 414	977	(139)	1 115	+43,5%	+26,7%
Bénéfice par action (€)	0,43	(0,00)	0,43	0,32	(0,05)	0,36	+35,2%	+18,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	58,9%		58,6%	58,1%		58,1%	+0,9 pp	+0,5 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	1 402	(12)	1 414	977	(139)	1 115	+43,5%	+26,7%

Au troisième trimestre 2021, le **résultat net part du Groupe publié** de Crédit Agricole S.A. ressort à **1 402 millions d'euros**, soit une hausse de +43,5% par rapport aux 977 millions d'euros du troisième trimestre 2020.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre comprennent les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +3 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -4 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent les éléments suivants : des frais d'acquisition de Credito Valtellinese pour -4 millions d'euros en résultat net part du Groupe, le déclassement en actifs en cours de cession (IFRS5) de CA Serbie pour un impact de -4 millions d'euros en résultat net part du Groupe et les provisions pour frais de restructuration dans le cadre du Turbo, plan de transformation et d'évolution de CACEIS pour -5 millions d'euros en charges et -3 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Au troisième trimestre 2020, les éléments spécifiques avaient eu un effet net négatif de -139 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe, et ils comprenaient les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour 14 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -5 millions d'euros, les variations de provisions épargne logement pour -3 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank / S3 pour -2 millions d'euros, l'activation de la garantie switch pour -19 millions d'euros, ainsi que le déclassement au titre de IFRS5 de CACF NL, qui se décomposait comme suit : les effets dépréciation de l'écart d'acquisition pour -55 millions d'euros et traitement IFRS 5 pour -69 millions.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**²¹ atteint **1 414 millions d'euros**, en forte hausse de +26,7% par rapport au troisième trimestre 2020, grâce notamment à une activité soutenue dans tous les métiers, à des effets marché toujours favorables, et à une baisse du coût du risque.

²¹ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Au troisième trimestre 2021, les **revenus sous-jacents** atteignent 5 535 millions d'euros, et sont en hausse de +7,6% par rapport au troisième trimestre 2020, et de +4,4% à périmètre constant²². Depuis cinq ans, les revenus trimestriels de Crédit Agricole SA sont en croissance continue.

Les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (+11,3% par rapport au troisième trimestre 2020) sont en hausse, grâce notamment à des commissions de gestion dynamiques bénéficiant d'un effet marché favorable en Gestion d'Actifs, et malgré une extériorisation prudente de la marge financière en Assurances. Les revenus en Grande Clientèle sont en retrait (-2,4%) par rapport au troisième trimestre 2020, dans un contexte de normalisation des revenus en banque de marché en lien avec la faible volatilité, et malgré la forte croissance des revenus en financements structurés et en banque commerciale, et de l'effet marché favorable sur les commissions des Services Financiers aux Institutionnels. Au sein du pôle Services Financiers Spécialisés, les revenus sont en forte hausse (+13,8% par rapport au troisième trimestre 2020 et +5,5% hors CACF NL). Les revenus de CACF²³ sont au plus haut ce trimestre grâce au dynamisme de l'activité, et l'activité est dynamique en Leasing et Factoring. Les revenus de Banque de proximité progressent de +12,0% par rapport au troisième trimestre 2020, et de +5,1% à périmètre constant²⁴ hors impact de la consolidation de Credito Valtellinese chez Crédit Agricole Italia et hors Serbie, portés tant par la marge d'intérêt que les commissions chez LCL, et par des commissions dynamiques chez Crédit Agricole Italia. Les revenus du pôle Activité hors métier sont stables par rapport au troisième trimestre 2020.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en hausse (+8,6%) par rapport au troisième trimestre 2020, s'établissant à 3 245 millions d'euros au troisième trimestre 2021. A périmètre constant²⁵ cette hausse est ramenée à +3,8% par rapport à 2020, soit une augmentation des charges de +114 millions d'euros tirée par la hausse des rémunérations variables (50% de la hausse ; environ 50 millions d'euros), des investissements et des frais IT (30% de la hausse ; environ 35M€), d'autres frais de personnel (20% de la hausse ; environ 30 millions d'euros) et d'autres charges diverses (une baisse d'environ -10 millions d'euros). Le coefficient d'exploitation²⁶ hors FRU est bas et s'établit à 58,6%, stable (+0,5 point de pourcentage) par rapport au troisième trimestre 2020. A périmètre constant, Crédit Agricole SA enregistre ainsi un effet ciseau positif de 0,6 point de pourcentage au troisième trimestre 2021. Les cibles de coefficient d'exploitation²⁶ hors FRU du Plan Moyen Terme sont d'ores et déjà dans les métiers Gestion de l'Epargne et Assurances (cible PMT < 48% ; T3-21 à 47,0% ; 9M-21 à 46,1%), Grandes Clientèles (cible PMT < 57% ; T3-21 à 58,6% ; 9M-21 à 56,7%) et LCL (cible PMT < 66% ; T3-21 à 60,6% ; 9M-21 à 61,3%). Au sein du pôle Gestion de l'épargne et Assurances, les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse de +12,1%, en lien avec la hausse des charges en gestion d'actifs (+18,7% par rapport au troisième trimestre 2020) qui inclut la poursuite des investissements de développement et le provisionnement des rémunérations variables, et dans le métier assurances (+3,9% par rapport au troisième trimestre 2020) en raison d'investissements pour le développement de l'activité et de la hausse des frais de personnel. Dans le pôle Grande Clientèle, les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse de +3,3% comparé au troisième trimestre 2020, en lien avec des investissements et des évolutions d'effectifs accompagnant l'activité de la Banque de financement et d'investissement. Le pôle Services Financiers spécialisés voit ses charges augmenter de +28,2% par rapport au troisième trimestre 2020, et de +5,2% hors impact de CACF NL, en cohérence avec la progression de l'activité. La banque de proximité présente des charges d'exploitation hors FRU en hausse de +9,0% par rapport au troisième trimestre 2020. Hors effet périmètre²⁷, les charges sont en hausse limitée de +2,0% dans le pôle, en évolution contenue chez LCL (+3,0% par rapport au troisième trimestre 2020) et en baisse chez Crédit Agricole Italia (-0,2% à périmètre constant par

²² Entités exclues de 2021 : CreVal, CA Serbie, JV Amundi Bank of China, Fund Channel, Annatec., CACF NL, So You, Kas Bank. Entités exclues de 2020 : CA Serbie, Via Vita, IWM Brésil et Miami, CACF NL. Hausse du PNB T3/T3 liée à l'effet périmètre de +165 m€ sur un an. Hausse du PNB 9M/9M liée à l'effet périmètre de +277 m€ sur un an.

²³ Revenus trimestriel CACF hors CACF NL.

²⁴ Entités exclues de 2021 : CreVal, CA Serbie. Entités exclues de 2020 : CA Serbie. Hausse du PNB T3/T3 liée à l'effet périmètre de +106 m€ sur un an. Hausse du PNB 9M/9M liée à l'effet périmètre de +209 m€ sur un an.

²⁵ Entités exclues de 2021 : CreVal, CA Serbie, JV Amundi Bank of China, Fund Channel, Annatec., CACF NL, So You, Kas Bank. Entités exclues de 2020 : CA Serbie, Via Vita, IWM Brésil et Miami, CACF NL. Hausse des charges T3/T3 liée à un effet périmètre de +143m€ sur un an. Hausse des charges 9M/9M liée à un effet périmètre de +190m€ sur un an.

²⁶ Données en vision sous-jacente

²⁷ Entités exclues de 2021 : CreVal, CA Serbie. Entités exclues de 2020 : CA Serbie. Hausse des charges T3/T3 liée à un effet périmètre de +68m€ sur un an. Hausse des charges 9M/9M liée à un effet périmètre de +133m€ sur un an.

rapport au troisième trimestre 2020). Les charges du pôle activité hors métiers sont en baisse de 19 millions d'euros comparé au troisième trimestre 2020.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est ainsi en hausse de +6,2% par rapport au troisième trimestre 2021 pour atteindre 2 290 millions d'euros, et hors effet périmètre²⁸, la hausse est de +5,3%. Par métier, les résultats brut d'exploitation sont en croissance par rapport au troisième trimestre 2020 dans les pôles Gestion de l'épargne et assurance (+10,6%), Services Financiers spécialisés (+1,2%) et Banque de proximité en France et à l'international (+16,9%), le pôle Grande clientèle constatant une baisse (-9,5%) en comparaison à un troisième trimestre 2020 qui était exceptionnel, mais une hausse de +5,8% en comparaison au troisième trimestre 2019.

Au 30 septembre 2021, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (28% des encours bruts) et entreprises (44% des encours bruts de Crédit Agricole SA). Le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 3,1% (en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à juin 2021) et le taux de couverture²⁹, élevé, à 75,4%, est en hausse de +1,8 point de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 10,4 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., en hausse de 0,1 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021. Sur ce stock de provisions, 26% sont liés au provisionnement des encours sains. Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains. Ils ont été mis à jour depuis la publication du document d'enregistrement universel de 2020, et incluent un scénario plus favorable (PIB à +5,9% en France en 2021, +5,3% en 2022) et un scénario moins favorable (PIB à +2,7% en France en 2021 et +3,3% en 2022). Ils n'ont pas fait l'objet d'une mise à jour au troisième trimestre 2021.

Le **coût du risque** est en baisse de -4% par rapport au deuxième trimestre 2021 et en baisse de -54% au troisième trimestre 2020. Il s'élève à -266 millions d'euros contre respectivement -254 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 et -577 millions d'euros au troisième trimestre 2020. La charge de -266 millions d'euros sur le troisième trimestre 2021 se décompose en un provisionnement des encours sains (niveau 1&2) pour -27 millions d'euros (contre une dotation de -17 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 et une dotation de -165 millions d'euros au troisième trimestre 2020) et un provisionnement des risques avérés (niveau 3) pour -234 millions d'euros (contre -199 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 et -425 millions d'euros au troisième trimestre 2020). Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants³⁰ atteint 33 points de base (en baisse de -8pbs par rapport au deuxième trimestre 2021) et 24 points de base en vision trimestrielle annualisée³¹ (stable par rapport au deuxième trimestre 2021).

La baisse est marquée sur CA-CF (-22,4% où il s'élève à -92 millions d'euros contre -119 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 et -127 au troisième trimestre 2020) et chez LCL (-5% où il s'élève à -41 millions d'euros contre -43 millions d'euro au deuxième trimestre 2021 et -83 millions d'euros au troisième trimestre 2020).

Le coût du risque est en dotation sur la Banque de financement à -13 millions d'euros, en hausse par rapport au deuxième trimestre 2021 où il était en reprise à +35 millions d'euros mais en baisse de -94% par rapport au troisième trimestre 2020 où il s'élevait à -225 millions d'euros. Il demeure stable ce trimestre pour CA Italia à -79 millions d'euros (en baisse de -8% par rapport au troisième trimestre 2020).

La qualité des actifs reste bonne, avec un taux de créances douteuses et litigieuses (CDL) pour Crédit Agricole SA de 3,1%, en baisse de 0,1 points de pourcentage depuis le mois de juin 2021, et un taux de couverture de 75,4%, en hausse de +1,8 point de pourcentage par rapport à juin 2021. Par métier, cette tendance se confirme : la Banque de financement présente un taux de CDL de 2,9%, en baisse (-0,1 point de pourcentage par rapport à juin 2021) ; et un taux de couverture en hausse à 71,5% (+4,5 point de pourcentage par rapport à juin 2021),

²⁸ Entités exclues de 2021 : CreVal, CA Serbie, JV amundi Bank of China, Fund Channel, Annatec, CACF NL, So You, Kas Bank. Entités exclues de 2020 : CA Serbie, Via Vita, IWM Brésil et Miami, CACF NL. Hausse du RBE T3./T3 liée à un effet périmètre de +22m€ sur un an. Hausse du RBE 9M/9M liée à un effet périmètre de +86m€ sur un an.

²⁹ Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

³⁰ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

³¹ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

CACF affiche un taux de CDL de 5,7 %, en baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à juin 2021 et un taux de couverture élevé de 85,3%, en hausse de 3,7 points de pourcentage par rapport à juin 2021, CA Italia présente un taux de CDL de 6,3% à fin septembre 2021, en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à juin 2021 et un taux de couverture de 69,3% en hausse de 0,8 points de pourcentage par rapport à juin 2021, le taux de CDL chez LCL est en baisse à 1,5% (-0,1 point de pourcentage par rapport à juin 2021) et le taux de couverture est à 83,5% (+1,8 points de pourcentage par rapport à juin 2021)

La contribution en sous-jacent des **sociétés mises en équivalence** ressort à 103 millions d'euros, en hausse de **+4,6%** par rapport au troisième trimestre 2020, reflet de la bonne activité des entités en crédit à la consommation (79 millions d'euros en hausse de +9,7% par rapport au troisième trimestre 2020) et en asset management (25 millions d'euros en hausse de +47,6% par rapport au troisième trimestre 2020).

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à -9 millions d'euros au troisième trimestre 2021, contre -3 millions d'euros au troisième trimestre 2020.

Le **résultat sous-jacent³² avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de **+26,6%**, à 2 118 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **23,5%** (+1,1 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020) et la charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +33,9% et s'établit à -474 millions d'euros. Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une hausse de +24,5%**.

Les intérêts minoritaires s'établissent à -229 millions d'euros au troisième trimestre 2021, en hausse de +12,3% en lien avec les résultats des métiers et du fait d'un changement au troisième trimestre 2020 dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions en Assurances de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse de +26,7% par rapport au troisième trimestre 2020 à **1 414 millions d'euros**.

Le **bénéfice par action sous-jacent** sur le troisième trimestre 2021 atteint **0,43 €**, il est **en hausse de +18,4%** par rapport au troisième trimestre 2020.

Par ailleurs, ce trimestre Crédit Agricole S.A finalise **la simplification de sa structure capitalistique**, tout en poursuivant ses **engagements au service de la rémunération des actionnaires** dans la durée.

Pour rappel, en 2021, le Crédit Agricole S.A. avait déjà effectué le **déboucement de 15% de la garantie switch le 1 mars 2021**, avec un impact sur les résultats en année pleine de +31 millions d'euros et un impact sur le ratio CET1 de -20 points de base. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a **finalisé le 21 septembre 2021 la première tranche de rachat d'actions** annoncé au moment de la mise en place du mécanisme pour le paiement exceptionnel du dividende 2020, pour un montant de total de 559 millions d'euros.

³² Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Dans la poursuite des initiatives annoncées au quatrième trimestre 2020, Crédit Agricole S.A a commencé le **5 octobre 2021 sa deuxième opération de rachat d'action** pour un montant de 500 millions d'euros, pouvant aller jusqu'au 28 janvier 2022, avec un impact estimé sur le ratio CET1 d'environ -14 points de base³³. Crédit Agricole S.A. va par ailleurs procéder, le 16 novembre 2021, au **débouclage des 50% restant de la garanties switch**. Cette dernière opération aurait un impact sur les résultats en année pleine de +104 millions d'euros³⁴ et un impact estimé sur le ratio CET1 d'environ ~-60 points de base³³. Le débouclage des 65% restant du switch, ainsi que les deux opérations de rachat d'action, permettent de renforcer le bénéfice par action d'environ 1%³⁵.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A reconfirme son intention³⁶ de verser les 0,40€³⁷ restant sur le dividende 2019 lors des paiements des dividendes 2021 et 2022, ce qui signifié que la politique de distribution de 50% en numéraire aura été respectée en cumul sur la durée du PMT, entre 2018 et 2022.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au 9M-2021 et au 9M-2020

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous- jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous- jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous- jacent
Produit net bancaire	16 843	(29)	16 872	15 248	(217)	15 465	+10,5%	+9,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(9 709)	(50)	(9 659)	(9 226)	(68)	(9 158)	+5,2%	+5,5%
FRU	(392)	130	(522)	(439)	-	(439)	(10,7%)	+18,9%
Résultat brut d'exploitation	6 742	51	6 691	5 583	(285)	5 869	+20,7%	+14,0%
Coût du risque de crédit	(929)	(25)	(904)	(2 068)	38	(2 106)	(55,1%)	(57,1%)
Sociétés mises en équivalence	291	5	286	277	-	277	+5,2%	+3,4%
Gains ou pertes sur autres actifs	(42)	(15)	(27)	84	-	84	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	378	378	0	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	6 440	394	6 046	3 876	(248)	4 124	+66,1%	+46,6%
Impôt	(1 245)	179	(1 424)	(692)	63	(756)	+79,8%	+88,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	2	3	(1)	(125)	(124)	(1)	ns	ns
Résultat net	5 197	576	4 621	3 059	(309)	3 368	+69,9%	+37,2%
Intérêts minoritaires	(781)	(122)	(660)	(490)	4	(494)	+59,4%	+33,6%
Résultat net part du Groupe	4 416	454	3 962	2 568	(305)	2 874	+71,9%	+37,9%
Bénéfice par action (€)	1,38	0,15	1,23	-	(0,89)	0,89	ns	+37,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	57,6%		57,2%	60,5%		59,2%	-2,9 pp	-2,0 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	4 753	454	4 299	2 961	(305)	3 266	+60,5%	+31,6%

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le résultat net part du Groupe publié est de 4 416 millions d'euros, contre 2 568 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020, soit une hausse de +71,9%.

Les **éléments spécifiques pour les neuf premiers mois 2021** ont eu un effet positif de **+454 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du troisième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier semestre 2021 avaient eu un impact positif de +466 millions d'euros et correspondaient aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour +1 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -11 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -6 millions d'euros. A cela s'ajoutaient les éléments suivant : le trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices à 2016 à 2020 pour +130 millions d'euros, les pertes sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession pour +2 millions d'euros au sein du métier Gestion de fortune, les coûts d'intégration de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros, les coûts de transformation liés au projet Réseau LCL Nouvelle génération de regroupement d'agences chez LCL pour -9 millions d'euros, et au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution de CACEIS pour -8 millions d'euros, le

³³ Estimé sur la base du niveau CET1 et emplois pondérés à fin septembre 2021; l'impact sera comptabilisé au T4-21

³⁴ Calculé avec un taux d'impôt normatif de 28,41%

³⁵ Simulé à partir du BNPA sous-jacent 2020 ajusté des opérations réalisées et/ou annoncées en 2021

³⁶ Sous réserve d'une proposition de versement de dividende par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. aux Assemblées Générales en 2022 et 2023

³⁷ Pour rappel: versement exceptionnel de 0,80€ en 2021, 0,30€ de plus que le dividende de 0,50€ correspondant à la politique de distribution de 50%, pour commencer à rattraper le dividende 2019 de 0,70€.

badwill net provisoire au titre de la première consolidation de Creval pour +285 millions d'euros, les frais d'acquisition de Creval pour -8 millions d'euros, un provisionnement complémentaire des encours sains des créances Creval pour -19 millions d'euros, ainsi que des gains « Affrancamento » liés à des dispositions fiscales exceptionnelles en Italie pour la revalorisation extra-comptable des écarts d'acquisition et leur amortissement pour 111 millions d'euros en résultat net part du groupe dans les pôles BPI (+28 millions d'euros), GEA (+78 millions d'euros) et SFS (+5 millions d'euros). Les **éléments spécifiques des neuf premiers mois 2020** avaient eu un impact de -305 millions d'euros sur le **résultat net part du Groupe**. Par rapport à ceux du troisième trimestre 2020 déjà mentionnés *supra*, ils ont eu un impact de -167 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe au premier semestre 2020, soit les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -19 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +32 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -41 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -4 millions d'euros, l'impact des dons solidaires liés au Covid-19 pour -52 millions d'euros, l'impact du soutien mutualiste aux clients professionnels assurés contre le risque de perte opérationnelle pour -98 millions d'euros, l'impact de la soule de l'opération de Liability Management menée par Crédit Agricole S.A. en juin 2020 pour -28 millions d'euros, et l'activation de la garantie Switch +44 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 3 692 millions d'euros**, en hausse de **+37,9%** par rapport aux neuf premiers mois 2020.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 1,23 euro par action sur les neuf premiers mois 2021**, en hausse de **+37,7%** par rapport aux neuf premiers mois 2020.

Le **RoTE³⁸ sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé³⁹ et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) atteint **13,1% sur les neuf premiers mois de l'année 2021**, en hausse par rapport aux neuf premiers mois 2020 (10,0%). Depuis le premier trimestre 2017, le ROTE sous-jacent annualisé⁴⁰ de Crédit Agricole SA est supérieur d'au moins 2,6 points de pourcentage à la moyenne des dix grandes banques européennes publiant un ROTE. Les RoNE (retour sur capital alloué normalisé) annualisés sont en hausse sur les neuf premiers mois 2021, en lien avec la hausse des résultats, par rapport à l'année 2020.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+9,1%** par rapport aux neuf premiers mois 2020 (et de +7.3% à périmètre constant⁴¹), grâce à une forte croissance des revenus du pôle Gestion de l'épargne et assurance (+16,2%), dans un contexte de conditions de marché très favorables ayant notamment permis la constatation de commissions de surperformance très élevées sur les neuf premiers mois de l'année 2021 (+356 millions d'euros) et du fait de l'évolution des mix produits en assurance et en gestion d'actifs ainsi que du démantèlement complémentaire de 15% du switch sur 7 mois ; grâce à une forte croissance des revenus en banques de proximité (+9,9% par rapport aux neuf premiers mois 2020) portée par la marge nette d'intérêt et les commissions tant en France qu'à l'international ; grâce à la reprise de l'activité en Services financiers spécialisés avec des revenus en hausse de +7,1% ; les revenus en Grandes clientèles sont quasi stables (-1,4% par rapport aux neuf premiers mois 2020) et les revenus du pôle Activité hors métiers progresse de +198 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2020, reflet des conditions de marchés ainsi que du résultat des autres métiers, notamment CACIF. La part des commissions dans les revenus atteint 43% sur les neuf premiers mois 2021, soit un point de pourcentage de plus comparé aux neuf mois 2020.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en croissance de 5,5% par rapport aux neuf premiers mois 2020 (et de +3.4% à périmètre constant⁴²), mais moins fortement que les revenus sur la période, entraînant un effet ciseaux de 3,6 points de pourcentage et 3,9 points de pourcentage à périmètre constant. Le coefficient d'exploitation

³⁸ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 50

³⁹ Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraçant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

⁴⁰ Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraçant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

⁴¹ Entités exclues de 2021 : CreVal, CA Serbie, JV Amundi Bank of China, Fund Channel, Annatec., CACF NL, So You, Kas Bank. Entités exclues de 2020 : CA Serbie, Via Vita, IWM Brésil et Miami, CACF NL. Hausse du PNB T3/T3 liée à l'effet périmètre de +165 m€ sur un an. Hausse du PNB 9M/9M liée à l'effet périmètre de +277 m€ sur un an.

⁴² Entités exclues de 2021 : CreVal, CA Serbie, JV Amundi Bank of China, Fund Channel, Annatec., CACF NL, So You, Kas Bank. Entités exclues de 2020 : CA Serbie, Via Vita, IWM Brésil et Miami, CACF NL. Hausse des charges T3/T3 liée à un effet périmètre de +143m€ sur un an. Hausse des charges 9M/9M liée à un effet périmètre de +190m€ sur un an.

hors FRU sur les neuf premiers mois s'établit ainsi à 57,2%, en baisse de 2,0 points de pourcentage par rapport à celui des premiers mois 2020. Le FRU sur les neuf premiers mois s'élève à 522 millions d'euros, en hausse de 18,9% par rapport aux neuf premiers mois 2020. A noter que la restitution d'un trop versé sur l'exercice 2016-2020 a été comptabilisée en éléments spécifiques au premier trimestre 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint ainsi 6 691 millions d'euros, en hausse de +14,0% par rapport aux neuf premiers mois 2020.

Enfin, le **coût du risque** affiche une baisse significative (-57,1%/-1 202 millions d'euros, à -904 millions d'euros contre -2 106 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2020).

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Gestion de l'épargne et Assurances

Les encours gérés augmentent de 8,3% par rapport à fin septembre 2020 pour s'établir à 2 320 milliards d'euros à fin septembre 2021. Sur la hausse de 20 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021, -0.1 milliard d'euros sont liés à un effet périmètre (avec la sortie des activités Miami et Brésil en Gestion de fortune), la collecte nette augmente de +2,2 milliards d'euros, dont +0,2 milliard d'euros en gestion d'actifs, +1,1 milliard d'euro en assurance-vie, et +0,9 milliard d'euros en gestion de fortune, et l'effet marché et change explique une hausse de 18,5 milliards d'euros.

En Epargne/Retraite, l'activité est dynamique et Crédit Agricole Assurances continue son développement commercial et sa diversification en France comme à l'international. Le chiffre d'affaires est en hausse de +23,7% par rapport au troisième trimestre 2020. Le taux d'UC dans la collecte brute atteint ce trimestre 43,2%. Ainsi, la collecte nette du troisième trimestre 2021 est positive (+1,1 milliard d'euros), malgré une légère décollecte sur les contrats en euros (-0,3 milliard d'euros). La collecte nette UC s'élève ainsi à +1,4 milliard d'euros, soit des augmentations respectives de +38,0% et +11,4% par rapport aux troisièmes trimestres 2020 et 2019; et un niveau supérieur aux moyennes trimestrielles de 2019 (+1,3 milliards d'euros) et 2020 (+1,2 milliards d'euros).

Les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent quant à eux 318,2 milliards d'euros, en hausse de +4,6% par rapport à septembre 2020. L'encours en unités de comptes atteint ce trimestre un nouveau plus haut historique consécutif à 83,1 milliards d'euros, la part des unités de comptes dans les encours s'établissant ainsi à 26,1%, en progression de +3,0 points de pourcentage par rapport à septembre 2020.

En Assurances dommages, l'activité du troisième trimestre 2021 est dynamique, avec une croissance de 5,6%⁴³ du chiffre d'affaires par rapport au troisième trimestre 2020. Le nombre de contrats d'assurance-dommages en portefeuille de Crédit Agricole Assurances atteint plus de 15 millions à fin septembre 2021, en progression de +4,6% sur un an, soit une augmentation de 511 000 contrats sur les 9 premiers mois de l'année. La croissance de l'activité dommages, portée par les activités traditionnelles (habitation, protection juridique, garantie des accidents de la vie, auto), profite également du lancement, en France, d'offres à destination des entreprises (offre IARD Entreprise et Multirisque pro). Le ratio combiné reste maîtrisé, à 96,9%, en légère baisse de -0,2 point de pourcentage sur un an.

En prévoyance/emprunteur/collectives, le chiffre d'affaires atteint 1,1 milliard d'euros ce trimestre en hausse de +7,4%⁴³ par rapport au troisième trimestre 2020, avec une contribution positive des trois métiers. On observe une belle performance de l'assurance emprunteur, soutenue par un marché immobilier bien orienté. Ainsi, Crédit Agricole Assurances est classé deuxième assureur emprunteur⁴⁴ en France.

Par ailleurs, le 6 octobre 2021, Crédit Agricole Assurances a placé avec succès un milliard d'euros d'obligations subordonnées, d'une maturité de dix ans et éligibles en capital Tier 2.

Dans le cadre de son engagement pour le climat, Crédit Agricole Assurances a annoncé, le 26 octobre 2021, son adhésion à la Net Zéro Asset Owners' Alliance ainsi qu'aux principes pour une assurance durable (PSI), Crédit Agricole Assurances s'engage par ailleurs à doubler ses investissements dans les installations d'énergies renouvelables à horizon 2025.

La Gestion d'actifs (Amundi) enregistre ce trimestre une progression de ses encours sous gestion avec des effets marchés favorables et une collecte moyen long terme (MLT) élevée sur quasiment tous les segments de clientèle. Ainsi, Amundi affiche une collecte nette MLT hors *joint-ventures* de +15,0 milliards d'euros, tirée par la gestion active (+11,1 milliards d'euros). Le très bon niveau d'activité dans le *Retail* se poursuit, la collecte nette MLT hors JV de ce segment de clientèle s'établissant à +7,5 milliards d'euros, malgré une décollecte de -0.7 milliard d'euros dans les réseaux France en lien avec des sorties anticipées en raison des conditions de marché favorables. Le segment Institutionnels enregistre également une augmentation de la collecte MLT à 7,5 milliards

⁴³ Croissances retraitées d'un changement de méthodologie comptable ; hors retraitement, la croissance est de 4,5% en assurance dommages et de 3,1% en prévoyance / emprunteur / assurances collectives.

⁴⁴ Source : Argus de l'assurance ; sur la base des résultats 2020

d'euros. Les produits de trésorerie enregistrent de leur côté une décollecte nette, modérée, s'élevant à -2,2 milliards d'euros sur les deux segments de clientèle. Dans les joint-ventures la collecte est négative, à -12,7 milliards d'euros. Cette décollecte résulte principalement d'une réinternalisation exceptionnelle de fonds pour -11,6 milliards d'euros, ainsi que des sorties liées au Channel Business en Chine sur des produits peu margés pour -4,1 milliards d'euros. Retraitée de ces éléments, la collecte nette MLT des *joint-ventures* reste dynamique avec +3 milliards d'euros en *mutual funds*.

Les encours sous gestion sont en hausse de +1,0% par rapport à fin juin 2021 (+8,9% sur un an depuis fin septembre 2020) soit 1 811 milliards d'euros à fin septembre 2021. L'effet marché/change sur les encours sous gestion est de +17,0 milliards d'euros par rapport à juin 2021.

Par ailleurs, dans la perspective de la COP 26 de Glasgow, Amundi a rejoint l'Initiative « Net Zero Asset Managers » (engagements en ligne avec la trajectoire des Accords de Paris) réunissant des asset managers engagés sur l'objectif net zéro émissions en 2050. Amundi s'engage notamment à augmenter de +20 milliards d'euros l'investissement dans des fonds avec objectif d'impact positif environnemental ou social d'ici 2025.

En gestion de fortune, les encours sont stables sur le trimestre et s'élèvent à 131 milliards d'euros à fin juin 2021, soit une augmentation de +5,1% depuis le début de l'année hors effet périmètre lié à la sortie des activités Miami et Brésil.

Le pôle **Gestion de l'épargne et Assurances** (GEA) réalise un **résultat net part du Groupe sous-jacent** de 573 millions d'euros au troisième trimestre 2021, en croissance de +24,8% par rapport au troisième trimestre 2020, porté par la croissance de la contribution de tous les métiers.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 1 739 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2021, en hausse de +27,2% par rapport aux neuf premiers mois 2020.

Le pôle contribue à hauteur de 40% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois 2021 et à hauteur de 29% aux revenus sous-jacents des pôles métier de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM).

Au 30 septembre 2021, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 11,0 milliards d'euros dont 9,3 milliards d'euros sur les Assurances, 1,2 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,4 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 48,6 milliards d'euros dont 31,1 milliards d'euros sur les Assurances, 12,7 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 4,7 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 24,4% pour les 9 premiers mois 2021, contre 22,5% sur l'année 2020.

Assurances

Le produit net bancaire sous-jacent de l'activité d'assurances atteint 594 millions d'euros au troisième trimestre 2021, en baisse de -2,6% sur un an. En effet, une dotation de provision pour participation aux excédents (PPE) a pu être réalisée ce trimestre en raison de revenus financiers très élevés résultant de plus-values à long terme sur cessions de titres à taux d'imposition réduit. Le produit net bancaire de l'assurance bénéficie néanmoins par rapport au troisième trimestre 2020 du démantèlement de 15% complémentaire du mécanisme « switch » mis en œuvre le 1^{er} mars 2020 pour 11 millions d'euros. Les charges sous-jacentes du troisième trimestre sont en hausse de +3,9% par rapport au troisième trimestre 2020. Hors impôts et taxes, la hausse des charges est de +8,6%, en raison d'investissements pour le développement de l'activité et de la hausse des frais de personnel. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent affiche ainsi une baisse de -5,1%, à 420 millions d'euros au troisième trimestre 2021. Le coefficient d'exploitation sous-jacent s'établit à 29,3% au troisième trimestre 2021, en augmentation de +1,8 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020. La charge d'impôt est en baisse de -35,6% à 64 millions d'euros en lien avec la baisse du taux normatif et avec les cessions de titres à taux réduit du trimestre. Le résultat net part du groupe sous-jacent affiche une croissance en hausse de +12,7%, prenant en intérêts minoritaires le changement dans les modalités de comptabilisation

des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 (-19 millions d'euros en intérêts courus, sans impact sur le bénéfice net par action).

Le produit net bancaire sous-jacent des neuf premiers mois de l'année 2021 atteint 1 948 millions d'euros, en hausse de +6,9% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020, grâce à des effets marchés, à la hausse des encours UC, et au démantèlement complémentaire de 15% du switch sur 7 mois. Les charges sont en hausse de +1,0%, entraînant une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent de 1,8 point de pourcentage, atteignant ainsi 30,2% sur les neuf premiers mois 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente de +9,7%. Enfin, la charge d'impôt sur les neuf premiers mois 2021 diminue de -12,5% par rapport aux neuf premiers mois 2020, en raison de la baisse du taux d'impôt normatif et de reprises de provisions. Au final, le résultat net part du groupe atteint 1 038 millions d'euros, en forte hausse de +16,6% par rapport aux neuf premiers mois 2020.

Gestion d'actifs

Le produit net bancaire sous-jacent atteint 774 millions d'euros au troisième trimestre 2021, en croissance de +27,1% par rapport au troisième trimestre 2020. Les revenus nets de gestion sont en hausse de +26,4% par rapport au troisième trimestre 2020, tirés par les commissions nettes de gestion qui augmentent de +17,6%, et par le niveau très élevé des commissions de surperformance, qui s'élèvent à 90 millions d'euros sur le trimestre. Les charges d'exploitation sous-jacentes s'élèvent à 390 millions d'euros, en hausse de +18,7%. Cette hausse s'explique par le provisionnement des rémunérations variables en lien avec la progression du résultat d'exploitation, et par la poursuite des investissements de développement, avec Amundi Technology notamment. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent est ainsi en forte croissance à +36,9% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 50,4%, en baisse de -3,6 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant notamment la contribution des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, est en hausse de +47,6% par rapport au troisième trimestre 2020 et s'établit à 25 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente s'élève à 101 millions d'euros, en croissance de +30,5%. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent est en forte progression de +44,3%, à 211 millions d'euros.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le produit net bancaire progresse de +30,4%, du fait des conditions de marchés très favorable liées à la hausse du niveau moyen des marchés actions, ainsi qu'à la bonne dynamique de collecte, notamment en Retail et en actifs MLT, depuis plusieurs trimestres. Ainsi, les commissions de surperformance s'élèvent sur les neuf premiers mois à +356 millions d'euros. Le produit net bancaire bénéficie également d'un effet périmètre de +45 millions d'euros, principalement lié à l'intégration de Sabadell depuis le 1^{er} juillet 2020. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +18,0%, en lien avec la hausse des rémunérations variables, le renforcement des investissements de développement avec Amundi Technology notamment, et un effet périmètre de -36 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2021. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit au niveau bas de 49,4%, en amélioration de -5,2 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois de 2021. Le résultat brut d'exploitation progresse de +45,3% par rapport aux neuf premiers mois de 2020. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +38,0%. Au final le résultat net part du Groupe des neuf premiers mois 2021 s'établit à 629 millions d'euros, en hausse de +49,8% par rapport aux neuf premiers mois de 2020.

Gestion de fortune

Le produit net bancaire sous-jacent est, à 203 millions d'euros au troisième trimestre 2021, en hausse de +5,5% par rapport au troisième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en hausse (+7,2%) et atteignent 173 millions d'euros. Ainsi, le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue légèrement sur un an de -3,5% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 87,7% au troisième trimestre 2021. Le coût du risque est en diminution de -97,5% pour s'établir à 0.3 millions d'euros au troisième trimestre 2021. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent est en hausse de +87,7% par rapport au troisième trimestre 2020, atteignant 23 millions d'euros au troisième trimestre 2021, et en hausse de +31,0% par rapport au troisième trimestre 2019.

Sur les premiers mois de l'année 2021, le produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +2,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2020, et les charges hors FRU sont en légère baisse de -0.8%. Le résultat brut d'exploitation augmente ainsi de +21,2% pour s'établir à 93 millions d'euros. Après coût du risque (notamment 5 millions d'euros au premier trimestre 2021) impôts et intérêts minoritaires, le résultat net part du groupe augmente donc de +26,8% pour atteindre 72 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2021. Il convient de noter sur les neuf premiers mois 2021, la comptabilisation de -1 million en produit net bancaire, -2 millions en charges et 5 millions en activités arrêtées, liés à la contribution des entités de Miami et du Brésil en cours de cession, soit un impact total net d'impôt de 2 millions d'euros en éléments spécifiques ayant un impact sur le résultat net part du Groupe.

Grandes Clientèles

L'activité de l'ensemble de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** demeure soutenue au troisième trimestre 2021, grâce au dynamisme de l'activité en Banque de financement et dans un contexte de normalisation des conditions de marché post-crise. Les **revenus sous-jacents** demeurent ainsi élevés à 1 241 millions d'euros (soit -3,7% par rapport au troisième trimestre 2020), et supérieurs au niveau pré-crise (+5,7% par rapport au troisième trimestre 2019 et +9,9% à change constant). La **Banque de financement** réalise une très bonne performance, avec des revenus en hausse significative de +13,0% sur le troisième trimestre 2021 comparé au troisième trimestre 2020. Par rapport au niveau pré-crise du troisième trimestre 2019, ils progressent de +9,2% (+16,6% à change constant). Ce très bon niveau est tiré aussi bien par les financements structurés (+9,2 % par rapport au troisième trimestre 2020) que ceux de la banque commerciale (+16,4% par rapport au troisième trimestre 2020) grâce aux activités *Supply Chain* et *Private Equity Financing Solutions*. Crédit Agricole CIB conserve ses positions de leader en crédits syndiqués (#3 sur la zone EMEA⁴⁵, et #1 en France⁴⁶). Les revenus de la **Banque de marché et d'investissement** sont, à 552 millions d'euros, en hausse au troisième trimestre 2021 par rapport au niveau pré-crise (+1,5% par rapport au troisième trimestre 2019, et +2,4% à change constant), mais ils sont en baisse de -18,7% par rapport au troisième trimestre 2020 en raison du ralentissement de activités FICC (-23,7% par rapport au troisième trimestre 2020) dans un environnement de marché qui se normalise et un niveau de VaR en forte baisse. Cette dernière s'élève, en effet, à 6,1 millions d'euros à fin septembre 2021 contre 12,1 millions d'euros à fin septembre 2020. La VaR réglementaire moyenne s'élève, quant à elle, à 6,1 millions d'euros sur le troisième trimestre 2021 contre 14,5 millions d'euros au troisième trimestre 2020. La banque d'investissement et l'activité *Equity* restent dynamiques. Dans un marché en normalisation, CACIB confirme ses **positions de premier** plan sur les émissions obligataires (#5 *All bonds in Euro worldwide*⁴⁷ #8 *All Corporate bonds in Euro worldwide*⁴⁸).

Les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) enregistrent un bon niveau d'activité ce trimestre. Les **encours conservés** évoluent de façon dynamique, avec une hausse de +9% par rapport à fin septembre 2020, pour atteindre 4 367 millions d'euros à fin septembre 2021. Les **encours administrés** progressent également de +11% sur un an, atteignant 2 303 milliards d'euros à fin septembre 2021. Ces progressions s'expliquent tant par un effet volume que par un effet marché.

Au **troisième trimestre 2021**, le **produit net bancaire** sous-jacent du pôle Grandes clientèles atteint 1 528 millions d'euros, en baisse modérée de -2,4% par rapport au troisième trimestre 2020, essentiellement liée à la normalisation de l'environnement de marché. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en hausse par rapport au troisième trimestre 2020 (+3,3%), des investissements et des évolutions d'effectifs accompagnant l'activité de la Banque de financement et d'investissement. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 58,6%. Ainsi, le résultat brut d'exploitation est en baisse de -9,5%. Le pôle enregistre une dotation nette globale du coût du risque de -12 millions d'euros au troisième trimestre 2021, par rapport à une dotation de -217 millions d'euros au troisième trimestre 2020. Cette baisse significative du provisionnement s'explique essentiellement par la moindre dotation des encours sains en Banque de financement, notamment en

⁴⁵ Source : Refinitiv R17

⁴⁶ Source : Refinitiv

⁴⁷ Source : Refinitiv N1

⁴⁸ Source : Refinitiv N8

raison de l'amélioration des prévisions économiques à moyen terme. Le résultat avant impôt est en forte hausse de +28,4% au troisième trimestre 2021 par rapport au troisième trimestre 2020 et atteint 621 millions d'euros. La charge d'impôt est en hausse de +16,8% sur la même période. En conséquence, le résultat net part du Groupe est en forte progression de + 33,0% au troisième trimestre 2021 et s'élève à 455 millions d'euros.

Sur les neuf premiers mois de 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent du pôle Grandes Clientèles s'établit à 4 769 millions d'euros, soit -1,4% d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2020. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** augmentent de +4,1% par rapport aux neuf premiers mois 2020 à -2 706 millions d'euros, en lien avec la croissance des métiers et les investissements. Les **charges FRU** sont en hausse de +26,2% par rapport à la même période en 2020. Ainsi le résultat brut d'exploitation des neuf premiers mois 2021 s'élève à 1 735 millions d'euros, en baisse de -12,3% par rapport aux neuf premiers mois 2020. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU est en hausse de 3,0 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2020, mais reste à un niveau bas à 56,7%. Le coût du risque s'élève à -38 millions d'euros par rapport à -719 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020, notamment en raison de l'amélioration des scénarios économiques. Ainsi, la contribution du pôle au **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 1 225 millions d'euros, en hausse de +24,2% par rapport aux neuf premiers mois 2020.

Le pôle contribue à hauteur de 28% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois 2021 et de 28% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 septembre 2021, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 12,6 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 132,4 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 13,8% pour les neuf premiers mois 2021, contre 10,7% pour 2020.

Banque de financement et d'investissement

Au **troisième trimestre 2021**, le **produit net bancaire** sous-jacent de la Banque de financement et d'investissement est en recul de -3,7% par rapport au troisième trimestre 2020, mais en hausse de +5,7% par rapport au troisième trimestre 2019 (+9,9% à change constant). Les revenus se maintiennent donc à un niveau élevé et supérieur au niveau pré-crise. Grâce à la complémentarité des activités, les revenus de la Banque de financement sont dynamiques, alors que les conditions de marché se normalisent en sortie de crise. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes **hors FRU** enregistrent une hausse de +4,7% ce trimestre par rapport au troisième trimestre 2020 pour s'établir à -680 millions d'euros, en lien avec les investissements dans les projets informatiques et l'évolution des effectifs accompagnant la croissance de l'activité. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** se maintient à un niveau bas à 54,8%. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit en conséquence à 560 millions d'euros, en baisse de -12,2% par rapport au troisième trimestre 2020, mais en hausse de +4,2% (+11,9 % à change constant) par rapport au troisième trimestre 2019. Le **coût du risque** enregistre une dotation nette de -14 millions d'euros contre une dotation de -220 millions d'euros au troisième trimestre 2020 (alors qu'il était en reprise de +40 millions d'euros au deuxième trimestre 2021), ce qui s'explique essentiellement par la baisse significative de provisionnement sur encours sains Stage 1 et 2 en Banque de financement. Enfin, le **résultat avant impôt** du troisième trimestre 2021 est en hausse de +30,1%. Il comprend un impact négatif de -3 millions d'euros comptabilisé en gains ou pertes sur autres actifs suite à la déconsolidation de la filiale algérienne de CACIB au deuxième trimestre 2021. La charge d'impôt progresse de +13,7% à -119 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2020. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 416 millions d'euros sur le troisième trimestre 2021, en progression de +35,5% par rapport au troisième trimestre 2020.

Les emplois pondérés à fin septembre 2021 sont en hausse de +2,3 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021, et s'élèvent à 123,2 milliards d'euros. Cette hausse s'explique essentiellement par une progression des risques de marché (+1,9 milliard d'euros, dont + 1,5 milliard lié à la hausse de la VaR stressée) après un niveau historiquement bas, et par un effet change de +0,8 milliard d'euros.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent recule légèrement de -2,2% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020 pour s'établir à 3 901 millions d'euros (+9,3% par rapport

aux neuf premiers mois 2019). Les charges **hors FRU** sous-jacentes augmentent sur la même période (+4,5%), et les contributions au FRU, qui enregistrent une hausse significative de +27,3%, s'élèvent à 295 millions d'euros à fin septembre 2021. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent, à 1 553 millions d'euros, est en baisse (-13,5% par rapport aux neuf premiers mois 2020), mais en hausse de +3,7% (+13,5% à change constant) par rapport au niveau pré-crise des neuf premiers mois de 2019. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU se maintient à un niveau bas à 52,6% à fin septembre 2021, l'objectif du Plan Moyen Terme à 55% est atteint. Enfin, le coût du risque enregistre une dotation de -45 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2021 contre -716 millions sur les premiers mois 2020. Ainsi, la contribution du métier au **RNPG** ressort en forte hausse de +26,5% à 1 128 millions d'euros, soit le meilleur niveau depuis 2006.

CACIB poursuit son engagement en faveur du climat en annonçant la hausse de +60% de ses expositions aux énergies non carbonées d'ici 2025 et la baisse de -20% dans le financement de la production de pétrole au même horizon.

Services financiers aux institutionnels

Au troisième trimestre 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent enregistre une hausse de +3,4% par rapport au troisième trimestre 2020 liée à la bonne dynamique de l'activité et s'établit à 288 millions d'euros. Les encours conservés progressent de +9% sur un an et les encours administrés de +11%. Les activités de flux se maintiennent à un niveau élevé. La progression du produit net bancaire est ainsi tirée par la croissance des commissions sur encours et un effet marché favorable. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU et hors coûts liés au projet Turbo⁴⁹ sont stables (-1%) par rapport au troisième trimestre 2020 à 215 millions d'euros. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent progresse ainsi fortement de +18,7% et s'établit à 73 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU est de 74,8% au troisième trimestre 2021, en baisse de 3,3 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020. Le **résultat net** sous-jacent atteint 58 millions d'euros, en hausse de +11,4%. Après partage avec les minoritaires pour 19 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent est en hausse de +11,5% par rapport au troisième trimestre 2020, à 39 millions d'euros.

Le **produit net bancaire** sous-jacent des neuf premiers mois 2021 est en hausse de +2,4% par rapport aux neuf premiers mois 2020, porté par la bonne tenue de l'activité clientèle. Les charges **hors FRU** sous-jacentes augmentent de +2,7%, sous l'effet de la croissance de l'activité et de la prise en compte des charges d'intégration résiduelles de KAS Bank qui ne sont plus retraitées en élément spécifique depuis le deuxième trimestre 2021, tandis que les charges FRU enregistrent une forte hausse à +16,6%. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est stable à -0,7% par rapport aux neuf premiers mois 2020. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU est stable à 75,3% à fin septembre 2021. Le **résultat net** sous-jacent est ainsi en hausse de +3,0%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sur les neuf premiers mois 2021 s'établit à 97 millions d'euros, en hausse de 2,7% par rapport au 30 septembre 2020.

⁴⁹ Plan de transformation et d'évolution de CACEIS

Services financiers spécialisés

Le pôle **Services Financiers spécialisés** est caractérisé par une activité dynamique dans tous ses métiers.

Par ailleurs, ce trimestre est marqué par plusieurs initiatives porteuses de croissance future pour le Groupe : lancement de CA Mobility une offre conjointe, entre CACF et CAL&F, de location longue durée d'automobiles en France pour les particuliers et les PME ; annonce de l'acquisition d'Olinn par CAL&F, afin d'étendre son offre aux services de gestion des équipements professionnels et lancement par CAL&F d'une activité de leasing en Allemagne, via la création d'une marketplace Vendoramed. Concernant l'acquisition Olinn, l'impact attendu sur le ratio CET1 de Crédit Agricole S.A est d'environ -6 point de base, et d'environ -4 points de base sur le ratio CET1 du Groupe Crédit Agricole au quatrième trimestre 2021.

La **production commerciale** de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) au troisième trimestre 2021 est en léger recul par rapport au troisième trimestre 2020 (-3,3% à périmètre constant⁵⁰), en raison du marché automobile affecté par la pénurie de composants électroniques, mais retrouve son niveau de pré-crise (+0,9% par rapport au troisième trimestre 2019). La baisse du niveau de la production par rapport au troisième trimestre 2020 s'est concentrée en France (-7% sur l'activité avec le Groupe Crédit Agricole) et sur les partenariats automobiles (-6%, principalement sur FCA Bank), mais a été partiellement compensée par la bonne tenue des activités à l'international hors CACF NL (+13% sur Agos, +10% sur Wafasalaf). Les **encours gérés** de CACF s'établissent à 91,0 milliards d'euros à fin septembre 2021. Ils sont en hausse de +2% par rapport à fin septembre 2020 et de +0,5% par rapport à fin septembre 2019. La hausse est portée par l'international⁵¹ et par l'activité avec le Groupe Crédit Agricole (+14% et +4,1% par rapport à fin septembre 2020 respectivement). Les encours liés aux partenariats automobiles sont stables par rapport au troisième trimestre 2020 (-0,3%) et cela malgré la production automobile affectée par la pénurie de composants électroniques.

Chez Crédit Agricole Leasing and Factoring (CAL&F), la **production de crédit-bail** est stable ce trimestre par rapport au troisième trimestre 2020, mais en hausse de +17% sur les neuf premiers mois de l'année 2021 par rapport à la même période en 2020. Pour l'activité d'affacturage, le **chiffre d'affaire factoré** est en hausse de +27% comparé au troisième trimestre 2020. Les **encours de leasing** atteignent 16 milliards d'euros fin septembre 2021 (dont 13 milliards d'euros en France et 3,1 à l'international) soit une hausse de +4,7% comparé à fin septembre 2020 et +8,8% comparé à fin septembre 2019.

Le résultat des **Services financiers spécialisés** est en croissance au troisième trimestre 2021, en lien avec l'activité commerciale dynamique. Le produit net bancaire sous-jacent des Services financiers spécialisés hors CACF NL⁵² est en hausse de +5,5% par rapport au troisième trimestre 2020, hausse portée par le dynamisme des revenus de CACF (+3% hors CACF NL et +2,6% hors intégration de SoYou⁵³) et de CALF (+14,9%). Les charges sous-jacentes hors CACF NL sont en hausse de +5,2%, en cohérence avec la progression de l'activité. Le **résultat brut d'exploitation** hors CACF NL est en hausse de +5,8% comparé au troisième trimestre 2020, le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU à périmètre constant reste bas à 50%⁵⁰ (et en baisse de -0,3 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020). Le **coût du risque** est en baisse significative par rapport au troisième trimestre 2020 (-19,5%⁵⁰). Ainsi, au troisième trimestre 2021, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle atteint 200 millions d'euros, soit une hausse de +20,3% par rapport au troisième trimestre 2020.

Le **produit net bancaire** sous-jacent à périmètre constant des neuf premiers mois 2021 est en hausse de +6%⁵⁰ par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020, porté par la très bonne performance de CAL&F (+14,7% par rapport aux neuf premiers mois 2020) et les revenus en hausse de CACF (+2,8% comparé à la même période du 2020 hors CACF NL). Les **charges sous-jacentes**⁵⁰ hors FRU à périmètre constant augmentent de +10,7% par rapport aux neuf premiers mois 2020, en normalisation après le point bas observé au premier semestre 2020. Le coefficient d'exploitation sous-jacent⁵⁰ hors FRU reste bas, à 50,7% , +1,04 point de pourcentage par rapport à la même période en 2020. Le **coût du risque**, à périmètre constant⁵⁰ diminue de -32,5%, les neuf premiers mois 2020 ayant été marqués par un provisionnement fort des encours sains dans le contexte de la propagation de la crise du

⁵⁰ Analyse à périmètre constant : hors CACF NL qui était classé en IFRS 5 depuis le troisième trimestre 2020 et qui a été réintégré dans la consolidation « ligne à ligne » depuis le troisième trimestre 2021

⁵¹ Autres activités à l'international (hors CACF NL et hors JV automobiles en Italie et en Chine)

⁵² Impact de la réintégration de CACF NL en ligne à ligne est détaillé dans l'annexe 5

Covid-19. La contribution des sociétés mises en équivalence est en hausse de +13,8% en sous-jacent, en lien avec les bonnes performances de Wafasalaf et FCA Bank les neuf premiers mois 2021. **Le résultat net part du Groupe** s'établit ainsi à 658 millions d'euros, en hausse de 18,5%⁵⁰.

Le pôle contribue à hauteur de 13% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois et de 12% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 septembre 2021, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 4,9 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 51,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 15,9% pour les neuf premiers mois de 2021, contre 11,7% pour 2020.

Crédit à la consommation

Au troisième trimestre 2021, le **produit net bancaire sous-jacent** à périmètre constant de CACF atteint 517 millions d'euros, en hausse de +3,0%⁵⁰ par rapport au troisième trimestre 2020, profitant d'une activité dynamique en France et à l'international et de l'intégration globale de SoYou⁵³. Les **charges sous-jacentes** à périmètre constant de CACF augmentent de +3,0%⁵⁰ et sont en ligne avec l'évolution de l'activité. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** à périmètre constant est en hausse de +3,1% par rapport au troisième trimestre 2020 et le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** reste bas à périmètre constant, à 49,2% (stable par rapport au troisième trimestre 2020 à périmètre constant). La **contribution des sociétés mises en équivalence** est très bonne et atteint 79 millions d'euros au troisième trimestre 2021 (+9,7% en sous-jacent par rapport au troisième trimestre 2020). Le **coût du risque** à périmètre constant est historiquement bas à -98 millions d'euros et en forte baisse par rapport au troisième trimestre 2020 (-23%⁵⁰). Le **coût du risque sur encours** sur quatre trimestres glissants⁵⁴ atteint 132 points de base. Le **taux de créances douteuses et litigieuses** atteint 5,7%, en baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à fin juin 2021 et le taux de couverture atteint 85,3% en hausse de 3,7 points de pourcentage par rapport à fin juin 2021. Au final, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint 158 millions d'euros au troisième trimestre 2021, soit une hausse de +19,5%⁵⁰ par rapport au troisième trimestre 2020.

Sur **les neuf premiers mois 2021**, à périmètre constant, le **produit net bancaire** sous-jacent est en légère hausse de +2,8%⁵⁰ par rapport à la même période de 2020. Les **charges hors FRU** sont en hausse de +3,9%⁵⁰ à périmètre constant, mais le **coefficient d'exploitation** sous-jacent **hors FRU** reste bas 49,8% et est stable comparé aux neuf premiers mois 2020 (49,3%⁵⁰). Le résultat brut d'exploitation sous-jacent reste ainsi en hausse de +1,7%⁵⁰ par rapport à la même période de l'année 2020. Le coût du risque diminue à périmètre constant de -34,9%⁵⁰ comparé aux neuf premiers mois 2020 marqués par le provisionnement des encours sains dans le cadre de la propagation de la pandémie du Covid-19. La contribution des **sociétés mises en équivalences** affiche une bonne performance, en hausse de +15,3%. Au final, à périmètre constant, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent est en hausse de +22,4%⁵⁰.

La **contribution du métier CACF au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.** pour les neuf premiers mois de l'année atteint 12%.

Leasing & Affacturage

Au **troisième trimestre 2021**, le **produit net bancaire** sous-jacent de CAL&F atteint 151 millions d'euros, en hausse de +14,9% par rapport au troisième trimestre 2020, grâce au dynamisme des revenus à la fois en crédit-bail et en affacturage. Les **charges hors FRU** sont en hausse de +13,0% par rapport au troisième trimestre 2020 mais le **coefficient d'exploitation** sous-jacent **hors FRU** reste bas à 52,7%, en amélioration de 0,9 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020. On observe ce trimestre un **effet de ciseau positif** de +1,9 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2021. Le **résultat brut d'exploitation** ressort ainsi en hausse de +17,1% par rapport au troisième trimestre 2020. Le **coût du risque reste faible**, à 16 millions d'euros

⁵³ Au troisième trimestre 2021, intégration de SoYou en ligne à ligne et à 100% vs l'intégration en mise en équivalence et à 50% précédemment. Hors cet effet, hausse du PNB à périmètre constant de +2,6%

⁵⁴ Coût du risque des quatre derniers trimestres, rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

(+11,8% par rapport au troisième trimestre 2020). Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de CAL&F s'établit enfin à 42 millions d'euros au troisième trimestre 2021 (+23,4% par rapport au troisième trimestre 2020).

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021 le **produit net bancaire** sous-jacent est en nette hausse, de +14,7% par rapport aux neuf premiers mois 2020, en lien avec la forte reprise de l'activité en leasing et affacturage. Les **charges hors FRU** sont en hausse de +8,4% par rapport aux neuf premiers mois 2020, en lien avec la reprise de l'activité. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent **hors FRU** est forte amélioration, s'établissant à 53,0%, en baisse de 3,1 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent augmente de +22,4% par rapport aux neuf premiers mois 2020. Le **coût du risque** est en nette baisse (-36,6%), étant donné le fort provisionnement des encours sains au premier semestre 2020 dans le contexte de propagation de la Covid-19. Au final, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à 105 millions d'euros (+62,9% par rapport à la même période de 2020).

Banque de proximité

L'activité des **Banques de proximité** de Crédit Agricole S.A. a été très dynamique ce trimestre, portée chez LCL aussi bien par l'habitat, les entreprises et les professionnels, et chez Crédit Agricole Italia par une activité commerciale dynamique.

La **production de crédits** chez LCL progresse fortement par rapport au troisième trimestre 2020 (+45,5%⁵⁵) aussi bien sur l'habitat (5,9 milliards d'euros, +51,4%) que sur les entreprises (+82,7%⁵⁵) et les professionnels (+11,2%⁵⁵). Dans ce contexte, les **encours de crédits** atteignent 147,6 milliards d'euros à fin septembre 2021 et sont en hausse de +4,3% depuis fin septembre 2020, dont +6,2% sur les crédits immobiliers et +7,9%⁵⁶ sur les crédits aux professionnels. Les **renégociations de crédits habitat** restent stables par rapport au troisième trimestre 2020, à 0,5 milliard d'euros d'encours ce trimestre, toujours très en-deçà du point haut de 5,2 milliards d'euros du quatrième trimestre 2016. La **collecte bilan** est en hausse depuis fin septembre 2020 (+5,7%) portée par les DAV (+11,5%), tout comme l'**épargne hors bilan** qui progresse de +5,8% sur un an (dont +3,3% en assurance-vie). Enfin, la **conquête** reste dynamique avec 84 000 nouveaux clients ce trimestre et 261 000 nouveaux clients sur les neuf premiers mois 2021, et le fonds de commerce croît de +34 000 clients depuis le début de l'année. Le **taux d'équipement** en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse de +1,0 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2020 (+2,8 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2018) pour s'établir à 26,5% à fin septembre 2021.

La production de crédit habitat de CA Italia reste très dynamique. Les encours de crédits atteignent 60,9 milliards d'euros (+32,3% sur un an). Hors effet périmètre lié à l'intégration de Credito Valtellinese au deuxième trimestre 2021, les encours de crédit en Italie atteignent 46,6 milliards d'euros, en augmentation de +1,4% sur un an, portés par le crédit habitat (+6,2% sur un an) et impactés par le ralentissement de la production de crédit sur les segments entreprises et professionnels dans un marché à forte liquidité. La collecte bilancielle poursuit son ralentissement (+3,5% sept/sept hors effet périmètre de Credito Valtellinese), reflétant la politique d'optimisation des ressources entamée en décembre 2020. La collecte gérée au sein de CA Italia enregistre une forte hausse sur un an (+13,3% sept/sept hors effet périmètre). Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse chez CA Italia à 18,8% (+2,6 points de pourcentage par rapport à fin septembre 2020, +3,4 points de pourcentage par rapport à fin 2019 et +5,1 points de pourcentage par rapport à fin 2018).

Enfin, pour l'ensemble des Banques de Proximité à l'International hors Italie, la croissance de l'activité commerciale s'accélère. La croissance des encours de crédits atteint +7,6% à fin septembre 2021 par rapport à fin septembre 2020 et +6,2% hors impact de change, notamment porté par l'Ukraine (+35%), la Pologne (+11%) et l'Egypte (+8%) pour atteindre 12,8 milliards d'euros. La collecte bilancielle augmente de +7,5% hors effet change, notamment en Ukraine (+19%) et en Pologne (+16%) et en Egypte (+10%). Ainsi la collecte totale augmente sur un an de +6,4% et de +4,9% hors effet change pour atteindre 16,4 milliards d'euros. Il en résulte un excédent net de collecte sur les crédits des banques de proximité à l'international hors Italie de +2,1 milliards

⁵⁵ Hors PGE

⁵⁶ Y compris PGE

d'euros au 30 septembre 2021. L'excédent net de collecte atteint environ +2,1 milliards d'euros au 30 septembre 2021.

Banque de proximité en France

Sur le troisième trimestre 2021, le **PNB** sous-jacent de LCL atteint 934 millions d'euros et est en hausse de +5,1% par rapport au troisième trimestre 2020. Cette hausse est tirée à la fois par la marge nette d'intérêts (+5,4%) et par les commissions, dynamiques sur toutes les activités (+4,8%). Les **charges d'exploitation hors FRU** sous-jacentes demeurent maîtrisées, la hausse de +3,0% sur un an étant liée à la hausse de l'intéressement et la participation. Ainsi, le **coefficient d'exploitation hors FRU** sous-jacent s'améliore (-1,2 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020) pour s'établir à 60,6% ce trimestre (cible PMT <66%), et le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en forte hausse sur un an (+8,5%). Le **coût du risque** diminue de -50,5% par rapport au troisième trimestre 2020 et atteint -41 millions d'euros ce trimestre, dans un contexte d'amélioration des perspectives économiques. Le **taux de créances douteuses** demeure maîtrisé (1,5% à fin septembre 2021, contre 1,6% à fin juin 2021) et le **taux de couverture** reste élevé (83,5% à fin septembre 2021, contre 81,7% à fin juin 2021). Au final, le **résultat net part du Groupe** atteint 230 millions d'euros au troisième trimestre 2021 et est en forte hausse sur un an (+30,6%).

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, les **revenus** sous-jacents de LCL atteignent 2 767 millions d'euros et progressent de +5,0% par rapport au neuf premiers mois de 2020. Les **charges hors FRU** sous-jacentes sont maîtrisées et augmentent de +1,1% par rapport à la même période. Ainsi, le **coefficient d'exploitation hors FRU** sous-jacent s'améliore (-2,4 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2020) pour s'établir à 61,3%, et le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en forte progression (+10,7% par rapport aux neuf premiers mois 2020). Le **coût du risque** diminue de -44,4% par rapport aux neuf premiers mois 2020 pour s'établir à -167 millions d'euros. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** atteint 575 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2021 et est en forte hausse par rapport aux neuf premiers mois 2020 (+41,0%).

Au 30 septembre 2021, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 4,8 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 50,1 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 15,5% pour les neuf premiers mois 2021, contre 8,4% pour 2020.

Banque de proximité à l'international

Les revenus sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international augmentent de +21,3% à 797 millions d'euros au troisième trimestre 2021 et de +5,2% à périmètre constant hors acquisition Creval en Italie et passage en IFRS 5 de la Serbie. Les charges sous-jacentes hors FRU augmentent de +17,0% et atteignent 486 millions d'euros au troisième trimestre 2021. A périmètre constant, cette variation est de +0,6%. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent enregistre une augmentation de +28,8% par rapport au troisième trimestre 2020 à 311 millions d'euros, et de +13,1% à périmètre constant. Le coût du risque recule de -12,6% ce trimestre pour s'établir à 109 millions d'euros. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international s'établit à 107 millions d'euros, en croissance de +69,2% par rapport au troisième trimestre 2020.

Sur les neuf premiers mois, le produit net bancaire sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international augmente de +16,5% pour s'établir à 2 291 millions d'euros. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +10,1% pour atteindre 1 363 millions d'euros, entraînant une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de -3,5 points de pourcentage à 60,3%. A périmètre constant, les variations sont respectivement de +6,0% pour le produit net bancaire, -0,5% pour les charges. Le coût du risque diminue de -30,7% pour s'établir à 304 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2021. Il en résulte un résultat net part du groupe de 295 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2021, en croissance de +90,1% par rapport au résultat net part du Groupe des neuf premiers mois 2020.

Italie

Au troisième trimestre 2021, le produit net bancaire sous-jacent de CA Italia est en augmentation de +32,6% par rapport au troisième trimestre 2020 et s'établit à 612 millions d'euros, dont 145 millions d'euros liés à l'intégration de Credito Valtellinese depuis mai 2021. Hors cet effet périmètre, le produit net bancaire de CA Italia est en hausse de +1,1% par rapport au troisième trimestre 2020, tiré par les commissions d'épargne gérée et d'assurance (+19% par rapport au troisième trimestre 2020). Les charges sous-jacentes hors FRU⁵⁷ restent maîtrisées par rapport au troisième trimestre 2020 (+18,1%) à 374 millions d'euros, dont 93 millions d'euros liés à Credito Valtellinese. Hors cet effet périmètre, les charges auraient baissé de -0,2%, bénéficiant d'une base de comparaison élevée suite aux coûts en 2020 de la crise sanitaire. Ainsi, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 61,1%, stable par rapport au troisième trimestre 2020. Hors effet périmètre, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU atteint 60,2%. Au final, le résultat brut d'exploitation sous-jacent enregistre une forte hausse par rapport au troisième trimestre 2020 (+32,4% et +3,2% hors effet périmètre). Le coût du risque baisse, reflet d'une base 2020 élevée (-27,2% sur l'année). Rapporté aux encours, il ressort à 50 points de base (trimestre annualisé). Le taux de créances douteuses est stable à 6,3% et le taux de couverture s'établit à 69,3% à fin septembre 2021. Le résultat net part du groupe de CA Italia s'établit ainsi à 74 millions d'euros en hausse de +44% par rapport au troisième trimestre 2020.

Sur le trimestre, le processus d'intégration de CreVal a continué, conformément au calendrier prévu. Plus de 2 000 salariés ont reçu des formations sur le modèle de banque universelle et l'organisation du Groupe Crédit Agricole, la vente de produits Amundi a été lancée et un accord a été conclu sur le crédit à la consommation et le leasing. Le calendrier des étapes à venir est également confirmé avec une estimation définitive du PPA (Purchase Price Allocation) au quatrième trimestre suite à la finalisation ce trimestre des due diligences, une annonce d'un Plan de sauvegarde de l'emploi sur Credit Agricole Italia et une fusion juridique de Creval prévue au deuxième trimestre 2022.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le produit net bancaire sous-jacent de Crédit Agricole Italia augmente de +25,9% pour s'établir à 1 682 millions d'euros (+7,7% hors effet périmètre). Les charges d'exploitation hors FRU restent maîtrisées (+18,1% mais -0,4% hors effet périmètre), ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU, qui s'établit à 59,6% en amélioration de -3,9 points de pourcentage sept/sept et de -4,8 points de pourcentage hors effet périmètre à 58,7%. Le coût du risque diminue fortement sur les neuf premiers mois de l'année 2021 (-27,2%). Au final, la contribution du métier au RNPG est multipliée par 2,0 sur les neuf premiers mois.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 11,8% pour le premier semestre 2021.

Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat net part du Groupe du Groupe en Italie s'établit à 603 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2021, soit une amélioration de +43% par rapport au neuf premiers mois de l'année 2020, du fait de la croissance des résultats opérationnels et de l'entrée dans le périmètre de consolidation de Creval en mai 2021.

Banque de proximité à l'international - hors Italie

Crédit Agricole S.A. a annoncé en juillet 2021 la cession de sa filiale Serbe, Credit Agricole Srbija A.D, opération devant se finaliser au premier trimestre 2022. Les résultats de cette entité pour les 9 premiers mois de l'année ont ainsi été reclassés en IFRS 5 au cours du troisième trimestre, impactant ce trimestre toutes les lignes de résultats de la Banque de proximité à l'international hors Italie⁵⁸. Seul le résultat net de la cession (-4 millions d'euros en résultat net part du groupe) a été classé en éléments spécifiques. A périmètre constant⁵⁸, les revenus des entités croissent fortement, avec l'absorption de la baisse des taux directeurs de 2020 dans les différents pays. Le produit net bancaire sous-jacent à périmètre constant de la banque de proximité à l'international hors Italie est en hausse de +15,4% au troisième trimestre 2021 (à 211 millions d'euros à périmètre constant) par rapport au troisième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes hors FRU à périmètre constant augmentent

⁵⁷ Eléments spécifiques : coûts d'intégration Creval -9m€ en charges d'exploitation, +1m€ en RN sur autres actifs, (-4m€ en RNPG)

⁵⁸ Effets détaillés reclassement en IFRS 5 de CA Srbija A.D. cf annexe 6

(+2,2% par rapport au troisième trimestre 2020) et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de BPI hors Italie à périmètre constant s'améliore fortement ce trimestre de -7,8 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020, s'établissant à 60,5%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent à périmètre constant est ainsi en hausse de +44,0% par rapport au troisième trimestre 2020. Le coût du risque diminue (-18,9% par rapport au troisième trimestre 2020) et s'établit à -31 millions d'euros. Le taux de créances douteuses est faible à 7,1% à fin septembre 2021 et le taux de couverture s'établit à un niveau élevé de 100%. Au final le résultat net part du Groupe sous-jacent à périmètre constant s'établit à 25 millions d'euros, soit une multiplication par 3,1 par rapport au troisième trimestre 2020.

Par pays :

- CA Pologne⁵⁹ : les revenus sont en forte hausse (+21%), portés par la conquête et le développement des commissions ; le taux de couverture des créances douteuses atteint 111%.
- CA Egypte⁵⁹ : les revenus progressent de +3% par rapport au troisième trimestre 2020 et les charges d'exploitation restent contrôlées à +4% en lien avec l'inflation. Le coût du risque baisse fortement (-30%) et le taux de créances douteuses atteint 4,4% et le taux de couverture reste élevé à 115%.
- CA Ukraine⁵⁹ : les revenus augmentent fortement (+28% par rapport au troisième trimestre 2020) grâce au bon niveau d'activité. Le coefficient d'exploitation est inférieur à 50% et le coût du risque est en baisse de -24% par rapport au troisième trimestre 2020, le taux de créances douteuses restant toujours faible à 1,2%.
- Crédit du Maroc⁵⁹ : l'activité et les revenus sont soutenus; le coût de risque et les taux de créances douteuses sont en baisse.

Sur les neuf premiers mois de 2021, les revenus sous-jacent à périmètre constant de la banque de proximité à l'international hors Italie augmentent de +2,2% pour s'établir à 609 millions d'euros, grâce à la dynamique commerciale et l'absorption progressive de la baisse des taux directeurs en Egypte, Pologne, Ukraine et Maroc survenue en 2020. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU à périmètre constant baissent de -0,6%. Cela entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU à périmètre constant, qui s'établit à 62,4%, en baisse de -1,7 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois de 2020. Le coût du risque est en baisse de -37,5%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du Groupe sous-jacent est en forte hausse de +63,7% à 72 millions d'euros.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI s'établit à 13,3% pour les neuf premiers mois de 2021, contre 12,3% pour 2020.

Le pôle Banque de Proximité à l'international contribue à hauteur de 7% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois de 2021 et de 14% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 20% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois de 2021 et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 septembre 2021, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,5 milliards d'euros dont 4,8 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 4,8 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 100,3 milliards d'euros dont 50,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 50,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

⁵⁹ Hors effet change

Activités Hors métiers

Le résultat net part du groupe sous-jacent de AHM s'établit à -151 millions au troisième trimestre 2021, en baisse de -45 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2020. La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-179 millions d'euros) des autres éléments (+28 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » est en baisse comparée au troisième trimestre 2020 (-79 millions d'euros) en raison d'un moindre produit d'impôts ce trimestre. Elle se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -194 millions d'euros au troisième trimestre 2021, en baisse par rapport au troisième trimestre 2020 (-76 millions d'euros) en lien avec un effet défavorable du taux effectif d'impôt sur les sociétés, ;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier et, depuis le premier trimestre 2021, BforBank intégré en mise en équivalence, en raison de sa détention à 50% par Crédit Agricole SA suite à sa recapitalisation. Leur contribution, à +8 millions d'euros au troisième trimestre 2021, est stable par rapport au troisième trimestre 2020. L'effet positif de la revalorisation de certains fonds CACIF a été notamment compensé par la contribution négative de BforBank.
- Les fonctions support du Groupe. Leur contribution pour +7 millions d'euros ce trimestre et est en baisse de -3 millions d'euros depuis le troisième trimestre 2020 en raison d'un changement en 2021 du mode de comptabilisation des produits et charges CAGIP.

La contribution des « autres éléments » est en hausse (+34 millions d'euros) par rapport au troisième trimestre 2020, en raison d'un effet de base sur les éliminations sur des titres intragroupes souscrits par Predica et par Amundi.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le résultat net part du groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -436 millions d'euros, en amélioration de +45 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020. La composante structurelle contribue à hauteur de -585 millions d'euros, en baisse de -37 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2020, et les autres éléments du pôle contribuent à hauteur de +149 millions d'euros sur les neuf mois 2021, soit une hausse de +82 millions d'euros sur un an.

Au 30 septembre 2021, les emplois pondérés sont de 25,4 milliards d'euros.

* *

*

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 30 septembre 2021, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du Groupe Crédit Agricole s'établit à 17,4%, en hausse de +0,1 points de pourcentage par rapport à fin juin 2021. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de +8,5 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP (Supervisory review and evaluation process) fixée à 8,9%. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,1% (+0,1 points de pourcentage par rapport au 30 juin 2021).

- **Résultat conservé** : +38 pb de résultat publié et -7 pb de distribution et paiement des coupons AT1
- **Croissance des métiers** (« Variation des emplois pondérés ») : -7 pb, évolution concentrée sur les métiers Banque de financement et d'investissement, Assurance et Caisses Régionales ;
- **Méthodologies & effet réglementaires** : -9 pb, lié à l'entrée en vigueur des exigences BCE sur la couverture des expositions non performantes (NPE) ainsi qu'à l'impact du phasing IFRS9
- **M&A, OCI et autres** : -3 pb. L'effet des réserves OCI sur le ratio CET1 est neutre ce trimestre. Le stock de réserves OCI atteint 16 pb au 30 septembre 2021 (stable vs juin 2021).

Concernant la **réglementation bancaire dite « Bâle 4 »**, sur la base de la publication le 27 octobre dernier par la Commission européenne du projet de directive de révision de la réglementation bancaire Bâle 3, le Crédit Agricole Groupe estime que l'output floor sera applicable au plus haut niveau de consolidation en France. Le ratio CET1 phasé du Groupe Crédit Agricole restera toujours supérieur, d'ici 2030, à la cible du PMT actuel, à savoir >16%, sans préjuger des éventuelles cibles futures.

Le **ratio de levier phasé** ressort à 6,0%, +0,1 points de pourcentage par rapport à fin juin 2021 (5,4% avant neutralisation des expositions BCE) et bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3,11%⁶⁰. Le ratio de levier quotidien phasé à 5,3% au 30 septembre 2021⁶¹ avant neutralisation des expositions BCE.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole sont en hausse de +2,9 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2021 :

- **Grandes Clientèles** : +2,5 milliards d'euros (dont +0,8 milliard d'euros d'effet change) avec une hausse concentrée sur les métiers de la Banque de financement et d'investissement, principalement liée à la hausse des risques de marché (+1,9 milliards d'euros)
- **VME assurance** : hausse de +0,9 Md€ en lien avec la hausse de la valeur de mise en équivalence de l'assurance (résultat positif de +370 millions d'euros et baisse des réserves latentes de -101 millions d'euros) ;
- **Gestion d'Epargne et Assurances** (hors activité assurance) : hausse de +0,4 milliard d'euros sur Amundi liée à l'évolution métier
- **Activités hors métiers** : -1,5 milliard d'euros notamment lié à la réduction de la taille du portefeuille de titres
- **Caisses Régionales** : + 1,2 milliard d'euros par rapport à fin juin 2021

⁶⁰ Dans le cadre CRR2 les banques peuvent exclure certaines expositions Banque Centrale de l'exposition totale du ratio de levier lorsque des circonstances macro-économiques exceptionnelles le justifient. En cas d'application de cette exemption, les établissements doivent satisfaire à une exigence de ratio de levier ajustée, supérieure à 3%. Le 18 juin 2021, la Banque Centrale Européenne a déclaré que les établissements de crédit sous sa supervision peuvent appliquer cette exclusion compte tenu de l'existence de circonstances exceptionnelles depuis le 31 décembre 2019 ; cette mesure est applicable jusqu'au 31 mars 2022. Le Groupe Crédit Agricole applique cette disposition et doit, en conséquence, respecter une exigence de ratio de levier de 3,11% pendant cette période.

⁶¹ Le ratio de levier quotidien est calculé en tenant compte de la moyenne quotidienne du trimestre des expositions des opérations de financement sur titres (SFT)

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board - FSB*) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks - G-SIBs*). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faut ajouter le coussin contracyclique) ;
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1^{er} janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Au 30 septembre 2021, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 26% des RWA et 8,5% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**⁶². Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est en hausse de +40pb sur le trimestre, du fait de la hausse modérée des RWA. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC progresse de 10 pb par rapport à juin 2021. Sans tenir compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale, le ratio TLAC exprimé en LRE aurait atteint 7,6% (stable *versus* juin 2021). Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRD5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,03% au 30 septembre 2021) et de 6% de l'exposition en levier.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission sur le marché en 2021 de 7 milliards d'euros de dettes TLAC**. Au 30 septembre 2021, 6,2 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 25,7 milliards d'euros.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par l'ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

⁶² Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus). Ces deux exigences étaient déjà respectées par le Groupe au moment de leur notification. Calibrées sous BRRD, elles sont applicables jusqu'à la prochaine notification qui intégrera les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2)⁶³.

Sous BRRD, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF⁶⁴) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 30 septembre 2021, le **Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL⁶⁵ estimé à environ 10% du TLOF et 8,3% hors dette senior préférée éligible.** Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ **31,8%** à fin septembre 2021. **Il s'établit à 26% hors dette senior préférée éligible.** L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint depuis septembre 2020.

Sous BRRD2, compte tenu de la possibilité d'ajustement à la baisse, à la main de l'autorité de résolution, pour calibrer l'exigence de MREL au niveau subordonné pour le Groupe Crédit Agricole, l'exigence de subordination la plus élevée attendue est le TLAC. Le ratio TLAC actuel se situe à une distance de 6,5 points de pourcentage au-delà de l'exigence au 30/09/2021 et 4,5 points de pourcentage⁶⁶ au-dessus de l'exigence attendue à 21,5% (+ coussin contra-cyclique) au 1^{er} janvier 2022.

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 septembre 2021, dispose d'une marge de sécurité de 764 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 45 milliards d'euros de capital CET1.

Crédit Agricole S.A., au 30 septembre 2021, dispose d'une marge de sécurité de 450 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 16 milliards d'euros de capital CET1.

⁶³ Le Groupe est en attente des notifications sous BRRD2, compte tenu des délais de transposition de BRRD2 dans les Etats européens dans lesquels il opère

⁶⁴ TLOF – Total Liabilities and Own Funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés

⁶⁵ Calcul effectué conformément à la BRRD applicable aux exigences en vigueur. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis en externe par toutes les entités du Groupe.

⁶⁶ Sur la base du coussin contracyclique applicable au 30/09/21

Crédit Agricole S.A.

A fin septembre 2021, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 12,7%** en vision phasée (en hausse de +0,1 point de pourcentage par rapport à fin juin 2021). Ainsi, Crédit Agricole SA affiche un coussin substantiel de 4,8 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP, fixée à 7,9. Le ratio CET1 non phasé atteint 12,5%.

- Résultat conservé : +39 pb de résultat publié et -21 pb de distribution et paiement des coupons AT1. La provision pour distribution de dividendes est de 0,22€ par action sur le trimestre sur la base d'une politique de 50% de distribution de dividende (0,61€ par action sur les 9 premiers mois de l'année) ;
- Croissance des métiers (« Variation des emplois pondérés ») : -5 pb avec un impact concentré sur les métiers de la Banque de financement et d'investissement et de l'Assurance.
- M&A, OCI et autres : -7 pb , l'impact positif de la vente de CA Bank Roumanie (+1 pb) est contrebalancé par l'impact de l'opération de rachat des minoritaires de Friuladria (-4 points de base), visant à simplifier la structure de Crédit Agricole Italia. L'effet des réserves OCI sur le ratio CET1 est de -1 pb. Le stock de réserves OCI atteint 33 pb au 30 septembre 2021 (vs 34 pb au 30 juin 2021).

Pro-forma des deux opérations de capital prévues au quatrième trimestre 2021 à savoir le débouclage des 50% restant de la garantie switch assurances le 16 novembre 2021, et la seconde tranche du rachat d'actions de 500 millions d'euros, lancée le 5 octobre et pouvant aller jusqu'au 28 janvier 2022, pour un impact estimé d'entre -70 et -75 points de base sur la base des RWA à fin septembre, le ratio CET1 à fin septembre 2021 atteindrait 12,0%.

Le **ratio de levier** phasé s'établit à 4,6% à fin septembre 2021 (3,9% avant neutralisation des expositions BCE stable par rapport à fin juin 2021) par rapport à une exigence de 3,18%⁶⁷. Le **ratio de levier quotidien**⁶⁸ phasé est à 3,9% avant neutralisation des expositions BCE.

Les **emplois pondérés** du Crédit Agricole S.A. sont en hausse de +1,7 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2021.

⁶⁷ Dans le cadre de la réglementation CRR2 les banques peuvent exclure certaines expositions Banque Centrale de l'exposition totale du ratio de levier lorsque des circonstances macro-économiques exceptionnelles le justifient. Si elles appliquent cette exemption, les établissements doivent satisfaire à une exigence de ratio de levier ajustée, supérieure à 3%. Le 18 juin 2021, la Banque Centrale Européenne a déclaré que les établissements de crédit sous sa supervision peuvent appliquer cette exclusion compte tenu de l'existence de circonstances exceptionnelles depuis le 31 décembre 2019 ; cette mesure est applicable jusqu'au 31 mars 2022. Le Crédit Agricole S.A. applique cette disposition et doit, en conséquence, respecter une exigence de ratio de levier de 3,18% pendant cette période

⁶⁸ Le ratio de levier quotidien de Crédit Agricole S.A. est calculé en tenant compte de la moyenne quotidienne du trimestre des expositions des opérations de financement sur titres (SFT)

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 67 milliards d'euros à fin septembre 2021. De même, 122 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 144 milliards d'euros à fin septembre 2021, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (71 milliards d'euros à fin septembre 2021) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operations) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 616 milliards d'euros au 30 septembre 2021, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 293 milliards d'euros**, en hausse de 1 milliard d'euros par rapport à fin juin 2021, et en hausse de 44 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020.

L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 162⁶⁹ milliards d'euros au 30 septembre 2021. Il est précisé que la bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages. La sur-bonification est étalée sur la durée de la période de sur-bonification considérée. La sur-

⁶⁹ Hors FCA Bank

bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations pour la deuxième période (juin 2021 à juin 2022) a été prise en compte sur le T3 2021 pour les entités françaises et italiennes.

Par ailleurs, le Groupe affiche à nouveau un dynamisme de l'activité commerciale sur le trimestre, enregistrant une hausse équilibrée de la collecte et des crédits.

L'excédent de 293 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Le pilotage interne exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus 100 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement à venir.

Les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A sont supérieurs à 100%, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 septembre 2021 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 347 milliards d'euros au 30 septembre 2021, stables par rapport à fin juin 2021, et en hausse de 34 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 222 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 76 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 28 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 469 milliards d'euros au 30 septembre 2021, en hausse de 6 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021, et en hausse de 65 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020. Elles couvrent plus de quatre fois l'endettement court terme net (hors replacements en Banques centrales).

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité : ils s'établissent à 243 milliards d'euros au 30 septembre 2021 (hors caisse et réserves obligatoires), en hausse de 17 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021, et en hausse de 65 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs éligibles en banques centrales après décote s'élèvent à 95 milliards d'euros, en baisse de 6 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021, en hausse de 11 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois au 30 septembre 2021 s'élèvent respectivement à 170,3% pour le Groupe Crédit Agricole et 156,3% pour Crédit Agricole S.A. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque centrale.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

A fin septembre 2021, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 23,2 milliards d'euros⁷⁰ de dette à moyen long terme, dont 33% émis par Crédit Agricole S.A.. Les derniers événements notables sont les suivants :

- Crédit Agricole next bank (Suisse) a réalisé son émission inaugurale green Covered Bond en septembre à 10 ans pour 150 millions de CHF;
- Crédit Agricole Assurances a émis un Tier 2 à 10 ans pour 1 milliard d'euros en septembre afin de refinancer des dettes subordonnées intragroupe (date de valeur en octobre).

Par ailleurs, 2,4 milliards d'euros ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes en 2021.

A fin octobre, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 89% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 9 milliards d'euros pour l'année 2021 (dont 7 milliards d'euros en dette senior non préférée ou Tier 2).

La banque a levé l'équivalent de 8,0 milliards d'euros⁷¹, dont 4,2 milliards d'euros en dette senior non préférée et 2,1 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 0,7 milliard d'euros de dette senior préférée et 1,0 milliard d'euros de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et en devises (EUR, USD, AUD, GBP, JPY, CNY, CHF, NOK).

De plus, Crédit Agricole S.A. a procédé en septembre à une émission d'obligations sociales Senior non préférées pour 1 milliard d'euros à 8NC7 ans avec un spread de MS + 68 points de base.

Enfin, le 25 octobre, Crédit Agricole S.A. et LCL ont annoncé la possibilité de rembourser ou d'introduire une clause permettant le remboursement anticipé des cinq souches FR0010161026, US225313AA37 - USF22797FJ25, FR0000140071, FR0000584997 et FR0000165912. Ces souches perdent le bénéfice de la clause de grand père CRR à compter du 1^{er} janvier 2022; l'impact de ces remboursements potentiels en solvabilité est non significatif.

⁷⁰ Montant brut avant rachats et amortissements

⁷¹ Montant brut avant rachats et amortissements

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T3-21 et T3-20, 9M-21 et 9M-20								
En m€	T3-21		T3-20		9M-21		9M-20	
	Impact brut*	Impact en RNPG						
DVA (GC)	4	3	19	14	5	4	(7)	(5)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(5)	(4)	(7)	(5)	(21)	(15)	41	28
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	-	-	(10)	(7)	(15)	(10)
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	(4)	(3)	0	0	(50)	(34)
Provisions Epargne logement (CR)	-	-	-	-	1	0	(133)	(90)
Souite Liability management (AHM)	-	-	-	-	-	-	(41)	(28)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	-	-	(2)	(1)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	-	-	(143)	(97)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (CR)	-	-	-	-	-	-	(94)	(64)
Projet de cession en cours PNB (WM)	-	-	-	-	(1)	(1)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(2)	-	-	-	(2)	-	-	-
Total impact en PNB	(4)	(1)	8	7	(28)	(19)	(444)	(303)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	-	-	(38)	(38)
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	-	-	(8)	(4)
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Don solidaire Covid-19 (CR)	-	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	-	-	(4)	(2)	(4)	(2)	(12)	(6)
Coûts de transformation (GC)	(5)	(3)	-	-	(22)	(11)	-	-
Coûts de transformation (LCL)	-	-	-	-	(13)	(9)	-	-
Projet de cession en cours Charges (WM)	-	-	-	-	(2)	(2)	-	-
Frais d'intégration Creval (BPI)	(9)	(4)	-	-	(9)	(4)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(1)	-	-	-	(1)	-	-	-
Total impact en Charges	(15)	(7)	(4)	(2)	(50)	(28)	(78)	(68)
Restatement FRU 2016-2020 (CR)	-	-	-	-	55	55	-	-
Restatement FRU 2016-2020 (AHM)	-	-	-	-	130	130	-	-
Total impact en FRU	-	-	-	-	185	185	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	-	-	65	44
Activation du Switch2 (CR)	-	-	-	-	-	-	(65)	(44)
Ajustement sur l'activation du switch 2 (CR)	-	-	28	19	-	-	28	19
Ajustement sur l'activation du switch 2 (GEA)	-	-	(28)	(19)	-	-	(28)	(19)
Creval - Coût du risque stage 1 (BPI)	-	-	-	-	(25)	(21)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	(25)	(21)	-	-
Badwill Creval (BPI)	-	-	-	-	378	321	-	-
Total impact variation des écarts d'acquisition	-	-	-	-	378	321	-	-
Gain "affranchimento" (BPI)	-	-	-	-	38	32	-	-
Gain "affranchimento" (GEA)	-	-	-	-	114	80	-	-
Total impact en Impôts	-	-	-	-	152	111	-	-
Gain "affranchimento" (SFS)	-	-	-	-	5	5	-	-
Total impact mise en équivalence	-	-	-	-	5	5	-	-
Frais d'acquisition Creval (BPI)	-	-	-	-	(16)	(9)	-	-
Frais d'intégration Creval (BPI)	1	-	-	-	1	-	-	-
Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	-	-	-	(15)	(9)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	-	-	(69)	(69)	-	-	(69)	(69)
Déclassement d'actifs en cours de cession Bankoia (BPI)	-	-	(40)	(40)	-	-	(40)	(40)
Déclassement d'actifs en cours de cession Nacarat (CR)	-	-	(5)	(5)	-	-	(5)	(5)
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	-	-	(55)	(55)	-	-	(55)	(55)
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(1)	(4)	-	-	(1)	(4)	-	-
Projet de cession en cours (WM)	-	-	-	-	5	5	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	(1)	(4)	(170)	(170)	3	0	(170)	(170)
Impact total des retraitements	(19)	(12)	(165)	(165)	605	545	(693)	(541)
Gestion de l'épargne et Assurances	-	-	(28)	(19)	116	82	(144)	(110)
Banque de proximité-France	-	-	22	14	32	39	(298)	(207)
Banque de proximité-International	(12)	(8)	(40)	(40)	363	314	(48)	(44)
Services financiers spécialisés	-	-	(69)	(69)	5	5	(69)	(69)
Grandes Clientèles	(7)	(4)	8	8	(42)	(24)	22	16
Activités hors métiers	-	-	(59)	(58)	130	130	(156)	(127)

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T3-21 et T3-20, 9M-21 et 9M-20

En m€	T3-21		T3-20		9M-21		9M-20	
	Impact brut*	Impact en RNPG						
DVA (GC)	4	3	19	14	5	4	(7)	(5)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(5)	(4)	(7)	(5)	(21)	(15)	41	27
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	-	-	(10)	(7)	(15)	(10)
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	(4)	(3)	0	0	(50)	(34)
Solte Liability management (AHM)	-	-	-	-	-	-	(41)	(28)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	-	-	(2)	(1)
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	-	-	(143)	(97)
Projet de cession en cours PNB (WM)	-	-	-	-	(1)	(1)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(2)	-	-	-	(2)	-	-	-
Total impact en PNB	(4)	(1)	8	6	(29)	(19)	(217)	(148)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	-	-	(38)	(38)
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	-	-	(8)	(4)
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	-	-	(4)	(2)	(4)	(2)	(12)	(6)
Coûts de transformation (GC)	(5)	(3)	-	-	(22)	(11)	-	-
Coûts de transformation (LCL)	-	-	-	-	(13)	(9)	-	-
Projet de cession en cours Charges (WM)	-	-	-	-	(2)	(2)	-	-
Frais d'intégration Creval (BPI)	(9)	(4)	-	-	(9)	(4)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(0)	-	-	-	(0)	-	-	-
Total impact en Charges	(14)	(6)	(4)	(2)	(50)	(27)	(68)	(58)
Corrections sur 2016-2020 FRU	-	-	-	-	130	130	-	-
Total impact en FRU	-	-	-	-	130	130	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	-	-	65	44
Creval - Coût du risque stage 1 (BPI)	-	-	-	-	(25)	(19)	-	-
Ajustement sur l'activation du switch 2 (GEA)	-	-	(28)	(19)	-	-	(28)	(19)
Total impact coût du risque de crédit	-	-	(28)	(19)	(25)	(19)	38	26
Gain "affranchimento" (SFS)	-	-	-	-	5	5	-	-
Total impact Mise en équivalence	-	-	-	-	5	5	-	-
Frais d'intégration Creval (BPI)	1	-	-	-	1	-	-	-
Frais d'acquisition Creval (BPI)	-	-	-	-	(16)	(8)	-	-
Total impact RN sur autres actifs	1	-	-	-	(15)	(8)	-	-
Badwill Creval (BPI)	-	-	-	-	378	285	-	-
Total impact variation des écarts d'acquisition	-	-	-	-	378	285	-	-
Gain "affranchimento" (BPI)	-	-	-	-	38	28	-	-
Gain "affranchimento" (GEA)	-	-	-	-	114	78	-	-
Total impact en Impôts	-	-	-	-	152	106	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(1)	(4)	-	-	(1)	(4)	-	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	-	-	(55)	(55)	-	-	(55)	(55)
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	-	-	(69)	(69)	-	-	(69)	(69)
Projet de cession en cours (WM)	-	-	-	-	5	5	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	(1)	(4)	(124)	(124)	3	0	(124)	(124)
Impact total des retraitements	(19)	(12)	(148)	(139)	549	454	(372)	(305)
Gestion de l'épargne et Assurances	-	-	(28)	(19)	116	80	(144)	(110)
Banque de proximité-France	-	-	-	-	(23)	(16)	(17)	(11)
Banque de proximité-International	(12)	(8)	-	-	363	279	(8)	(4)
Services financiers spécialisés	-	-	(69)	(69)	5	5	(69)	(69)
Grandes Clientèles	(7)	(4)	8	7	(42)	(24)	22	16
Activités hors métiers	-	-	(59)	(58)	130	130	(156)	(127)

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, T3-21 et T3-20

	T3-21 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 408	934	810	1 573	704	1 528	11	8 969
Charges d'exploitation hors FRU	(2 146)	(566)	(509)	(738)	(370)	(901)	(222)	(5 452)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 262	368	301	835	335	627	(211)	3 516
Coût du risque	(136)	(41)	(109)	6	(108)	(12)	(4)	(403)
Sociétés mises en équivalence	0	-	1	25	79	2	-	107
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	1	0	(0)	(7)	(3)	0	(14)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(2)	-	-	-	-	0	-	(2)
Résultat avant impôt	1 118	329	193	865	299	615	(215)	3 205
Impôts	(328)	(88)	(60)	(168)	(68)	(135)	55	(792)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(3)	1	(1)	-	(0)	(3)
Résultat net	790	240	131	698	230	479	(159)	2 410
Intérêts minoritaires	(0)	0	(21)	(118)	(31)	(17)	(1)	(187)
Résultat net part du Groupe	790	240	111	580	200	463	(161)	2 222
	T3-20 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 308	889	1 421	652	619	1 578	2	8 468
Charges d'exploitation hors FRU	(2 115)	(550)	(658)	(414)	(289)	(871)	(199)	(5 096)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 192	339	762	238	330	708	(198)	3 372
Coût du risque	6	(83)	(41)	(120)	(141)	(217)	1	(596)
Sociétés mises en équivalence	(2)	-	17	-	72	0	(0)	88
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	1	(1)	6	(11)	1	(1)	(6)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1 194	258	737	124	250	492	(197)	2 858
Impôts	(398)	(74)	(173)	(33)	(43)	(119)	98	(743)
Rés. net des activités abandonnées	(5)	-	-	(41)	(69)	-	(55)	(170)
Résultat net	790	184	564	51	138	372	(154)	1 945
Intérêts minoritaires	(2)	(0)	(112)	(20)	(26)	(15)	(1)	(177)
Résultat net part du Groupe	789	184	452	31	112	357	(155)	1 769

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, 9M-21 et 9M-20

	9M-21 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	10 416	2 757	2 338	4 920	2 007	4 753	131	27 322
Charges d'exploitation hors FRU	(6 649)	(1 709)	(1 432)	(2 272)	(1 032)	(2 732)	(667)	(16 493)
FRU	(87)	(59)	(33)	(7)	(23)	(328)	58	(479)
Résultat brut d'exploitation	3 680	989	873	2 641	952	1 693	(478)	10 350
Coût du risque	(476)	(167)	(331)	(19)	(369)	(38)	(9)	(1 410)
Sociétés mises en équivalence	(11)	-	1	63	241	5	-	299
Gains ou pertes nets sur autres actifs	6	2	(13)	(1)	5	(39)	3	(37)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	378	-	-	0	-	378
Résultat avant impôt	3 199	824	908	2 684	828	1 621	(484)	9 580
Impôts	(957)	(239)	(132)	(468)	(177)	(355)	134	(2 193)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(3)	5	-	-	(0)	2
Résultat net	2 242	585	773	2 221	651	1 266	(350)	7 389
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(131)	(385)	(82)	(39)	(4)	(642)
Résultat net part du Groupe	2 241	585	642	1 837	569	1 227	(354)	6 746
	9M-20 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	9 631	2 617	4 115	2 013	1 873	4 873	(191)	24 930
Charges d'exploitation hors FRU	(6 401)	(1 678)	(2 130)	(1 304)	(949)	(2 612)	(607)	(15 680)
FRU	(123)	(42)	(6)	(25)	(20)	(260)	(86)	(562)
Résultat brut d'exploitation	3 107	897	1 979	684	904	2 001	(883)	8 688
Coût du risque	(664)	(301)	4	(436)	(579)	(719)	(38)	(2 733)
Sociétés mises en équivalence	1	-	46	-	204	5	(0)	256
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	2	72	7	1	(1)	78
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat avant impôt	2 434	598	2 032	319	536	1 288	(922)	6 286
Impôts	(862)	(183)	(501)	(87)	(25)	(223)	350	(1 531)
Rés. net des activités abandonnées	(5)	-	-	(41)	(69)	-	(55)	(171)
Résultat net	1 567	415	1 531	191	442	1 065	(627)	4 584
Intérêts minoritaires	(3)	(0)	(244)	(60)	(72)	(41)	(5)	(424)
Résultat net part du Groupe	1 564	415	1 287	131	370	1 024	(632)	4 159

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T3-21 et T3-20

	T3-21 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 571	934	794	704	1 527	0	5 531
Charges d'exploitation hors FRU	(738)	(566)	(495)	(370)	(901)	(189)	(3 259)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	833	368	299	335	626	(189)	2 272
Coût du risque	6	(41)	(109)	(108)	(12)	(2)	(266)
Sociétés mises en équivalence	25	-	1	79	2	(4)	103
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	1	0	(7)	(3)	(0)	(8)
Résultat avant impôt	864	329	192	299	614	(196)	2 101
Impôts	(168)	(88)	(59)	(68)	(135)	49	(470)
Rés. net des activités abandonnées	1	-	(3)	(1)	-	-	(3)
Résultat net	696	240	130	230	478	(147)	1 628
Intérêts minoritaires	(123)	(11)	(31)	(31)	(26)	(4)	(226)
Résultat net part du Groupe	573	230	99	200	452	(151)	1 402

	T3-20 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 411	889	657	619	1 579	(3)	5 151
Charges d'exploitation hors FRU	(658)	(550)	(415)	(289)	(871)	(209)	(2 991)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	753	339	241	330	708	(212)	2 160
Coût du risque	(41)	(83)	(124)	(141)	(217)	2	(605)
Sociétés mises en équivalence	17	-	-	72	0	9	98
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	6	(11)	1	0	(3)
Résultat avant impôt	728	258	123	250	492	(201)	1 650
Impôts	(172)	(74)	(33)	(43)	(119)	96	(346)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	(69)	-	(55)	(125)
Résultat net	556	184	89	138	372	(160)	1 180
Intérêts minoritaires	(116)	(8)	(26)	(26)	(23)	(4)	(203)
Résultat net part du Groupe	440	176	63	112	350	(164)	977

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 9M-21 et 9M-20

	9M-21 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	4 919	2 757	2 289	2 007	4 753	119	16 843
Charges d'exploitation hors FRU	(2 272)	(1 709)	(1 392)	(1 032)	(2 732)	(573)	(9 709)
FRU	(7)	(59)	(33)	(23)	(328)	58	(392)
Résultat brut d'exploitation	2 640	989	864	952	1 693	(396)	6 742
Coût du risque	(19)	(167)	(329)	(369)	(38)	(6)	(929)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	63	-	1	241	5	(19)	291
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	2	(13)	5	(39)	4	(42)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	378	-	0	-	378
Résultat avant impôt	2 683	824	901	828	1 621	(417)	6 440
Impôts	(467)	(239)	(131)	(177)	(355)	124	(1 245)
Rés. net des activités abandonnées	5	-	(3)	-	-	-	2
Résultat net	2 221	585	767	651	1 266	(293)	5 197
Intérêts minoritaires	(402)	(26)	(193)	(82)	(65)	(13)	(781)
Résultat net part du Groupe	1 819	559	574	569	1 201	(306)	4 416

	9M-20 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	4 090	2 617	1 967	1 873	4 872	(170)	15 248
Charges d'exploitation hors FRU	(2 129)	(1 678)	(1 263)	(949)	(2 612)	(594)	(9 226)
FRU	(6)	(42)	(25)	(20)	(260)	(86)	(439)
Résultat brut d'exploitation	1 954	897	678	904	2 000	(850)	5 583
Coût du risque	4	(301)	(438)	(579)	(719)	(36)	(2 068)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	46	-	-	204	5	22	277
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	2	72	7	1	0	84
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 007	598	312	536	1 287	(863)	3 876
Impôts	(495)	(183)	(86)	(25)	(223)	320	(692)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	(69)	-	(55)	(125)
Résultat net	1 512	415	225	442	1 064	(599)	3 059
Intérêts minoritaires	(255)	(19)	(74)	(72)	(62)	(9)	(490)
Résultat net part du Groupe	1 257	396	151	370	1 002	(608)	2 568

Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

(en m€)	T3-21	T3-20	9M-21	9M-20	Δ T3/T3	Δ 9M/9M
Résultat net part du Groupe - publié	1 402	977	4 416	2 568	+43,5%	+71,9%
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS	(97)	(65)	(290)	(294)	+49,2%	(1,4%)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié [A]	1 305	912	4 126	2 274	+43,1%	+81,4%
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m) [B]	3 050,3	2 882,3	2 979,4	2 882,6	+5,8%	+3,4%
Résultat net par action - publié [A]/[B]	0,43 €	0,32 €	1,38 €	0,79 €	+35,2%	+75,5%
RNPG sous-jacent	1 414	1 115	3 962	2 874	+26,7%	+37,9%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires [C]	1 317	1 050	3 672	2 580	+25,3%	+42,3%
Résultat net par action - sous-jacent [C]/[B]	0,43 €	0,36 €	1,23 €	0,89 €	+18,4%	+37,7%

(en m€)		30/09/2021	30/09/2020
Capitaux propres - part du Groupe		66 809	64 591
- Emissions AT1		(4 886)	(5 134)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		(2 233)	(2 562)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		(1 857)	
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. [D]		57 833	56 894
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(17 755)	(18 301)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. [E]		40 078	38 593
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m) [F]		3 043,9	2 882,0
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) [D]/[F]		19,0 €	19,7 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) [G]=[E]/[F]		13,2 €	13,4 €

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)		9M-21	9M-20
Résultat net part du Groupe - publié [K]		4 416	2 568
Dépréciation d'immobilisation incorporelle [L]		0	0
IFRIC [M]		-568	-493
RNPG publié annualisé [N] = (([K]-[L]-[M])*2+[M])		6 077	3 589
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, annualisés [O]		-387	-392
Résultat publié ajusté [P] = [N]+[O]		5 690	3 197
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin.*** [J]		38 961	36 102
ROTE publié ajusté (%) = [P] / [J]		14,6%	8,9%
Résultat net part du Groupe sous-jacent [Q]		3 962	2 874
RNPG sous-jacent annualisé [R] = (([Q]-[M])*12/9+[M])		5 471	3 996
Résultat sous-jacent ajusté [S] = [R]+[O]		5 085	3 604
ROTE sous-jacent ajusté (%) = [S] / [J]		13,1%	10,0%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

Annexe 5 – Compte de résultat de CACF à périmètre constant

En m€	T3-21 publié	Elément s spécifiq ues	T3-21 sous- jacent	T3-20 publié	Elém ents spéci fique s	T3-20 sous- jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous- jacent	T3-20 CACF NL	T3-20 hors CACF NL	T3-21 CACF NL	T3-21 hors CACF NL	Δ T3/T3 sous- jacent hors CACF NL
Produit net bancaire	553	-	553	488	-	488	+13,5%	+13,5%	(15)	502	36	517	+3,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(290)	-	(290)	(218)	-	(218)	+33,0%	+33,0%	29	(247)	(36)	(255)	+3,0%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns	-	-	-	-	ns
Résultat brut d'exploitation	263	-	263	269	-	269	(2,4%)	(2,4%)	14	255	0	263	+3,1%
Coût du risque de crédit	(92)	-	(92)	(127)	-	(127)	(27,4%)	(27,4%)	0	(127)	6	(98)	(23,0%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns	-	-	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	79	-	79	72	-	72	+9,7%	+9,7%	-	72	-	79	+9,7%
Gains ou pertes sur autres actifs	(7)	-	(7)	(10)	-	(10)	(29,2%)	(29,2%)	-	(10)	-	(7)	(29,2%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns	-	-	-	-	ns
Résultat avant impôt	243	-	243	205	-	205	+18,7%	+18,7%	15	190	6	237	+24,8%
Impôt	(54)	-	(54)	(32)	-	(32)	+69,1%	+69,1%	-	(32)	(5)	(48)	+52,7%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(1)	-	(1)	(69)	(69)	-	ns	ns	-	-	(1)	(0)	ns
Résultat net	189	-	189	104	(69)	173	+81,1%	+8,9%	15	158	0	188	+19,1%
Intérêts minoritaires	(31)	-	(31)	(26)	-	(26)	+17,3%	+17,3%	-	(26)	(0)	(31)	+17,3%
Résultat net part du Groupe	158	-	158	78	(69)	147	x 2	+7,4%	15	132	0	158	+19,5%

Annexe 6 – Compte de résultat de BPI hors Italie à périmètre constant (hors CA Serbie)

En m€	T3-21 publié	Eléments spécifiques	T3-21 sous- jacent	T3-20 publié	Elément s spécifiques	T3-20 sous- jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous- jacent	T3-20 CA Srbija AD	T3-20 ajusté	T3-21 CA Srbija AD sous- jacent	T3-21 ajusté	Δ T3/T3 sous- jacent hors CA Srbija
Produit net bancaire	182	(2)	184	195	-	195	(6,6%)	(5,5%)	12	183	(27)	211	+15,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(112)	(0)	(112)	(134)	-	(134)	(15,9%)	(16,2%)	(8)	(125)	16	(128)	+2,2%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns		-		-	ns
Résultat brut d'exploitation	70	(3)	72	61	-	61	+13,4%	+18,0%	4	58	(11)	83	+44,0%
Coût du risque de crédit	(29)	-	(29)	(38)	-	(38)	(22,5%)	(22,5%)	(0)	(38)	1	(31)	(18,9%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns	-	-		-	ns
Sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	ns	ns	-	-	-	-	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	-	(1)	7	-	7	ns	ns	0	7	(0)	(1)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns	-	-	-	-	ns
Résultat avant impôt	39	(3)	42	30	-	30	+30,8%	+40,2%	3	27	(10)	52	+93,8%
Impôt	(14)	-	(14)	(11)	-	(11)	+32,7%	+32,7%	(0)	(10)	1	(15)	+50,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	(1)	(1)	(0)	-	(0)	ns	ns	-	(0)	-	(1)	x 2,9
Résultat net	22	(4)	27	19	-	19	+18,5%	+41,0%	3	16	(8)	35	x 2,2
Intérêts minoritaires	(10)	-	(10)	(8)	-	(8)	+27,0%	+27,0%	-	(8)		(10)	+27,0%
Résultat net part du Groupe	13	(4)	17	11	-	11	+12,6%	+50,8%	3	8	(8)	25	x 3,1

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

RNPG *Résultat net part du Groupe*

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels).

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Agenda financier

10 février 2022	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2021
05 mai 2022	Publication des résultats du premier trimestre 2022
24 mai 2022	Assemblée générale à Montpellier
04 août 2022	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2022
10 novembre 2022	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2022

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com
Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs actions :		
Toufik Belkhatir	+ 33 1 57 72 12 01	toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs crédit et agences de notation :		
Caroline Crépin	+ 33 1 43 23 83 65	caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr
Marie-Laure Malo	+ 33 1 43 23 10 21	marielaure.malo@credit-agricole-sa.fr
Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info

 Crédit_Agricole  Groupe Crédit Agricole  créditagricole_sa

Supports visuels de présentation des résultats



AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ

RÉSULTATS
DU 3^{ème} TRIMESTRE ET
DES 9 PREMIERS MOIS 2021



Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre 2021 et les neuf premiers mois 2021 est constituée de cette présentation, des annexes à cette présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/france/finance/publications/financiers>.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1.4).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 30 septembre 2021 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2020 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2020 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabodol Asset Management.

Au 30 juin 2021, suite au rachat par Crédit Agricole Consumer Finance de 49% du capital de joint-venture CACF Banka S.A., CACF Banka S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2021, suite à l'offre publique d'achat lancée par Crédit Agricole Italia sur Credito Valtellinese, Credito Valtellinese est détenue à 100% par Crédit Agricole Italia et consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

NOTE

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole comprend :

les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre qui a été privilégié par les autorités compétentes notamment lors des exercices de Stress tests récents pour apprécier la situation du Groupe.

Crédit Agricole S.A.

est l'entité cotée, qui détiennent notamment les filiales métier (Gestion de l'épargne et Assurances, Grandes clientèles, Services financiers spécialisés ainsi que Banque de proximité en France et à l'international).

Sommaire

01	Introduction	04	Groupe Crédit Agricole
02	Synthèse résultats Crédit Agricole S.A.	05	Solidité financière
03	Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers	06	Annexes

Chiffres clés Groupe Crédit Agricole

	T3 2021	9M 2021
Résultat net PdG (RNPG) publié	2 222 m€ +25,7% T3/T3	6 746 m€ +62,2% 9M/9M
Éléments spécifiques	-12 m€	545 m€
Résultat net PdG (RNPG) sous-jacent	2 235 m€ +15,6% T3/T3	6 201 m€ +31,9% 9M/9M
Sous-jacent (1)		
Revenus	8 972 m€ +5,1% T3/T3	27 350 m€ +7,8% 9M/9M
Charges d'exploitation hors FRU	- 5 438 m€ +5,8% T3/T3	- 16 443 m€ +6,4% 9M/9M
Résultat brut d'exploitation	3 535 m€ +5,0% T3/T3	10 244 m€ +11,2% 9M/9M
Coût du risque	- 403 m€ -32,3% T3/T3	- 1 385 m€ -49,3% 9M/9M

Coefficient d'exploitation⁽²⁾	60,6% +0,4 pp T3/T3
Solvabilité (CET1phasé)	17,4% +8,5 pp vs. SREP

(1) En vision sous-jacente (cf. slide 55 pour le détail de l'élément spécifique)
 (2) Coefficient d'exploitation hors FRU

Chiffres clés CASA

	T3 2021	9M 2021
Résultat net PdG (RNPG) publié	1 402 m€ +43,5% T3/T3	4 416 m€ +71,9% 9M/9M
Éléments spécifiques	-12 m€	454 m€
Résultat net PdG (RNPG) sous-jacent	1 414 m€ +26,7% T3/T3	3 962 m€ +37,9% 9M/9M
Sous-jacent⁽¹⁾		
Revenus	5 535 m€ +7,6% T3/T3	16 572 m€ +9,1% 9M/9M
Charges d'exploitation hors FRU	-3 245 m€ +6,6% T3/T3	-9 868 m€ +5,5% 9M/9M
Résultat brut d'exploitation	2 290 m€ +23,1% T3/T3	6 704 m€ +10,0% 9M/9M
Coût du risque	-25 m€ -6,0% T3/T3	-804 m€ -37,1% 9M/9M

⁽¹⁾ En vision sous-jacent (cf article 36 et 52 pour le détail des éléments spécifiques), contribution au FRU liée au T3 21 et de 522 M sur les 9 mois 2021

⁽²⁾ Coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU

⁽³⁾ Les données de RNPG sont en vision sous-jacent. Le RNPG est calculé après déduction des charges AT1, compensation des capitaux propres, cf article 61

⁽⁴⁾ ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent et de la charge FRU. Intéressé sur l'article 67 de notre page CG

⁽⁵⁾ Données exclues en 2021 : Crédit Agricole en Chine, Fund Channel Analytics, CACF NL, So You Not Bank. Données exclues en 2020 : CA Serbia, Via Vite, NIM Bank et Mitsui, CACF NL

Coefficient d'exploitation ⁽²⁾	58,6% +0,5 pp T3/T3
	57,2% -2,0 pp 9M/9M
Solvabilité (CE11 phare)	12,7% +4,8 pp vs. SREP ⁽⁵⁾
Bénéfice sous-jacent par action ⁽³⁾	1,23 € +37,7% 9M/9M
Actif net tangible par action	13,2 € -0,24 vs. 30/09/2020
ROTE sous-jacent (%) ⁽⁴⁾	13,1%

MESSAGES CLES

Résultats aux plus hauts historiques, dans la continuité des trimestres précédents. Déboudage total du switch.

Activité commerciale dynamique, conquête élevée

- Par rapport au niveau pré-crise T3-19, hausse des réalisations de crédits en banque de proximité
- 1 311 000 nouveaux clients en banque de proximité sur les 9 premiers mois 2021

Hausse des résultats tirée par celle des revenus, efficacité opérationnelle constante

- Revenus +7,6% T3/T3, +9,1% T3/T3-19; hausse de la part des commissions dans les revenus
- Coefficient d'exploitation⁽¹⁾ bas (57,2% 9m-21, -2,0 pp 9m/9m; effet d'écarts positif +3,6 pp 9M 2021)
- Hausse du résultat brut d'exploitation sous-jacent (+6,2% T3/T3, +11,9% T3/T3-19)
- Coût du risque bas, à 24 pb Crédit Agricole SA⁽²⁾, et 16 pb GCA⁽²⁾, poursuite de la hausse du taux de couverture

Rentabilité et solidité financière parmi les plus élevées du secteur en Europe

- ROTE sous-jacent⁽³⁾ CASA à 13,1% sur 9M21, bien supérieur, depuis 5 ans, à la moyenne de 10 grandes banques européennes
- CET1 GCA 17,4%, +8,5 pp > SREP. CET1 Crédit Agricole SA 12,7%, +4,8 pp > SREP

Rémunération attractive pour les actionnaires dans la durée

- Lancement le 5 octobre du 2^{ème} rachat d'actions pour 500 m€
- Déboudage total du switch au 16 novembre; impact -60 pb sur le CET1 CASA, +104 m€⁽⁴⁾ RNPG en année pleine
- Intention de verser les -0,40€ restant sur le dividende 2019 lors des paiements des dividendes 2021 et 2022⁽⁵⁾

Engagements pour le climat

- Engagement de tous les métiers du Groupe dans les initiatives Net Zero (Banques, Gestion d'actifs, Assurances).
- D'ici 2025, développement du financement des énergies renouvelables, renforcement de l'exposition aux énergies non carbonées, et baisse significative du financement de la production de pétrole
- Présentation des engagements sociaux du Groupe pour le climat, l'agriculture et l'agro-alimentaire et la cohésion sociale le 1^{er} déc. 2021

<p>Revalorisation crédits CR LCL 13-21/13-19</p> <p>+5,2%</p>	<p>Nouveaux clients banque de proximité 9M-21</p> <p>+1,3 m</p>
<p>Crédit Agricole SA</p> <p>+7,6%</p> <p>Croissance du RNPG sous-jacent T3/T3</p>	<p>Crédit Agricole SA</p> <p>+6,2%</p> <p>Croissance du RBE sous-jacent T3/T3</p>
<p>Crédit Agricole SA</p> <p>+104 m€</p> <p>Impact sur le RNPG⁽⁴⁾ du déboudage des 50€ restant du switch</p>	<p>Crédit Agricole SA</p> <p>13,1%</p> <p>ROTE 9m 2021⁽³⁾ Sous-jacent</p>

⁽¹⁾ Données sous-jacentes, coefficient d'exploitation hors FRU et effet de passif des départs de clients de Crédit Agricole S.A.

⁽²⁾ Coût de risque net imputé en banque de proximité

⁽³⁾ ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent et de la charge FRU

⁽⁴⁾ Intéressé sur l'article 67 et notre page 68

⁽⁵⁾ Impact sur le RNPG du déboudage des 50€ restant du switch Crédit Agricole sous le régime normal de 2019

⁽⁶⁾ Sous réserve d'une proposition de paiement de dividende par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. aux Assemblées Générales 2022 et 2023

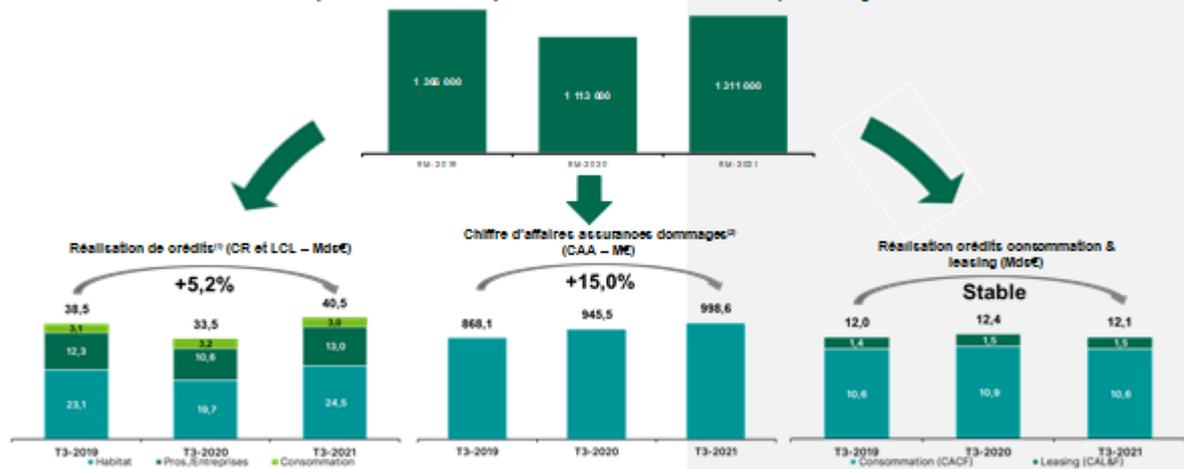
Sommaire

01	Introduction	04	Groupe Crédit Agricole
02	Synthèse résultats Crédit Agricole S.A.	05	Solidité financière
03	Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers	06	Annexes

ACTIVITE GROUPE CREDIT AGRICOLE

Activité commerciale dynamique, conquête élevée

Conquête brute Clients Banque de Proximité France et Italie - Groupe Crédit Agricole



1 311 000 nouveaux clients Banque de proximité sur 9M-2021 (934 000 clients Caisses régionales)

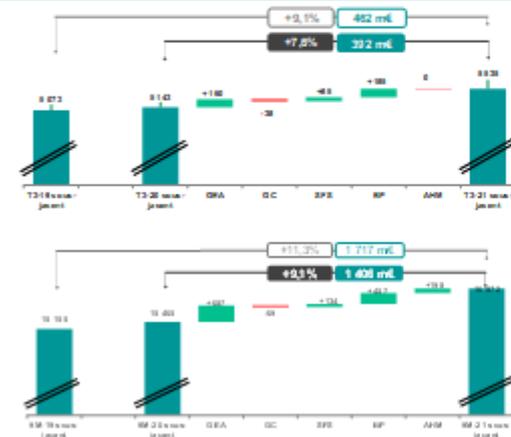
Taux d'équipement assurances⁽³⁾ : +6,5pp CR sept21/déc-18 vs, +2,8pp LCL, +5,1pp CA Italia

(1) Hors PGE Caisses régionales pour le T3-2020 (26 Mds€) et déduites pour le T3-2021 (hors PGE LCL).
 (2) Variations retraitées d'un changement de méthode comptable, non rétroactif : +1,5% T3-2021/T3-2020 et de +130% T3-2021/T3-2019.
 (3) Assurance automobile MRH, canal juridique, tous véhicules particuliers ou GAV.

REVENUS

Forte hausse des revenus, grâce à une activité soutenue

Evolution T3/T3 et 9M/9M des revenus sous-jacents⁽¹⁾, par pôle



⁽¹⁾ Sous-jacents : détail des éléments qui figurent dans les états financiers consolidés. ⁽²⁾ Données exclues en 2021 : Crédit Agricole, CA Serbia, JV Amundi Bank of China, Fund Channel, Anadac, CACF NL, So You Koo Bank. Données exclues en 2020 : CA Serbia, Via Vita, WNI Global en France, CACF NL. Hausse du PNB T3/T3 liée à l'effet périmètre de +95m€ sur un an. Hausse du PNB 9M/9M liée à l'effet périmètre de +277m€ sur un an. ⁽³⁾ Hors CACF NL. ⁽⁴⁾ Voir Annexe 10.

Hausse des revenus à périmètre constant⁽²⁾ de +4,4% T3/T3 et de +7,3% 9M/9M

Forte hausse des revenus en GEA, BP et SFS

- ➔ **GEA** : commissions de gestion dynamiques grâce à un effet marché favorable, extériorisation prudente de la marge financière en assurance
- ➔ **GC** : normalisation des revenus en banque de marché dans un contexte de faible volatilité, forte croissance des revenus en financements structurés et banque commerciale; effet marché favorable sur les commissions SFI
- ➔ **SFS** : plus haut revenu trimestriel de CACF⁽³⁾ depuis deux ans, activité dynamique en leasing et factoring
- ➔ **BP** : revenus LCL portés tant par les marges d'intérêt que par les commissions; commissions dynamiques chez CA Italia, effet périmètre favorable (CraVal)
- ➔ **AHM** : revenu structural globalement stable

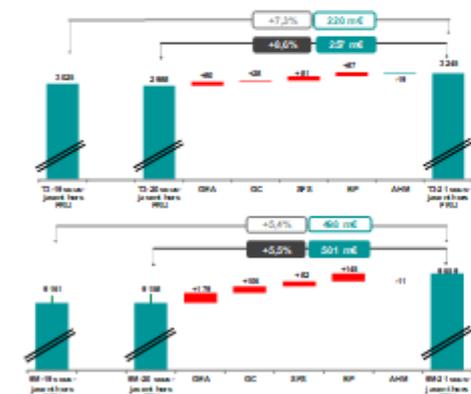
Hausse de la part des commissions dans les revenus (43%, +1pp sur un an)⁽⁴⁾

GEA : Gestion de l'épargne et d'actifs; GC : Gestion clientèle; SFS : Services financiers spécialisés; BP : Banque de proximité; AHM : Autres, hors autres.

CHARGES

Hausse des charges liée à la reprise de l'activité et à un effet périmètre; effet ciseaux positif à périmètre constant

Evolution T3/T3 et 9M/9M des charges sous-jacents hors FRU⁽¹⁾, par pôle



⁽¹⁾ Données en valeurs sous-jacents. Coeff hors FRU : RBE (Résultat brut d'exploitation) (Sous-jacents : détail des éléments ci-dessus, disponible à la page 52). ⁽²⁾ Données exclues en 2021 : Crédit Agricole, CA Serbia, JV Amundi Bank of China, Fund Channel, Anadac, CACF NL, So You Koo Bank. Données exclues en 2020 : CA Serbia, Via Vita, WNI Global en France, CACF NL. Hausse des charges T3/T3 liée à un effet périmètre de +150m€ sur un an. Hausse des charges 9M/9M liée à un effet périmètre de +150m€ sur un an. ⁽³⁾ Voir Annexe page 11.

Hausse des charges à périmètre constant de +3,8% T3/T3 et de +3,4% 9M/9M⁽²⁾

Hausse à périmètre constant +114 m€ T3/T3 tirée par :

- ➔ La hausse des rémunérations variables en lien avec l'activité : 50% (-50 m€)
- ➔ Des investissements et frais IT : 30% (-35 m€)
- ➔ D'autres frais de personnel : 20% (-30 m€)
- ➔ Autres : (-10 m€)

CoeX⁽¹⁾ bas (58,6% T3-21, 57,2% 9M-21), cibles PMT d'ores et déjà atteintes chez GEA, GC, et LCL⁽³⁾

Effet ciseaux positif à périmètre constant (+0,6 pp T3/T3 et +3,9 pp 9M/9M)

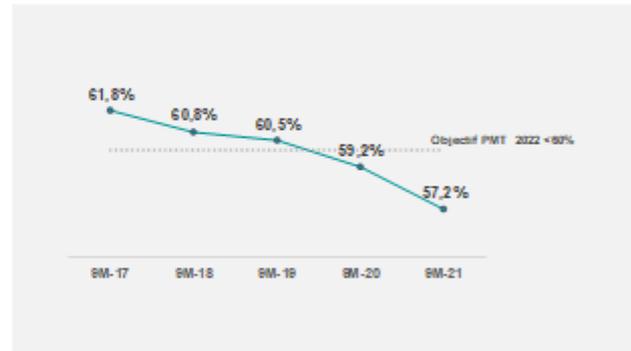
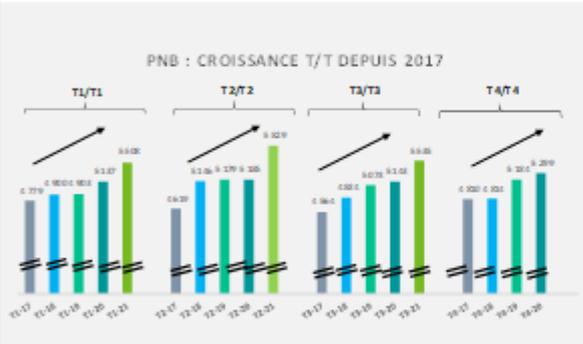
GEA : Gestion de l'épargne et d'actifs; GC : Gestion clientèle; SFS : Services financiers spécialisés; BP : Banque de proximité; AHM : Autres, hors autres.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Génération régulière de revenus croissants depuis cinq ans, efficacité opérationnelle en amélioration continue

Régularité de la croissance des revenus sous-jacents trimestriels depuis 5 ans

Objectif PMT 2022 de coefficient d'exploitation⁽¹⁾ atteint 57,2% (-2,0pp 9M/9M)



Forte résilience des revenus, grâce à la diversité du modèle de banque universelle de proximité
Hausse du résultat brut d'exploitation à périmètre constant +5,3% T3/T3, et +13,0% 9M/9M⁽²⁾

(1) Coefficient d'exploitation sous-jacents hors FRU = RBE hors FRU / EBE. Le résultat de 2021: Crédit Agricole S.A. Serbie, JV Amundi Bank of China Fund Channel, Amnec, CAC FNL, So You Kae Bank, Crédit Agricole, excluant en 2020: CA Serbie, Via Vito, WIM Bank et Mbank, CAC FNL. Hausse du RBE T3/T3 à périmètre constant +2,9% sur un an. Hausse du RBE 9M/9M à périmètre constant +10,3% sur un an.

QUALITE DE L'ACTIF

Taux de créances douteuses stable T3/T2, poursuite de la hausse du taux de couverture

Taux de créances douteuses ⁽¹⁾



Stock de provisions du Groupe Crédit Agricole représentant près de 7 années de coût du risque historique moyen dont 28% lié au provisionnement des encours sains pour CASA, 44% pour les Caisses régionales, 35% pour GCA.

Portefeuille de prêts diversifié: habitat (28% CASA, 47% GCA), entreprises (44% CASA, 32% GCA) (voir annexe p. 47).

70% des EAD⁽²⁾ entreprises de CASA notées *investment grade* (voir annexe p. 48)

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Taux de couverture⁽¹⁾



Stock de provisions



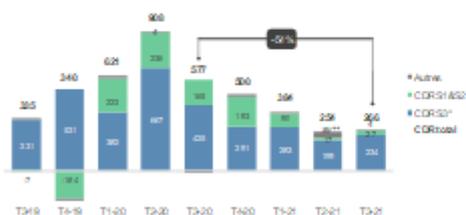
(1) Y compris l'exhaustif de provisions pour encours sains enregistrés au titre du Covid-19. Stock de provisions y compris provisions collectives. Les taux de couverture sont calculés sur les prêts et cautions à la clientèle en déduction de la provision pour encours de débauchés et de débauchés régionaux utilisés dans le Piller 3. Ils correspondent au positionnement des débauchés par rapport aux compléments de provisionnement du risque. Ils comprennent aussi du bilan et une partie des engagements hors bilan.

RISQUES

Stabilisation du coût du risque à un niveau historiquement bas, reflétant l'efficacité des mesures de soutien et la qualité du portefeuille

Coût du risque (CDR) sous-jacent décomposé par Stage (en €m) : S1&S2 - provisionnement des encours sains ; S3 - provisionnement pour risques avérés

Crédit Agricole S.A.



Crédit Agricole S.A.

33 pb⁽¹⁾ / 24 pb⁽²⁾
 CDR / encours
 4 trimestres glissants⁽¹⁾ / CDR / encours
 Annuel⁽²⁾

(1) Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté le moyen de l'encours de clôture de période des quatre derniers trimestres.
 (2) Le coût du risque sur encours (en points de base) annuel est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de clôture de période du trimestre.
 *Y compris les pertes non provisionnées. ** Incluant provisionnement additionnel au titre de demande agréé par l'AMF à l'initiative d'Anand.

Groupe Crédit Agricole



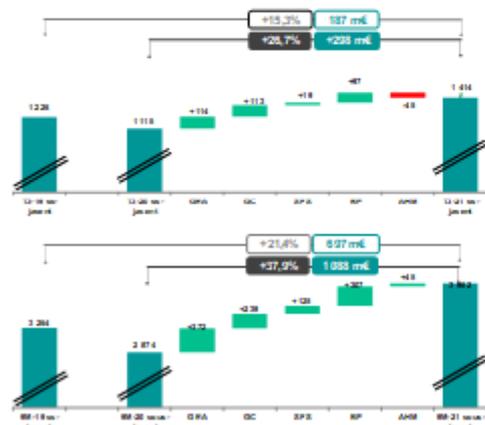
Groupe Crédit Agricole

23 pb⁽¹⁾ / 16 pb⁽²⁾
 CDR / encours
 4 trimestres glissants⁽¹⁾ / CDR / encours
 Annuel⁽²⁾

RESULTAT NET PART DU GROUPE

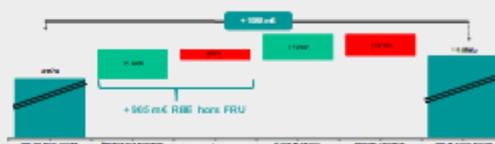
Résultats en forte hausse dans tous les pôles métiers, tirée par les revenus

Evolution T3/T3 et 9M/9M du Résultat net part du Groupe (RNPG) sous-jacent⁽¹⁾, par pôle



⁽¹⁾ Sous-jacent: détail des éléments présentés disponibles à la 52. Hausse du RNPG T3/T3 de +21.6% dont +1.2m€ en RBE (2) Hors CACF NL (3) hors effet parité BIL/COU

RNPG +37,9% 9M/9M



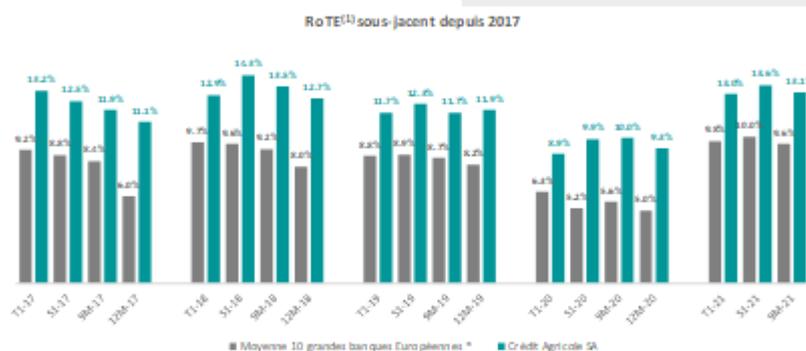
Hausse du résultat brut d'exploitation, baisse du coût du risque

- **GEA** : activité soutenue en assurances; commissions de gestion dynamiques en gestion d'actifs
- **OC** : en BFI, activité dynamique dans les métiers de financement, coût du risque faible au T3-21 (-12 M€; -95% T3/T3); résultat brut d'exploitation (RBE) en forte hausse en SFI (+19% T3/T3)
- **SFS** : RBE en hausse (+5,8%⁽²⁾ T3/T3), forte baisse du coût du risque
- **BP** : résultat brut d'exploitation dynamique chez LCL (+8,5% T3/T3) et CA Italia⁽²⁾ (+3% T3/T3); coût du risque bas

GEA : Gestion de l'épargne et Assurance; OC : Grandes clientèles SFS : Services financiers spécialisés
 BP : Banques de proximité; AMI : Activités honoraires

RENTABILITE

ROTE sous-jacent 13,1%⁽¹⁾ sur 9 mois 2021



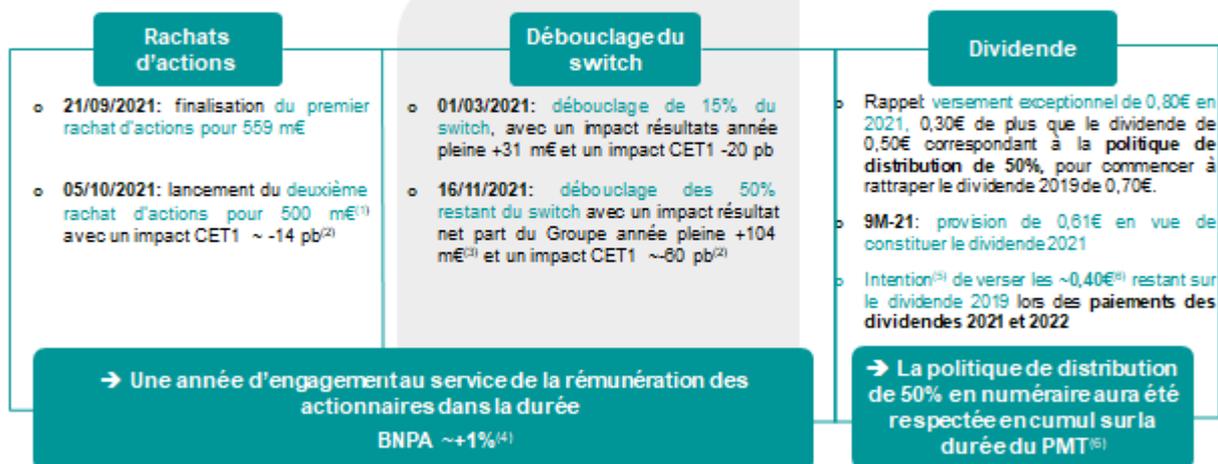
ROTE sous-jacent⁽¹⁾ supérieur d'au moins 2,8 points de pourcentage depuis le T1-2017 à la moyenne des 10 grandes banques européennes publiant un ROTE

Capacité démontrée à générer un retour sur fonds propres tangibles élevé dans la durée

* Moyenne arithmétique de 10 grandes banques européennes publiant un ROTE : Société Générale, BNP Paribas, Banco Santander SA, UniCredit SpA, Credit Suisse AG, UBS Group AG, Deutsche Bank AG, HSBC Bank PLC, Standard Chartered Bank, Barclays Bank PLC
⁽¹⁾ ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNP sous-jacent annuel déduit de charges FRIC liées à la base sur l'année (cf. annexe page 62)

CAPITAL ET DISTRIBUTION

Dernière étape de la simplification de la structure capitalistique de Crédit Agricole S.A., dans l'intérêt des actionnaires



(1) Pourventiler jusqu'au 26 janvier 2022

(2) Estimé sur la base du niveau CET1 et rempli pondéré à fin septembre 2021 (l'impact sera comptabilisé au T1-21)

(3) Calculé avec un taux d'imposition de 26,4%

(4) Simulé à partir du BNPA sous-jacent 2020 (ajusté des opérations réalisées et/ou annulées en 2021)

(5) Sous réserve d'une proportionnée versement de dividende par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA aux Assemblées Générales 2022/2023

(6) Pas de dilution de capital en tenant compte de déboilage des 50% restant du switch

Sommaire

01	Introduction	04	Groupe Crédit Agricole
02	Synthèse résultats Crédit Agricole S.A.	05	Solidité financière
03	Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers	06	Annexes

GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCES Résultat en forte hausse sur le trimestre (+24,8% T3/T3)

Indicateurs d'activité (Encours gérés⁽¹⁾ Mds€)



Encours gérés à 2 320 Mds€, activité soutenue

- **Gestion d'actifs** : collecte nette MLT dynamique (+15,0 Mds€) tirée par la gestion active dans toutes les classes d'actifs (+11,1 Mds€) avec un succès notamment des fonds diversifiés
- **Assurance** : collecte nette dynamique à +1,1 Mds€ sur le bimestre ; taux d'UC record à 43,2% dans la collecte brute
- **Gestion de fortune** : encours stables à 131 Mds€⁽²⁾ T3/T2 et en hausse de +5,1% depuis le début de l'année hors effet périmètre⁽³⁾

Résultats en forte croissance

- **Assurances** : hausse du résultat T3/T3 et 9M/9M
- **Gestion d'actifs** : résultat en forte hausse, grâce aux commissions nettes de gestion et à un niveau exceptionnel de commissions de superperformance
- **Gestion de fortune** : revenu dynamique (+6% T3/T3) porté par la hausse des encours gérés et de crédit; maîtrise des charges; RNPG sous-jacent en forte hausse T3/T3-20 et +31,0% T3/T3-19

CRÉDIT AGRICOLE S.A.				
Contribution au résultat en Mds€	T3 21	+/- T3/T3	9M 21	+/- 9M/9M
Assurances	336	+12,7%	1 036	+16,6%
Gestion d'actifs	211	+4,2%	629	+19,8%
Gestion de fortune	23	+67,7%	72	+26,8%
Résultat net part du Groupe	573	+24,8%	1 739	+27,2%

* Y compris actifs conseillers et commerciaux
(1) Périmètre : Indosud Wealth Management et Banque privée CL
(2) Indosud Wealth Management
(3) Effet périmètre : sortie des actifs de l'assurance et vital

ASSURANCES

Activité dynamique, taux d'UC dans la collecte brute à 43,2%

Indicateurs d'activité (Mds €)



Epargne / retraite : taux d'UC dans la collecte brute à 43,2%, soit +6,9 pp T3/T3

→ **Collecte nette dynamique** (+1,1 Mds €), tirée par les UC +38,0% T3/T3-20 et +11,4% T3/T3-19

→ **Encours⁽¹⁾** : 318,2 Mds €, +4,6% sur un an; nouveau record d'encours UC à 83,1 Mds € +18,3% sur un an; taux d'UC 26,1%, +3,0 pp sur un an

Domages : chiffres d'affaires +5,6%⁽²⁾ T3/T3

→ Plus de 15 millions de contrats⁽³⁾ à fin septembre 2021, +4,6% sur un an, +611K contrats sur 6M 2021

Protection des personnes⁽⁴⁾ : chiffre d'affaires +7,4%⁽²⁾ T3/T3

→ Croissance des trois segments d'activité, notamment emprunteur en lien avec un marché immobilier bien orienté

Résultat net part du Groupe en hausse de +12,7% T3/T3

→ **Revenu financier très élevé** notamment suite à des cessions de titres à taux d'imposition réduit, permettant une nouvelle dotation de la PFE; impôt en baisse -35,6% T3/T3, **résultat en hausse** (+12,7% T3/T3)

Engagements climat : adhésion à la Net Zero Asset Owners' Alliance et aux principes pour une assurance durable (PSI).

X2 investissements dans les installations d'énergies renouvelables à horizon 2025

Succès de l'émission d'1Md€ d'obligations subordonnées de maturité 10 ans, éligible Tier 2

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 20 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Contribution aux résultats (en Mds €)	T3-21 en Mds €	+/- T3/T3 en pp	T3-20 en Mds €	+/- 9M/9M en pp
Produit net bancaire	284	+6,0%	1 940	+4,9%
Charges d'exploitation	(176)	+3,9%	(566)	+1,0%
Résultat brut d'exploitation	430	+6,1%	1 360	+4,7%
Impôt	(64)	(35,6%)	(205)	(12,5%)
Résultat net	356	+3,0%	1 094	+16,9%
Intérêts minoritaires	(17)	(60,0%) ⁽⁵⁾	(56)	+21,6%
Résultat net part du Groupe	339	+9,7%	1 030	+16,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	29,2%	+1,8 pp	30,2%	-1,8 pp

Sous-jacent les éléments éprouvés du T3-20 comprennent l'impact de l'adoption de la garantie switch SMC AnRNP v2.0 au T3-21.

Ratio combiné dommages 96,9% au 09/09/2021 (ajusté à l'ajout de frais généraux + commissions) (colonne), note réassurance période Pacific.

(1) Encours en épargne, retraite et prévoyance (2) Variations relatives du changement de méthode comptable : hors retraitement la croissance en Domages est de +1,0% T3/T3, et la croissance en Protection des personnes est de +3,1% T3/T3 (3) Périodes : dommages France et international (4) La segment Protection des personnes comprend la prévoyance, l'emprunteur et les assurances collectives (5) Balance minoritaire sur les intérêts minoritaires à -0,0% en raison du usage de coupons de dette subordonnée

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

GESTION D'ACTIFS

Forte hausse des résultats, collecte moyen long terme dynamique

Indicateurs d'activité (Actifs sous gestion Mds €)



Croissance des encours de +8,9% T3/T3

→ **Collecte nette MLT hors JV de +15,0 Mds €**, tirée par la gestion active (+11,1 Mds €) sur tous les segments de clientèle

→ Décollecte modérée en **produits de trésorerie** hors JV -2,2 Mds €

→ **JVs** : collecte nette de +3 Mds € en mutual funds; réinternalisation exceptionnelle de fonds pour -11,6 Mds € et sorties sur produits peu margés (Channel Business -4,1 Mds €)

Revenus nets de gestion en hausse, baisse du coefficient d'exploitation hors FRU (-3,6 pp T3/T3)

→ **Revenus nets de gestion** +26,4% T3/T3 tirés par les commissions nettes de gestion (+17,6% T3/T3) profitant de la dynamique de collecte (Retail et gestion active); commissions de surperformance très élevées (T3-21 90 m€ vs. T3-20 30 m€)

→ **Efficacité opérationnelle** : coefficient d'exploitation hors FRU à 50,4%; effet de levier +8,4 pp malgré la poursuite des investissements de développement (Amundi Technologie notamment) et le provisionnement des rémunérations variables en lien avec le résultat d'exploitation

→ Sociétés mises en équivalence : +47,6% T3/T3; bonne contribution des JV Asiatiques

Engagements climat : +20 Mds € d'investissements dans des fonds avec objectif d'impact positif environnemental ou social d'ici 2025

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 20 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

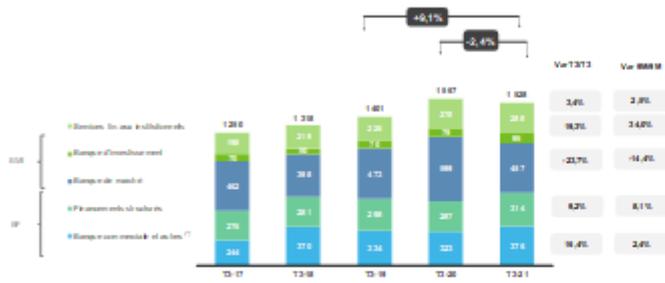
Contribution aux résultats (en Mds €)	T3-21 en Mds €	+/- T3/T3 en pp	T3-20 en Mds €	+/- 9M/9M en pp
Produit net bancaire	214	+27,1%	2 350	+30,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(660)	+16,7%	(1 566)	+16,0%
FRU	-	0%	(8)	-24,1%
Résultat brut d'exploitation	364	+36,9%	1 180	+45,3%
Coût du risque	7	0%	(13)	(33,7%)
Sociétés mises en équivalence	25	+17,0%	(3)	+68,0%
Impôt	(61)	-60,0%	(20)	-69,0%
Résultat net	314	+45,3%	929	+46,0%
Intérêts minoritaires	(103)	+17,3%	(200)	+49,0%
Résultat net part du Groupe	211	+46,3%	699	+46,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	30,4%	-3,6 pp	34,4%	-3,2 pp

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

GRANDES CLIENTÈLES

Forte hausse des résultats +33,0% T3/T3, +24,2% 9M/9M

Indicateurs d'activité (Revenus sous-jacents du pôle Grandes Clientèles m€)



(*) Banque Commerciale Autres** OcéanOptimisation Distribution + International Trade et Transaction Finance + Autre

Banque de financement et d'investissement :

→ Stabilisation des **revenus** à un niveau supérieur au niveau pré-crise (+5,7% vs T3-19, +9,3% vs 9M-19), grâce au dynamisme de la banque de financement dans un contexte de normalisation des conditions de marché post crise. Résultat brut d'exploitation +4,1% vs T3-19. Coût du risque en nette baisse T3/T3.

→ **Résultat net part du Groupe** +35,5% T3/T3

Services financiers aux institutionnels :

→ Dynamisme des AuC (+9% Sept./Sept.) et des AuA (+11% Sept./Sept.) ; volumes de flux élevés. Hausse du **revenu** +3,4% T3/T3 tirée par les commissions sur encours et sur flux, charges maîtrisées, Résultat brut d'exploitation +18,7%.

→ **Résultat net part du Groupe** +11,5% T3/T3

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Contribution aux résultats (en m€)	T3-21 en %	+ T3/T3 en %	9M-21 en %	+ 9M/9M en %
Produit net bancaire	1 528	0,4%	4 769	(1,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(696)	+3,2%	(2 700)	+1,1%
FRU	-	na	(208)	+26,2%
Résultat brut d'exploitation	633	6,5%	1 735	(12,2%)
Coût du risque	(12)	(91,6%)	(36)	(61,7%)
Résultat avant impôt	621	+36,4%	1 663	+31,5%
Impôt	(138)	+16,6%	(267)	+70,6%
Résultat net	483	+36,1%	1 296	+23,4%
dont Banque de Financement et d'Investissement	425	+35,6%	1 152	+26,5%
dont Services Financiers aux Institutionnels	58	+11,4%	144	+2,0%
Résultat net part du Groupe	455	+36,0%	1 225	+24,2%
dont Banque de Financement et d'Investissement	416	+35,5%	1 123	+26,5%
dont Services Financiers aux Institutionnels	39	+11,5%	97	+2,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	56,6%	+3,2 pp	56,7%	+3,6 pp

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Revenus à haut niveau, baisse du coût du risque, hausse du résultat +35,5% T3/T3

Evolution du PNB sous-jacent depuis le T3-19



Maintien des positions de leader

- # 1 - Crédits Syndiqués en France¹
- # 3 - Crédits Syndiqués en EMEA²
- # 5 - All Bonds in EUR Worldwide³
- # 8 - All Corporate Bonds in EUR Worldwide⁴

Revenus élevés grâce à la complémentarité des activités (+5,7% vs.T3-19, +9,9% change constant)

→ Très bonne performance de la Banque de financement : (+13,8% T3/T3-20; +9,2% vs T3-19 et +18,8% à change constant) ; aussi bien sur les financements structurés (+9,2 %) que sur la banque commerciale (+16,4%) grâce aux activités supply chain et private equity financing solutions. Leader sur les crédits syndiqués (#3 en EMEA et #1 en France).

→ Hausse du revenu Banque de marché et d'investissement vs T3-19 : (-18,7% T3/T3-20; +1,6% T3/T3-19 et +2,4% à change constant) ; ralentissement de FICO⁵ (-23,7% T3/T3-20) dans un environnement de marché qui se normalise et un niveau de VaR en forte baisse (6,1m€ au T3-21 contre 14,5m€ au T3-20) ; banque d'investissement & activités equity dynamiques.

RNPG +35,5% T3/T3 ; RNPG 9M-21 au meilleur niveau depuis 2006

→ Investissements et évolution des effectifs accompagnant la croissance de l'activité ; coefficient d'exploitation 9M-21 à 52,6%

→ Résultat brut d'exploitation en baisse de -12,2% vs.T3-20 mais en hausse de +4,2% vs.T3-19 (+11,9% T3/T3-19 à change constant)

→ Baisse du provisionnement principalement sur les encours sains

→ RWA à 123,2 mds€ (+2,3 mds€ sur le trimestre, dont progression sur les risques de marché +1,9 mds€, dont +1,5 mds€ liés à la hausse de la VaR stressée) après des niveaux historiquement bas, et un effet change +0,8 mds€

Engagements climat : +60% exposition aux énergies non carbonées d'ici 2025; -20% financement de la production de pétrole

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

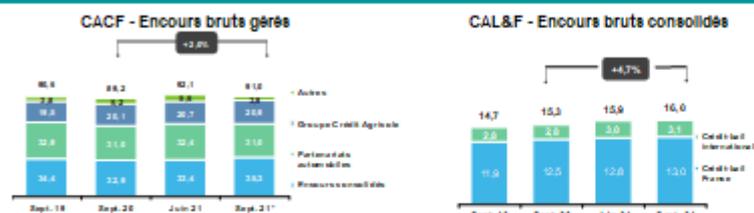
Contribution aux résultats (en m€)	T3-21 en %	+ T3/T3 en %	9M-21 en %	+ 9M/9M en %
Produit net bancaire	1 248	0,7%	3 901	(2,2%)
Charges d'exploitation hors FRU	(600)	+4,7%	(2 052)	+1,5%
FRU	-	na	(280)	+27,3%
Résultat brut d'exploitation	360	(14,2%)	1 569	(5,3%)
Coût du risque	(14)	(80,8%)	(19)	(60,7%)
Gains ou pertes sur autres actifs (1)	(3)	na	(10)	na
Résultat avant impôt	344	+36,1%	1 466	+35,9%
Impôt	(119)	+13,7%	(217)	+66,1%
Résultat net	225	+35,6%	1 152	+26,5%
Intérêts minoritaires	(9)	+10,1%	(26)	+26,6%
Résultat net part du Groupe	216	+35,5%	1 126	+26,5%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	54,8%	+4,4 pp	52,6%	+3,4 pp

¹ Source : Refinitiv
² Source : Refinitiv R17
³ Source : Refinitiv NF
⁴ Source : Refinitiv NB
⁵ Y compris CVA
⁶ Impact négatif lié à déconsolidation de la filiale agrienne

SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

Reprise dynamique de l'activité, forte croissance du résultat

Indicateurs d'activité (Mds Q)



(1) (2) Redressement des encours CACF/F&F des incertitudes constatées 18 Mois, depuis ceux à dates crouses, depuis le 15/02

Hausse des encours de crédit conso et de crédit bail, hausse du chiffre d'affaire factoré

→ **CACF** à périmètre constant⁽¹⁾ : production commerciale au niveau pré-crise (-3,3% T3/T3, stable T3/T3-19). Encours gérés +2% Sept/Sept portés par l'international (+14%⁽²⁾) et l'activité avec le Groupe Crédit Agricole en France (+4,1%); encours liés aux partenariats automobile stables (-0,3% Sept/Sept) malgré un marché automobile affecté par la pénurie de composants électroniques.

→ **CAL&F** : production commerciale soutenue (crédit bail stable T3/T3, en hausse +17% 9m/9m, en France et à l'international, chiffre d'affaire factoré +27% T3/T3). Lancement d'une activité de **leasing en Allemagne** via la création d'une marketplace; **Acquisition d'Ollin** pour étendre l'offre de CAL&F aux services de gestion des équipements professionnels.

→ **Lancement de CA Mobility** : offre CACF/CAL&F de location longue durée d'automobiles en France pour les particuliers et les PME

Résultat brut d'exploitation⁽¹⁾ en hausse +5,8%T3/T3 (+22,4% 9m/9m), coût du risque en baisse continue

→ CACF à périmètre constant⁽¹⁾ : **revenus** +3% T3/T3, grâce au dynamisme de l'activité et à l'intégration globale de SoYou⁽²⁾; **charges** +3% T3/T3 en ligne avec l'activité, **CoEx toujours bas à 48,2%**⁽²⁾; **Coût du risque historiquement bas** (-23% T3/T3); poursuite de la baisse du taux de douteux à 5,7% (+0,6 pp Sept/Juin); hausse du taux de couverture à 85,3% (+3,7 pp Sept/Juin)

→ **CAL&F** : forte hausse du résultat brut d'exploitation (+17,1% T3/T3), grâce à des **revenus dynamiques en leasing et factoring**, effet **oiseaux positif** (+1,9 pp T3/T3), **Coex à 62,7%**⁽²⁾, -0,9 pp T3/T3; coût du risque bas.

© GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | 22 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Contribution aux résultats (en Mds)	T3 21 en Mds	+ T3 21 en %	9M 21 en Mds	+ 9M 21 en %
Produit net bancaire	706	+13,8%	2 007	+7,1%
dont CACF	353	+13,5%	1 558	+5,2%
dont CAL&F	151	+14,9%	438	+14,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(370)	+36,2%	(1 032)	+6,7%
FRU	-	nc	(23)	+15,9%
Résultat brut d'exploitation	336	+1,2%	972	+5,2%
Coût du risque	(108)	(33,5%)	(309)	(36,2%)
Société mission Acquisition	79	+9,7%	226	+15,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	(7)	(6,1%)	5	(21,4%)
Résultat avant impôt	298	+19,4%	893	+63,2%
Impôt	(68)	+36,3%	(177)	x7
Résultat net	230	+11,2%	716	+68,2%
Intérêts minoritaires	(1)	+6,0%	(62)	+1,2%
Résultat net part du Groupe	230	+10,4%	714	+68,0%
dont CACF	153	+7,4%	463	+22,5%
dont CAL&F	42	+23,4%	135	+22,9%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	52,5%	+5,9 pp	35,4%	+0,7 pp

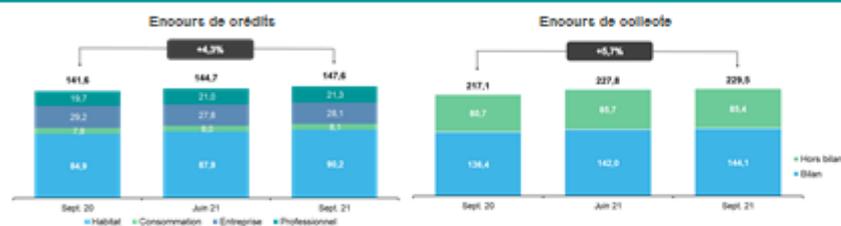
(1) Valeurs hors CACF/F&F, les impacts de CACF/F&F sont détaillés dans l'annexe page 30.
(2) Actes, actifs et l'international (hors CACF/F&F et hors JV associées, en l'absence de CACF).
(3) Intégration Sign & Report à 100% ou intégration en SEC et à 25% (hors actifs, hors de P&B de SIF).
(4) Sous-joint de hors FRU.
(5) A périmètre constant, variation P&B SIF: 103+45%, Charges: -62%, P&B: -45%.

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LCL

Niveau historique de revenus grâce à une activité dynamique

Indicateurs d'activité (Mds Q)



Forte progression de la production de crédits sur tous les marchés

→ **Encoeurs de crédits** en hausse portés par une production de crédits très dynamique (+45,5%⁽¹⁾ T3/T3), aussi bien sur l'habitat (5,9 Mds€, +51,4% T3/T3) que sur les entreprises (+82,7%⁽¹⁾) et les professionnels (+11,2%); **Encoeurs de collecte** : hausse de la collecte bilan (+5,7% sept/sept.) portée par les DAV (+11,5% sept/sept.), et de la collecte hors bilan (+5,8% sept/sept.)

→ Hausse de **l'équipement** (26,9% en assurances MRH Auto Santé⁽²⁾, +1,0 pp sept/sept.) et de la **conquête** (+84 000 nouveaux clients au T3)

Forte hausse du résultat brut d'exploitation; revenus équilibrés entre marges d'intérêt et commissions

→ Hausse sensible des **revenus** liée à la marge nette d'intérêt (+5,4% T3/T3) et aux commissions, dynamiques sur toutes les activités (+4,8% T3/T3)

→ **Charges d'exploitation hors FRU** maîtrisées (hausse de +3,0% T3/T3 liée à l'intéressement et la participation); Amélioration du **CoEx hors FRU** : 60,6% (-1,2 pp T3/T3)

→ **Coût du risque** en baisse sur un an (-50,5%) dans un contexte d'amélioration des perspectives économiques, **taux de COL** maîtrisé à 1,5% et **taux de couverture** élevé à 89,5%

© GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | 23 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Contribution aux résultats (en Mds)	T3 21 en Mds	+ T3 21 en %	9M 21 en Mds	+ 9M 21 en %
Produit net bancaire	924	+5,1%	2 767	+5,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(568)	+3,0%	(1 696)	+1,1%
FRU	-	nc	(58)	+0,9%
Résultat brut d'exploitation	356	+8,0%	1 012	+10,7%
Coût du risque	(1)	(50,5%)	(107)	(44,4%)
Résultat avant impôt	359	+27,5%	947	+37,7%
Impôt	(68)	+19,7%	(219)	+30,2%
Résultat net part du Groupe	230	+30,0%	575	+41,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,6%	-1,2 pp	61,3%	-0,4 pp

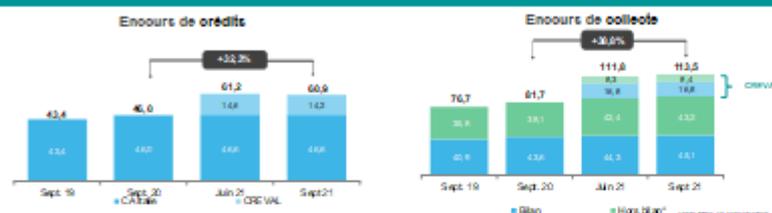
(1) Hors PGE.
(2) Taux d'équipement - Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous modes portables du GAV.

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL - ITALIE

Poursuite de la reprise de l'activité commerciale, fort rebond du résultat

Indicateurs d'activité (M€) Q



Dynamique commerciale très positive

- **Collecte⁽¹⁾ en hausse** (+8,1% sept/sept), soutenue par la **collecte hors bilan⁽¹⁾ (+13,3%)** ; moindre progression de la collecte bilan (+3,5% sept/sept) liée à la poursuite d'actions d'optimisation des ressources.
- **Encoeurs de crédits⁽¹⁾ en hausse** (+1,4%) porté par le crédit d'habitat (+6,2% sept/sept) ; baisse de la production entreprises et professionnels dans un marché à forte liquidité.

Hausse du résultat brut d'exploitation hors Creval (+3% T3/T3)⁽¹⁾

- **PNB en hausse +1,1%**⁽¹⁾ tiré notamment par les commissions (+19% T3/T3) d'épargne gérée et d'assurance ; **charges hors FRU stables T3/T3⁽¹⁾** ; **coût du risque -37,4% T3/T3⁽¹⁾** profitant d'une base élevée ; **RNPG +44% T3/T3⁽¹⁾** à 74m€

Intégration de Creval dans le modèle de banque universelle du Groupe

- Plus de 2000 salariés formés au modèle Crédit Agricole, lancement de la vente de produits **Amundi**, accord conclu sur le **crédit à la consommation et le leasing**
- Calendrier d'intégration confirmé (dus diligences finalisées, PSE CAI annoncé, finalisation du PPA au T4-2021, fusion juridique au T2-2022)
- **Contribution de Creval de +145m€ en revenus, de -58m€ en charges, et de +15m€ en RNPG au T3-21⁽²⁾**

Groupe Crédit Agricole S.A. en Italie : RNPG 603 m€ +43% 9M9M⁽³⁾

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 32 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Contributions aux résultats (en m€)	T3 21 en part	+ T3 T3 en part	9M 21 en part	+ 9M 9M en part
Produit net bancaire	612	+32,0%	1 682	+25,9%
Charges d'exploitation hors FRU	(376)	+32,7%	(1 003)	+16,1%
FRU	-	na.	(33)	+30,2%
Résultat brut d'exploitation	236	+32,6%	647	+36,9%
Coût du risque	(79)	(8,2%)	(229)	(27,2%)
Gains ou pertes sur autres actifs	0	na.	0	(99,0%)
Résultat avant impôt	160	+71,8%	419	+46,9%
Impôt	(48)	x 2,1	(125)	x 2,1
Résultat net	112	+59,2%	294	+49,2%
Impôts minoritaires	(2)	+20,2%	(7)	+70,8%
Résultat net part du Groupe	90	+73,2%	233	x 2
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	61,1%	+0,6 pp	59,0%	-3,9 pp

- (1) Hors effet périmétral à la 1^{ère} consolidation de Creval depuis mai 2021
 (2) Contribution Creval aux résultats hors-charge d'exploitation : 241 m€ en revenus, -57 m€ en charges, 226 m€ en RNPG
 (3) +37% hors acquisition Creval

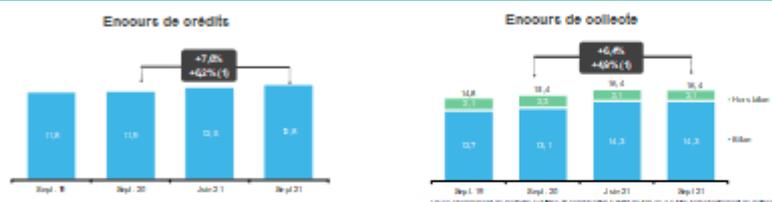
Spécifiques : T3-21 coûts d'intégration Creval - hors-charge d'exploitation, +1 m€ en RN sur autres actifs, -1 m€ en RNPG 9M-21, coûts d'intégration - hors-charge d'exploitation, -29 m€ en coût du risque, -15 m€ en RN sur autres actifs, +37 m€ en résultat et -39 m€ en résultat à l'ajustement (+0,3 m€ en RNPG)

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL – HORS ITALIE

Accélération de l'activité commerciale, baisse des taux absorbée

Indicateurs d'activité (M€) Q



Activité commerciale soutenue dans toutes les entités

- **Crédit⁽¹⁾ : +6,2% T3/T3**, notamment en Ukraine (+35%), en Pologne (+11%) et en Egypte (+8%)
- **Collecte bilan⁽¹⁾ : +7,5% T3/T3**, notamment en Ukraine (+19%) et en Pologne (+16%) et Egypte (+10%)
- **Liquidité** : excédent net de collecte : +2,1 M€ au 30/09/2021

Hausse des revenus à périmètre constant +15,4%⁽²⁾, baisse du coût du risque

- **CA Pologne⁽¹⁾** : revenus +21% porté par la conquête et le développement des commissions, taux de couverture à 111%
- **CA Egypte⁽¹⁾** : revenus +3%, charges contrôlées +4% liées à l'inflation, coût du risque -30%, taux de couverture à 115% et taux de douteux 4,4%
- **CA Ukraine⁽¹⁾** : revenus dynamiques (+28% T3/T3) grâce à l'activité, coefficient d'exploitation inférieur à 50%, coût du risque -24% ; taux de douteux toujours faible (1,2%)
- **Crédit du Maroc⁽¹⁾** : activité et revenus soutenus, coût du risque et taux de douteux en baisse

Passage de la Serbie en IFRS 5

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 33 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Contributions aux résultats (en m€)	T3 21 en part	+ T3 T3 en part	9M 21 en part	+ 9M 9M en part
Produit net bancaire	184	(5,5%)	609	(3,4%)
Charges d'exploitation	(112)	(16,2%)	(383)	(5,5%)
Résultat brut d'exploitation	72	+16,0%	229	+2,1%
Coût du risque	(29)	(22,5%)	(74)	(26,0%)
Résultat avant impôt	43	+40,2%	156	+45,8%
Impôt	(14)	+32,7%	(51)	+77,2%
Résultat net	27	+41,0%	103	+32,8%
Impôts minoritaires	(0)	+27,0%	(30)	(8,1%)
Résultat net part du Groupe	17	+50,8%	72	+43,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,7%	-3,6 pp	62,4%	-2,6 pp

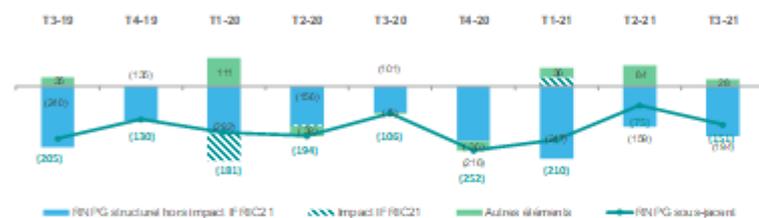
- (1) Variations à charge constant
 (2) Variations hors Serbie
 Détails du rattrapement FRSS en annexe p. 52

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

ACTIVITÉS HORS MÉTIERS

Baisse de la contribution liée à un moindre produit d'impôts

Indicateurs d'activité (M€ Q)



RNPG structurel en baisse (-79 m€)

- **Bilan & holding CA SA** : baisse de -76 m€ liée essentiellement à un effet défavorable sur le taux effectif d'impôt sur les sociétés
- **Autres métiers du pôle** : stable porté notamment par la revalorisation de certains fonds CACIF, contribution négative de BforBank
- **Fonctions support** : baisse de -4 m€ en raison d'un changement en 2021 du mode de comptabilisation des produits et charges de CAGIP

Autres éléments du pôle en écart favorable (+34 m€)

- Eliminations sur titres intragroupes souscrits par Predica et par Amundi

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Poste	T3-21	Δ T3/20	9M-21	Δ 9M/20
Produit net bancaire	0	+4	19	+69
Charges exploitation hors FRU	(180)	+9	(570)	+21
FRU	-	-	58	+144
Résultat brut exploitation	(180)	+23	(300)	+144
Coût du risque	(2)	(9)	(9)	+30
Sociétés mises en liquidation	(9)	(3)	(9)	(81)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3)	-	4	+3
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-
Résultat avant impôts	(190)	+5	(177)	+140
Impôts	49	(87)	126	(190)
Résultat net part du Groupe public	(141)	+12	(51)	+10
Résultat net part du Groupe lié-cariés	(12)	(85)	(130)	+45
Dont RNPG structurel	(176)	(79)	(506)	(37)
- Bilan & holding Crédit Agricole S.A.	(190)	(76)	(488)	(107)
- Autres métiers du pôle (CACIF, CA BforBank, BforBank, etc.)	8	-	18	+67
- Fonctions support (CAGIP, CAGIP, etc.)	7	(3)	4	(17)
Dont autres éléments du pôle	25	+36	148	+82

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 27 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

Sommaire

01 Introduction

02 Synthèse résultats Crédit Agricole S.A.

03 Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers

04 Groupe Crédit Agricole

05 Solidité financière

06 Annexes

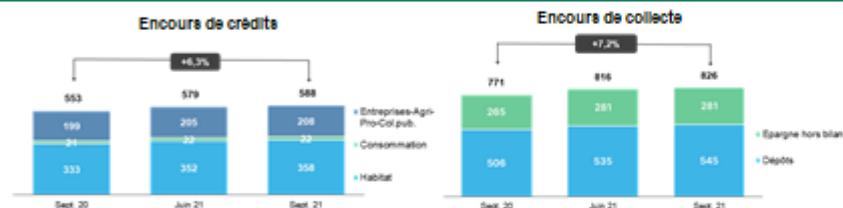
CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 28 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

CAISSES REGIONALES

Hausse des revenus grâce à une activité dynamique

Indicateurs d'activité (Mds €)



Croissance des encours sur tous les marchés, conquête et équipement dynamiques

- **Encours de crédits** : hausse portée par des réalisations dynamiques (+14,5%⁽¹⁾ T3/T3 dont +15,9%⁽¹⁾ sur les marchés spécialisés⁽²⁾)
- **Encours de collecte** : hausse de la collecte bilan (+7,7% sept/sept.) portée par les DAV (+11,8% sept/sept.) et les livrets (+11,6% sept/sept.); hausse de la collecte hors bilan (+6,2% sept/sept., dont +3,6% en assurances-vie)
- Forte progression de l'**équipement** (42,7% en assurances MRH Auto-Santé⁽³⁾, +1,2 pp sept/sept.) et de la **conquête** (+934 000 nouveaux clients sur les 9M 2021); **taux d'utilisation des applications mobiles**⁽⁴⁾ : 69,5% (+3,3 pp vs sept 20 et +7,2 pp vs sept. 19)

Hausse des revenus portée par les marges et les commissions, amélioration du coefficient d'exploitation

- **Revenus** : hausse de la marge nette d'intérêts (+1,7% T3/T3) et des commissions (+4,6% T3/T3), notamment en assurances et en gestion de comptes/moyens de paiement
- **Charges** maîtrisées (effet cloaux +1,5pp T3/T3, baisse du CoEX hors FRU -1,0 pp T3/T3)
- **Coût du risque** bas : 16 pb⁽⁵⁾ sur encours, **taux de créances douteuses** bas : 1,6% (vs 1,7% à fin juin 2021), **taux de couverture** très élevé : 103,5% (vs 102,3% à fin juin 2021)

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

Contribution aux résultats (Mds €)	T3 21	T3 21	T3 21	T3 20	T3 20
	Montant	Var. pp	Montant	Montant	Montant
Produit net bancaire	3 400	+3,0%	10 415	-5,7%	
Charges d'exploitation hors FRU	(2 140)	+1,3%	(6 649)	+0,0%	
FRU	-	na	(142)	+15,0%	
Résultat brut d'exploitation	1 260	+5,0%	3 625	+6,4%	
Coût du risque	(120)	x 0,1	(130)	(24,1%)	
Résultat avant impôt	1 140	(4,1%)	2 146	+10,0%	
Impôt	(209)	(5,7%)	(62)	+1,1%	
Résultat net part du Groupe	790	+1,0%	2 186	+24,2%	
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	63,0%	-1,0 pp	63,0%	-1,0 pp	

- (1) Hors PGE pour le T3-2020 (2,6 Mds) et non applicable pour le T3-2021
 (2) Marchés spécialisés: agriculteurs, professionnels, entreprises collectives publiques
 (3) Taux d'équipement: Assurances automobiles MRH, santé, juridique, tous mobiles portables ou DAV
 (4) Nombre de clients partenaires ayant un profil actif sur les banques ou ayant utilisé CAEL (Crédit Agricole en ligne) dans le mois/nombre de clients moyens possédant un DAV actif
 (5) Sur quatre trimestres glissants à 9 pb estimative annuelle

Sommaire

01	Introduction	04	Groupe Crédit Agricole
02	Synthèse résultats Crédit Agricole S.A.	05	Solidité financière
03	Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers	06	Annexes

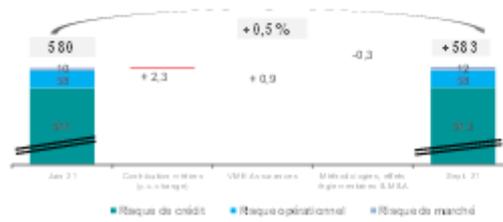
SOLIDITE FINANCIERE

Hausse modérée des emplois pondérés portée par le pôle Grande Clientèle

Crédit Agricole S.A. : évolution des emplois pondérés (Md€)



Groupe Crédit Agricole : évolution des emplois pondérés (Md€)



Crédit Agricole S.A.: hausse +1,7 Md€ notamment en Banque de financement et d'investissement et en Assurances

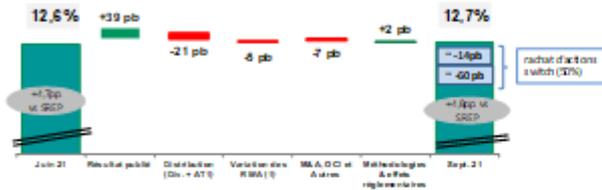
- Grande clientèle: +2,5 Md€, dont +0,8 Md€ d'effet change et +1,9 Md€ sur les risques de marché de la BFI
- VME assurance : +0,9 Md€ (impact du résultat T3-21 à +370 M€ et de la baisse des réserves latentes -101 M€)
- Banque de proximité: -0,5 Md€, concentrée sur CA Italia (-0,8 Md€)
- GEA (hors assurance) : +0,4 Md€ sur Amundi
- AHM : -1,5 Md€ notamment lié à la réduction de la taille du portefeuille de titres

Groupe Crédit Agricole: hausse +2,9 Md€ dont la contribution des Caisses Régionales de +1,2 Md€.

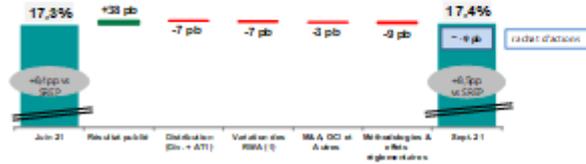
SOLIDITE FINANCIERE

Position de capital très solide au niveau Groupe et CASA

Crédit Agricole S.A. : évolution du ratio CET1phasé (pb)



Groupe Crédit Agricole : évolution du ratio CET1phasé (pb)



(1) Hors Impact de OC dans la VME assurance, inclus dans la catégorie MMA, OCI et autres.
 (2) Stock de réserve OCI au 30/09/21: 16 pb pour GCA et 33 pb pour CAGA (vs 16 pb et 34 pb au 30/09/20 respectivement)
 (3) Rachats des minorités de Finabio
 (4) Avant neutralisation des opérations SFC: 51 pb pour GCA et 3,9 pb pour CAGA vs 5,2 pb et 3,9 pb respectivement fin juin 2021
 (5) Calculé en tenant compte de la moyenne quotidienne du trimestre des opérations de décaissement sur titres (SFT)

CET1 de 12,7% (+10 pb vs T2-21); 12,5% non phasé

- **Résultat conservé:** Provision pour dividende sur le trimestre de 0,22€ (0,61€ sur 9 mois) sur la base d'une politique de payout de 50%
- **Variation des RWA:** Impact concentré sur les métiers de la BFI et de l'Assurance.
- **MBA, OCI(2) et autres:** vente de CA Bank Roumanie (+1 pb), simplification de la structure de CA Italia(3) (-4 pb)

CET1 pro-forma T3-21 12,0% : -70-75 pb, post 2 opérations de capital du T4-21 → débouclage des 50% restant du switch et seconde tranche de rachat d'actions (500 M€)

Ratio de Levier(4) : 4,8%phasé; Ratio de Levier quotidien(5) : 3,8%phasé

CET1 : 17,4% (+ 10 pb vs T2-21), 17,1% non phasé

- **Méthodologies et effets réglementaires:** -11 pb liés à l'entrée en vigueur des exigences BCE sur les NPE
- **Ratio de Levier(4) : 8,0%phasé; Ratio de Levier quotidien(5) : 5,3%phasé**
- **MREL(6) : -31,8% des RWA et 28,0% hors dette senior préférentielle éligible, 8,2% du TLOF**
- **TLAC(7) : 28% des RWA et 8,5 de l'exposition en levier, hors dette senior préférentielle éligible**

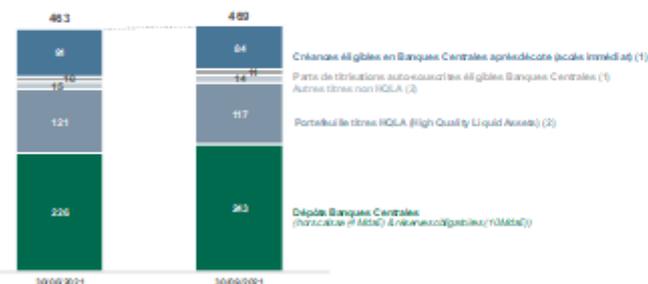
Bâle 4 : sur la base des informations actualisées(8), out put floor applicable au plus haut niveau de consolidation en France. Le CET1phasé estimé de GCA à 2030 toujours supérieur à la cible du PMT actuel(9)

(6) Objectif MREL subordonné hors dette senior préférentielle éligible 21-25% des emplois pondérés d'ici fin 2022 (atteint depuis 30/09/20)
 (7) Exigence TLAC (GCA): 10% des RWA, sur lequel s'ajoute l'exigence globale de couvrir 6% de l'exposition en levier.
 (8) Publication le 27/10/21 par le Comité de supervision du projet de directive de révision des exigences de capital de la BCE (article 13)
 (9) Cible PMT 2022 +10%, sans préjudice des débits futurs

SOLIDITÉ FINANCIÈRE

Niveau confortable de réserves et indicateurs de liquidité

Réserves de liquidité au 30/09/2021 (Mds€)



(1) Éligibles au refinancement des banques centrales pour accéder au bénéfice du LCR
(2) Titres disponibles, en attente de recevoir des titres

469 Mds€

réserves de liquidité au 30/09/2021
+6 Mds€ vs. 30/09/2020

Maintien du niveau élevé de réserves immédiatement disponibles

- Dépôts Banques Centrales à 243 Mds€ vs. 226 Mds€ à fin juin 2021
- Actifs éligibles en Banques Centrales à 95 Mds€ vs. 101 Mds€ à fin juin 2021

LCR: Groupe Crédit Agricole 170,3%⁽¹⁾, Crédit Agricole S.A. 156,3%⁽²⁾, supérieur à l'objectif du PMT de ~110%

Ressources longues toujours importantes au 30/09/2021 :

- Excédent de ressources stables de 293 Mds€. Le pilotage interne exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3 afin de sécuriser l'objectif du PMT (>100 Mds€) indépendamment de la stratégie de remboursement à venir.
- NSFR : Groupe Crédit Agricole > 100% et Crédit Agricole S.A. > 100%

Encours du Groupe Crédit Agricole en T-LTRO 3 à 162 Mds€⁽¹⁾ à fin septembre 2021

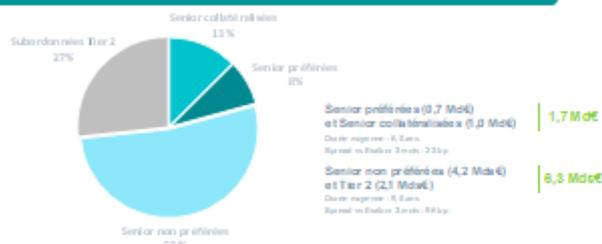
- Prise en compte au T3-21 de la sur-bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations, pour les entités françaises et italiennes

⁽¹⁾ Ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) moyen sur 12 mois
⁽²⁾ Hors FCA Bank

SOLIDITÉ FINANCIÈRE

89% du programme de financement MLT de marché réalisé par Crédit Agricole S.A. à fin Octobre 2021

Crédit Agricole S.A. - Financement MLT de marché
Ventilation par segment : 8,0 Mds€⁽¹⁾ au 31/10/21

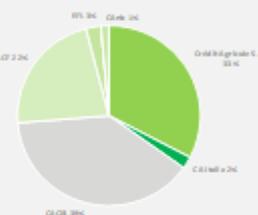


Crédit Agricole S.A. (à fin octobre)

- **8,0 Mds€⁽¹⁾ de financement MLT de marché émis (89% du programme de 9 Mds€, dont 7 Mds€ dettes senior non privilégiés et Tier 2), financement diversifié** en formats (Senior collatéralisés, Senior privilégiés, Senior non privilégiés et Tier 2) et devises (EUR, USD, AUD, GBP, JPY, CNY, CHF, NOK)
- **Social Bond** : émission en septembre d'1 Mds€ d'obligations sociales Senior non privilégiés (BNC7 ans, spread de 85 + 68 bp)
- Le 25 octobre, Crédit Agricole S.A. et LCL ont annoncé la possibilité de rembourser ou d'introduire une clause permettant le remboursement anticipé de 5 souches obligataires⁽²⁾ qui perdent le bénéfice de la clause de grand père CRR au 1^{er} janvier 2022, impact non significatif en solvabilité

⁽¹⁾ Montant brut au contrat et au débiteur
⁽²⁾ FR0010161036, US22573AAAF, US22573FJ25, FR0010160014, FR0010160015 et FR0010160016

Groupe Crédit Agricole - Financement MLT de marché
Ventilation par émetteur : 23,2 Mds€⁽¹⁾ au 30/09/21



Groupe Crédit Agricole (à fin septembre)

- **23,2 Mds€⁽¹⁾ émis dans le marché par les émetteurs du Groupe; financement marché diversifié** par types d'instruments, d'investisseurs et de zones géographiques visées :
 - **Crédit Agricole next bank (Suisse)** : émission inaugurale green Covered Bond en septembre à 10 ans pour 150 mCHF
 - **Crédit Agricole Assurances** : émission d'un Tier 2 à 10 ans pour 1 Mds€ en septembre pour refinancer des dettes subordonnées intragroupe (date de valeur octobre)
- Par ailleurs, **2,4 Mds€⁽¹⁾ empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux** ou placés dans **les réseaux de banque de proximité du Groupe** (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et d'autres réseaux externes

Sommaire

01	Introduction	04	Groupe Crédit Agricole
02	Synthèse résultats Crédit Agricole S.A.	05	Solidité financière
03	Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers	06	Annexes

ANNEXES

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Éléments spécifiques T3-21 : -12 m€ en RNPG

- **Creval** : coûts d'intégration -9 m€ impact en charges, +1m€ sur résultat net sur autres actifs, -4m€ en RNPG
- **Serbie** : classement IFRS 5 de CA Serbie, impact -2m€ PNB, -0,5m€ charges, -1,5m€ activités en cours de cession, soit -4m€ en RNPG
- **CACEIS** : provision pour frais de restructuration, impact -5 m€ charges d'exploitations, -3m€ en RNPG
- **Éléments spécifiques récurrents** : impact en RNPG de -1 m€ au T3-21 (+6 m€ au T3-20)
 - ➔ DVA, partie spread émetteur de la FVA et secured lending : +4m€ en PNB, -3m€ en RNPG
 - ➔ Couverture du portefeuille de prêts⁽¹⁾ : -5 m€ en PNB, -4 m€ en RNPG

Rappel éléments spécifiques T3-20 : -139 m€ en RNPG

- Déclassement d'actif en cours de cession (CACF NL) : -124 m€ en RNPG
- Ajustement suite à l'activation du Switch (Assurances) au T2 : -28 m€ en coût du risque, -19 m€ en RNPG
- Coûts d'intégration des acquisitions réalisées par CACEIS (Grandes clientèles) : -4 m€ en charges, -2 m€ en RNPG
- Éléments spécifiques récurrents : impact en RNPG de +6 m€

⁽¹⁾ Opération de couverture du portefeuille de prêts de CACB
Cf détail des éléments spécifiques disponible slide 50 pour CAG et slide 50 pour Groupe Crédit Agricole

ANNEXES

Poursuite de la reprise des marchés

Taux d'intérêts en euro (%)



Indices actions (base 100 = 31/12/2018)



Spreads de crédits (Indice CD 3 Main (Traxx 1 an))



Devises (ours pour 1 €)



ANNEXES

Reprise économique confirmée

Montant des paiements des porteurs du Groupe (CR + LCL)



France – Opinion des ménages et des chefs d'entreprises



PMI manufacturier

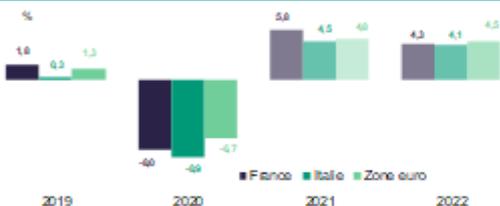


Confirmation du rebond de l'activité des clients dans un contexte de sortie de crise

ANNEXES

Scénario économique inchangé

France, Italie, Zone euro – Croissance du PIB



Source : Eurostat, Crédit Agricole S.A., IFO. Prévisions au 30 juin 2021

France, Italie, Zone euro – Taux de chômage



Source : Eurostat, Crédit Agricole S.A., IFO

Pour le provisionnement des encours sains, utilisation de plusieurs scénarios économiques pondérés, inchangés par rapport à ceux présentés au 30 juin 2021, dont pour le PIB France :

- Un scénario plus favorable : PIB France +5,9% en 2021, +5,3% en 2022
- Un scénario moins favorable : PIB France +2,7% en 2021, +3,3% en 2022

Sur la France, prévisions institutionnelles :

- FMI (octobre 2021) : +6,3% en 2021 et +3,9% en 2022
- OCDE (septembre 2021) : +6,3% en 2021 et +4,0% en 2022
- Banque de France (septembre 2021) : +6,3% en 2021 et +3,7% en 2022

Le premier trimestre, et surtout, le deuxième, a été particulièrement difficile pour l'économie française. À titre d'exemple, le taux de chômage de la population de quinze ans a augmenté de 0,5 point de pourcentage en 2020 par rapport à 2019. Ces données sont provisoires et peuvent être révisées à la hausse ou à la baisse. Les données de l'OCDE au 1er trimestre 2021 sont provisoires. Les données de l'OCDE au 3e trimestre 2021 sont provisoires. Les données de l'OCDE au 4e trimestre 2021 sont provisoires. Les données de l'OCDE au 1er trimestre 2022 sont provisoires. Les données de l'OCDE au 2e trimestre 2022 sont provisoires. Les données de l'OCDE au 3e trimestre 2022 sont provisoires. Les données de l'OCDE au 4e trimestre 2022 sont provisoires.

ANNEXES

Croissance régulière de la part des commissions dans les revenus depuis 5 ans

Part des commissions⁽¹⁾ dans les revenus⁽²⁾ de Crédit Agricole S.A. : +4pp depuis 5 ans

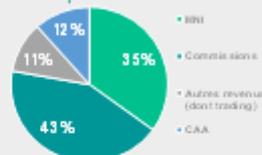


⁽¹⁾ Commissions publiées ; incluent les commissions d'assurance perçues par LCL, CAAbs et CACF de CAA

⁽²⁾ Revenus publiés

⁽³⁾ Périmètre constant : retraitement des acquisitions Pioneer (2017), KAG Bank (2020), SO (2020)

Hausse de la part des commissions dans les revenus 9M/9M



Croissance régulière de la part depuis 5 ans

→ Croissance organique des commissions ...

A périmètre constant⁽³⁾, croissance des commissions 2015/2020 de +3,3%⁽⁴⁾ (contre +2,8% pour les revenus)

→ ... soutenue par l'effet des acquisitions stratégiques

A périmètre courant, croissance des commissions 2015/2020 de +5,7%⁽⁴⁾ (contre +3,8% pour les revenus)

⁽⁴⁾ Croissance 2015/2020 : taux de croissance annuel moyen

⁽⁵⁾ Autres : autres revenus publiés, dont activités de marché

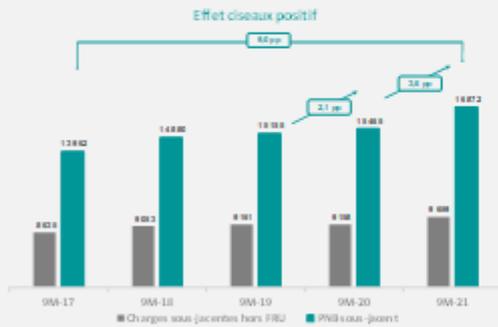
⁽⁶⁾ CAA : PNA publié de CAA incluant les commissions dont l'impact négatif des commissions reversées au réseau et les variations à la juste valeur.

Force du modèle de croissance organique, soutenu par des acquisitions successives

ANNEXES

Amélioration continue de l'efficacité opérationnelle

Revenus et charges sous-jacents: effet ciseaux positif depuis 5 ans



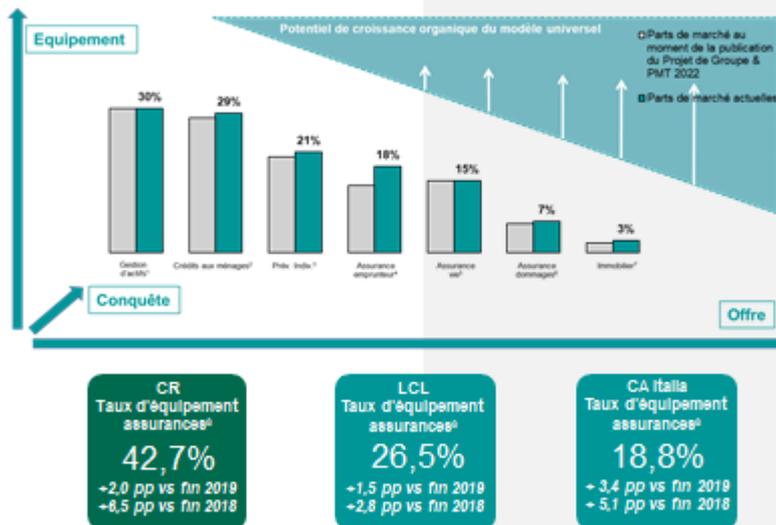
Un coefficient d'exploitation⁽¹⁾ ayant dépassé son objectif PMT 2022: 57,2% (-2,0pp 9M5M)

	Coefficient d'exploitation hors FRU		
	T3-2021	9 mois 2021	PMT
GEA	47,0%	46,1%	<48%
GC	58,6%	56,7%	<57%
SFS ⁽²⁾	52,3%	51,4%	<47%
LCL	60,6%	61,3%	<66%
CA Italia	61,1%	59,6%	<59%
Crédit Agricole SA	58,8%	57,2%	<80%

(1) Coefficient d'exploitation sous-joint hors FRU (2) Hors CACF NL le Coef de SFS est de 50,0% au T3-2021 et 50,7% sur 9 mois 2021

ANNEXES

Potentiel de croissance organique sans cesse renouvelé

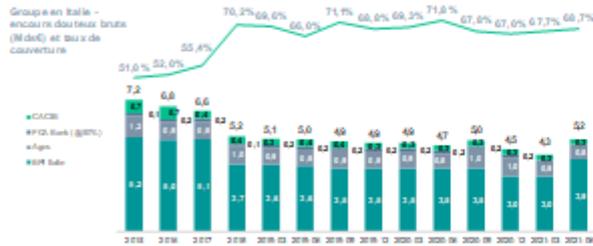


⁽¹⁾ Part de marché sur les OPCVM en France à fin décembre 2020 ⁽²⁾ Fin 2020, étude Crédit Agricole SA - France - PDM crédits aux ménages LCL et CR ⁽³⁾ Fin 2020, périmètre : cotisations annuelles Temporaire décès + Garantie obsolescence + Dépendance ⁽⁴⁾ Fin 2020, cotisations annuelles perçues par CAI originelles par les CR et LCL ⁽⁵⁾ Fin 2020, périmètre : Prédica, encours ⁽⁶⁾ Fin 2019, activités Domages de Pacifica & La Médicale de France, cotisations annuelles. Taille du marché : Argus de l'Assurance ⁽⁷⁾ Sources internes ⁽⁸⁾ Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

ANNEXES

Développement en Italie, deuxième marché domestique du Groupe (chiffres au S1-21)

Profil de risque du Groupe en Italie⁽¹⁾



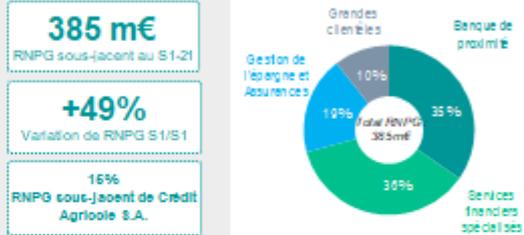
CREVAL

1ère consolidation de Credito Valtellinese

- Contribution de 2 mois de résultats au T2-21 pour 7m€
 - revenus : 98m€ ; charges hors FRU 65m€, coût du risque 19m€
- Enregistrement d'un badwill net de +378 m€ à 100%, en éléments spécifiques
 - badwill brut de +925 m€ ce trimestre
 - imputation d'une 1^{ère} estimation de provisions, avant la finalisation du PPA⁽²⁾ d'ici 31/12/2021, incluant des revalorisations des risques sur les portefeuilles crédit, pour -547 m€⁽³⁾ (prise en compte prudentielle du badwill au T4-21)
 - impact de badwill net de +378 m€ à 100% et impact RNPG de +285 m€⁽⁴⁾

(1) Incluant un effet pérétrite Crédit au T2-21 encours déductible hors effet (2) Purchase Price Allocation (3) Contre un bon 200m€ lié à la réalisation de portefeuille de crédits en bon 60m€ (hors des coûts de crédit et filiales, en bon 50 m€ (hors coût de refinancement et en bon 100 m€ liés aux revalorisations des portefeuilles immobilière et de titres, hors DTA Accas 378 m€ captaient en éléments spécifiques, un montant de 25 m€ de provisions pour encours, ainsi, et de 16 m€ pour frais d'acquisition (4) Impact prudentiel positif sur le CET1 Crédit Agricole SA de ce badwill avant la finalisation du PPA d'ici le 31 décembre 2021. Impact positif à la consolidation de 1.1 Mds de RWA Credit Agricolé de la T2-21

Répartition du RNPG du Groupe en Italie



Bonnes performances de tous les métiers du groupe

- Excellent niveau de collecte pour Amund au 1er semestre à 5,4 Md€
- Activité très soutenue en crédits syndiqués (2^{ème} bookrunner per deal value) et émissions obligataires tous segments combinés; leadership confirmé en ESG
- Excellent business mix en produits d'assurance vie avec une majorité d'UC (62% sur la collecte nette du S1-21)
- Reprise du crédit consommation après le ralentissement dû à la pandémie à plus de 35%
- Forte réduction du coût du risque au 1er semestre 2021 (-53% S1/S1) à -205,5 m€

ANNEXES

Historique des impacts pour Crédit Agricole S.A du débouclage de la garantie switch assurances

Période de démantèlement	% de démantèlement	Impact emplois pondérés (en Mds€)	Impact CET1 (en pb)	Impact Revenu (annuel, en M€)	Impact RNPG (*) (annuel, en M€)	Impact Revenu 2021 (en M€)	Impact RNPG 2021 (*) (en M€)
2020 (T1-20)	35%	12	-44	102	73	102	73
T1-21	15%	5	-20	44	31	38	28
T4-21	50%	17	~ -60	146	104	18	13
2021	65%	22	~ -80	190	138	55	39
Total	100%	34	~ -124	292	209	157	112

(*) calculé avec un taux d'impôt normal de 28,41%

Pour rappel:

La garantie Switch assurances est un mécanisme de garantie accordée par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A en 2014. A travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

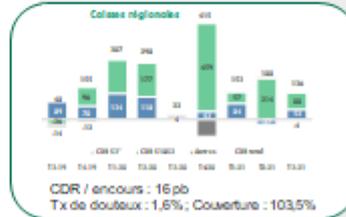
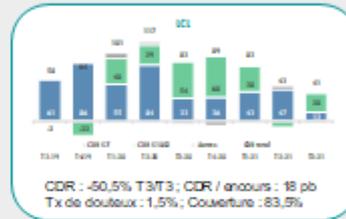
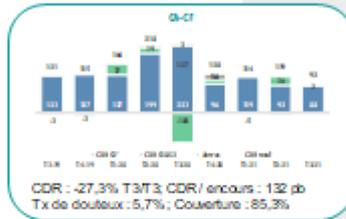
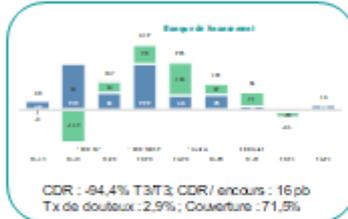
ANNEXES

Taux de couverture élevés, et taux de douteux maîtrisés dans tous les métiers

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Coût du risque (CDR) sous-jacent de crédit par **stage** et par métier (en m€) – Coût du risque sur encours (en points de base sur 4 trimestres glissants)



¹⁾ Y compris les pertes non provisionnées; Coûts du risque sur encours (en pb pour la Banque de Financement, 100 pb pour CACF, 11 pb pour LCL, 50 pb pour CA-Infra et 9 pb pour la CR. Les taux de couverture sont calculés sur les prêts et encours à la clientèle endébit.

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

22

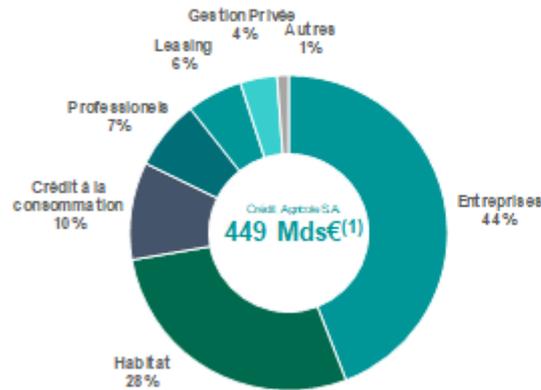
RELEVÉ DE LA PROVISION PROVISIONNÉE ET DES NULLES PROVISIONS (30/09/2021)

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Un portefeuille de prêts diversifié, plutôt orienté entreprises et crédits habitat

Encours bruts des prêts à la clientèle⁽¹⁾ au sein de Crédit Agricole S.A. (30/09/2021)



⁽¹⁾ Encours bruts de prêts à la clientèle hors établissements de crédit

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

22

RELEVÉ DE LA PROVISION PROVISIONNÉE ET DES NULLES PROVISIONS (30/09/2021)

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Crédit entreprises
198 Mds€

- Dont 136 Mds€ CACIB, 28 Mds€ LCL, 27Mds€⁽²⁾ BP1

Crédit habitat
126 Mds€

- Dont 91 Mds€ LCL: en très grande majorité, crédits à taux fixe, amortissables, cautionnés ou garantis par une sûreté hypothécaire
- Dont 36Mds€⁽³⁾ au sein des BP1

Crédit à la consommation
45 Mds€

- Dont 37 Mds€ CACF (y compris Agos) et 8 Mds€ réseaux de distribution, hors entités non consolidées (JV automobiles)

Crédit aux professionnels
32 Mds€

- Dont 21 Mds€ LCL et 11 Mds€⁽⁴⁾ au sein des BP1

⁽²⁾ Dont 7 Mds€ liés à l'intégration de Crevat
⁽³⁾ Dont 4 Mds€ liés à l'intégration de Crevat
⁽⁴⁾ Dont 2 Mds€ liés à l'intégration de Crevat

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

22

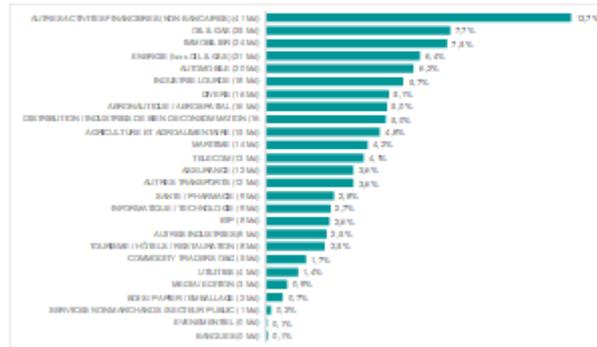
RELEVÉ DE LA PROVISION PROVISIONNÉE ET DES NULLES PROVISIONS (30/09/2021)

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Un portefeuille Corporate équilibré

Credit Agricole S.A. : €321 Mds d'EAD Corporate au 30/09/2021



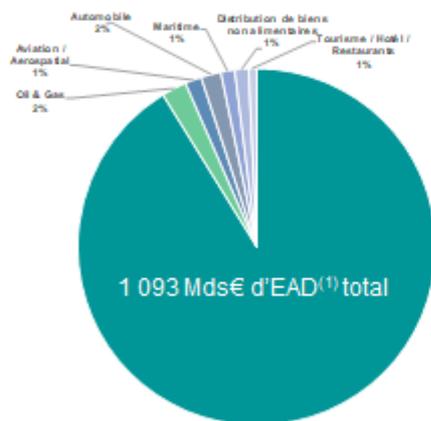
- 70% des expositions Corporate notées Investment Grade⁽¹⁾
- Exposition aux PME de 23 Mds€ au 30/09/2021
- Expositions LBO⁽²⁾ de 4,7 Mds€ au 31/08/2021

(1) Notation en méthodologie interne
(2) Périmètre CAC35

ANNEXES

Une part limitée des EAD sur des secteurs sensibles aux effets économiques du Covid-19

EAD hors établissement de crédit ⁽¹⁾ à fin septembre 2021



EAD Oil & Gas présente les données liées.
Potentiel de la qualité des actifs, voir la note des risques. Interne.
(1) EAD hors établissement de crédit. L'EAD représente en son état brut, et est déductible réglementaire, affilée dans le PNB 3. Elle comprend à l'exception de son état brut, pour un compte des taxes, de réduction des impôts (PPN) et des engagements des actifs de bilan et des autres engagements. Interne.

	EAD Mds	% Investment Grade	% Actif notés ou en défaut	% EAD en défaut
Aviation / Aérospatial	10,2	41,3%	2,8%	0,3%
Commerce / Hôtels / Restaurants	6,0	25,7%	40,1%	5,4%
Distribution de biens non alimentaires	13,6	65,2%	8,8%	2,0%
Maritime	14,6	72,4%	6,6%	0,3%
Energy	14,0	45,7%	10,2%	0,3%
Oil & Gas (hors commodity stocks)	25,6	69,7%	7,8%	1,1%

La part Investment Grade des EAD Corporate est de 70% à fin septembre 2021

L'économie mondiale demeure rythmée par la crise sanitaire. Au niveau sectoriel, la situation reste très hétérogène, avec d'une part, des secteurs toujours fortement impactés par des mesures sanitaires qui perdurent et les pénuries :

- ➔ Branches d'activité liées à la circulation ou au rassemblement de personnes : Transport de passagers (aérien, maritime, ferroviaire), Tourisme, Evénementiel, Restauration,
- ➔ les commerces non essentiels et l'automobile

Et d'autre part, des secteurs qui rebondissent, voire tirent partie de la pandémie :

- ➔ Secteurs résilients ou qui tirent parti de la pandémie : Télécoms, Electronique (forte demande sur les équipements, pénurie de composants électroniques entraînant une hausse de prix pour les consommateurs)
- ➔ Secteurs portés par le redressement de l'économie mondiale et les situations de pénuries : Transport de marchandises, Métaux, Semi-conducteurs, BTP
- ➔ Secteurs portés par le changement climatique et la pression sur les ressources en eau qui permettent de nouveaux investissements et modèles commerciaux pour l'agriculture

L'accélération de la vaccination renforce l'espoir d'une généralisation de cette amélioration à la plupart des autres secteurs économiques.

ANNEXES

Prêts Garantis par l'Etat et Moratoires

PGE

France : 22,8 Mds€⁽¹⁾

- o 64%⁽¹⁾ des PGE enregistrés au sein des Caisses régionales, 29% chez LCL et 8% chez CACIB
- o Part de marché de 28%⁽²⁾ sur les demandes de PGE
- o 2,6 Md€⁽³⁾ d'expositions nettes des garanties d'Etat

Italie : 4,9 Mds€⁽⁴⁾

- o 0,5 Md€ d'expositions nettes des garanties d'Etat

2,6%⁽⁵⁾
des expositions des PGE en Stage 3 en France et en Italie

Moratoires

France : 0,4 Md€⁽⁶⁾ pour 76 000⁽⁸⁾ pauses toujours actives

- o 91%⁽⁷⁾ Caisses régionales et 9% LCL⁽⁷⁾
- o <1,5%⁽⁸⁾ des moratoires des Caisses régionales et LCL sont en Stage 3

Italie : 0,25 Md€⁽⁹⁾ pour 5 000 pauses toujours actives⁽⁹⁾

(1) Montants d'expositions brutes sur les PGE enregistrés au 30 septembre 2021 (2) Caisses régionales, LCL et CACIB (3) Part de marché de LCL et de la Caisse régionale sur le nombre de demandes de PGE au 30 juin 2021 (4) Périmètre Caisses régionales, LCL et CACIB (Données fin septembre 2021) (5) Au 30 septembre 2021, montant d'exposition totale enregistrée (6) Données C. CACIB, Caisses régionales, CA Bala au 30 septembre 2021 (7) Montants de prêts en pause (Caisses régionales et LCL) (Données de pause en nombre, à fin septembre 2021) (Caisses régionales et LCL, soit 7,1 milliard d'euros de capital restitué) (8) Pourcentage de montants d'actifs en pause, données à fin septembre 2021 (9) Calcul sur les moratoires EBA compliant à fin septembre 2021 (9) Le montant de non-achats de CA Bala correspondant à 1,2 Md€ de capital assuré, le montant de non-achats de CA Bala correspondant à 6,6 Md€ de capital restitué sur lequel le patron performing est de 1,9%

ANNEXES

Analyse impact du traitement IFRS 5 de CACF NL sur le compte de résultat de CACF

Crédit à la consommation (CACF) - Passage du publié au sous-jacent, T3-21 et T3-20

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent	T3-20 CACF NL	T3-20 hors CACF NL	T3-21 CACF NL	T3-21 hors CACF NL	Δ T3/T3 sous-jacent hors CACF NL
Produit net bancaire	520	-	520	466	-	466	+13.2%	+13.2%	(15)	302	36	317	+13.0%
Charge d'exploitation hors FRU	(290)	-	(290)	(218)	-	(218)	-63.0%	-63.0%	28	(267)	(26)	(251)	+13.0%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns	-	-	-	-	ns
Résultat brut d'exploitation	230	-	230	248	-	248	(2.4%)	(2.4%)	16	255	6	263	+1.1%
Coût du risque de crédit	(82)	-	(82)	(72)	-	(72)	(23.7%)	(23.7%)	0	(72)	0	(66)	(23.0%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns	-	-	-	-	ns
Société mère en équivalence	76	-	76	72	-	72	+9.7%	+9.7%	-	72	-	76	+9.7%
Gains ou pertes sur autres actifs	(7)	-	(7)	(10)	-	(10)	(29.2%)	(29.2%)	-	(10)	-	(7)	(29.2%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns	-	-	-	-	ns
Résultat avant impôt	240	-	240	205	-	205	+16.7%	+16.7%	15	190	6	207	+16.6%
Impôt	(5)	-	(5)	(3)	-	(3)	-66.7%	-66.7%	-	(5)	(5)	(3)	-66.7%
Rés. net des actifs arrêtés, cours de cession	(1)	-	(1)	(6)	-	(6)	ns	ns	-	-	(1)	(6)	ns
Résultat net	136	-	136	104	-	104	+61.1%	+61.1%	15	158	0	158	+16.1%
Intérêts minoritaires	(2)	-	(2)	(3)	-	(3)	+17.2%	+17.2%	-	(2)	(2)	(3)	+17.2%
Résultat net part du Groupe	134	-	134	101	-	101	+2.2	+7.6%	15	152	0	152	+16.2%

Rappel du contexte:

- au T3-2020: depuis Sept 2020, le résultat de CACF NL a été comptabilisé sous IFRS 5 (activités arrêtées) dans le cadre de son processus de vente avancé
- au T3-2021: suite au retrait de propositions d'achat, CACF NL n'étant plus éligible au classement IFRS 5, les neuf mois de résultats de CACF NL ont été réintégrés [ligne à ligne](#)

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent – T3-21

En m€	T3-21 publié	Eléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	5 531	(4)	5 535	5 161	8	5 143	+7,4%	+7,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 259)	(14)	(3 245)	(2 991)	(4)	(2 988)	+9,0%	+8,6%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	2 272	(18)	2 280	2 180	4	2 168	+5,2%	+8,2%
Coût du risque de crédit	(265)	-	(265)	(605)	(28)	(577)	(55,1%)	(54,0%)
Sociétés mises en équivalence	103	-	103	98	-	98	+4,6%	+4,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	(8)	1	(9)	(3)	-	(3)	x 2,7	x 3,1
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	-	0	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 101	(17)	2 118	1 660	(28)	1 674	+27,3%	+28,8%
Impôt	(470)	5	(474)	(346)	8	(354)	+35,9%	+33,9%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	(1)	(1)	(125)	(124)	(3)	ns	ns
Résultat net	1 628	(14)	1 642	1 180	(139)	1 319	+38,0%	+24,5%
Intérêts minoritaires	(225)	2	(225)	(203)	1	(204)	+11,4%	+12,3%
Résultat net part du Groupe	1 402	(12)	1 414	977	(138)	1 115	+48,8%	+28,7%
Bénéfice par action (€)	0,43	(0,00)	0,43	0,32	(0,05)	0,36	+35,2%	+18,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	58,9%		58,8%	58,1%		58,1%	-0,8 pp	+0,6 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	1 402	(12)	1 414	977	(138)	1 115	+48,8%	+28,7%

1 414 m€

RNPG sous-jacent au T3-21

0,43€

Bénéfice sous-jacent par action au T3-21

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent – 9M-21

En m€	9M-21 publié	Eléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	16 343	(29)	16 372	15 243	(217)	15 465	+10,5%	+9,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(9 709)	(50)	(9 659)	(9 228)	(66)	(9 158)	+5,2%	+5,5%
FRU	(392)	130	(522)	(439)	-	(439)	(10,7%)	+18,9%
Résultat brut d'exploitation	6 242	51	6 393	5 533	(285)	5 969	+20,7%	+14,0%
Coût du risque de crédit	(929)	(25)	(904)	(2 088)	38	(2 050)	(55,1%)	(57,1%)
Sociétés mises en équivalence	291	5	296	277	-	277	+5,2%	+3,4%
Gains ou pertes sur autres actifs	(42)	(15)	(27)	84	-	84	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	378	378	0	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	6 440	324	6 048	3 376	(248)	4 124	+88,1%	+48,8%
Impôt	(1 245)	179	(1 424)	(692)	63	(756)	+19,8%	+88,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	2	3	(1)	(125)	(124)	(1)	ns	ns
Résultat net	5 197	576	4 621	3 059	(309)	3 368	+69,9%	+37,2%
Intérêts minoritaires	(781)	(122)	(660)	(400)	4	(404)	+59,4%	+33,8%
Résultat net part du Groupe	4 416	454	3 962	2 568	(305)	2 874	+71,9%	+37,9%
Bénéfice par action (€)	1,38	0,15	1,23	-	(0,09)	0,89	ns	+37,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	57,6%		57,2%	60,5%		59,2%	-2,9 pp	-2,0 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	4 733	454	4 299	2 981	(305)	3 286	+60,9%	+31,6%

3962 m€

RNPG sous-jacent au 9M21

1,23€

Bénéfice sous-jacent par action au 9M21

ANNEXES

Variations du RNPG par pôle – T3/T3 et 9M/9M

En m€	T3-21		T3-20		Δ T3/T3 à ou -jacent	En m€	9M-21		9M-20		Δ 9M/9M à ou -jacent	En m€	9M-20		Δ 9M/9M à ou -jacent	
	soit	à ou -jacent	soit	à ou -jacent			soit	à ou -jacent	soit	à ou -jacent						
Résultat net part du Groupe	1 414		1 115		+26,7%	260		3 952		2 874		+37,9%	1 038		+27,2%	372
Gestion de l'épargne et Assurances	573		459		+24,8%	114		1 739		1 396		+27,2%	372		+27,2%	372
Assurances	259		300		+12,7%	38		1 038		850		+21,9%	148		+21,9%	148
Gestion d'actifs	211		146		+44,5%	65		629		420		+49,8%	230		+49,8%	230
Gestion de fortune	23		13		+87,7%	11		72		36		+100,0%	15		+100,0%	15
Banque de proximité	236		226		+40,6%	97		870		563		+54,5%	307		+54,5%	307
LCL	230		170		+30,6%	54		575		435		+32,2%	167		+32,2%	167
CA Italia	90		52		+73,2%	38		223		111		+101,8%	2		+101,8%	2
BPI-hors Italie	17		11		+50,9%	6		72		44		+63,6%	28		+63,6%	28
Services financiers spécialisés	200		181		+10,4%	19		564		439		+28,0%	125		+28,0%	125
CA-CF	158		147		+7,4%	11		463		375		+23,5%	35		+23,5%	35
CAL&F	42		34		+23,4%	8		101		64		+56,2%	40		+56,2%	40
Grandes clientèles	455		342		+33,0%	113		1 225		998		+24,2%	233		+24,2%	233
BF	455		342		+33,0%	113		1 225		998		+24,2%	233		+24,2%	233
SF	36		25		+44,0%	6		97		65		+49,2%	3		+49,2%	3
AHM	(151)		(106)		+42,4%	(45)		(438)		(481)		(3,3%)	45		(3,3%)	45

ANNEXES

Indicateurs alternatifs de performance – éléments spécifiques T3-21 et 9M-21

En m€	T3-21		T3-20		9M-21		9M-20	
	soit	à ou -jacent						
Impact net des éléments spécifiques en RNPG au T3-21	(12)		(12)		(12)		(12)	
Impact net des éléments spécifiques en RNPG au 9M-21	545		545		545		545	

-12 m€
Impact net des éléments spécifiques en RNPG au T3-21

545 m€
Impact net des éléments spécifiques en RNPG au 9M-21

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent – T3-21

En m€	T3-21 publié	Eléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	8,888	(4)	8,972	8,488	8	8,480	+5.9%	+6.1%
Charges d'exploitation hors FRU	(5,452)	(15)	(5,438)	(5,096)	(4)	(5,093)	+7.0%	+6.8%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	3,518	(18)	3,536	3,372	4	3,388	+4.3%	+5.0%
Coût du risque de crédit	(403)	-	(403)	(596)	0	(596)	(32.3%)	(32.3%)
Sociétés mises en équivalence	107	-	107	88	-	88	+22.2%	+22.2%
Gains ou pertes sur autres actifs	(14)	1	(15)	(6)	-	(6)	x 2.4	x 2.6
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(2)	-	(2)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	3,206	(17)	3,222	2,868	4	2,864	+12.1%	+12.8%
Impôt	(792)	5	(797)	(743)	(0)	(742)	+6.6%	+7.3%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	(1)	(1)	(170)	(170)	(0)	(98.4%)	x 3.8
Résultat net	2,410	(14)	2,424	1,945	(188)	2,111	+23.9%	+14.8%
Intérêts minoritaires	(187)	2	(189)	(177)	1	(177)	+6.1%	+6.7%
Résultat net part du Groupe	2,222	(12)	2,236	1,789	(185)	1,934	+25.7%	+16.8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	80.8%		80.8%	80.2%		80.2%	+0.6 pp	+0.4 pp
Résultat net part du Groupe hors FRU	2,222	(12)	2,236	1,789	(185)	1,934	+25.7%	+16.8%

2 235 m€

RNPG sous-jacent au T3-21

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent – 9M-21

En m€	9M-21 publié	Eléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	27 322	(28)	27 350	24 800	(444)	25 376	+9.8%	+7.8%
Charges d'exploitation hors FRU	(16 493)	(50)	(16 443)	(15 680)	(78)	(15 602)	+5.2%	+5.4%
FRU	(479)	185	(64)	(562)	-	(562)	(14.7%)	+18.2%
Résultat brut d'exploitation	10 350	108	10 244	8 888	(623)	9 211	+18.1%	+11.2%
Coût du risque de crédit	(14 10)	(25)	(1 385)	(2 733)	-	(2 733)	(48.4%)	(49.3%)
Sociétés mises en équivalence	299	5	294	256	-	256	+17.0%	+15.0%
Gains ou pertes sur autres actifs	(37)	(15)	(22)	78	-	78	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	378	378	0	(3)	-	(3)	ns	ns
Résultat avant impôt	8 680	448	9 131	6 288	(623)	6 809	+52.4%	+34.1%
Impôt	(2 193)	179	(2 372)	(1 531)	148	(1 679)	+43.2%	+41.2%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	2	3	(1)	(171)	(170)	(1)	ns	+39.1%
Résultat net	7 389	631	6 758	4 684	(646)	5 128	+61.2%	+31.8%
Intérêts minoritaires	(642)	(85)	(556)	(424)	4	(428)	+51.5%	+30.0%
Résultat net part du Groupe	6 746	546	6 201	4 188	(641)	4 700	+62.2%	+31.8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	80,4%		80,1%	82,8%		81,6%	-2,6 pp	-1,4 pp
Résultat net part du Groupe hors FRU	7 170	546	6 625	4 682	(641)	5 223	+63,1%	+28,9%

6 201 m€

RNPG sous-jacent au 9M-21

ANNEXES

Rentabilité dans les métiers

RoNE ⁽¹⁾ sous-jacent 9M-21 annualisé par métiers et objectifs 2022 (%)

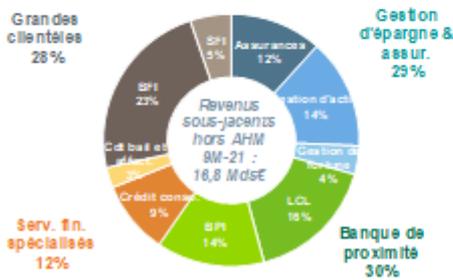


GEA : Gestion de Trésorerie et Assurances ; SPI : Banque de proximité ; SIS : Services, Finances, spécialisés ; GC : Gestion, clientèle ; AHM : Activités hors métiers ; (1) Cf. slide 88 (Crédit Agricole S.A.) et 89 (Groupe Crédit Agricole) pour plus de détails sur les éléments significatifs ; (2) Sous-jacent après déduction des Vix slide 89 pour l'état des éléments significatifs ; Après déduction des risques AT1, complémentaires, en capital payés ; cf. slide 89

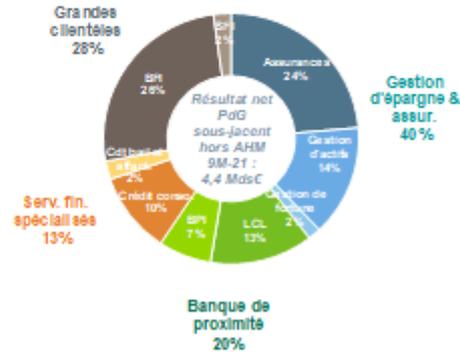
ANNEXES

Un modèle économique stable, diversifié et rentable

Revenus 9M-21 sous-jacent par métier ⁽¹⁾ (hors AHM) (%)



RMPG ⁽¹⁾ 9M-21 sous-jacent par métier (hors AHM) (%)

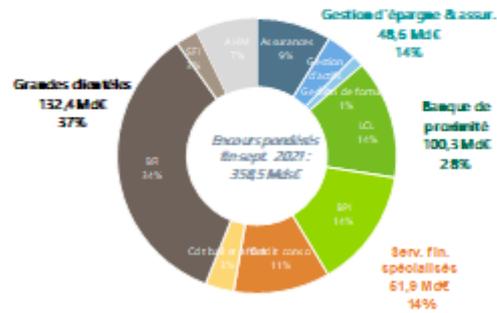


(1) Cf. slide 89 pour l'état des éléments significatifs.

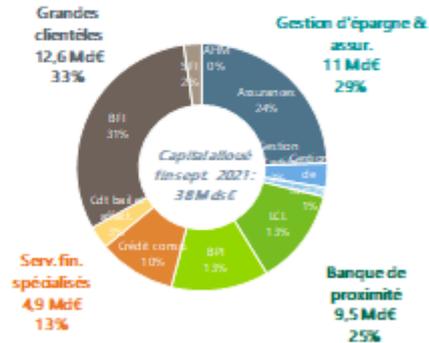
ANNEXES

Emplois pondérés et fonds propres alloués par métier

Emplois pondérés par métier au 30/09/2021 (en Mds € et %)



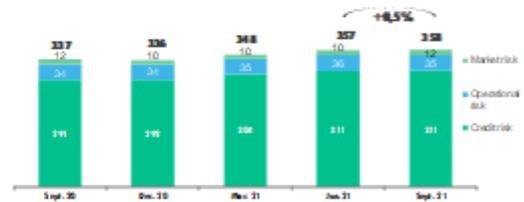
Capital alloué par métier au 30/09/2021 (en Mds € et %)



ANNEXES

RWA et capital alloué par pôle métier

En Mds€	Emplois pondérés			Capital		
	Sept. 2021	Jun. 2021	Sept. 2020	Sept. 2021	Jun. 2021	Sept. 2020
Gestion de l'épargne et Assurances	48,8	47,2	42,1	11,0	11,2	9,9
- Assurances*	31,1	30,2	26,6	9,3	9,6	8,4
- Gestion d'actifs	12,7	12,3	10,4	1,2	1,2	1,0
- Gestion de fortune	4,7	4,7	4,6	0,4	0,5	0,5
Banque de proximité en France (LCL)	50,1	50,0	51,2	4,8	4,7	4,9
Banque de proximité à l'international	50,3	50,8	48,9	4,8	4,8	3,9
Services financiers spécialisés	51,9	52,0	51,7	4,9	4,9	4,9
Grandes clientèles	132,4	129,9	124,9	12,6	12,3	11,9
- Banque de financement	79,1	76,9	71,7	7,5	7,5	6,6
- Banque de marchés et d'investissement	44,0	41,9	44,4	4,2	4,0	4,2
- Services financiers aux institutions	9,3	9,1	6,6	0,9	0,9	0,6
Activités hors métiers	25,4	25,9	25,9	0,0	0,0	0,0
TOTAL	358,5	356,8	337,6	38,0	38,0	35,4



* Montants en Mds € de RWA alloués par Assurances : 87% de réassurance, de capital et de de Solvency 2 déductibles de RWA des RWA transférables au titre de la garantie. Source : Data Camargo Capital.

ANNEXES

Répartition du capital et nombre d'actions

Répartition du capital	30/09/2021		31/12/2020		30/09/2020	
	Nombre d'actions	%	Nombre d'actions	%	Nombre d'actions	%
SAS Rue La Boétie	1 726 660 216	55,6%	1 612 517 290	55,3%	1 612 517 290	55,9%
Titres d'auto-contrôle ⁽¹⁾	48 116 752	1,6%	1 090 000	0,0%	2 685 000	0,1%
Employés (FCPE, PCE)	145 262 146	4,7%	109 020 958	5,8%	150 586 322	5,2%
Public	1 171 629 373	37,9%	1 134 060 382	36,9%	1 116 666 120	36,6%
Nombre d'actions (fin de période)	3 092 019 491		2 916 689 640		2 984 666 712	
Nombre d'actions, hors auto-contrôle (fin de période)	3 043 902 739		2 915 599 640		2 982 001 712	
Nombre d'actions, hors auto-contrôle (moyenne)	2 979 380 633		2 885 379 047		2 882 598 802	

⁽¹⁾ Non pris en compte dans le calcul du RIB et net par action; dont 47 616 752 actions liées au lancement d'un programme de rachat d'actions ordinaires de Crédit Agricole S.A. annoncé le 9 juin 2021, pour un montant maximum de 5566 millions d'euros.

ANNEXES

Données par action

(en m€)	7/1/21	7/1/20	9/1/21	9/1/20	+/- 21/20	+/- 20/20
Résultat net par titre Groupe - public	1 402	877	4 216	2 388	+43,2%	+71,9%
- Résultat net AT1 y compris effet d'inventaire, à court de	875	816	9 882	28 412	+49,2%	+114,1%
RNPG à la base des actions ordinaires - public	[1]	1 301	812	4 134	+43,7%	+81,2%
Nombre d'actions ordinaires hors titres d'auto-contrôle (en)	[2]	3 082,3	2 892,3	2 876,6	-0,3%	+3,4%
Résultat net par action - public	[1]/[2]	0,455	0,450	1,448	+31,2%	+70,9%
RNPG à court terme	1 414	1 178	3 362	2 351	+49,7%	+71,9%
RNPG à court terme à la base des actions ordinaires	[3]	1 217	1 089	3 072	+39,2%	+69,2%
Résultat net par action - court terme	[3]/[2]	0,395	0,376	1,068	+27,4%	+67,7%

(en m€)	30/09/2021	30/09/2020
Capitaux propres - part du Groupe	60 809	64 351
- Émissions AT1	(4 866)	(5 134)
- Réserve latente CO - part du Groupe	(2 221)	(2 302)
- Projet distribution de dividendes sur résultat annuel ⁽¹⁾	(1 827)	
Actif net non réévalué (ANR) attrib. aux actions ord.	50 905	56 904
- Écart d'évaluation à révoquer ⁽²⁾ - part du Groupe	(17 725)	(16 325)
ANR tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	40 636	38 923
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, en)	3 003,9	2 882,0
ANR par action, après déduction du dividende à verser (5)	13,0 €	13,7 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (6)	13,2 €	13,4 €

⁽¹⁾ Montant par action pour le Groupe d'actions ordinaires sur les titres ordinaires de crédit agricole.

⁽²⁾ Montant à la base des actions ordinaires, hors des pertes d'évaluation des dérivés par le portefeuille.

(en m€)	9/1/21	9/1/20
Résultat net par titre Groupe - public	4 216	2 388
Capitalisation dimensionnelle incorporable	0	0
FRIC	-568	-493
RNPG public annuel	3 648	1 895
RNPG sur AT1 y compris effet d'inventaire, annuel (5, annuelisé)	-367	-362
Résultat public ajusté	3 281	1 533
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin. ⁽¹⁾	26 909	26 402
ROTE sous-joint (en %)	10,0%	8,0%
Résultat net par titre Groupe sous-joint	10,9	10,9
RNPG sous-joint annuelisé	3 281	1 533
Résultat sous-joint ajusté	3 085	1 001
ROTE sous-joint ajusté (en %)	13,1%	10,0%

⁽¹⁾ Montant par action pour le Groupe d'actions ordinaires sur les titres ordinaires de crédit agricole.

ROTE sous-joint⁽¹⁾ ajusté⁽²⁾ (%)



⁽¹⁾ Sous-joint: voir note 12 les détails des éléments spécifiques. ⁽²⁾ ROTE sous-joint calculé sur la base d'un RNPG sous-joint annuelisé et de charges FRIC intériorisées sur l'année.

ANNEXES

Indicateur Alternatif de Performance : RoTE publiable et RoTE sous-jacent ajusté

	2017				2018				2019				2020				2021			
	T1	S1	S2	S3	T1	S1	S2	S3	T1	S1	S2	S3	T1	S1	S2	S3	T1	S1	S2	S3
Montants en millions d'euros (M€)																				
Montants en millions d'euros (M€)																				
RoTE publié	4,43	4,70	4,48	3,85	4,91	4,75	4,87	4,48	4,28	4,39	4,27	4,31	4,44	4,33	4,26	4,14	4,12	4,31	4,19	4,27
RoTE sous-jacent ajusté	4,43	4,73	4,33	3,78	4,32	4,77	4,55	4,28	4,27	4,34	4,21	4,21	4,32	4,27	4,20	4,14	4,13	4,31	4,19	4,27
Différence (RoTE publié - RoTE sous-jacent ajusté)	0,00	-0,03	0,15	0,07	0,59	0,02	0,32	0,20	0,01	0,05	0,06	0,10	0,12	0,06	0,06	0,00	-0,01	0,00	0,00	0,00
RoTE publié ajusté	4,43	4,73	4,33	3,78	4,32	4,77	4,55	4,28	4,27	4,34	4,21	4,21	4,32	4,27	4,20	4,14	4,13	4,31	4,19	4,27
RoTE sous-jacent ajusté	4,43	4,73	4,33	3,78	4,32	4,77	4,55	4,28	4,27	4,34	4,21	4,21	4,32	4,27	4,20	4,14	4,13	4,31	4,19	4,27
Différence (RoTE publié ajusté - RoTE sous-jacent ajusté)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Hors éléments pif/loss et dérivés

RoTE publié ajusté

- Le RoTE publié ajusté correspond à l'amortissement du RNPG publié (T1x4 ; S1x2 ; SM4/3) hors dépréciation d'imm. incorp. et en retrayant chaque période des impacts IFRIC afin de les intégrer sur l'année. Exemple au T1-21, $RNPG\ publié\ ajusté = RNPG\ publié (1\ 046\ M€) - IFRIC\ en\ RNPG (-560\ M€) - dépréciation\ d'imm.\ incorp.\ en\ RNPG (0\ M€) \times 4 + IFRIC\ en\ RNPG (-560\ M€) = 5\ 861\ M€$
- La nouvelle méthodologie de calcul du RoTE publié ajusté utilise au numérateur ce RNPG publié ajusté additionné au coupon AT 1 annualisé, et rapporté au dénominateur indiqué ci-dessous.
- Le dénominateur correspond à l'actif net tangible moyen attribuable aux actions ordinaires*, sans changement de méthode

RoTE sous-jacent ajusté

- Seul le numérateur change par rapport au RoTE publié ajusté
- Le RNPG sous-jacent ajusté correspond à l'amortissement du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; SM4/3) en retrayant chaque période des impacts IFRIC afin de les intégrer sur l'année. Exemple au T1-21, $RNPG\ sous-jacent\ ajusté = RNPG\ sous-jacent (882\ M€) - IFRIC\ en\ RNPG (-560\ M€) \times 4 + IFRIC\ en\ RNPG (-560\ M€) = 5\ 410\ M€$
- La nouvelle méthodologie de calcul du RoTE sous-jacent ajusté utilise au numérateur ce RNPG sous-jacent ajusté additionné au coupon AT 1 annualisé, et rapporté au dénominateur.

Liste de contacts :

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A. :

Investisseurs Institutionnels + 33 1 43 23 04 31 investor.relations@credit-agricole-sa.fr
 Actionnaires Individuels + 33 800 030 777 relations@actionnaires.credit-agricole.com
 (numéro d'appel gratuit France uniquement)

Cloïlde L'Angevin + 33 1 43 23 32 45 cloilide.langevin@credit-agricole-sa.fr
 Toufik Belhadj + 33 1 57 72 12 01 toufik.belhadj@credit-agricole-sa.fr
 Joséphine Brouard + 33 1 43 23 46 33 josephine.brouard@credit-agricole-sa.fr
 Oriane Carre + 33 1 43 23 03 07 oriane.carre@credit-agricole-sa.fr
 Nicolas Berné + 33 1 43 23 55 51 nicolas.berne@credit-agricole-sa.fr
 Anna Pigoulevskii + 33 1 43 23 40 59 anna.pigoulevskii@credit-agricole-sa.fr
 Annabelle Wirath + 33 1 43 23 55 52 annabelle.wirath@credit-agricole-sa.fr

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE :

Charlotte de Chavagnac + 33 1 57 72 11 17 charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr
 Olivier Tassinat + 33 1 43 23 25 41 olivier.tassinat@credit-agricole-sa.fr
 Bertrand Schaefer + 33 1 49 53 43 76 bertrand.schaefer@ca-france.fr

Cette présentation est disponible sur : www.creditagricole.com/fr/voce/finance/infos-financiers
 Tout nos communiqués de presse sur : www.creditagricole.com - www.creditagricole.info

 @Crédit Agricole  Groupe Crédit Agricole  @creditagricole_sa

Supports visuels - Annexes



AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ

RÉSULTATS
DU 3^e TRIMESTRE ET
DES 9 PREMIERS MOIS 2021
ANNEXES



Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre 2021 et les neuf premiers mois 2021 est constituée de ces annexes à la présentation, de la présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/france/finance/informations-financieres>.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, basées sur des informations sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 16).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des incertitudes qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 30 septembre 2021 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2020 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A01 de ce Document d'enregistrement universel 2020 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabodol Asset Management.

Au 30 juin 2021, suite au rachat par Crédit Agricole Consumer Finance de 48% du capital de joint-venture CACF Bankia S.A., CACF Bankia S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2021, suite à l'offre publique d'achat lancée par Crédit Agricole Italia sur Credito Valtellinese, Credito Valtellinese est détenue à 100% par Crédit Agricole Italia et consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

NOTE

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole comprend :

les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre qui a été privilégié par les autorités compétentes notamment lors des exercices de Stress tests récents pour apprécier la situation du Groupe.

Crédit Agricole S.A.

est l'entité cotée, qui déient notamment les filiales métier (Gestion de l'épargne et Assurances, Grandes clientèles, Services financiers spécialisés ainsi que Banque de proximité en France et à l'international).

Sommaire

01 Pôle métiers – indicateurs d'activité et résultats

05 Indicateurs de risques

02 Contribution des pôles métiers au résultat – Crédit Agricole S.A.

06 Structure financière et Bilan

03 Caisses régionales – indicateurs d'activité et résultats

07 Notations de crédits

04 Contribution des pôles métiers au résultat – Groupe Crédit Agricole

08 Risques juridiques

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GEA

Encours gérés (Mds€)

En Mds€	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Déc. 20	Mars 21	Juin 21	Sept. 21	Δ Sept./Sept.
Gestion d'actifs – Amundi	1 962,9	1 853,4	1 927,5	1 591,6	1 662,3	1 726,6	1 755,3	1 793,9	1 811,0	+6,0%
Épargne retraite	301,3	304,2	298,6	302,1	304,1	308,3	312,3	316,2	318,2	+4,6%
Gestion de fortune	184,2	183,4	171,8	176,8	176,7	182,2	188,5	189,4	191,0	+6,1%
Encours gérés - Total	2 048,4	2 141,0	1 997,9	2 070,6	2 143,1	2 219,2	2 256,1	2 299,5	2 320,2	+6,3%
Encours gérés hors double compte	1 727,8	1 794,7	1 620,5	1 621,5	1 622,5	1 695,0	1 937,9	1 977,7	1 996,3	+6,5%

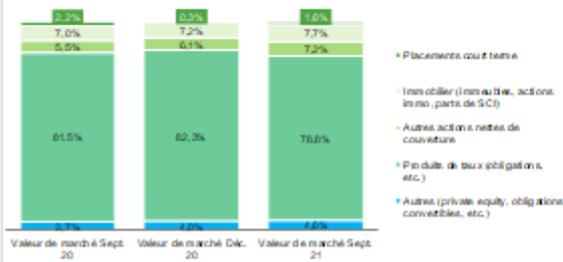
En Mds€	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Déc. 20	Mars 21	Juin 21	Sept. 21	Δ Sept./Sept.
L.C. Banque privée	50,6	51,3	48,4	51,2	51,6	54,1	57,2	58,6	59,8	+15,7%
CA Investeur Wealth Management	133,6	132,1	122,4	125,7	125,0	128,0	131,3	130,8	131,2	+4,0%
dont France	32,9	33,3	30,6	32,0	32,3	33,7	34,7	35,1	35,5	+13,3%
dont International	100,7	98,8	91,8	93,7	92,8	94,3	96,7	94,7	94,7	+2,1%
Total	184,2	183,4	171,8	176,8	176,7	182,2	188,5	189,4	191,0	+6,1%

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GEA - Assurances

Encours (Mds) / ventilation des placements / historique PNB et RNPQ

En Mds euros	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Déc. 20	Mars 21	Juin 21	Sept. 21	0 Sept./Sept.
en UC	67,6	69,3	63,9	66,5	70,2	71,5	78,5	81,6	83,1	+9,3%
en Dnck	234,0	229,8	229,6	233,5	233,6	233,8	233,8	229,6	226,1	+0,5%
Total	301,6	299,1	293,5	300,0	303,8	305,3	312,3	311,2	309,2	+4,6%
Valeur d'UC	22,7%	22,8%	21,4%	20,7%	23,7%	24,2%	25,7%	25,9%	26,7%	+3,0pp



ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GEA – Amundi

Ventilation des actifs sous gestion par classe d'actifs (Mds€)



ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Pôle GEA

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	1 571	-	1 571	1 411	-	1 411	+11,3%	+11,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(736)	-	(736)	(656)	-	(656)	+12,1%	+12,1%
FRU	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat brut d'exploitation	835	-	835	755	-	755	+10,6%	+10,6%
Coût du risque	6	-	6	(11)	(36)	(15)	na	na
Sociétés mises en équivalence	25	-	25	17	-	17	+47,5%	+47,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	-	(0)	(1)	-	(1)	(55,5%)	(36,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat avant impôt	864	-	864	728	(36)	756	+16,6%	+14,2%
Impôt	(164)	-	(164)	(172)	9	(161)	(2,1%)	(6,9%)
Rés. nettes actifs amiliés ou en cours de cession	4	-	4	-	-	-	na	na
Résultat net	696	-	696	556	(16)	575	+25,2%	+21,1%
Intérêts minoritaires	(122)	-	(122)	(116)	-	(116)	+6,2%	+6,2%
Résultat net part du Groupe	573	-	573	440	(16)	459	+30,2%	+24,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	47,0%	-	47,0%	46,6%	-	46,6%	+0,3 pp	+0,3 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	Δ 9M/20 publié	Δ 9M/20 sous-jacent
Produit net bancaire	4 919	(1)	4 920	4 000	(143)	4 232	+20,2%	+16,2%
Charges d'exploitation	(2 272)	(2)	(2 270)	(2 138)	(36)	(2 091)	+6,7%	+6,6%
FRU	(7)	-	(7)	(6)	-	(6)	+14,2%	+14,2%
Résultat brut d'exploitation	2 640	(3)	2 643	1 956	(161)	2 135	+35,1%	+23,6%
Coût du risque	(9)	-	(9)	4	36	(63)	na	(12,2%)
Sociétés mises en équivalence	63	-	63	46	-	46	+37,9%	+37,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	-	(1)	2	-	2	na	na
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat avant impôt	2 683	(3)	2 686	2 007	(144)	2 150	+33,3%	+24,9%
Impôt	(167)	115	(32)	(160)	34	(52)	(3,6%)	+10,2%
Rés. nettes actifs amiliés ou en cours de cession	5	-	5	-	-	-	na	na
Résultat net	2 221	117	2 104	1 592	(110)	1 622	+46,9%	+29,6%
Intérêts minoritaires	(102)	(27)	(130)	(255)	-	(255)	+57,5%	+3,2%
Résultat net part du Groupe	1 619	90	1 729	1 227	(110)	1 366	+44,3%	+27,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	46,3%	-	46,1%	52,1%	-	49,4%	-5,9 pp	-3,3 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Assurances

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	594	-	594	610	-	610	(2,6%)	(0,0%)
Charges d'exploitation hors FRU	(174)	-	(174)	(168)	-	(168)	+3,6%	+3,6%
FRU	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat brut d'exploitation	420	-	420	442	-	440	(5,1%)	(5,1%)
Coût du risque de cession	87	-	87	(27)	(26)	(5)	(69,2%)	na
Résultat avant impôt	428	-	428	415	(16)	448	+1,1%	(5,3%)
Impôt	(165)	-	(165)	(161)	4	(161)	(29,2%)	(25,6%)
Résultat net part du Groupe	259	-	259	252	(16)	300	+20,2%	+9,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	28,3%	-	29,3%	27,5%	-	27,5%	+1,8 pp	+1,8 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	Δ 9M/20 publié	Δ 9M/20 sous-jacent
Produit net bancaire	1 960	-	1 960	1 680	(143)	1 622	+16,0%	+6,9%
Charges d'exploitation hors FRU	(568)	-	(568)	(520)	(30)	(502)	(5,2%)	+1,0%
FRU	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat brut d'exploitation	1 392	-	1 392	1 160	(161)	1 340	+20,4%	+9,7%
Coût du risque de cession	(7)	-	(7)	36	36	(7)	na	(20,0%)
Résultat avant impôt	1 385	-	1 385	1 095	(144)	1 329	+24,1%	+9,7%
Impôt	(265)	-	(265)	(265)	36	(302)	(1,2%)	(12,2%)
Résultat net part du Groupe	1 020	-	1 020	730	(110)	830	+33,1%	+6,8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	28,3%	-	29,3%	29,9%	-	31,8%	-4,8 pp	-1,8 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Gestion d'actifs

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	A T3/T3 publié	A T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	774	-	774	669	-	669	+27.1%	+27.1%
Charges d'exploitation hors FRU	(360)	-	(360)	-	-	(360)	+16.7%	+16.7%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	384	-	384	388	-	388	+36.9%	+36.9%
Coût du risque	7	-	7	(3)	-	(3)	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	25	-	25	17	-	17	+17.0%	+17.0%
Résultat avant impôt	415	-	415	394	-	394	+41.4%	+41.4%
Impôt	(101)	-	(101)	(77)	-	(77)	+30.5%	+30.5%
Résultat net	314	-	314	216	-	216	+45.3%	+45.3%
Intérêts minoritaires	(103)	-	(103)	(70)	-	(70)	+17.3%	+17.3%
Résultat net part du Groupe	211	-	211	146	-	146	+44.2%	+44.2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	50.4%	-	50.4%	54.6%	-	54.6%	-3.6 pp	-3.6 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/9M publié	A 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	2 339	-	2 339	1 810	-	1 810	+30.4%	+30.4%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 166)	-	(1 166)	(968)	-	(968)	+16.0%	+16.0%
FRU	(4)	-	(4)	(3)	-	(3)	+24.1%	+24.1%
Résultat brut d'exploitation	1 169	-	1 169	818	-	818	+42.2%	+42.2%
Coût du risque de crédit	(5)	-	(5)	(20)	-	(20)	(33.7%)	(33.7%)
Sociétés mises en équivalence	63	-	63	46	-	46	+36.0%	+36.0%
Résultat avant impôt	1 229	-	1 229	843	-	843	+46.0%	+46.0%
Impôt	(186)	114	(10)	(223)	-	(223)	(12.2%)	+8.0%
Résultat net	1 044	114	1 029	620	-	620	+48.2%	+48.2%
Intérêts minoritaires	(337)	(27)	(300)	(200)	-	(200)	+66.0%	+66.0%
Résultat net part du Groupe	707	79	629	420	-	420	+48.2%	+48.2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	49.4%	-	49.4%	54.6%	-	54.6%	-5.2 pp	-5.2 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Gestion de fortune

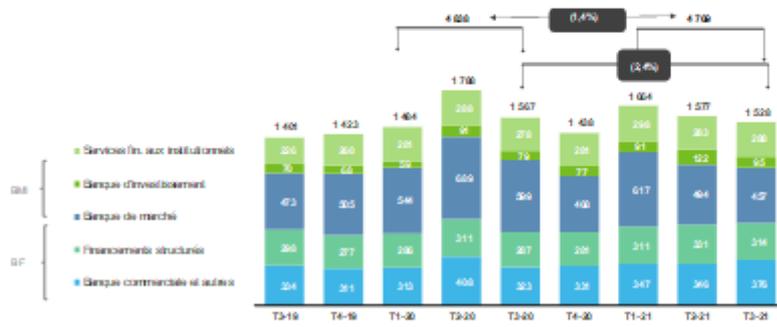
En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	A T3/T3 publié	A T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	203	-	203	192	-	192	+5.5%	+5.5%
Charges d'exploitation hors FRU	(173)	-	(173)	(162)	-	(162)	+7.2%	+7.2%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	29	-	29	30	-	30	(3.5%)	(3.5%)
Coût du risque de crédit	(0)	-	(0)	(11)	-	(11)	(97.9%)	(97.9%)
Résultat avant impôt	29	-	29	19	-	19	+50.7%	+50.7%
Impôt	(3)	-	(3)	(4)	-	(4)	(16.6%)	(16.6%)
Rés. net d'exech. arrêtées ou en cours d'exech.	1	-	1	-	-	-	ns	ns
Résultat net part du Groupe	23	-	23	13	-	13	+87.7%	+87.7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	85.6%	-	85.6%	84.3%	-	84.3%	+1.3 pp	+1.3 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/9M publié	A 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	611	(1)	612	600	-	600	+1.8%	+2.0%
Charges d'exploitation hors FRU	(519)	(2)	(517)	(521)	-	(521)	(0.4%)	(0.8%)
FRU	(3)	-	(3)	(3)	-	(3)	+2.9%	+2.9%
Résultat brut d'exploitation	90	(3)	87	76	-	76	+17.4%	+21.2%
Coût du risque de crédit	(5)	-	(5)	(12)	-	(12)	(88.1%)	(88.1%)
Gains ou pertes sur autres actifs	0	-	0	3	-	3	(88.1%)	(88.1%)
Résultat avant impôt	85	(3)	82	68	-	68	+24.7%	+29.3%
Impôt	(7)	0	(7)	(2)	-	(2)	x 2.7	x 2.9
Résultat net part du Groupe	74	2	72	56	-	56	+30.5%	+26.8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	84.8%	-	84.4%	86.8%	-	86.8%	-1.9 pp	-2.4 pp

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GC

Revenus sous-jacents par ligne métier (M€)



ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GC

Mandats CACIB

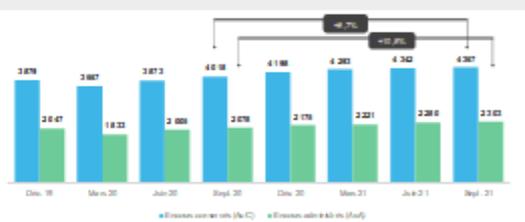
Banque de marché et d'investissement



Métiers de financement



Encours CACEIS (Mds€)



ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle GC

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	A T3/T3 publié	A T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	1 527	(2)	1 525	1 570	12	1 567	(3,3%)	(2,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(501)	(5)	(506)	(8 11)	(4)	(8 17)	+3,5%	+3,3%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	626	(7)	633	7 08	8	699	(11,6%)	(9,5%)
Coût du risque	(12)	-	(12)	(2 17)	-	(2 17)	(94,6%)	(94,6%)
Sociétés mises en équivalence	2	-	2	0	-	0	x 8,2	x 8,2
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	-	(3)	1	-	1	ns	ns
Résultat avant impôt	614	(7)	621	4 92	8	493	+24,3%	+28,4%
Impôt	(135)	2	(133)	(1 19)	(2)	(1 18)	+13,4%	+18,5%
Résultat net	479	(5)	483	3 72	7	386	+28,4%	+32,1%
Intérêts minoritaires	(26)	1	(25)	(23)	1	(23)	+18,5%	+19,2%
Résultat net part du Groupe	452	(4)	455	3 50	7	342	+29,2%	+33,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	30,0%	-	30,6%	55,2%	-	55,4%	+3,8 pp	+3,2 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/9M publié	A 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	4 733	(16)	4 769	4 872	34	4 838	(2,4%)	(1,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(2 732)	(26)	(2 798)	(2 812)	(12)	(2 800)	+4,6%	+4,1%
FRU	(328)	-	(328)	(2 60)	-	(2 60)	+26,2%	+26,2%
Résultat brut d'exploitation	1 693	(42)	1 735	2 000	22	1 978	(13,3%)	(12,3%)
Coût du risque	(38)	-	(38)	(7 19)	-	(7 19)	(94,7%)	(94,7%)
Sociétés mises en équivalence	5	-	5	5	-	5	+17,2%	+17,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	(39)	-	(39)	1	-	1	ns	ns
Résultat avant impôt	1 621	(42)	1 663	1 287	22	1 265	+26,0%	+31,3%
Impôt	(320)	12	(307)	(2 23)	(8)	(2 15)	+59,4%	+70,5%
Résultat net	1 296	(30)	1 296	1 064	14	1 050	+19,0%	+23,4%
Intérêts minoritaires	(85)	8	(77)	(82)	2	(84)	+3,2%	+10,5%
Résultat net part du Groupe	1 211	(24)	1 225	1 002	16	986	+19,3%	+24,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	37,9%	-	38,7%	53,6%	-	53,7%	+3,0 pp	+3,0 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – BFI

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	A T3/T3 publié	A T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	1 236	(2)	1 241	1 366	12	1 368	(6,7%)	(3,7%)
Charges d'exploitation hors FRU	(660)	-	(660)	(650)	-	(650)	+4,7%	+4,7%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	599	(2)	596	696	12	638	(14,1%)	(13,2%)
Coût du risque	(14)	-	(14)	(20)	-	(20)	(93,8%)	(93,8%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	-	(3)	1	-	1	ns	ns
Résultat avant impôt	582	(2)	584	676	12	618	+26,1%	+36,4%
Impôt	(118)	1	(117)	(107)	(3)	(105)	+10,1%	+13,7%
Résultat net part du Groupe	415	(1)	416	516	9	507	+31,2%	+35,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	54,9%	-	54,8%	56,6%	-	56,5%	+4,8 pp	+4,4 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/9M publié	A 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	3 684	(16)	3 901	4 024	34	3 990	(0,5%)	(2,2%)
Charges d'exploitation hors FRU	(9 052)	-	(9 052)	(1 963)	-	(1 963)	+4,5%	+4,5%
FRU	(296)	-	(296)	(230)	-	(230)	+27,3%	+27,3%
Résultat brut d'exploitation	1 337	(16)	1 353	1 829	34	1 795	(16,6%)	(13,0%)
Coût du risque	(45)	-	(45)	(716)	-	(716)	(93,7%)	(93,7%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(10)	-	(10)	1	-	1	ns	ns
Résultat avant impôt	1 452	(16)	1 468	1 114	34	1 080	+36,3%	+35,0%
Impôt	(212)	5	(217)	(181)	(11)	(170)	+7,6%	+6,1%
Résultat net part du Groupe	1 117	(11)	1 128	914	22	892	+32,2%	+36,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	52,8%	-	52,6%	48,6%	-	48,2%	+4,8 pp	+3,4 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Banque de financement

En m€	13-21 publié	Éléments spécifiques	13-21 sous-jacent	13-20 publié	Éléments spécifiques	13-20 sous-jacent	A 13/13 publié	A 13/13 sous-jacent
Produit net ban caire	684	(5)	689	603	(7)	610	+13,4%	+13,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(277)	-	(277)	(271)	-	(271)	+2,2%	+2,2%
FRU	-	-	-	-	-	-	n.s.	n.s.
Résultat brut d'exploitation	406	(5)	411	332	(7)	325	+22,2%	+21,0%
Coût du risque	(72)	-	(72)	(225)	-	(225)	(94,6%)	(94,6%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	-	(3)	1	-	1	n.s.	n.s.
Résultat avant impôt	322	(5)	317	107	(7)	100	x 3,7	x 3,3
Impôt	(81)	2	(79)	(21)	2	(19)	x 4,4	x 4,4
Résultat net part du Groupe	241	(4)	236	84	(5)	79	x 3,3	x 3,3
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	46,6%		46,2%	45,6%		44,5%	-4,4 pp	-4,2 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/9M publié	A 9M/9M sous-jacent
Produit net ban caire	2 004	(21)	2 025	1 970	41	2 011	+1,8%	+5,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(635)	-	(635)	(617)	-	(617)	+2,3%	+2,3%
FRU	(114)	-	(114)	(71)	-	(71)	+61,4%	+61,4%
Résultat brut d'exploitation	1 655	(21)	1 634	1 682	41	1 723	0,6%	+3,3%
Coût du risque	(62)	-	(62)	(675)	-	(675)	(90,8%)	(90,8%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(6)	-	(6)	1	-	1	n.s.	n.s.
Résultat avant impôt	653	(21)	632	409	41	450	x 2,3	x 2,6
Impôt	(157)	6	(151)	(2)	(13)	(15)	n.s.	n.s.
Résultat net part du Groupe	379	(15)	364	407	27	434	+75,2%	+66,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	41,3%		41,2%	41,5%		42,3%	+6,2 pp	-1,1 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Banque de marché et d'investissement

En m€	13-21 publié	Éléments spécifiques	13-21 sous-jacent	13-20 publié	Éléments spécifiques	13-20 sous-jacent	A 13/13 publié	A 13/13 sous-jacent
Produit net ban caire	555	4	559	697	19	716	(20,2%)	(18,7%)
Charges d'exploitation hors FRU	(403)	-	(403)	(379)	-	(379)	+6,5%	+6,5%
FRU	-	-	-	-	-	-	n.s.	n.s.
Résultat brut d'exploitation	152	4	156	318	19	337	(53,2%)	(50,5%)
Coût du risque	(7)	-	(7)	5	-	5	n.s.	n.s.
Résultat avant impôt	145	4	149	323	19	342	(53,4%)	(51,8%)
Impôt	(27)	(1)	(28)	(6)	(5)	(11)	(66,7%)	(66,0%)
Résultat net part du Groupe	121	3	124	317	14	331	(47,7%)	(45,7%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	73,6%		73,1%	64,2%		55,8%	+16,3 pp	+17,2 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/9M publié	A 9M/9M sous-jacent
Produit net ban caire	1 860	5	1 865	2 054	(7)	2 047	(8,5%)	(8,0%)
Charges d'exploitation hors FRU	(1 217)	-	(1 217)	(1 147)	-	(1 147)	+6,1%	+6,1%
FRU	(161)	-	(161)	(161)	-	(161)	+12,4%	+12,4%
Résultat brut d'exploitation	482	5	487	746	(7)	739	(35,4%)	(36,6%)
Coût du risque de crédit	(17)	-	(17)	(11)	-	(11)	n.s.	n.s.
Résultat avant impôt	465	5	470	735	(7)	728	(29,2%)	(30,7%)
Impôt	(155)	(1)	(156)	(226)	2	(224)	(31,6%)	(32,7%)
Résultat net part du Groupe	317	4	321	509	(5)	504	(38,1%)	(39,8%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,7%		64,6%	55,6%		55,6%	+6,9 pp	+6,3 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – SFI

En m€	T-3-21 publié	Éléments spécifiques	T-3-21 sous-jacent	T-3-20 publié	Éléments spécifiques	T-3-20 sous-jacent	Δ T-3/13 publié	Δ T-3/13 sous-jacent
Produit net bancaire	288	-	288	278	-	278	+3,4%	+3,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(221)	(5)	(216)	(221)	(4)	(217)	(0,1%)	(1,0%)
FRU	-	-	-	-	-	-	nd	nd
Résultat brut d'exploitation	67	(5)	72	58	(4)	61	+16,6%	+18,7%
Coût durable de crédit	2	-	2	3	-	3	(9,2%)	(9,2%)
Sociétés mises en équivalence	2	-	2	4	-	4	+11,6%	+11,6%
Résultat avant impôt	71	(5)	77	63	(4)	66	+15,4%	+17,4%
Impôt	(17)	2	(15)	(12)	1	(11)	+39,5%	+11,0%
Résultat net	54	(4)	58	49	(3)	52	+9,4%	+11,4%
Intérêts minoritaires	(18)	1	(17)	(16)	1	(17)	+9,6%	+11,3%
Résultat net part du Groupe	37	(3)	39	33	(2)	35	+9,4%	+11,5%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	76,6%	-	74,6%	79,3%	-	78,6%	-3,7 pp	-3,3 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	Δ 9M/20 publié	Δ 9M/20 sous-jacent
Produit net bancaire	868	-	868	848	-	848	+2,4%	+2,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(679)	(26)	(653)	(648)	(12)	(636)	+4,7%	+2,7%
FRU	(33)	-	(33)	(28)	-	(28)	+16,6%	+16,6%
Résultat brut d'exploitation	156	(26)	182	171	(12)	163	(8,7%)	(8,7%)
Coût durable de crédit	7	-	7	3	-	3	nd	nd
Sociétés mises en équivalence	-	-	-	5	-	5	+17,3%	+17,3%
Résultat avant impôt	163	(26)	194	177	(14)	165	(3,3%)	+5,9%
Impôt	(17)	7	(10)	(11)	3	(8)	+41,3%	+12,3%
Résultat net	146	(19)	148	131	(6)	140	(4,3%)	+3,6%
Intérêts minoritaires	(12)	6	(6)	(17)	3	(14)	(12,1%)	+3,6%
Résultat net part du Groupe	84	(13)	97	88	(4)	95	(4,6%)	+3,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	79,3%	-	75,3%	76,9%	-	75,1%	+1,7 pp	+6,2 pp

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle SFS

Encours crédit à la consommation et crédit-bail / chiffre d'affaires facturé (Mds€)

ENCOURS CACF

Crédit à la consommation – encours à nués gérés

(en Mds€)	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Déc. 20	Mars 21	Juin 21	Sept. 21	Δ Sept./Sept.
Encours consolidés	34,4	34,8	34,8	34,3	32,9	33,2	33,0	33,4	35,3	7,2%
Partenariats automobiles	32,9	33,2	32,8	31,1	31,0	31,7	32,8	32,4	31,0	-0,3%
Groupe Crédit Agricole	19,5	20,1	20,1	19,7	20,1	20,3	20,4	20,7	20,9	4,0%
Autres	3,8	3,8	3,7	3,3	3,2	3,7	3,3	3,6	3,9	+4,7%
Total	90,6	92,0	91,4	88,4	89,2	90,9	91,4	92,1	91,0	2,0%
dont Agis Ducato total plein	14,4	14,6	14,5	14,5	13,8	13,8	13,6	13,6	13,8	0,3%

ENCOURS CAL&F

Crédit Agricole Leasing & Factoring – Encours de crédit-bail et C.A. facturé

(en Mds€)	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Déc. 20	Mars 21	Juin 21	Sept. 21	Δ Sept./Sept.
Encours Crédit-Bail	14,7	15,1	15,1	15,1	15,3	15,5	15,7	15,9	16,0	4,1%
dont France	13,9	12,1	12,3	12,3	12,5	12,8	12,8	12,8	13,0	3,4%
Chiffre d'affaires facturé	18,7	20,8	19,2	15,5	18,4	21,5	20,4	22,5	22,5	22,0%
dont France	12,4	14,0	12,4	10,2	12,0	14,4	13,3	14,8	14,8	23,0%

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle SFS

En m€	13-21 publié	Eléments spécifiques	13-21 sous-jacent	13-20 publié	Eléments spécifiques	13-20 sous-jacent	A 13/13 publié	A 13/13 sous-jacent
Produit net bancaire	704	-	704	619	-	619	+13,8%	+13,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(370)	-	(370)	(269)	-	(269)	+28,2%	+28,2%
FRU	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat brut d'exploitation	335	-	335	350	-	350	+1,2%	+1,2%
Coût du risque	(108)	-	(108)	(141)	-	(141)	(23,9%)	(23,9%)
Sociétés mises en équivalence	79	-	79	72	-	72	+9,7%	+9,7%
Gains ou pertes sur autres actifs	(7)	-	(7)	(11)	-	(11)	(38,1%)	(38,1%)
Résultat avant impôt	299	-	299	250	-	250	+19,4%	+19,4%
Impôt	(88)	-	(88)	(43)	-	(43)	+58,3%	+58,3%
Rés. net des act. arrêtés ou en cours de cession	(1)	-	(1)	(69)	69	-	na	na
Résultat net	230	-	230	138	69	207	+68,8%	+11,2%
Intérêts minoritaires	(31)	-	(31)	(26)	-	(26)	+18,8%	+18,8%
Résultat net part du Groupe	200	-	200	112	69	181	+78,6%	+10,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	52,5%	-	52,5%	46,6%	-	46,6%	+5,9 pp	+5,9 pp

En m€	9M-21 publié	Eléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/9M publié	A 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	2 007	-	2 007	1 873	-	1 873	+7,1%	+7,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 032)	-	(1 032)	(940)	-	(940)	+8,7%	+8,7%
FRU	(29)	-	(29)	(20)	-	(20)	+15,0%	+15,0%
Résultat brut d'exploitation	952	-	952	904	-	904	+5,3%	+5,3%
Coût du risque	(369)	-	(369)	(379)	-	(379)	(38,2%)	(38,2%)
Sociétés mises en équivalence	241	5	236	204	-	204	+17,7%	+15,3%
Gains ou pertes sur autres actifs	5	-	5	7	-	7	(24,4%)	(24,4%)
Résultat avant impôt	829	5	823	536	-	536	+54,3%	+53,9%
Impôt	(177)	-	(177)	(29)	-	(29)	x 7	x 7
Rés. net des act. arrêtés ou en cours de cession	-	-	-	(69)	69	-	na	na
Résultat net	651	5	646	442	69	511	+47,4%	+26,9%
Intérêts minoritaires	(62)	-	(62)	(72)	-	(72)	+14,0%	+14,0%
Résultat net part du Groupe	589	5	584	370	69	439	+53,0%	+28,8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	51,4%	-	51,4%	50,7%	-	50,7%	+0,7 pp	+0,7 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – CA-CF

En m€	13-21 publié	Eléments spécifiques	13-21 sous-jacent	13-20 publié	Eléments spécifiques	13-20 sous-jacent	A 13/13 publié	A 13/13 sous-jacent
Produit net bancaire	553	-	553	488	-	488	+13,5%	+13,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(260)	-	(260)	(218)	-	(218)	+33,0%	+33,0%
FRU	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat brut d'exploitation	293	-	293	269	-	269	(2,4%)	(2,4%)
Coût du risque	(62)	-	(62)	(27)	-	(27)	(27,4%)	(27,4%)
Sociétés mises en équivalence	79	-	79	72	-	72	+9,7%	+9,7%
Gains ou pertes sur autres actifs	(7)	-	(7)	(10)	-	(10)	(28,2%)	(28,2%)
Résultat avant impôt	243	-	243	208	-	208	+16,3%	+16,3%
Impôt	(4)	-	(4)	(52)	-	(52)	+89,3%	+89,3%
Rés. net des act. arrêtés ou en cours de cession	(1)	-	(1)	(69)	69	-	na	na
Résultat net	199	-	199	104	69	173	+81,3%	+49,9%
Intérêts minoritaires	(31)	-	(31)	(26)	-	(26)	+17,3%	+17,3%
Résultat net part du Groupe	168	-	168	79	69	147	+52	+7,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	52,5%	-	52,5%	44,3%	-	44,3%	+7,7 pp	+7,7 pp

En m€	9M-21 publié	Eléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/9M publié	A 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	1 568	-	1 568	1 491	-	1 491	+5,2%	+5,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(758)	-	(758)	(735)	-	(735)	+8,7%	+8,7%
FRU	(10)	-	(10)	(10)	-	(10)	+2,4%	+2,4%
Résultat brut d'exploitation	790	-	790	746	-	746	+1,7%	+1,7%
Coût du risque	(325)	-	(325)	(308)	-	(308)	(38,1%)	(38,1%)
Sociétés mises en équivalence	241	5	236	204	-	204	+17,7%	+15,3%
Gains ou pertes sur autres actifs	5	-	5	3	-	3	x 2	x 2
Résultat avant impôt	680	5	675	445	-	445	+53,0%	+51,9%
Impôt	(134)	-	(134)	2	-	2	na	na
Rés. net des act. arrêtés ou en cours de cession	-	-	-	(69)	69	-	na	na
Résultat net	546	5	541	378	69	447	+44,3%	+21,1%
Intérêts minoritaires	(62)	-	(62)	(72)	-	(72)	+13,3%	+13,3%
Résultat net part du Groupe	484	5	480	306	69	375	+58,2%	+22,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	51,0%	-	51,0%	49,3%	-	49,3%	+1,7 pp	+1,7 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – CAL&F

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	A 13/21 publié	A 13/21 sous-jacent
Produit net bancaire	151	-	151	131	-	131	+14,9%	+14,9%
Charges d'exploitation hors FRU	(80)	-	(80)	(70)	-	(70)	+13,0%	+13,0%
FRU	-	-	-	-	-	06	-	06
Réultat brut d'exploitation	72	-	72	61	-	61	+17,1%	+17,1%
Coût du risque de crédit	(16)	-	(16)	(14)	-	(14)	+11,8%	+11,8%
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	-	(0)	(1)	-	(1)	(66,7%)	(66,7%)
Réultat avant impôt	56	-	56	46	-	46	+22,0%	+22,0%
Impôt	(14)	-	(14)	(12)	-	(12)	+21,2%	+21,2%
Réultat net part du Groupe	42	-	42	34	-	34	+23,4%	+23,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	53,7%	-	53,7%	53,5%	-	53,5%	-0,9 pp	-0,9 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/21 publié	A 9M/21 sous-jacent
Produit net bancaire	438	-	438	382	-	382	+14,7%	+14,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(232)	-	(232)	(214)	-	(214)	+8,4%	+8,4%
FRU	(13)	-	(13)	(10)	-	(10)	+28,4%	+28,4%
Réultat brut d'exploitation	193	-	193	158	-	158	+22,4%	+22,4%
Coût du risque de crédit	(15)	-	(15)	(10)	-	(10)	(66,7%)	(66,7%)
Gains ou pertes sur autres actifs	0	-	0	2	-	2	(66,7%)	(66,7%)
Réultat avant impôt	148	-	148	92	-	92	+61,8%	+61,8%
Impôt	(10)	-	(10)	(27)	-	(27)	+55,9%	+55,9%
Réultat net part du Groupe	108	-	108	64	-	64	+68,8%	+68,8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	53,6%	-	53,6%	56,1%	-	56,1%	-3,1 pp	-3,1 pp

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPF

Encours de crédits / Encours de crédits (Mds€)

Banque de proximité en France (LCL) - Encours de collecte

Encours de collecte (Mds€)	Mars 19	Juin 19	Sept 19	Déc 19	Mars 20	Juin 20	Sept 20	Déc 20	Mars 21	Juin 21	Sept 21	Δ Sept./Sept.
Total	10,1	10,2	10,1	10,2	9,9	10,3	9,9	10,5	11,3	12,8	13,0	21,7%
OPCVM	8,7	8,6	8,6	8,6	7,3	7,7	8,1	8,6	9,7	8,8	8,6	6,4%
Autres actifs	1,4	1,6	1,5	1,6	2,6	2,6	1,8	1,9	1,6	4,0	4,4	33%
Collecte Non-Mén.	10,2	11,8	11,6	11,6	11,9	12,6	11,7	11,9	11,6	16,7	16,4	63%
Dépôt à vue	49,3	51,3	52,3	52,2	53,6	55,6	55,3	55,3	55,3	54,4	59,0	11,8%
Épargne logement	9,8	9,8	9,8	9,8	10,0	10,1	10,1	10,2	10,2	10,1	10,1	5,6%
Crédit locatif	4,8	4,1	4,2	4,2	4,2	4,1	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	16,7%
Crédit auto	40,7	40,8	40,9	40,9	40,8	40,8	40,8	41,3	40,9	42,2	42,2	10%
CAT, PEP	11,8	12,3	12,3	12,3	12,3	12,8	12,8	12,8	12,4	8,9	9,7	7,8%
Collecte Mén.	111,2	119,1	121,2	121,2	121,8	121,8	121,4	121,3	121,3	142,8	144,1	8,3%
TOTAL	193,8	199,8	202,8	202,8	202,8	214,3	211,1	219,8	221,1	227,8	238,4	61%

Encours de crédit (Mds€)	Mars 19	Juin 19	Sept 19	Déc 19	Mars 20	Juin 20	Sept 20	Déc 20	Mars 21	Juin 21	Sept 21	Δ Sept./Sept.
Total	8,8	8,8	8,8	8,8	10,2	10,8	11,0	11,7	11,7	11,9	12,2	11,3%
OPCVM	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	3,2%
Autres	7,8	7,8	7,8	7,8	9,2	9,8	10,0	10,7	10,7	10,9	11,2	10%

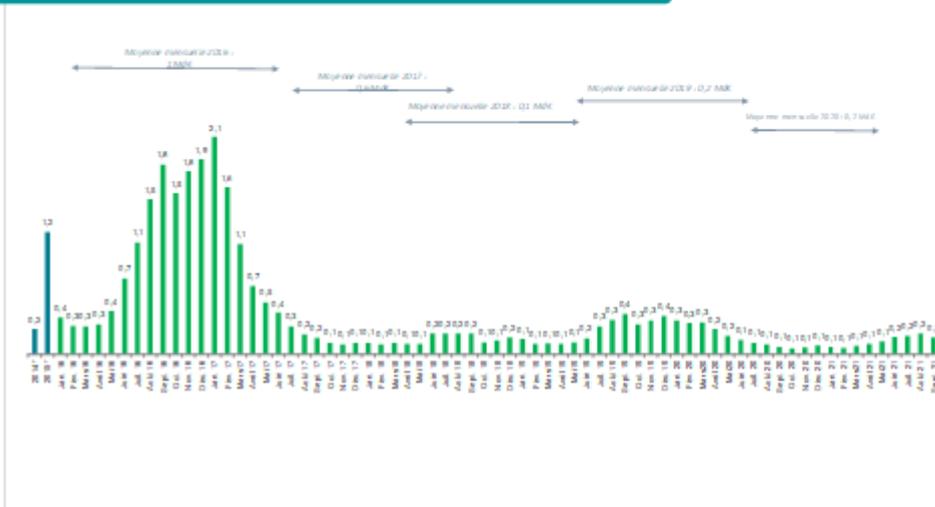
Banque de proximité en France (LCL) - Encours de crédit

Encours de crédit (Mds€)	Mars 19	Juin 19	Sept 19	Déc 19	Mars 20	Juin 20	Sept 20	Déc 20	Mars 21	Juin 21	Sept 21	Δ Sept./Sept.
Total	23,8	24,1	24,2	24,2	24,6	24,6	24,2	24,9	24,9	27,8	28,1	3,7%
Prêts immobiliers	14,2	14,6	14,6	14,6	14,8	14,8	14,7	14,4	14,4	14,2	14,3	7,8%
Crédits professionnels	7,4	7,6	7,6	7,6	7,7	7,7	7,6	7,6	7,6	8,0	8,1	3,6%
Financement	2,2	1,9	2,0	2,0	2,1	2,1	1,9	2,9	2,9	5,6	5,8	62%
TOTAL	32,6	33,2	33,8	33,8	34,6	34,6	34,2	35,2	35,2	38,4	38,7	6%

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPF

Encours renouvoles mensuels (M€C)

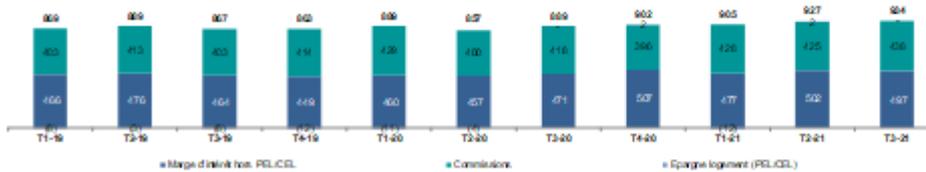


ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPF

Produit net bancaire (m€)

Produit net bancaire (m€)	T1-18	T2-18	T3-18	T4-18	T1-20	T2-20	T3-20	T4-20	T1-21	T2-21	T3-21	1-10-21
Marge d'intérêt	488	472	488	477	448	432	471	488	488	504	487	-4,2%
Épargne logement (PEL/CCL)	(8)	(5)	(8)	(12)	(1)	(4)	-	3	(12)	3	-	16,8%
Marge d'intérêt hors PEL/CCL	480	467	480	465	447	427	471	491	497	501	487	-4,6%
Commissions	403	410	403	414	428	430	418	398	428	428	428	+4,8%
- Charges résiliations	38	24	31	30	38	21	27	20	20	20	22	+3,8%
- Amortissements	147	136	130	132	123	117	125	117	111	111	117	+2,0%
- Charges de compte courant et d'impayés de paiement	238	228	228	232	220	182	217	217	218	220	224	+0,0%
TOTAL	601	588	604	601	677	652	688	654	683	628	634	-6,1%
TOTAL hors EL	609	598	611	613	676	657	688	653	676	627	634	-6,1%



ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle BPF

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	A 13/21 publié	A 13/21 sous-jacent
Produit net bancaire	934	-	934	889	-	889	+5,1%	+5,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(566)	-	(566)	(550)	-	(550)	+3,0%	+3,0%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	368	-	368	339	-	339	+8,2%	+8,2%
Coût du risque	(61)	-	(61)	(60)	-	(60)	(50,5%)	(50,5%)
Gains ou pertes sur autres actifs	1	-	1	1	-	1	(6,2%)	(6,2%)
Résultat avant impôt	329	-	329	328	-	328	+27,2%	+27,2%
Impôt	(69)	-	(69)	(71)	-	(71)	+19,7%	+19,7%
Résultat net part du Groupe	259	-	259	257	-	257	+36,6%	+36,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,6%		60,6%	61,6%		61,6%	-1,2 pp	-1,2 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M21 publié	A 9M21 sous-jacent
Produit net bancaire	2 757	(9)	2 767	2 617	(17)	2 635	+5,2%	+5,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 709)	(3)	(1 696)	(1 678)	-	(1 678)	+1,8%	+1,1%
FRU	(69)	-	(69)	(82)	-	(82)	+10,9%	+10,9%
Résultat brut d'exploitation	989	(2)	991	897	(17)	915	+10,2%	+10,7%
Coût du risque	(107)	-	(107)	(201)	-	(201)	(+4,4%)	(+4,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	2	-	2	2	-	2	+61,6%	+61,6%
Résultat avant impôt	824	(2)	827	698	(17)	715	+37,6%	+37,7%
Impôt	(239)	7	(232)	(183)	6	(189)	+30,7%	+30,3%
Résultat net part du Groupe	559	(6)	553	515	(11)	504	+41,6%	+41,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	62,6%		61,4%	64,1%		63,7%	-2,1 pp	-2,4 pp

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPI

Encours de crédits et de collecte (Mds€)

C A/Bilan (mds€)	Sept. 19**	Déc. 19**	Mars 20**	Juin 20**	Sept. 20**	Déc. 20**	Mars 21**	Juin 21**	Sept 21**	Δ Sept/Sept
Total encours de crédits	43,4	43,3	44,2	45,1	46,8	45,5	46,5	61,2	60,9	+32,2%
dont crédits aux particuliers	21,1	21,3	21,4	21,7	21,9	22,4	22,7	28,1	28,2	+28,9%
dont crédits aux professionnels	7,5	7,5	7,4	7,6	7,9	7,7	7,5	9,8	9,7	+24,0%
dont crédits aux entreprises, y compris PME	12,7	12,4	13,3	13,7	14,3	13,5	14,0	21,1	20,8	+48,8%
Total encours de collecte bilan	40,9	41,2	41,8	42,4	43,6	44,9	44,1	61,1	61,9	+42,0%
Total encours de collecte hors bilan**	35,8	39,7	34,9	37,4	39,1	39,9	43,8	59,6	51,6	+35,2%
Total collecte	76,7	77,9	76,8	79,8	81,7	84,8	88,0	111,8	113,5	+33,8%

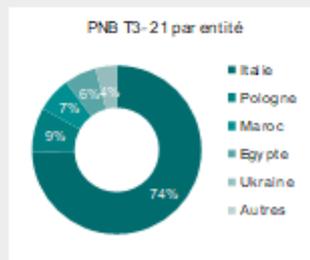
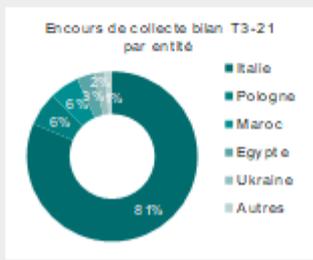
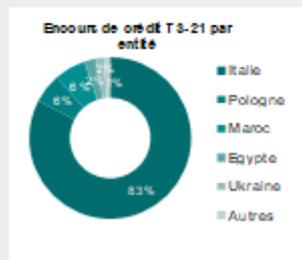
** y compris intégration de Calt par 1,9 Mds€
** hors titres en cotation

Autres BPI (mds€)	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20**	Déc. 20**	Mars 21**	Juin 21**	Sept 21**	Δ Sept/Sept
Total encours de crédits	11,8	11,9	11,5	11,7	11,9	11,7	11,8	12,5	12,3	+7,8%
dont Crédits aux particuliers	5,8	5,9	5,6	5,7	5,9	5,9	6,0	6,2	6,3	+7,3%
dont Crédits aux professionnels	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	+8,3%
dont Crédits aux entreprises, y compris PME	5,6	5,5	5,2	5,3	5,4	5,2	5,1	5,4	5,9	+9,1%
Total encours de collecte bilan	12,7	12,8	12,5	12,9	13,1	13,5	14,0	14,3	14,3	+9,9%
Total encours de collecte hors bilan	2,1	2,2	2,1	2,2	2,3	2,4	2,5	2,1	2,1	(8,6%)
Total collecte	14,8	15,0	14,6	15,1	15,4	15,9	16,4	16,4	16,4	+6,4%

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPI

Encours de crédit / Encours de collecte bilan / PNB par entité (%)



ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle BPI

Compté	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	A T3/T3 publié	A T3/T3 sous-jacent
Produit net ban caire	794	(2)	797	657	-	657	+20,9%	+21,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(495)	(9)	(486)	(415)	-	(415)	+19,2%	+17,0%
FRU	-	-	-	-	-	-	na	na
Réseau brut d'exploitation	299	(11)	311	241	-	241	+24,0%	+28,6%
Coût du risque	(100)	-	(100)	(124)	-	(124)	(12,0%)	(12,0%)
Gains ou pertes sur autres actifs	0	1	(1)	0	-	0	(91,1%)	na
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	na	na
Réseau brut avant impôt	192	(10)	202	123	-	123	+55,0%	+64,1%
Impôt	(50)	2	(48)	(33)	-	(33)	+70,0%	+66,2%
Réseau net	130	(8)	139	89	-	89	+45,0%	+55,2%
Intérêts et notaires	(21)	1	(20)	(20)	-	(20)	+17,7%	+22,3%
Réseau net part du Groupe	99	(8)	107	63	-	63	+56,2%	+69,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	62,2%	-	61,0%	63,2%	-	63,2%	-0,9 pp	-2,2 pp

Compté	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/9M publié	A 9M/9M sous-jacent
Produit net ban caire	2 209	(2)	2 201	1 907	-	1 907	+16,4%	+16,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 282)	(9)	(1 283)	(1 203)	(8)	(1 255)	+10,2%	+10,1%
FRU	(33)	-	(33)	(25)	-	(25)	+30,2%	+30,2%
Réseau brut d'exploitation	864	(11)	876	679	(8)	666	+27,4%	+27,0%
Coût du risque	(329)	(25)	(304)	(438)	-	(438)	(25,0%)	(30,7%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(13)	(15)	2	72	-	72	na	(97,0%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	278	278	-	-	-	-	na	na
Réseau brut avant impôt	901	326	1 227	312	(8)	320	x 2,9	+79,7%
Impôt	(121)	46	(75)	(60)	3	(57)	+51,6%	+68,0%
Rés. net des actifs arrêtés ou en cours de cession	(3)	(1)	(2)	(1)	-	(1)	na	na
Réseau net	767	371	1 138	251	(5)	250	x 3,1	+72,5%
Intérêts et notaires	(153)	(62)	(101)	(121)	1	(120)	x 2,0	+35,5%
Réseau net part du Groupe	574	279	853	121	(4)	120	x 3,8	+69,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,2%	-	60,2%	64,2%	-	63,2%	-3,4 pp	-3,5 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – CA Italia

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	A T3/23 publié	A T3/23 sous-jacent
Produit net bancaire	612	-	612	462	-	462	+32,6%	+32,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(363)	(6)	(374)	(282)	-	(282)	+35,8%	+32,7%
FRU	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat brut d'exploitation	230	(6)	226	180	-	180	+27,6%	+32,4%
Coût du risque	(79)	-	(79)	(60)	-	(60)	(6,2%)	(6,2%)
Gains ou pertes sur autres actifs	1	1	0	(0)	-	(0)	na	na
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat avant impôt	153	(7)	160	93	-	93	+63,9%	+74,8%
Impôt	(45)	2	(48)	(23)	-	(23)	x 2	x 2,1
Résultat net	107	(5)	112	71	-	71	+52,1%	+56,2%
Intérêts minoritaires	(21)	1	(22)	(19)	-	(19)	+13,8%	+20,2%
Résultat net part du Groupe	86	(6)	90	52	-	52	+66,6%	+73,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	62,2%	-	61,1%	61,0%	-	61,0%	+1,5 pp	+6,0 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/21 publié	A 9M/21 sous-jacent
Produit net bancaire	1 682	-	1 682	1 337	-	1 337	+25,9%	+25,9%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 011)	(6)	(1 020)	(649)	-	(649)	+19,1%	+16,1%
FRU	(20)	-	(20)	(25)	-	(25)	+30,2%	+30,2%
Résultat brut d'exploitation	630	(6)	647	462	-	462	+36,1%	+36,9%
Coût du risque de crédit	(254)	(25)	(229)	(315)	-	(315)	(19,3%)	(27,2%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(15)	(15)	0	66	-	66	na	(99,8%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	378	378	-	-	-	-	na	na
Résultat avant impôt	748	329	419	213	-	213	x 3,5	+96,9%
Impôt	(78)	46	(125)	(60)	-	(60)	+32,0%	x 2,1
Résultat net	669	273	294	153	-	153	x 4,4	+92,8%
Intérêts minoritaires	(163)	(92)	(71)	(41)	-	(41)	x 3,9	+70,8%
Résultat net part du Groupe	506	283	223	111	-	111	x 4,6	x 2
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	65,1%	-	59,6%	63,3%	-	63,3%	-3,4 pp	-3,9 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – BPI – hors Italie

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	A T3/23 publié	A T3/23 sous-jacent
Produit net bancaire	162	(2)	164	165	-	165	(6,6%)	(5,5%)
Charges d'exploitation	(112)	(0)	(112)	(134)	-	(134)	(15,9%)	(16,2%)
FRU	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat brut d'exploitation	70	(2)	72	61	-	61	+13,4%	+16,0%
Coût du risque de crédit	(29)	-	(29)	(38)	-	(38)	(22,5%)	(22,5%)
Résultat avant impôt	39	(2)	42	30	-	30	+30,8%	+46,2%
Impôt	(14)	-	(14)	(11)	-	(11)	+32,7%	+32,7%
Résultat net	22	(4)	27	19	-	19	+16,2%	+41,0%
Intérêts minoritaires	(10)	-	(10)	(8)	-	(8)	+27,0%	+27,0%
Résultat net part du Groupe	13	(4)	17	11	-	11	+12,6%	+50,9%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	61,7%	-	60,7%	66,2%	-	66,2%	-6,8 pp	-7,8 pp

En m€	9M-21 publié	Éléments spécifiques	9M-21 sous-jacent	9M-20 publié	Éléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	A 9M/21 publié	A 9M/21 sous-jacent
Produit net bancaire	606	(2)	609	630	-	630	(3,8%)	(3,4%)
Charges d'exploitation	(361)	(0)	(360)	(414)	(0)	(414)	(6,1%)	(6,5%)
FRU	-	-	-	-	-	-	na	na
Résultat brut d'exploitation	236	(2)	229	216	(0)	216	+9,6%	+2,1%
Coût du risque de crédit	(74)	-	(74)	(22)	-	(22)	(39,6%)	(39,6%)
Gains ou pertes sur autres actifs	2	-	2	6	-	6	(75,3%)	(75,3%)
Résultat avant impôt	153	(2)	156	99	(0)	99	+54,2%	+45,5%
Impôt	(51)	-	(51)	(20)	3	(29)	+87,2%	+77,2%
Rés. net des actifs arrêtés ou en cours de cession	(3)	(1)	(2)	(3)	-	(3)	na	na
Résultat net	99	(4)	103	72	(5)	77	+36,2%	+32,8%
Intérêts minoritaires	(20)	-	(20)	(22)	1	(23)	(5,0%)	(8,1%)
Résultat net part du Groupe	68	(4)	72	49	(4)	44	+69,0%	+63,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	62,8%	-	62,4%	65,1%	-	64,5%	-3,0 pp	-3,0 pp

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle AHM

En m€	T3-21		T3-20		Δ T3-21		Δ T3-20	
	publié	à éléments spécifiques	publié	à éléments spécifiques	publié	à éléments spécifiques	publié	à éléments spécifiques
Produit net bancaire	0	-	0	0	(4)	1	nc	(7,8%)
Charges d'exploitation hors FRU	(169)	-	(169)	(205)	-	(209)	(6,2%)	(9,2%)
FRU	-	-	-	-	-	-	nc	nc
Résultat brut d'exploitation	(169)	-	(169)	(205)	(4)	(208)	(10,3%)	(10,9%)
Coût du risque	(2)	-	(2)	2	-	2	nc	nc
Sociétés mises en équivalence	(4)	-	(4)	9	-	9	nc	nc
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	-	(0)	0	-	0	nc	nc
Résultat avant impôt	(175)	-	(175)	(194)	(4)	(193)	(12,9%)	(10,3%)
Impôt	36	-	36	36	-	36	(18,0%)	(18,1%)
Résultat net	(145)	-	(145)	(158)	(4)	(157)	(10,0%)	(14,3%)
Titres minoritaires	(4)	-	(4)	(1)	-	(3)	(15,7%)	(16,0%)
Résultat net part du Groupe	(155)	-	(155)	(164)	(4)	(160)	(10,0%)	(14,3%)

En m€	9M-21		9M-20		Δ 9M-21		Δ 9M-20	
	publié	à éléments spécifiques	publié	à éléments spécifiques	publié	à éléments spécifiques	publié	à éléments spécifiques
Produit net bancaire	119	0	119	(116)	(3)	(3)	nc	nc
Charges d'exploitation hors FRU	(273)	-	(273)	(394)	-	(221)	(2,0%)	(1,9%)
FRU	30	-	30	(65)	-	(95)	nc	(16,2%)
Résultat brut d'exploitation	(224)	130	(224)	(369)	146	(138)	(23,4%)	(29,1%)
Coût du risque	(6)	-	(6)	(20)	-	(14)	(13,7%)	(23,7%)
Sociétés mises en équivalence	(9)	-	(9)	22	-	31	nc	nc
Gains ou pertes sur autres actifs	4	-	4	0	-	4	x 22	x 22
Résultat avant impôt	(135)	120	(135)	(367)	185	(147)	(21,7%)	(28,2%)
Impôt	121	-	121	121	-	121	(11,2%)	(11,5%)
Résultat net	(14)	120	(14)	(246)	171	(126)	(21,5%)	(16,2%)
Titres minoritaires	(1)	-	(1)	(6)	-	(5)	(17,3%)	(16,0%)
Résultat net part du Groupe	(15)	120	(15)	(252)	171	(131)	(20,7%)	(16,2%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	483,3%	-	484,2%	-349,4%	-73,0%	+21,7 pp	+22,1 pp	

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat T3-21 et T3-20

En m€	T3-21 (publié)						
	GCA	BP (LCL)	BP	SFS	GC	AMM	Total
Produit net bancaire	1 571	84	764	706	1 527	0	5 532
Charges d'exploitation hors FRU	(738)	(266)	(465)	(370)	(901)	(169)	(3 239)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	833	58	299	336	626	(169)	2 272
Coût du risque	6	(4)	(109)	(100)	(12)	(2)	(200)
Sociétés mises en équivalence	25	-	1	79	2	(4)	103
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	1	0	(7)	(3)	(0)	(9)
Résultat avant impôt	864	55	191	236	614	(175)	2 169
Impôt	(148)	(105)	(58)	(65)	(132)	(8)	(416)
Rés. net des activités abandonnées	1	-	(0)	(1)	-	-	(2)
Résultat net	696	(50)	133	170	482	(183)	1 630
Titres minoritaires	(22)	(17)	(27)	(21)	(20)	(4)	(230)
Résultat net part du Groupe	674	(67)	106	149	462	(187)	1 400

En m€	T3-20 (publié)						
	GCA	BP (LCL)	BP	SFS	GC	AMM	Total
Produit net bancaire	1 411	889	627	619	1 576	(3)	5 151
Charges d'exploitation hors FRU	(244)	(250)	(415)	(299)	(871)	(209)	(2 988)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1167	639	212	320	705	(212)	2 163
Coût du risque	(41)	(8)	(126)	(141)	(217)	2	(635)
Sociétés mises en équivalence	17	-	-	72	0	9	98
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	6	(11)	1	0	(2)
Résultat avant impôt	1142	632	86	150	488	(201)	1 623
Impôt	(92)	(7)	(2)	(2)	(119)	(6)	(228)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	(6)	-	(3)	(12)
Résultat net	950	625	84	142	372	(210)	1 381
Titres minoritaires	(116)	(8)	(26)	(26)	(25)	(4)	(205)
Résultat net part du Groupe	834	617	58	116	347	(214)	1 176

GCA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes collectivités ; AMM : Activités hors métiers

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat 9M-21 et 9M-20

Pôle métier	9M 21 (en millions)						
	GPA	BP (S.C.)	SP	SFS	GC	AWM	Total
Préfect net bancaire	4 818	2 787	2 288	2 607	4 710	1 98	18 813
Charges d'impôts et taxes PFI	(2 272)	(1 708)	(1 342)	(1 032)	(2 732)	(873)	(8 759)
PFI	(7)	(8)	(33)	(33)	(33)	(8)	(202)
Résultat brut d'exploitation	2 539	971	913	542	1 945	(963)	8 752
Coût de risque	(9)	(107)	(228)	(248)	(38)	(6)	(636)
Coût de risque patrimonial	-	-	-	-	-	-	-
Résultat des autres activités	82	-	1	241	8	(18)	306
Charges en points de vente, sur achats, sur fil	(1)	2	(13)	8	(28)	4	(42)
Charges de distribution des services d'assurance	-	-	278	-	0	-	278
Résultat avant impôts	2 602	874	681	628	1 621	(677)	8 686
Impôts	(87)	(228)	(171)	(177)	(288)	128	(1 543)
Plus, sur taxes, sur autres activités	8	-	(3)	-	-	-	2
Résultat net	2 221	646	507	451	1 333	(549)	8 145
Intérêt de minoritaires	(42)	(28)	(192)	(82)	(82)	(13)	(739)
Résultat net part de Groupe	1 818	618	315	369	1 251	(562)	7 406

Pôle métier	9M 20 (en millions)						
	GPA	BP (S.C.)	SP	SFS	GC	AWM	Total
Préfect net bancaire	4 080	2 617	1 867	1 875	4 875	(170)	16 248
Charges d'impôts et taxes PFI	(2 128)	(1 678)	(1 263)	(848)	(2 412)	(884)	(8 213)
PFI	(6)	(42)	(26)	(20)	(242)	(80)	(436)
Résultat brut d'exploitation	1 946	897	578	1 007	2 221	(934)	8 599
Coût de risque	4	(201)	(424)	(879)	(719)	(30)	(2 247)
Coût de risque patrimonial	-	-	-	-	-	-	-
Résultat des autres activités	48	-	1	204	8	20	281
Charges en points de vente, sur achats, sur fil	2	2	72	7	1	0	84
Charges de distribution des services d'assurance	-	-	72	-	-	-	72
Résultat avant impôts	2 007	698	212	1 206	1 527	(692)	8 278
Impôts	(182)	(182)	(84)	(28)	(222)	328	(666)
Plus, sur taxes, sur autres activités	-	-	(1)	(88)	-	(80)	(170)
Résultat net	1 825	516	128	1 118	1 305	(792)	7 612
Intérêt de minoritaires	(28)	(18)	(74)	(70)	(82)	(16)	(288)
Résultat net part de Groupe	1 287	498	54	1 048	1 223	(808)	7 324

GPA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SP : Services financiers spécialisés ; SFS : Grandes clientèles ; GC : Grandes clientèles ; AWM : Activités hors métiers

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat sous-jacent T3-21 et T3-20

Pôle métier	T3 21 (en millions)						
	GPA	BP (S.C.)	SP	SFS	GC	AWM	Total
Préfect net bancaire	1 871	814	787	704	1 828	0	6 828
Charges d'impôts et taxes PFI	(738)	(684)	(486)	(270)	(684)	(38)	(3 260)
PFI	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 133	130	301	434	1 144	(38)	3 568
Coût de risque	8	(47)	(108)	(108)	(17)	(2)	(286)
Coût de risque patrimonial	-	-	-	-	-	-	-
Résultat des autres activités	28	-	1	78	2	(4)	105
Charges en points de vente, sur achats, sur fil	(2)	1	(7)	(7)	(2)	(8)	(26)
Résultat avant impôts	1 167	81	197	397	1 127	(52)	3 312
Impôts	(188)	(84)	(82)	(88)	(118)	48	(602)
Plus, sur taxes, sur autres activités	1	-	(1)	(3)	-	-	(3)
Résultat net	979	(3)	114	306	1 009	(104)	2 705
Intérêt de minoritaires	(12)	(17)	(22)	(21)	(24)	(6)	(102)
Résultat net part de Groupe	967	(20)	92	285	985	(110)	2 603

Pôle métier	T3 20 (en millions)						
	GPA	BP (S.C.)	SP	SFS	GC	AWM	Total
Préfect net bancaire	1 411	888	837	818	1 887	1	6 842
Charges d'impôts et taxes PFI	(848)	(582)	(470)	(288)	(687)	(28)	(3 083)
PFI	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	563	306	367	530	1 200	(27)	3 760
Coût de risque	(13)	(62)	(126)	(141)	(17)	(2)	(461)
Coût de risque patrimonial	-	-	-	-	-	-	-
Résultat des autres activités	17	-	-	70	0	8	95
Charges en points de vente, sur achats, sur fil	(1)	1	8	(11)	1	0	(2)
Résultat avant impôts	566	245	249	489	1 183	(19)	3 381
Impôts	(187)	(74)	(33)	(42)	(138)	84	(360)
Plus, sur taxes, sur autres activités	-	-	(1)	(3)	-	-	(4)
Résultat net	379	171	216	447	1 045	(33)	3 017
Intérêt de minoritaires	(11)	(16)	(21)	(21)	(25)	(5)	(89)
Résultat net part de Groupe	368	155	195	426	1 020	(38)	2 928

GPA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SP : Services financiers spécialisés ; SFS : Grandes clientèles ; GC : Grandes clientèles ; AWM : Activités hors métiers

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat sous-jacent 9M-21 et 9M-20

Fin de fait	9M 21 (en M€)						
	GR	BP (CIC)	SP	SPS	GC	AMM	Total
Produit net le net	4 920	2 707	2 281	2 027	4 788	118	16 871
Charges d'exploitation hors PFI	(2 370)	(1 496)	(1 383)	(1 030)	(2 793)	(873)	(9 955)
PFI	(7)	(8)	(33)	(30)	(32)	(73)	(203)
Résultat net d'exploitation	2 543	1 203	875	967	1 963	(828)	5 868
Coût de risque	(18)	(367)	(204)	(249)	(38)	(8)	(654)
Coût de risque patrimonial	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net hors coût de risque	2 561	836	671	718	1 925	(836)	5 214
Charges de gestion net hors PFI	(17)	(3)	(2)	(8)	(38)	(4)	(72)
Résultat net après impôts	2 544	847	673	736	1 887	(840)	5 242
Impôts	(30)	(24)	(16)	(17)	(37)	(24)	(148)
Net, net d'impôt et de la contribution	-	-	-	-	-	-	(1)
Résultat net	2 544	847	673	736	1 850	(840)	5 241
Intérêts minoritaires	(246)	(27)	(10)	(90)	(71)	(13)	(457)
Résultat net part du Groupe	1 738	820	663	646	1 279	(853)	4 784

Fin de fait	9M 20 (en M€)						
	GR	BP (CIC)	SP	SPS	GC	AMM	Total
Produit net le net	4 232	2 630	1 867	1 870	4 438	(76)	15 461
Charges d'exploitation hors PFI	(2 070)	(1 479)	(1 260)	(848)	(2 602)	(84)	(8 343)
PFI	(6)	(43)	(20)	(20)	(26)	(8)	(123)
Résultat net d'exploitation	2 156	1 108	587	1 002	1 806	(98)	6 996
Coût de risque	(30)	(30)	(40)	(57)	(71)	(2)	(230)
Coût de risque patrimonial	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net hors coût de risque	2 186	1 078	547	945	1 735	(100)	6 766
Charges de gestion net hors PFI	(2)	(3)	(7)	(7)	(1)	(1)	(21)
Résultat net après impôts	2 184	1 075	540	938	1 734	(101)	6 745
Impôts	(24)	(18)	(8)	(20)	(21)	(20)	(111)
Net, net d'impôt et de la contribution	-	-	(1)	-	-	-	(1)
Résultat net	2 160	1 057	539	918	1 713	(101)	6 634
Intérêts minoritaires	(30)	(18)	(7)	(70)	(84)	(8)	(206)
Résultat net part du Groupe	1 738	1 039	532	848	1 629	(109)	6 428

GR : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SP : Services Financiers Spécialisés ; SPS : Grandes Cibles ; GC : Grandes Cibles ; AMM : Activités hors métiers

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle CR

Encours de cédente et de crédit (M€)

Encours de cédente (M€)	Mars 19	Juin 19	Sept 19	Déc 19	Mars 20	Juin 20	Sept 20	Déc 20	Mars 21	Juin 21	Sept 21	+ Sept./Sept.
Totaux	44,7	42,8	40,7	41,3	40,1	42,4	41,8	40,7	44,3	44,8	45,3	+1,6%
DRCM	2,3	2,7	2,8	2,6	2,8	2,4	2,4	2,6	2,6	2,6	2,7	+1,2%
Assurances vie	34,7	36,6	35,1	35,7	37,3	39,7	39,0	37,5	41,1	42,2	42,6	+3,0%
Cédente Hors bilan	24,7	23,5	22,8	23,0	22,0	24,7	24,4	23,6	27,6	27,9	28,0	+3,2%
Dépôt à vue	14,7	13,8	13,0	13,0	12,4	14,4	14,4	13,7	15,4	15,4	15,4	+1,8%
Epargne logement	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	+0,0%
Liens	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	+0,0%
Comptes d'épargne à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0%
Cédente Bilan	40,0	39,3	37,9	38,3	37,7	40,0	39,4	37,1	41,7	42,2	42,6	+3,7%
TOTAL	74,7	72,8	70,7	79,3	79,8	74,7	73,8	70,7	76,3	77,1	77,6	+3,2%

NB : Charge net d'impôt selon le 2021 ; pour les sept premiers mois de l'exercice les encours de cédente sont en M€

Encours de crédit (M€)	Mars 19	Juin 19	Sept 19	Déc 19	Mars 20	Juin 20	Sept 20	Déc 20	Mars 21	Juin 21	Sept 21	+ Sept./Sept.
Liens A	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	+0,0%
LBP	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	+0,0%
LCD	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	+0,0%
Liens à court terme	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	+0,0%
* Y compris dépenses liquidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Encours de crédit (M€)	Mars 19	Juin 19	Sept 19	Déc 19	Mars 20	Juin 20	Sept 20	Déc 20	Mars 21	Juin 21	Sept 21	+ Sept./Sept.
Habitat	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	+0,0%
Commerces	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	+0,0%
Entreprises	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	+0,0%
Professionnels	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	+0,0%
Agences	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	+0,0%
Co-Best Interest	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	+0,0%
TOTAL	35,0	+0,0%										

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle CR

Détail des commissions / Evolution des encours de crédit (m€)

Caisses régionales – détail des commissions d'entité, du T1-19 au T1-21

m€	T1-19	T2-19	T3-19	T4-19	T1-20	T2-20	T3-20	T4-20	T1-21	T2-21	T3-21	T4-21
Bénéfices de commissions bancaires	212	202	201	208	213	208	201	210	217	213	218	218
Valeurs en déclin	63	61	68	67	76	61	58	67	73	67	63	66
Autres éléments	864	836	824	738	814	710	688	671	824	728	741	741
Commissions nettes de charges de paiement	119	120	129	133	123	129	125	126	141	139	146	146
Montants nets des autres actifs en déclin (1)	92	98	102	110	93	99	91	114	98	110	98	98
Total	1 268	1 227	1 264	1 249	1 250	1 237	1 224	1 236	1 260	1 257	1 263	1 268

(1) Montants globaux par les filiales des Caisses régionales, incluant les commissions de crédit

Caisses régionales - Evolution des encours de risque de crédit

En m€	Sept. 20	Déc. 20	Jul. 21	Sept. 21
Encours bruts de créances clientèle	599 081	569 624	584 565	592 937
dont créances dépréciées	10 338	9 915	9 804	9 741
Dépreciations constituées (y compris provisions collectives)	9 840	10 001	10 032	10 077
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	1,8%	1,7%	1,7%	1,6%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives)	59,9%	59,9%	58,5%	58,3%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives)	95,2%	100,9%	102,3%	103,5%

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Caisses régionales

En m€	T3-21 publié	Éléments spécifiques	T3-21 sous-jacent	T3-20 publié	Éléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	Δ T3/23 publié	Δ T3/23 sous-jacent
Produit net bancaire	3 408	-	3 408	3 308	-	3 308	+3,6%	+3,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(2 146)	-	(2 146)	(2 115)	-	(2 115)	+1,5%	+1,5%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	1 262	-	1 262	1 192	-	1 192	+5,8%	+5,8%
Coût du risque de crédit	(136)	-	(136)	6	28	(22)	ns	x 6,1
Sociétés mises en équivalence	0	-	0	(2)	-	(2)	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	(6)	-	(6)	(2)	-	(2)	x 3,1	x 3,1
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(2)	-	(2)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 116	-	1 116	1 184	28	1 166	(6,4%)	(4,1%)
Impôt	(228)	-	(228)	(288)	6	(282)	(17,6%)	(15,7%)
Résultat net part du Groupe	790	-	790	799	14	775	+0,1%	+1,8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	63,6%	-	63,6%	64,6%	-	64,6%	-1,0 pp	-1,0 pp

En m€	9 M-21 publié	Éléments spécifiques	9 M-21 sous-jacent	9 M-20 publié	Éléments spécifiques	9 M-20 sous-jacent	Δ 9 M/21 publié	Δ 9 M/21 sous-jacent
Produit net bancaire	10 416	1	10 415	9 631	(227)	9 658	+8,2%	+5,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(6 649)	-	(6 649)	(6 401)	(10)	(6 391)	+3,9%	+4,0%
FRU	(87)	55	(32)	(123)	-	(123)	(9,0%)	+15,6%
Résultat brut d'exploitation	3 680	55	3 625	3 107	(237)	3 244	+18,0%	+8,4%
Coût du risque de crédit	(170)	-	(170)	(64)	(36)	(67)	(8,1%)	(4,1%)
Sociétés mises en équivalence	(11)	-	(11)	1	-	1	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	6	-	6	(6)	-	(6)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	(2)	-	(2)	(100,0%)	(100,0%)
Résultat avant impôt	3 198	55	3 144	2 434	(275)	2 709	+21,4%	+16,0%
Impôt	(627)	6	(621)	(623)	65	(617)	+11,0%	+1,1%
Résultat net part du Groupe	2 241	61	2 180	1 564	(193)	1 766	+43,3%	+24,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	63,6%	-	63,6%	66,5%	-	66,5%	-2,9 pp	-1,0 pp

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat T3-21 et T3-20

En m€	T3-21 (publié)							Total
	CR	LCL	BP	GSA	SFS	GC	AMM	
Produit net bancaire	2 438	934	816	1 873	764	1 328	91	8 244
Charges d'exploitation hors FRU	(2 148)	(849)	(808)	(736)	(374)	(907)	(202)	(6 424)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	290	885	608	1 137	390	421	(111)	1 819
Coût du risque	(138)	(41)	(108)	6	(136)	(78)	(6)	(407)
Sociétés mises en équivalence	0	-	1	28	76	2	-	107
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(46)	1	0	(75)	(7)	(3)	0	(141)
Variation de valeur des actifs disponibles	(2)	-	-	-	-	-	-	(2)
Résultat avant impôt	112	445	500	1 085	260	317	(117)	2 302
Impôts	(28)	(88)	(82)	(148)	(88)	(133)	88	(557)
Risq. net des actifs abandonnés	-	-	(3)	7	(7)	-	(5)	(5)
Résultat net	84	357	415	934	164	184	(29)	1 733
Intérêts minoritaires	(5)	-	(2)	(15)	(11)	(7)	(1)	(46)
Résultat net part du Groupe	79	357	413	919	153	177	(30)	1 687

En m€	T3-20 (publié)							Total
	CR	LCL	GSA	BP	SFS	GC	AMM	
Produit net bancaire	3308	869	1 428	632	819	1 578	2	8 636
Charges d'exploitation hors FRU	(2 115)	(803)	(630)	(614)	(359)	(871)	(198)	(5 690)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1193	666	798	218	460	707	(196)	2 946
Coût du risque	6	(83)	(67)	(123)	(147)	(277)	1	(594)
Sociétés mises en équivalence	(2)	-	17	-	72	0	(3)	84
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	1	(7)	6	(11)	1	(7)	(22)
Variation de valeur des actifs disponibles	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1183	581	731	124	365	420	(105)	2 821
Impôts	(38)	(74)	(70)	(2)	(45)	(156)	96	(529)
Risq. net des actifs abandonnés	(5)	-	-	(4)	(8)	-	(5)	(29)
Résultat net	1140	507	661	120	312	264	(114)	2 263
Intérêts minoritaires	(2)	(5)	(12)	(2)	(2)	(7)	(1)	(29)
Résultat net part du Groupe	1138	502	649	118	310	257	(115)	2 234

GC : Gestion de l'épargne et Assurance ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AMM : Activités hors métiers

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat 9M-21 et 9M-20

En m€	9M-21 (publié)							Total
	CR	LCL	BP	GSA	SFS	GC	AMM	
Produit net bancaire	10 416	2 737	2 268	4 628	2 807	4 738	131	27 695
Charges d'exploitation hors FRU	(6 646)	(1 709)	(1 452)	(2 272)	(1 022)	(2 732)	(607)	(16 438)
FRU	(87)	(58)	(20)	(7)	(22)	(28)	(3)	(227)
Résultat brut d'exploitation	3 686	960	796	2 349	1 763	1 978	(479)	10 923
Coût du risque	(130)	(107)	(137)	(16)	(408)	(24)	(6)	(1 428)
Sociétés mises en équivalence	(11)	-	1	61	261	5	-	317
Gains ou pertes nets sur autres actifs	6	2	(15)	(7)	5	(38)	3	(49)
Variation de valeur des actifs disponibles	-	-	(26)	-	-	0	-	(26)
Résultat avant impôt	3 198	855	625	2 362	1 613	1 615	(488)	9 520
Impôts	(67)	(209)	(152)	(48)	(177)	(22)	134	(689)
Risq. net des actifs abandonnés	-	-	(3)	5	-	-	(5)	(3)
Résultat net	2 464	646	470	2 319	1 436	1 393	(359)	7 808
Intérêts minoritaires	(7)	(5)	(12)	(25)	(12)	(26)	(1)	(88)
Résultat net part du Groupe	2 457	641	458	2 294	1 424	1 367	(360)	7 720

En m€	9M-20 (publié)							Total
	CR	LCL	GSA	BP	SFS	GC	AMM	
Produit net bancaire	9 631	2 617	4 115	2 613	1 873	4 873	(16)	24 506
Charges d'exploitation hors FRU	(6 611)	(1 678)	(2 153)	(1 306)	(648)	(2 872)	(607)	(15 075)
FRU	(123)	(62)	(6)	(25)	(20)	(30)	(8)	(274)
Résultat brut d'exploitation	2 897	877	1 956	1 282	1 205	1 971	(131)	8 954
Coût du risque	(66)	(81)	4	(130)	(176)	(71)	(3)	(531)
Sociétés mises en équivalence	1	-	46	-	208	5	(6)	253
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	2	72	7	1	(7)	71
Variation de valeur des actifs disponibles	(2)	-	-	-	-	-	-	(2)
Résultat avant impôt	2 434	795	2 008	1 124	1 237	1 289	(143)	8 428
Impôts	(62)	(16)	(101)	(87)	(25)	(22)	160	(553)
Risq. net des actifs abandonnés	(5)	-	-	(1)	(6)	-	(3)	(21)
Résultat net	1 567	774	1 907	1 036	1 187	1 065	(126)	7 854
Intérêts minoritaires	(2)	(3)	(24)	(10)	(72)	(17)	(5)	(133)
Résultat net part du Groupe	1 565	771	1 883	1 026	1 115	1 048	(131)	7 721

GC : Gestion de l'épargne et Assurance ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AMM : Activités hors métiers

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat sous-jacent T3-21 et T3-20

Ex. mC	T3-21 (en millions d'euros)							
	CA	LCL	GBA	BP	SFS	GC	AMM	Total
Préfect et Services	3 438	934	1 873	812	764	1 426	11	8 812
Charges d'exploitation hors P&L	(1 149)	(349)	(718)	(100)	(170)	(88)	(100)	(3 464)
P&L	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	2 289	585	1 155	712	594	1 338	11	7 345
Coût de départ	(138)	(41)	8	(108)	(108)	(10)	(10)	(417)
Dotations, reprises et régularisations	0	-	28	1	78	2	-	109
Gains ou pertes sur cessions, actifs ou passifs	(5)	1	(5)	(1)	(1)	(1)	-	(12)
Coût de cession des valeurs d'exploitation	(2)	-	-	-	-	-	-	(2)
Résultat avant impôts	1 102	138	116	593	482	1 219	11	3 731
Impôts	(100)	(8)	(14)	(10)	(10)	(10)	(10)	(252)
Plus ou moins-values à caractère exceptionnel	-	-	1	(1)	(1)	-	-	(1)
Résultat net	1 002	130	103	582	471	1 209	1	3 478
Autres éléments	(5)	0	(11)	(1)	(1)	(1)	(1)	(19)
Résultat net part du Groupe	1 007	130	92	583	472	1 208	1	3 479

Ex. mC	T3-20 (en millions d'euros)							
	CA	LCL	GBA	BP	SFS	GC	AMM	Total
Préfect et Services	2 108	808	1 421	802	678	1 388	8	6 413
Charges d'exploitation hors P&L	(1 102)	(302)	(604)	(141)	(188)	(87)	(100)	(3 424)
P&L	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 006	506	817	661	490	1 301	8	2 989
Coût de départ	(20)	(8)	(1)	(10)	(14)	(17)	-	(60)
Dotations, reprises et régularisations	(2)	-	17	-	72	0	(2)	85
Gains ou pertes sur cessions, actifs ou passifs	(2)	1	(1)	8	(1)	1	(1)	5
Coût de cession des valeurs d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	982	498	822	658	548	1 301	6	3 866
Impôts	(100)	(7)	(13)	(10)	(13)	(13)	(13)	(266)
Plus ou moins-values à caractère exceptionnel	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)
Résultat net	882	491	809	646	535	1 288	3	3 600
Autres éléments	(2)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(7)
Résultat net part du Groupe	880	490	808	645	534	1 287	2	3 593

CA : Gestion de l'épargne et Assurances ; LCL : Banque de proximité ; GBA : Services financiers spécialisés ; BP : Grandes clientèles ; SFS : Activités hors métiers

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat sous-jacent 9M-21 et 9M-20

Ex. mC	9M-21 (en millions d'euros)							
	CA	LCL	GBA	BP	SFS	GC	AMM	Total
Préfect et Services	10 438	2 787	4 821	2 341	2 087	4 718	131	27 283
Charges d'exploitation hors P&L	(3 688)	(1 096)	(2 272)	(1 023)	(1 132)	(2 716)	(107)	(10 434)
P&L	(1 102)	(302)	(604)	(141)	(188)	(87)	(100)	(3 424)
Résultat brut d'exploitation	5 648	1 389	1 945	1 177	767	1 915	22	13 421
Coût de départ	(11)	(4)	-	-	-	-	-	(19)
Dotations, reprises et régularisations	(11)	-	32	-	72	0	(2)	91
Gains ou pertes sur cessions, actifs ou passifs	(5)	1	(1)	8	(1)	1	(1)	5
Coût de cession des valeurs d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	5 521	1 386	1 976	1 185	838	1 915	19	13 482
Impôts	(607)	(34)	(63)	(17)	(17)	(17)	(17)	(755)
Plus ou moins-values à caractère exceptionnel	-	-	1	(1)	-	-	-	(1)
Résultat net	4 914	1 352	1 914	1 167	821	1 898	2	12 726
Autres éléments	(5)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(11)
Résultat net part du Groupe	4 919	1 351	1 903	1 166	820	1 897	1	12 715

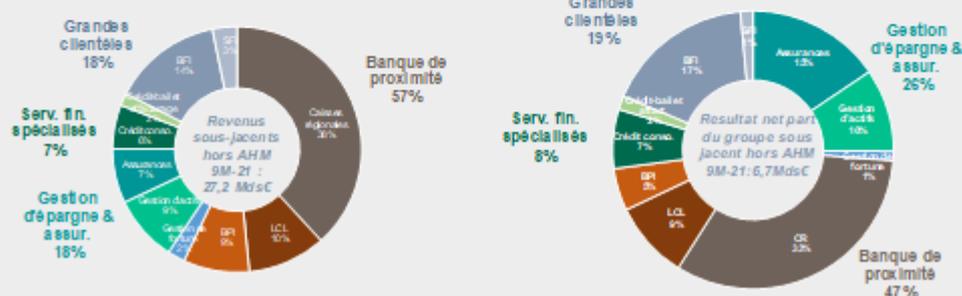
Ex. mC	9M-20 (en millions d'euros)							
	CA	LCL	GBA	BP	SFS	GC	AMM	Total
Préfect et Services	8 888	2 928	4 288	2 012	1 872	4 028	(10)	20 026
Charges d'exploitation hors P&L	(3 281)	(1 078)	(2 081)	(1 081)	(1 196)	(2 816)	(107)	(10 630)
P&L	(1 102)	(302)	(604)	(141)	(188)	(87)	(100)	(3 424)
Résultat brut d'exploitation	4 505	1 548	1 603	790	488	1 125	(117)	10 392
Coût de départ	(1)	-	-	-	-	-	-	(1)
Dotations, reprises et régularisations	(1)	-	46	-	204	0	(1)	248
Gains ou pertes sur cessions, actifs ou passifs	(5)	2	2	70	7	1	(1)	76
Coût de cession des valeurs d'exploitation	(2)	-	-	-	-	-	-	(2)
Résultat avant impôts	4 496	1 550	1 651	860	699	1 125	(118)	10 802
Impôts	(607)	(34)	(63)	(17)	(17)	(17)	(17)	(755)
Plus ou moins-values à caractère exceptionnel	-	-	1	(1)	-	-	-	(1)
Résultat net	3 889	1 516	1 589	842	682	1 108	(118)	10 046
Autres éléments	(2)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(7)
Résultat net part du Groupe	3 891	1 515	1 588	841	681	1 107	(117)	10 039

CA : Gestion de l'épargne et Assurances ; LCL : Banque de proximité ; GBA : Services financiers spécialisés ; BP : Grandes clientèles ; SFS : Activités hors métiers

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat

Revenus et RNPG sous-jacent par métier hors AHM (m€)



ANNEXES

Indicateurs de risques

Evolution des encours de crédit

Grupe Crédit Agricole - Evolution des encours de risque de crédit

Enm€	Sept. 20	Déc. 20	Jun 21	Sept. 21
Encours brut dérivés clientèle	981 078	985 074	1 026 801	1 042 487
dont créances dérivées	24 738	23 528	23 737	23 498
Dépréciations constatées (y compris provisions collectives)	19 892	19 584	20 291	20 454
Taux des créances dépréciées sur encours brut	2,5%	2,4%	2,3%	2,3%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives)	55,5%	55,2%	56,1%	56,7%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives)	80,4%	84,0%	85,5%	87,1%

Crédit Agricole S.A. - Evolution des encours de risque de crédit

Enm€	Sept. 20	Déc. 20	Jun 21	Sept. 21
Encours brut dérivés clientèle	421 984	415 517	441 898	440 382
dont créances dépréciées	14 395	13 407	13 029	13 750
Dépréciations constatées (y compris provisions collectives)	10 039	9 581	10 255	10 372
Taux des créances dépréciées sur encours brut	3,4%	3,2%	3,2%	3,1%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives)	52,4%	51,7%	54,3%	55,8%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives)	69,7%	71,5%	73,8%	75,4%

ANNEXES

Indicateurs de risques

Ventilation des expositions⁽¹⁾ par secteur et zone géographique

Par secteur d'activité	Sept. 21	Déc. 20
Clientèle de banque de détail	22,8%	24,2%
Services non marchands / secteur public / collectivités	31,0%	28,2%
Energie	8,2%	8,4%
Autres activités financières non bancaires	8,0%	8,4%
Banques	2,5%	2,7%
Immobilier	2,8%	3,0%
Aéronautique / aérospatial	1,7%	1,9%
Divers	3,0%	3,3%
Automobile	2,3%	2,8%
Industrie lourde	1,9%	2,1%
Distribution / Biens de consommation	1,8%	1,9%
BTP	1,4%	1,7%
Agriculture / Agroalimentaire	1,7%	2,0%
Maritime	1,4%	1,5%
Autres transports	1,2%	1,4%
Autres industries	1,8%	1,8%
Télécom	1,5%	1,4%
Santé / Pharmacie	0,9%	1,1%
Assurance	1,0%	1,2%
Tourisme / Hôtels / restauration	0,8%	0,9%
Informatique / Technologie	1,2%	1,3%
Non ventilé	3,5%	1,2%
Total	100,0%	100,0%

⁽¹⁾ Les engagements commerciaux sont calculés conformément aux exigences FRST et couvrent les engagements de bilan et de hors-bilan.

Par zone géographique	Sept. 21	Déc. 20
France (hors banque de détail)	40,7%	39,4%
France (banque de détail)	14,3%	15,6%
Europe de l'Ouest hors Italie	11,2%	12,1%
Italie	10,9%	11,0%
Amérique du Nord	5,0%	5,4%
Asie et Océanie hors Japon	4,6%	4,8%
Afrique et Moyen-Orient	3,2%	3,3%
Japon	3,3%	2,9%
Europe de l'Est	1,7%	2,0%
Amérique centrale et du Sud	1,1%	1,1%
Non ventilé	3,8%	2,6%
Total	100,0%	100,0%

ANNEXES

Crédit Agricole CIB: Oil & Gas

20,8 Mds € EAD⁽¹⁾ sur le secteur Oil & Gas, hors négociants en matières premières en mai 2021

→ L'EAD est brut des couvertures des agences de crédit export et des credit risk insurance (3,8Mds€ au 31/05/2021)

85% de l'EAD⁽¹⁾⁽²⁾ Oil & Gas est noté Investment Grade⁽³⁾

→ Une exposition diversifiée en termes d'opérateurs, de type d'activité, d'engagements et de zones géographiques

87% de l'EAD⁽¹⁾⁽²⁾ provient de segments peu sensibles à la volatilité du prix du pétrole

→ 13% de l'EAD⁽¹⁾⁽²⁾ sur les segments Exploration & Production et Services, segments plus sensibles à la volatilité du prix du pétrole

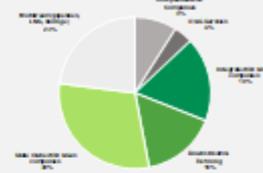
→ Des sûretés de premier rang sur la grande majorité des expositions aux contreparties issues du segment prospection/production

⁽¹⁾ Principale CA CIB L'EAD (hors export et coupé) est une dérivée réglementaire utilisée dans le PFI 3. Elle comprend à l'exception en cas de détail après plus en simple des lignes de détail du coupé. Elle comprend les actifs à l'abri d'une partie des engagements, les dérivés.

⁽²⁾ Hors engagements de matières premières.

⁽³⁾ Équivalent de notation Invest.

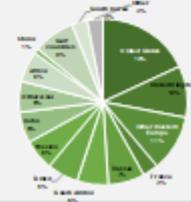
EAD Oil & Gas hors négociants en matières premières: 20,8 Mds



Oil & Gas EAD hors négociants en matières premières



Oil & Gas exposition brute nette d'Agence Crédit Export par géographie



ANNEXES

Crédit Agricole CIB: Aéronautique et Shipping

15,6 Md€ EAD⁽¹⁾ sur l'aéronautique en mai 2021

→ L'EAD est brut des couvertures des agences de crédit export et des assureurs crédit s'élevant au 31/05/2021 à 1,4 Md€

40% de l'EAD⁽¹⁾ Aéronautique noté Investment Grade⁽²⁾

- Une exposition diversifiée en termes d'opérateurs, de type d'activité, d'engagements et de zones géographiques
- Un portefeuille largement « secured » et composé d'acteurs majeurs, essentiellement des Constructeurs/ Fournisseurs et Transporteurs aérien. La part du financement d'actifs réels représente 42% de l'EAD à fin mai 2021
- Un portefeuille sécurisé par de nouvelles générations d'avions avec une flotte d'âge moyen relativement jeune (entre 4 et 5 ans)

12,3 Md€ d'EAD⁽¹⁾ sur le Shipping en mai 2021

→ L'EAD est brut des couvertures des agences de crédit export (2,6 Md€) et de celles des assureurs crédit (1,1 Md€)

44 % des EAD Shipping restent notés Investment Grade⁽²⁾

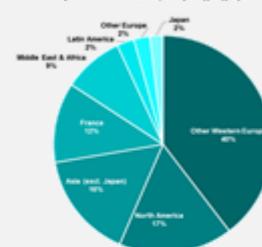
- Après une baisse marquée des expositions à partir de 2011, le portefeuille Shipping continue de se stabiliser
- La part de financement d'actifs représente 86% de l'EAD (-1pp face au T1 2021)
- 63% des financements concernent des navires livrés de moins de 10 ans

(1) Périmètre : CA CIB. L'EAD (indicateur exposé au risque) est une mesure réglementaire, calculée dans le Périmètre 3. Elle comprend l'exposition en cas de défaut après prise en compte des effets de réduction de risque. Elle comprend les actifs de bilan et une partie des engagements, voir bilan.

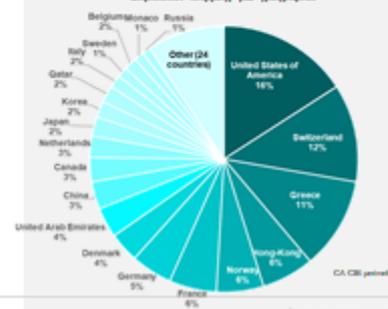
(2) Équivalent de notation interne.

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Exposition aéronautique par géographie



Exposition Shipping par géographie



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ANNEXES

Indicateurs de risques

VaR – expositions aux risques de marché

Crédit Agricole S.A. – exposition aux risques de marché - VAR (99% - 1jour)

En m€	T3-21			30/09/2021	31/12/2020
	Minimum	Maximum	Moyenne		
Taux	3	5	4	4	8
Crédit	2	3	3	3	4
Change	2	4	3	3	5
Actions	2	4	3	2	2
Matières premières	0	0	0	0	0
VaR mutualisée de Crédit Agricole S.A.	5	8	6	6	9
Effets de compensation*			-7	-6	-10

La VaR (99% ,1 jour) de Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe.

VaR (99% - 1 day) au 30/09/21 : 6m pour Crédit Agricole S.A.

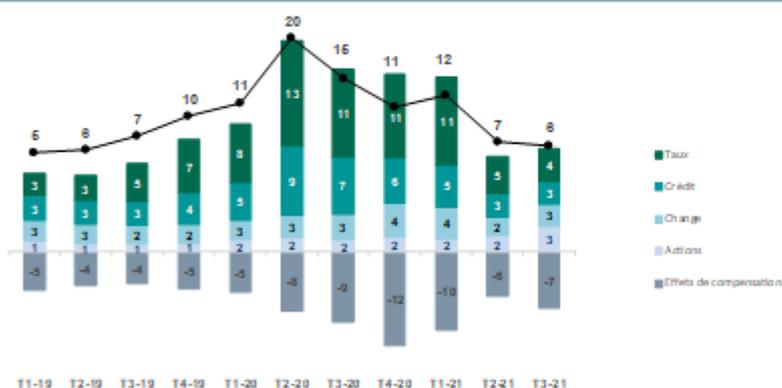
*Gains de diversification entre facteurs de risques

ANNEXES

Indicateurs de risques

VaR – expositions aux risques de marché

Crédit Agricole S.A. - Moyenne trimestrielle de la VaR (99% - 1 jour, en M€)



CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 22 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Solvabilité de Crédit Agricole S.A. (Mts€)

Solvabilité de Crédit Agricole SA (en Mts deuros)

	Période	
	30/09/21	31/12/20
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)	66,8	65,2
(+) Révision de distribution	(1,8)	(0,9)
(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(4,8)	(5,8)
Intérêts minoritaires éligibles	4,1	4,0
(-) Filiales prudentielles	(1,2)	(1,5)
dont : Pécunier valuation	(1,0)	(0,4)
(-) Dédutions des écarts d'acquisition et des autres imputations incorporelles	(7,5)	(7,5)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	(0,2)	(0,1)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notifiée interne et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(0,0)	(0,2)
Décaissement de franchises	0,0	0,0
Couverture insuffisante des expositions non perforantes	(0,0)	0,0
Autres éléments du CET1	0,8	1,1
TOTAL CET1	45,7	44,2
Instruments AT1	5,2	6,0
Autres éléments AT1	(0,2)	(0,2)
TOTAL TIER 1	50,7	50,0
Instruments Tier 2	16,4	17,1
Autres éléments Tier 2	(2,3)	(2,7)
TOTAL CAPITAL	66,8	64,5
EMPLOIS PONDERÉS	368,5	336,0
Ratio CET1	12,7%	13,1%
Ratio Tier1	14,1%	14,9%
Ratio global	18,6%	19,2%

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 22 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Solvabilité de Crédit Agricole (M3C)

Solvabilité du Groupe Crédit Agricole (en Mds d'euros)	Période	
	30/09/21	31/12/20
CARTAIK PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)	123,6	118,6
(+) Prélèvement de distribution	(1,0)	(1,0)
(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(6,9)	(5,9)
Intérêts minoritaires éligibles	3,3	3,1
(-) Filtrage prudentiel	(2,0)	(2,1)
dont : Prudent valuation	(1,0)	(1,2)
(-) Déduction des écarts d'acquisition et des autres instruments obligataires incorporels	(18,1)	(18,1)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	(0,2)	(0,1)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme de dérivés	(0,5)	(0,6)
Déplacement de franchises	0,0	0,0
Couverture insuffisante des expositions non performantes	(0,0)	0,0
Autres éléments du CET1	1,1	1,9
TOTAL CET1	101,6	96,9
Instruments AT1	5,2	6,0
Autres éléments AT1	(0,3)	(0,2)
TOTAL TIER 1	106,6	102,7
Instruments Tier 2	18,4	17,1
Autres éléments Tier 2	(1,4)	(1,5)
TOTAL CARTAIK	123,6	118,3
EMPLOIS PONDERÉS	582,6	582,1
Ratio CET1	17,4%	17,2%
Ratio Tier1	18,3%	18,2%
Ratio global	21,3%	21,1%

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Bilan (M3C)

Actif	30/09/2021		31/12/2020		Passif	30/09/2021		31/12/2020	
Caisse, banques centrales	253,0	194,3			Banques centrales	1,8	0,9		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	447,1	432,5			Passifs financiers à la juste valeur par résultat	266,1	268,2		
Instruments dérivés de couverture	15,8	21,7			Instruments dérivés de couverture	12,9	15,2		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	255,9	266,1							
Prêts et créances sur les établissements de crédit	497,7	463,2			Dettes envers les établissements de crédit	316,7	291,9		
Prêts et créances sur la clientèle	439,0	405,9			Dettes envers la clientèle	777,5	736,4		
Titres de dette	87,5	84,8			Dettes représentées par un titre	168,6	162,5		
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4,4	7,5			Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6,5	10,4		
Actifs d'impôts courants et différés	5,7	4,3			Passifs d'impôts courants et différés	3,4	3,3		
Comptes de régularisation et actifs divers	43,7	40,3			Comptes de régularisation et passifs divers	59,2	50,9		
Actifs non courants destinés à être cédés	1,3	2,7			Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	1,1	1,4		
Participations aux bénéfices d'affiliés	0,0	-							
Participations dans les entreprises liées en équivalence	6,0	7,7			Provisions techniques des contrats d'assurance	271,7	282,1		
Immobilisations de placement	7,4	6,5			Provisions	4,5	4,2		
Immobilisations incorporelles	6,0	5,8			Dettes subordonnées	25,2	24,1		
Immobilisations incorporelles	3,2	3,2			Capitaux propres part du Groupe	66,8	65,2		
Ecart d'acquisition	14,7	14,7			Participations ne donnant pas le contrôle	8,5	8,3		
Total actif	2 090,5	1 961,1			Total passif	2 090,5	1 961,1		

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Variation des capitaux propres (m€)

Crédit Agricole S.A. – Capitaux propres et dettes subordonnées

En m€	Part du Groupe	Part des Minoritaires	Total	Dettes subordonnées
Au 31 décembre 2020	65 237	8 278	73 495	24 052
Augmentation de capital	1 977	-	1 977	
Dividendes versés sur 2021	(2 333)	-448	(2 781)	
Variation des lignes sub-dévalués	(553)	-	(553)	
Émissions de titres super subordonnés Additional Tier 1 à durée indéterminée net des frais d'émission	(1 003)	-	(1 003)	
Rémunération des lignes super subordonnés Additional Tier 1 à durée indéterminée	(289)	(65)	(354)	
Effets des acquisitions écessaires sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	
Mouvements liés aux paiements en actions	10	5	15	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(736)	52	(684)	
Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence	59	7	66	
Résultat de la période	4 418	781	5 197	
Autres	43	(110)	(67)	
Au 30 septembre 2021	66 808	8 900	75 308	25 195

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 33 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Bilan (Mds€)

Actif	30/09/2021		30/09/2020		Passif	30/09/2021		31/12/2020	
	30/09/2021	31/12/2020	30/09/2021	31/12/2020		30/09/2021	31/12/2020	30/09/2021	31/12/2020
Caisse, banques centrales	256,3	197,8	197,8	197,8	Banques centrales	1,8	0,9	0,9	0,9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	451,1	438,5	438,5	438,5	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	203,7	203,2	203,2	203,2
Instruments dérivés de couverture	17,6	25,0	25,0	25,0	Instruments dérivés de couverture	18,6	23,7	23,7	23,7
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	208,1	277,9	277,9	277,9					
Pêts et calames sur les établissements de crédit	95,6	90,0	90,0	90,0	Dettes envers les établissements de crédit	224,3	198,9	198,9	198,9
Pêts et calames sur la clientèle	1022,0	902,5	902,5	902,5	Dettes envers la clientèle	1035,9	903,4	903,4	903,4
Titres de dette	113,7	110,2	110,2	110,2	Dettes représentées par un titre	177,6	171,8	171,8	171,8
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7,8	15,5	15,5	15,5	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7,8	11,5	11,5	11,5
Actifs d'impôts courants et différés	7,5	6,6	6,6	6,6	Passifs d'impôts courants et différés	3,2	3,5	3,5	3,5
Comptes de régularisation et actifs divers	46,4	45,0	45,0	45,0	Comptes de régularisation et passifs divers	62,1	54,2	54,2	54,2
Actifs non courants destinés à être cédés	1,3	5,0	5,0	5,0	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	1,1	3,6	3,6	3,6
Participations aux bénéfices différés	-0,0	-	-	-					
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7,7	7,4	7,4	7,4	Provisions techniques des contrats d'assurance	374,6	365,6	365,6	365,6
Immobilisations de placement	8,4	7,4	7,4	7,4	Provisions	7,2	6,9	6,9	6,9
Immobilisations corporelles	10,8	10,5	10,5	10,5	Dettes subordonnées	25,0	23,9	23,9	23,9
Immobilisations incorporelles	3,4	3,4	3,4	3,4	Capitaux propres part du Groupe	123,8	119,6	119,6	119,6
Ecart d'acquisition	15,2	15,1	15,1	15,1	Participations ne donnant pas le contrôle	7,1	6,9	6,9	6,9
Total actif	2 332,7	2 217,5	2 217,5	2 217,5	Total passif	2 332,7	2 217,5	2 217,5	2 217,5

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 34 | RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2021

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Notation de crédits

Notations

Crédit Agricole S.A. - Notations au 31/10/21

Notation	Contrepartie LT / CT	Émetteur / Dette senior préférée LT	Perspective / surveillance	Dette senior préférée CT	Dernière date de revue	Décision de notation
S&P Global Ratings	AA(A-1+)(RCR)	A+	Perspective stable	A-1	19/10/2021	Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée
Moodys	Aa2P-1 (CRR)	AaB	Perspective stable	P-1	19/09/2019	Rabaissement des notes LT (1 cran) ; perspective révisée à stable de positive ; notes CT confirmées
Fitch Ratings	AA- (DCR)	A+/AA-	Perspective stable	F1+	27/10/2021	Affirmation des notes LT/CT ; perspective révisée de négative à stable
DBRS	AA (high) / R-1 (high) (CCR)	AA (low)	Perspective stable	R-1 (middle)	13/09/2021	Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée

ANNEXES

Risques juridiques

Risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2020, au sein du Document d'enregistrement universel 2020 et ses actualisations.

Leur mise à jour au 30 septembre 2021 sera décrite dans l'Amendement A04 au Document d'enregistrement universel 2020.

Liste de contacts :

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A. :

Investisseurs Institutionnels + 33 1 43 23 04 31 investor.relations@credit-agricole-sa.fr
 Actionnaires Individuels + 33 800 000 777 credit-agricole-sa@relation-actionnaires.com
 (numéro d'appel gratuit hors métropole)

Claudie L'Angevin	+ 33 1 43 23 28 45	claudie.langevin@credit-agricole-sa.fr
Toufik Belkhatir	+ 33 1 57 72 12 01	toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Canté	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Berna	+ 33 1 43 23 35 51	nicolas.berna@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wirath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wirath@credit-agricole-sa.fr

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE :

Charlotte de Chevagnac + 33 1 57 72 11 17 charlotte.dechevagnac@credit-agricole-sa.fr
 Olivier Tassin + 33 1 43 23 25 41 olivier.tassin@credit-agricole-sa.fr
 Bertrand Schaefer + 33 1 49 23 43 76 bertrand.schaefer@ca-france.fr

Cette présentation est disponible sur : www.credit-agricole.com/fr/actualites/actualites/relations-investisseurs
 Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.credit-agricole.info





@Crédit_Agricole Groupe Crédit Agricole @creditagricole_sa

**GROUPE
 CRÉDIT
 AGRICOLE**



Solidité financière

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board - FSB*) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks - G-SIBs*). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

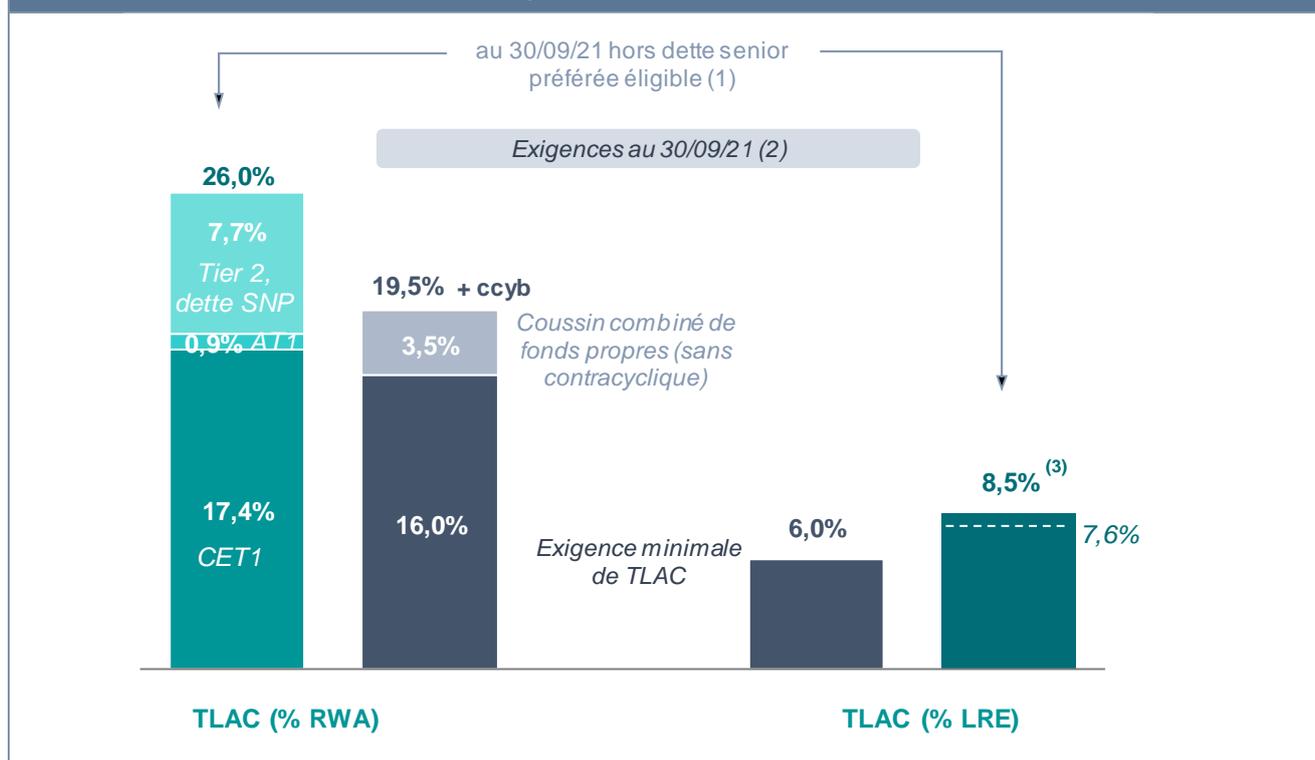
Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne via CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faut ajouter le coussin contracyclique) ;
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1^{er} janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Table 1. Groupe Crédit Agricole - Ratio TLAC au 30/09/21



⁽¹⁾ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021

⁽²⁾ D'après la directive CRD5, l'exigence globale de coussins de fonds propres (coussin combiné) qui s'ajoute à l'exigence minimale de TLAC exprimée en % des RWA inclut 2,5% de coussin de conservation, 1% de coussin systémique et le coussin contracyclique, fixé à 0,03% pour le Groupe CA au 30/09/21

⁽³⁾ Le ratio TLAC exprimé en exposition en levier (LRE) tient compte de la décision de la BCE du 18/06/2021 reconnaissant l'existence de circonstances exceptionnelles et autorisant ainsi les établissements à exclure certaines expositions Banque Centrale de leur ratio de levier ; le ratio TLAC aurait atteint 7,6% sans l'exclusion des expositions Banque Centrale

Au 30 septembre 2021, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 26% des RWA et 8,5% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**⁷². Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est en hausse de +40pb sur le trimestre, du fait de la hausse modérée des RWA. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC progresse de 10 pb par rapport à juin 2021. Sans tenir compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale, le ratio TLAC exprimé en LRE aurait atteint 7,6% (stable *versus* juin 2021). Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRD5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,03% au 30 septembre 2021) et de 6% de l'exposition en levier.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission sur le marché en 2021 de 7 milliards d'euros de dettes TLAC**. Au 30 septembre 2021, 6,2 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 25,7 milliards d'euros.

⁷² Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne “Redressement et Résolution des Banques” (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l’ensemble de l’Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d’instruments et de pouvoirs communs pour s’attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l’exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par l’ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement.

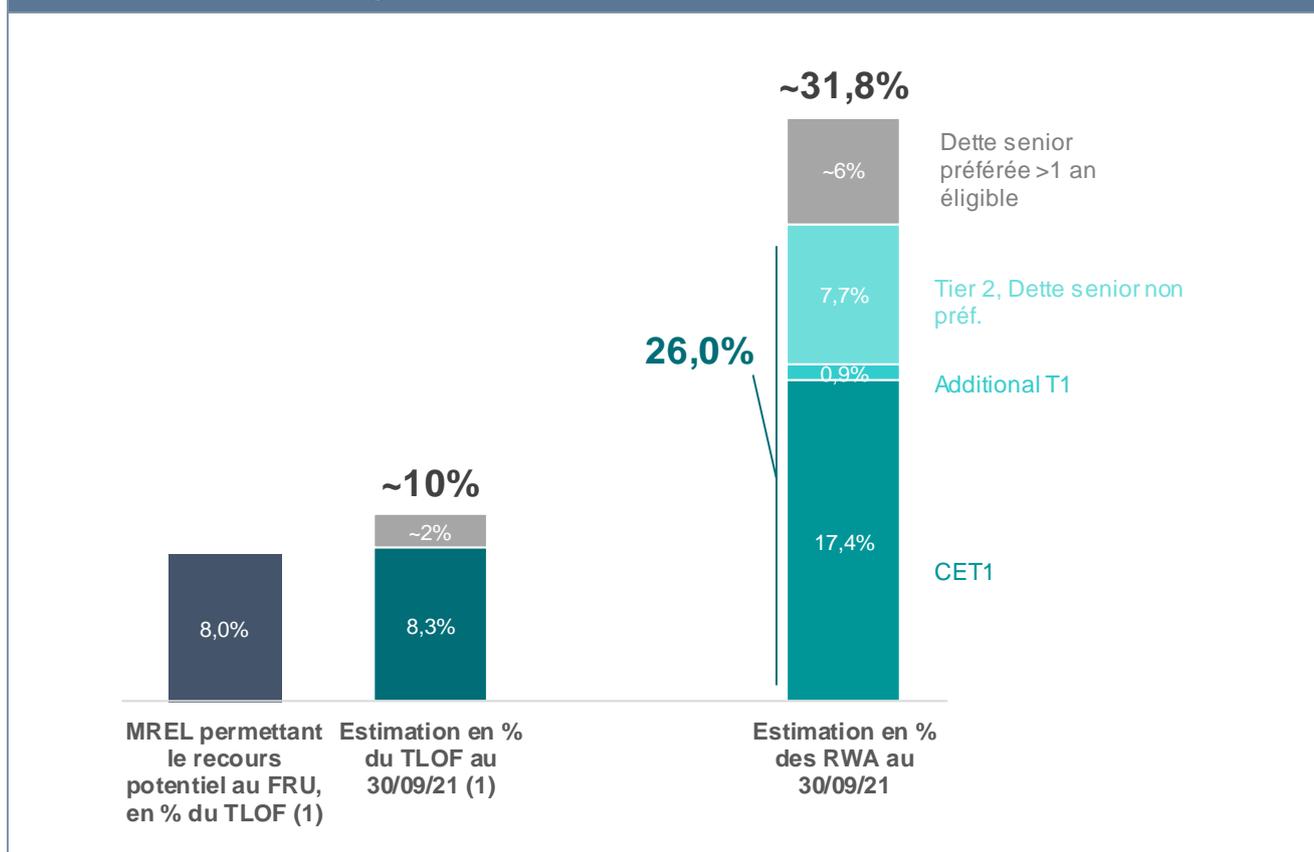
En 2020, le Groupe Crédit Agricole s’est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus). Ces deux exigences étaient déjà respectées par le Groupe au moment de leur notification. Calibrées sous BRRD, elles sont applicables jusqu’à la prochaine notification qui intégrera les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2)⁷³.

Sous BRRD, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l’établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF⁷⁴) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d’échéance résiduelle de plus d’un an.

⁷³ Le Groupe est en attente des notifications sous BRRD2, compte tenu des délais de transposition de BRRD2 dans les Etats européens dans lesquels il opère

⁷⁴ TLOF – Total Liabilities and Own Funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés

Table 2. Groupe Crédit Agricole - Ratio MREL au 30/09/2021



⁽¹⁾ Calcul effectué conformément à la BRRD applicable aux exigences en vigueur. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis par toutes les entités du Groupe. Recours au FRU sous réserve de la décision de l'autorité de résolution.

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 30 septembre 2021, le Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL⁷⁵ estimé à environ 10% du TLOF et 8,3% hors dette senior préférée éligible. Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ 31,8% à fin septembre 2021. Il s'établit à 26% hors dette senior préférée éligible. L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint depuis septembre 2020.

Sous BRRD2, compte tenu de la possibilité d'ajustement à la baisse, à la main de l'autorité de résolution, pour calibrer l'exigence de MREL au niveau subordonné pour le Groupe Crédit Agricole, l'exigence de subordination la plus élevée attendue est le TLAC. Le ratio TLAC actuel se situe à une distance de 6,5 points de pourcentage au-delà de l'exigence au 30/09/2021 et 4,5 points de pourcentage⁷⁶ au-dessus de l'exigence attendue à 21,5% (+ coussin contra-cyclique) au 1^{er} janvier 2022.

⁷⁵ Calcul effectué conformément à la BRRD applicable aux exigences en vigueur. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis en externe par toutes les entités du Groupe.

⁷⁶ Sur la base du coussin contractuel applicable au 30/09/21

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 septembre 2021, dispose d'une marge de sécurité de **764 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 45 milliards d'euros de capital CET1.**

Crédit Agricole S.A., au 30 septembre 2021, dispose d'une marge de sécurité de **450 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 16 milliards d'euros de capital CET1.**

Table 3. Groupe Crédit Agricole - Seuil de restrictions de distribution

30/09/21 Ratios de solvabilité phasés	CET1 17,4%	Tier 1 18,3%	Fonds propres totaux 21,2%
Distance à l'exigence SREP (1)	857 pb	764 pb	818 pb

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

764 pb
45 Mds€

Distance au seuil de restrictions de distribution

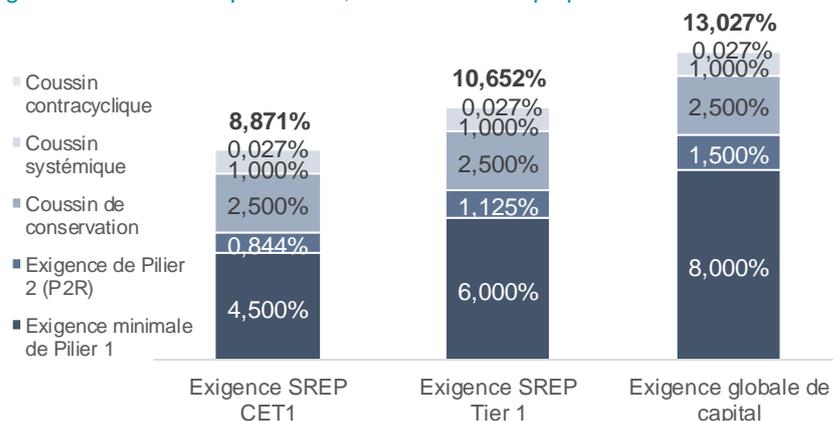


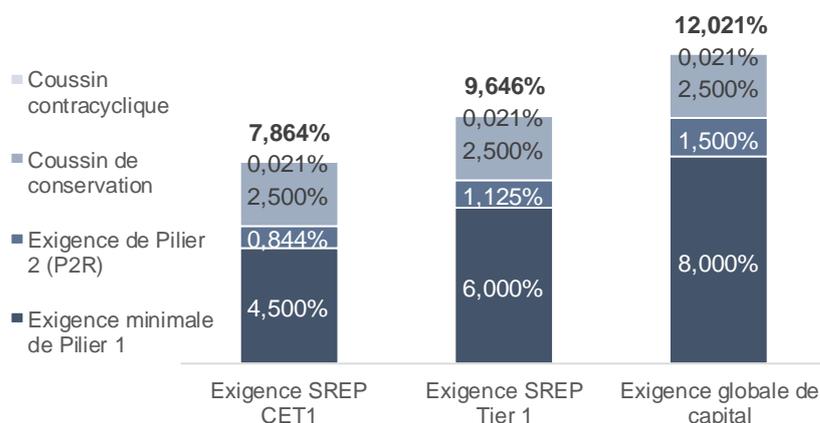
Table 4. Crédit Agricole S.A. - Seuil de restrictions de distribution

30/09/21 Ratios de solvabilité phasés	CET1 12,7%	Tier 1 14,1%	Fonds propres totaux 18,6%
Distance à l'exigence SREP (1)	487 pb	450 pb	662 pb

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

450 pb
16 Mds€

Distance au seuil de restrictions de distribution



La recommandation Pilier 2 (P2G) n'est pas prise en compte, car le non-respect de cette recommandation (avéré ou probable) n'a pas de conséquence automatique sur les distributions.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 67 milliards d'euros à fin septembre 2021. De même, 122 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 144 milliards d'euros à fin septembre 2021, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (71 milliards d'euros à fin septembre 2021) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operations) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Table 5. Groupe Crédit Agricole - Construction du bilan cash bancaire au 30/09/21

	2 333 Md€		2 333 Md€		
Autres éléments de bilan faisant l'objet d'un netting	67		67		
Reverse repos	136	net = 14	122	Repos	
Instruments dérivés actif et autres éléments nécessaires à l'activité	168	net = 106	125	Instruments dérivés passif et autres éléments nécessaires à l'activité	Nettings
Comptes de régularisation - actif	11		19	Comptes de régularisation - passif	
Centralisation CDC	71		19		
Caisse et dépôts Banques Centrales (yc. réserves obligatoires)	257		124	Ressources marché CT	
Actifs interbancaires	14	9			
Reverse repos et autres CT					
Portefeuille titres (hors reverse repos et autres CT)	137		347	Ressources marché MLT	
Actifs de négoce à la clientèle	106				
Actifs clientèle (hors actifs de négoce à la clientèle)	1040		1006	Ressources clientèle	
Actifs tangibles et intangibles	54		139	Capitaux propres et assimilés	
Passage au périmètre prudentiel (soustraction principalement de l'activité d'assurance)	384		384		Netting
	Actif		Passif		

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 616 milliards d'euros au 30 septembre 2021, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 293 milliards d'euros**, en hausse de 1 milliard d'euros par rapport à fin juin 2021, et en hausse de 44 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020.

L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 162⁷⁷ milliards d'euros au 30 septembre 2021. Il est précisé que la bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages. La sur-bonification est étalée sur la durée de la période de sur-bonification considérée. La sur-bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations pour la deuxième période (juin 2021 à juin 2022) a été prise en compte sur le T3 2021 pour les entités françaises et italiennes.

Par ailleurs, le Groupe affiche à nouveau un dynamisme de l'activité commerciale sur le trimestre, enregistrant une hausse équilibrée de la collecte et des crédits.

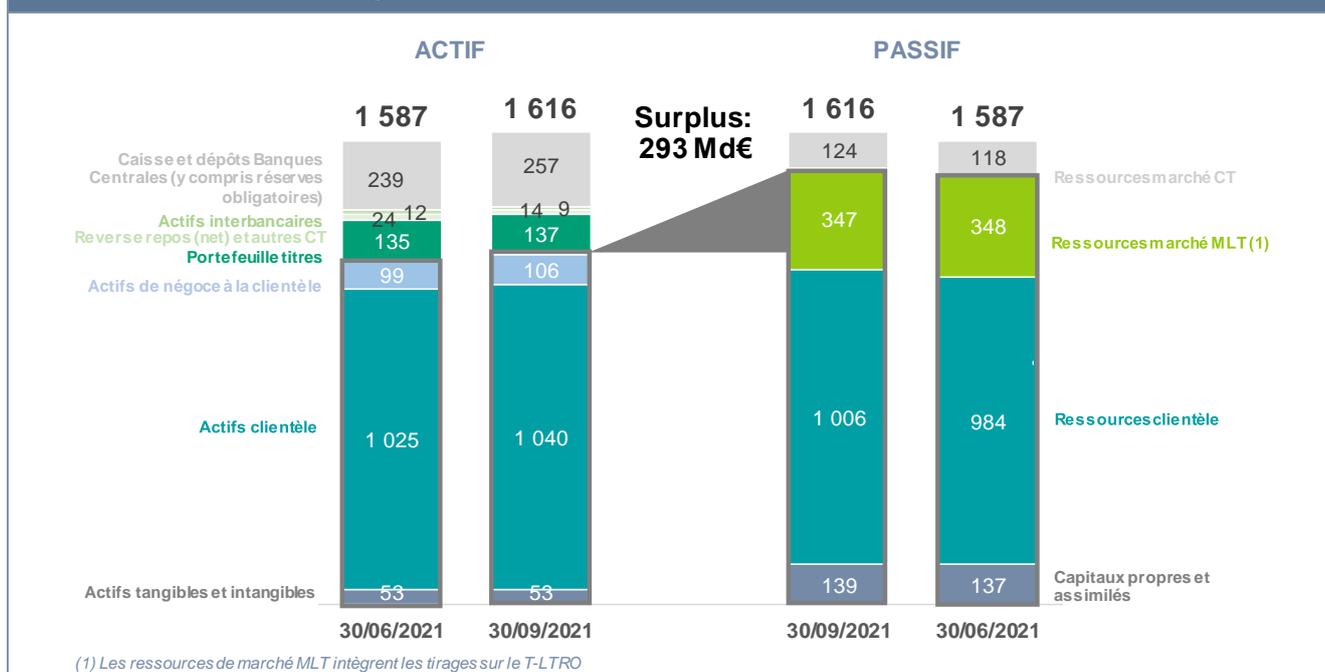
L'excédent de 293 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Le pilotage interne exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus 100 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement à venir.

Les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A sont supérieurs à 100%, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 septembre 2021 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

⁷⁷ Hors FCA Bank

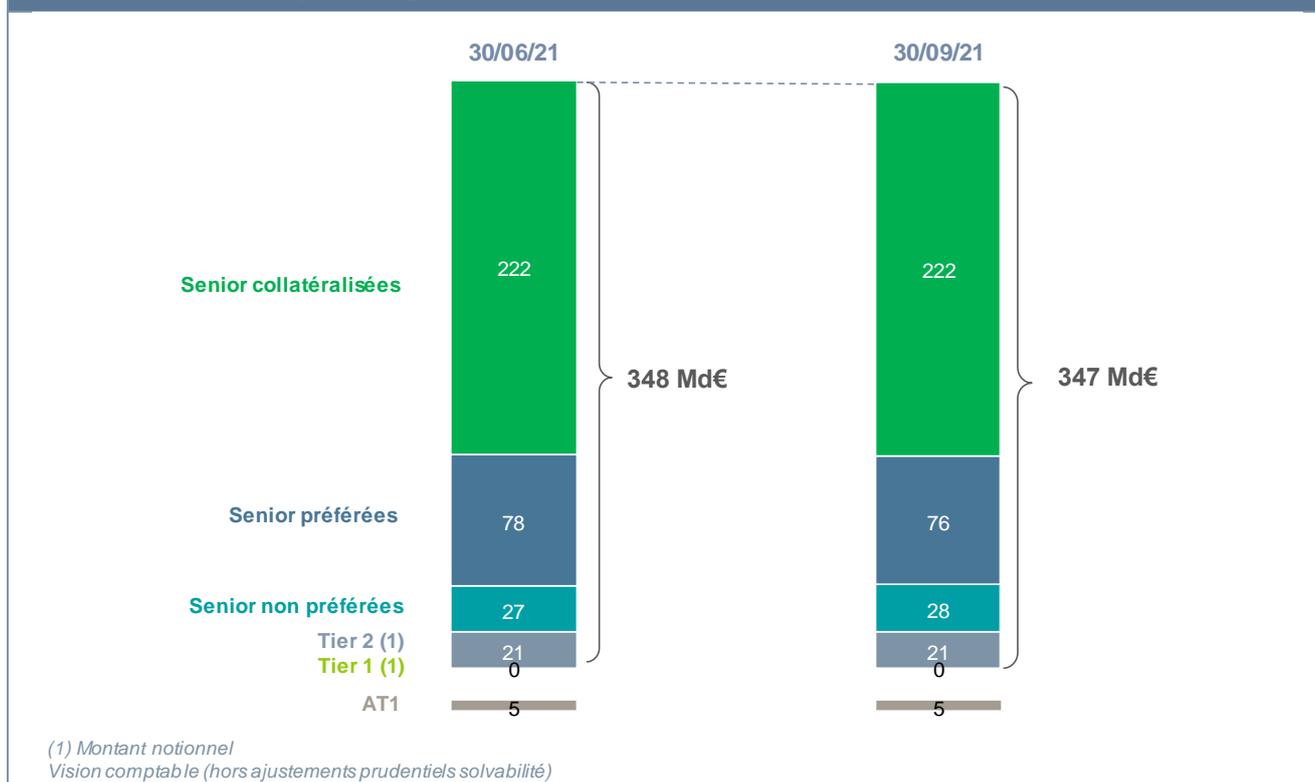
Table 6. Groupe Crédit Agricole - Bilan cash au 30/09/21



Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 347 milliards d'euros au 30 septembre 2021, stables par rapport à fin juin 2021, et en hausse de 34 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 222 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 76 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 28 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros.

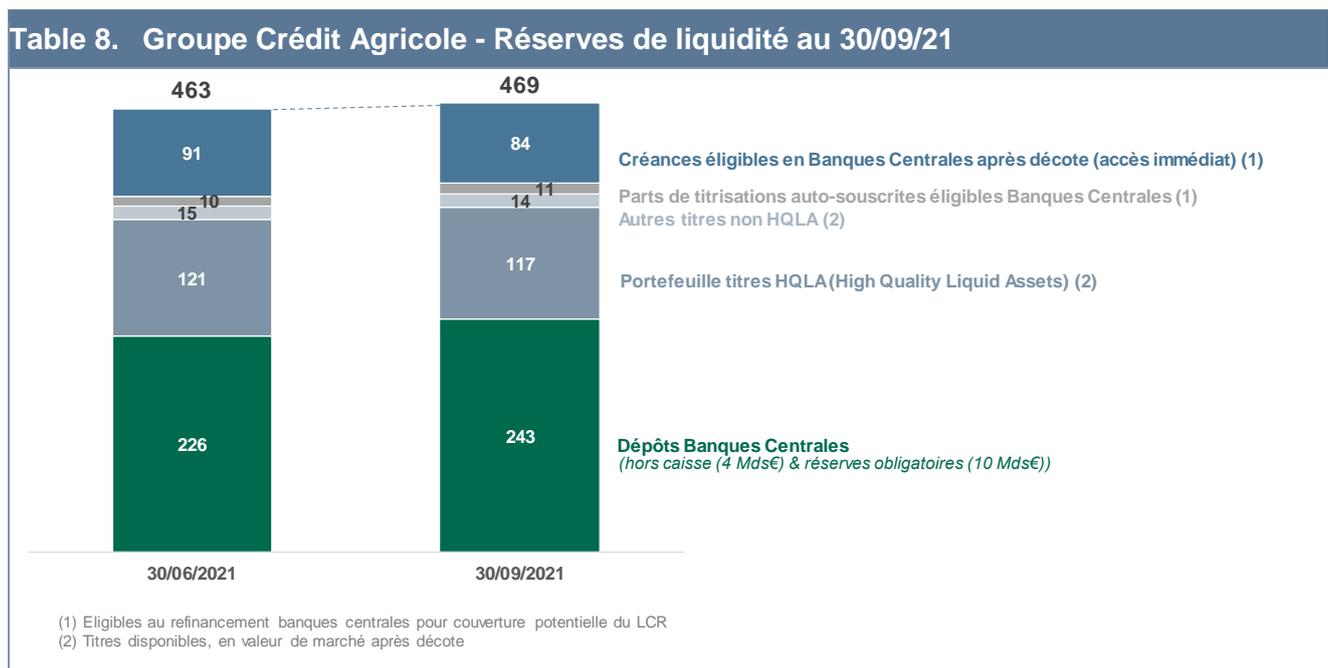
Table 7. Groupe Crédit Agricole – Répartition des encours comptables de ressources de marché moyen-long terme au 30/09/21



Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 469 milliards d'euros au 30 septembre 2021, en hausse de 6 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021, et en hausse de 65 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020. Elles couvrent plus de quatre fois l'endettement court terme net (hors replacements en Banques centrales).

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité : ils s'établissent à 243 milliards d'euros au 30 septembre 2021 (hors caisse et réserves obligatoires), en hausse de 17 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021, et en hausse de 65 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs éligibles en banques centrales après décote s'élèvent à 95 milliards d'euros, en baisse de 6 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021, en hausse de 11 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020.



Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois au 30 septembre 2021 s'élèvent respectivement à 170,3% pour le Groupe Crédit Agricole et 156,3% pour Crédit Agricole S.A. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque centrale.

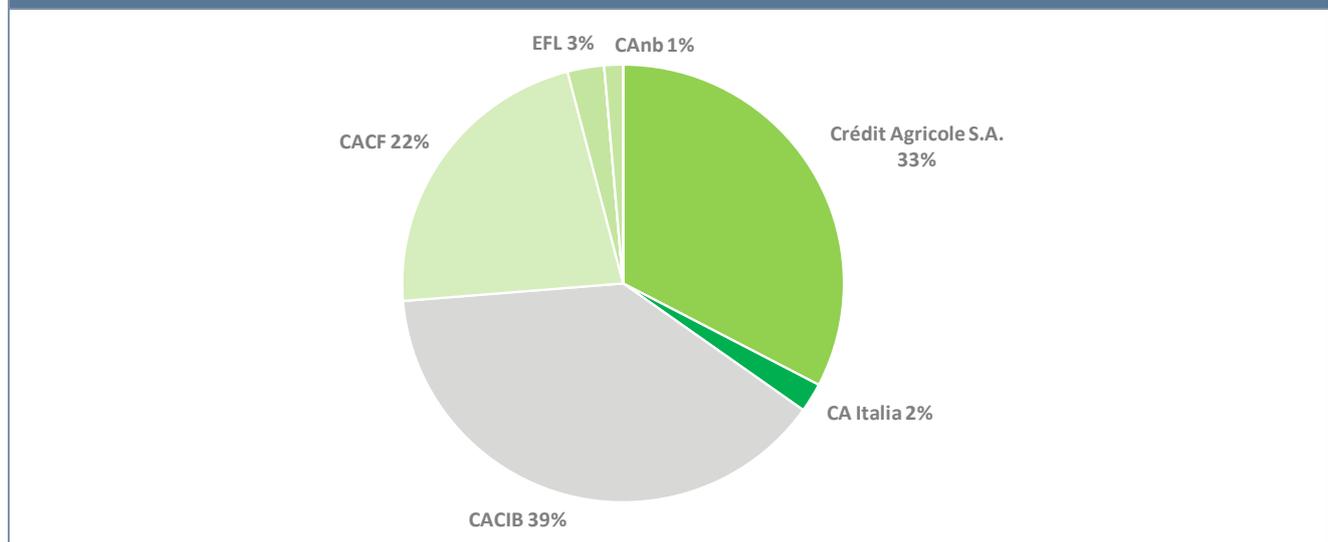
Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

A fin septembre 2021, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 23,2 milliards d'euros⁷⁸ de dette à moyen long terme, dont 33% émis par Crédit Agricole S.A.. Les derniers événements notables sont les suivants :

- Crédit Agricole next bank (Suisse) a réalisé son émission inaugurale green Covered Bond en septembre à 10 ans pour 150 millions de CHF;
- Crédit Agricole Assurances a émis un Tier 2 à 10 ans pour 1 milliard d'euros en septembre afin de refinancer des dettes subordonnées intragroupe (date de valeur en octobre).

Par ailleurs, 2,4 milliards d'euros ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes en 2021.

Table 9. Groupe Crédit Agricole - Levées MLT de marché - Ventilation par émetteur: 23,2 Mds€⁷⁹ au 30/09/21



A fin octobre, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 89% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 9 milliards d'euros pour l'année 2021 (dont 7 milliards d'euros en dette senior non préférée ou Tier 2).

La banque a levé l'équivalent de 8,0 milliards d'euros⁸⁰, dont 4,2 milliards d'euros en dette senior non préférée et 2,1 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 0,7 milliard d'euros de dette senior préférée et 1,0 milliard d'euros de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et en devises (EUR, USD, AUD, GBP, JPY, CNY, CHF, NOK).

De plus, Crédit Agricole S.A. a procédé en septembre à une émission d'obligations sociales Senior non préférées pour 1 milliard d'euros à 8NC7 ans avec un spread de MS + 68 points de base.

Enfin, le 25 octobre, Crédit Agricole S.A. et LCL ont annoncé la possibilité de rembourser ou d'introduire une clause permettant le remboursement anticipé des cinq souches FR0010161026, US225313AA37 - USF22797FJ25, FR0000140071, FR0000584997 et FR0000165912. Ces souches perdent le bénéfice de la

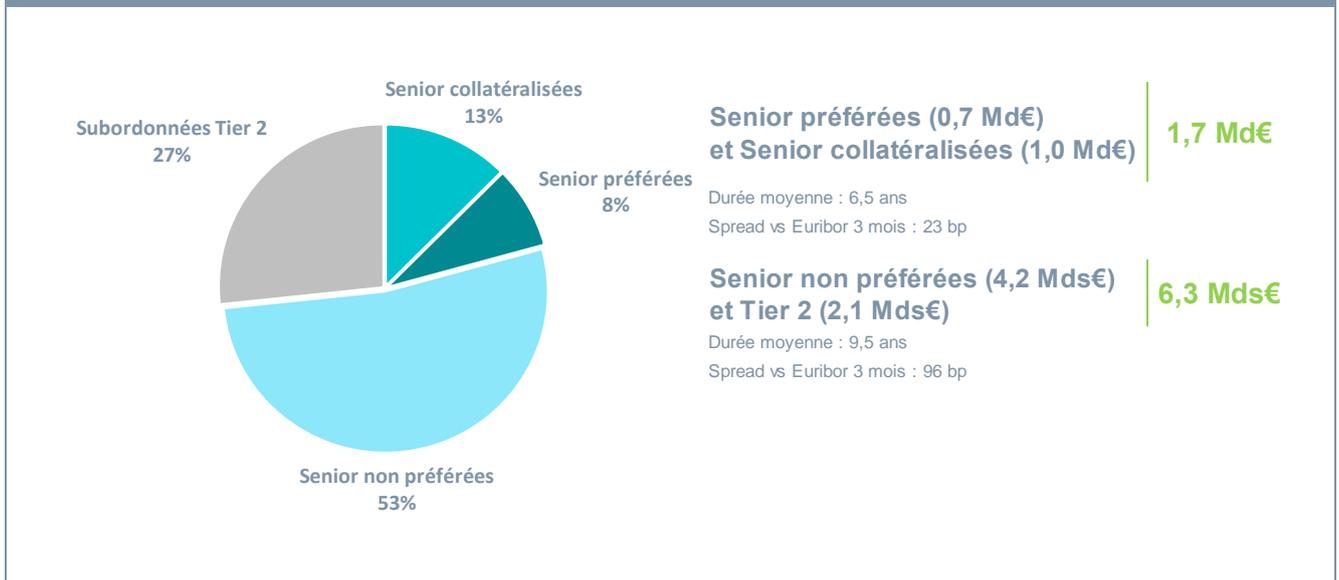
⁷⁸ Montant brut avant rachats et amortissements

⁷⁹ Montant brut avant rachats et amortissements

⁸⁰ Montant brut avant rachats et amortissements

clause de grand père CRR à compter du 1^{er} janvier 2022; l'impact de ces remboursements potentiels en solvabilité est non significatif.

Table 10. Crédit Agricole S.A. - Levées MLT de marché - Ventilation par segment: 8,0 Mds€⁸¹ au 31/10/2021



⁸¹ Montant brut avant rachats et amortissements

Gouvernement d'entreprise

Evolution des instances de Gouvernance

Les instances de gouvernance de Crédit Agricole S.A. sont décrites dans le Document d'enregistrement universel 2020.

Composition du Comité exécutif au 1^{er} septembre 2021

Le Directeur général	Philippe Brassac
Le Directeur général délégué	Xavier Musca
La Directrice générale adjointe en charge du pôle Asset Management	Valérie Baudson
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Assurances	Philippe Dumont
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Projet de Groupe	Michel Ganzin
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Pilotage	Jérôme Grivet
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Banques de Proximité	Michel Mathieu
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Technologies et Digital	Jean-Paul Mazoyer
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Services Financiers Spécialisés	Stéphane Priami
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Grandes Clientèles	Jacques Ripoll
La Directrice des Risques	Alexandra Boleslawski
La Directrice de la Conformité	Martine Boutinet
La Directrice des Ressources Humaines Groupe	Bénédicte Chrétien
La Secrétaire générale	Véronique Faujour
L'Inspecteur général	Michel Le Masson
Le Directeur de Crédit Agricole Italie	Giampiero Maioli

Composition du Comité de Direction au 1^{er} octobre 2021

Le Comité de Direction est composé du Comité exécutif auquel se rajoutent :

Le Directeur général de CACEIS	Jean-François Abadie
Le Directeur des Affaires publiques	Alban Aucoin
Le Directeur des Achats Groupe	Michel Augé
Le Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB – Financement	Jean-François Balay
Le Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB – Finances et Achats	Olivier Bélorgey
Le Directeur du pôle Institutionnels & <i>Chief Investment Officer</i> d'Amundi	Pascal Blanqué
Le Directeur du Projet sociétal et Délégué Général de la Fondation Grameen Crédit Agricole	Éric Campos
Le Directeur de la division Clients institutionnels et <i>Corporates</i> d'Amundi	Dominique Carrel-Billiard
Le Directeur du pôle Paiements	Bertrand Chevallier
La Directrice générale de BforBank	Jessica Ifker-Delpirou
Le Directeur de la Banque de Proximité à l'International	François-Édouard Drion
La Directrice de la Stratégie	Meriem Echcherfi
Le Directeur Finances, Achats, Affaires juridiques, Engagements et Recouvrements de LCL	Grégory Erphelin
Le Directeur du Pilotage financier Groupe	Paul Foubert
Le Directeur du développement <i>retail</i> de LCL	Laurent Fromageau
Le Directeur général adjoint de Crédit Agricole CIB – Coverage et Banque d'affaires	Didier Gaffinel
La Directrice des Relations avec les Caisses régionales	Catherine Galvez
Le Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB – Marchés	Pierre Gay
Le Directeur général délégué de CA Italia et Directeur général de Creval	Roberto Ghisellini
Le Directeur du pôle <i>Retail</i> d'Amundi	Fathi Jerfel
La Directrice des Études économiques	Isabelle Job-Bazille
Le Directeur général de Caci	Henri Le Bihan
Le Directeur des fonctions support et développement d'Amundi	Guillaume Lesage
La Directrice générale déléguée de Sofinco	Laila Mamou
Le Directeur de la Communication Crédit Agricole S.A.	Denis Marquet
Le <i>Senior Country Officer</i> Groupe pour la Pologne	Jean-Bernard Mas
Le Directeur Pilotage et Impulsion Projet de Groupe	Pierre Metge
Le <i>Chairman Investment Banking</i> de Crédit Agricole CIB à Dubaï	Régis Monfront
Le <i>Senior Country Officer</i> Groupe pour le Maroc	Bernard Muselet
Le Directeur Entreprises, Institutionnels, Gestion de fortune et Banque privée de LCL	Olivier Nicolas
Le Directeur général de Crédit Agricole Immobilier	Marc Oppenheim
Le Directeur général d'AgosDucato	Dominique Pasquier
Le Directeur général de Crédit Agricole Friuladria	Carlo Piana
Le <i>Senior Regional Officer</i> Amériques de Crédit Agricole CIB	Marc-André Poirier
Le Directeur général de CA Indosuez Wealth Management	Jacques Prost
Le Directeur général délégué de CA Italia, en charge du Retail Banking, Private & Digital	Vittorio Ratto
Le <i>Senior Regional Officer</i> Asie-Pacifique de Crédit Agricole CIB	Michel Roy
Le Directeur de la Transformation du SI et le Directeur général de CA-GIP	Emmanuel Sardet
Le <i>Senior Country Officer</i> Groupe pour l'Égypte	Jean-Pierre Trinelle
Le Directeur général de Crédit Agricole Leasing & Factoring	Hervé Varillon
Le Directeur des fonctions de Pilotage et Contrôle d'Amundi	Bernard de Wit

Les modifications suivantes sont apportées à la section gouvernement d'entreprise du Document d'Enregistrement Universel de Crédit Agricole SA, déposé auprès de l'AMF le 24 mars 2021, et ses amendements subséquents.

L'assemblée générale du 12 mai 2021 a décidé de modifier l'article 11 des statuts à l'effet de faire évoluer le mode de désignation des administrateurs représentant les salariés. Jusqu'à présent, les administrateurs représentant les salariés étaient désignés, en application du régime prévu à l'article L. 225-27 du Code de commerce, et conformément aux statuts de Crédit Agricole S.A., par le biais d'élections ouvertes à l'ensemble des salariés de l'UES Crédit Agricole S.A.

La modification permet de désigner dorénavant ces administrateurs selon le régime prévu à l'article L. 225-27-1 du même code qui prévoit notamment la possibilité de faire procéder à leur désignation par les deux 1^{ères} organisations syndicales, ayant obtenu le plus de voix aux dernières élections professionnelles.

Afin de permettre aux mandats en cours, au moment de l'assemblée générale du 12 mai 2021, de continuer jusqu'à leur échéance, cette modification statutaire n'est entrée en vigueur que le 25 juin 2021.

Ainsi, à la page 117, la répartition des sièges du Conseil d'administration est donc modifiée comme ci-après.

« *Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. comprend 21 administrateurs, dont son Président, répartis comme suit :*

- **dix-huit administrateurs élus par l'Assemblée générale des actionnaires dont :**
 - o *dix administrateurs ayant la qualité de Président ou de Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole,*
 - o *un administrateur personne morale, la SAS Rue La Boétie, représentée actuellement par un Directeur général de Caisse régionale, par ailleurs Vice-Président de la SAS Rue La Boétie et premier Vice-Président de la FNCA,*
 - o *six administrateurs personnalités extérieures au Groupe Crédit Agricole,*
 - o *un administrateur représentant les salariés actionnaires.*
- **un administrateur représentant les organisations professionnelles agricoles, désigné par arrêté conjoint des Ministres de l'économie et des finances et de l'agriculture et de l'alimentation, conformément aux dispositions de la loi du 18 janvier 1988 relative à la mutualisation de la Caisse nationale de Crédit Agricole devenue Crédit Agricole S.A. le 29 novembre 2001 ;**
- **deux administrateurs représentant les salariés désignés par les deux organisations syndicales majoritaires**

A la page 118, le paragraphe relatif à la participation des administrateurs représentant les salariés est modifié comme suit :

« *Concernant les administrateurs représentant les salariés, leur participation au Conseil est assurée par :*

- *deux administrateurs désignés par les organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du Code du travail dans la Société et ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est fixé sur le territoire français.*
- *un administrateur représentant les salariés actionnaires (ARSA) élu par ceux-ci selon le processus électoral statutaire. »*

En conséquence, de ces évolutions, au 30 septembre 2021 le conseil est composé comme suit :

Composition du Conseil d'administration au 30 septembre 2021

Président du Conseil d'administration Président de la Caisse régionale Val de France Président de la Fédération nationale du Crédit Agricole Président de la SAS Rue La Boétie	Dominique LEFEBVRE
Vice-Président du Conseil d'administration Directeur général de la Caisse régionale Centre-est Premier Vice-Président de la Fédération nationale du Crédit Agricole Vice-Président de la SAS Rue La Boétie	Raphaël APPERT Représentant la SAS Rue La Boétie
Senior Advisor Boston Consulting Group Administratrice de sociétés	Agnès AUDIER
Président de la Caisse régionale d'Ille et Vilaine	M. Olivier AUFFRAY
Directeur Général de la Caisse régionale Nord Midi Pyrénées	Pierre CAMBEFORT
Directrice du développement durable et des Affaires institutionnelles Internationales de Kering Administratrice de sociétés	Marie-Claire DAVEU
Président de la Caisse régionale de Normandie	Daniel EPRON
Président de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes	Jean-Pierre GAILLARD
Directrice Générale de la Caisse régionale Atlantique-Vendée Administratrice de sociétés	Nicole GOURMELON Françoise GRI
Président de la Caisse régionale du Finistère	Jean-Paul KERRIEN
Présidente du directoire d'Enédis	Marianne LAIGNEAU
Président de la Caisse régionale Normandie Seine	Pascale LHEUREUX
Enseignante en commerce international Sciences Po Paris Administratrice de sociétés	Alessia MOSCA
Directeur général de la Caisse régionale Loire Haute-Loire	Gérard OUVRIER-BUFFET
Gérante CPO Services (Luxembourg) Administratrice de sociétés	Catherine POURRE
Président de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres	Louis TERCINIER
Représentant les salariés Actionnaires	Christophe LESUR
Désignée par les deux organisations syndicales majoritaires : représentant les salariés	Catherine UMBRIGHT
Désigné par les deux organisations syndicales majoritaires : représentant les salariés	Eric WILSON
Représentant des organisations professionnelles agricoles – désigné par arrêté	Christiane LAMBERT
Censeure Représentant les salariés des Caisses régionales de Crédit Agricole	Pascale BERGER
Censeure Présidente d'A2EF	Sonia BONNET-BERNARD
Censeur Directeur Général de la Caisse régionale de l'Anjou et du Maine	Hugues BRASSEUR
Représentant du Comité social et économique	Bernard de DREE

Comités spécialisés du Conseil d'administration

Comité des risques

Présidente du Comité, administratrice indépendante	Françoise GRI
Directeur Général de Caisse régionale	Pierre CAMBEFORT
Administratrice de sociétés	Marie Claire DAVEU
Président de Caisse régionale	Jean-Paul KERRIEN
Administratrice de sociétés	Catherine POURRE
Invitée	Sonia BONNET-BERNARD

Comité d'audit

Présidente du Comité, administratrice de sociétés	Catherine POURRE
Administratrice de sociétés	Agnès AUDIER
Administratrice de sociétés	Françoise GRI
Directeur général de Caisse régionale	Gérard OUVRIER-BUFFET
Président de Caisse régionale	Jean-Pierre GAILLARD
Administratrice de sociétés	Alessia MOSCA
Invitée	Sonia BONNET-BERNARD

Comité conjoint risques et audit

Co-Présidente du Comité, administratrice de sociétés	Françoise GRI
Co-Présidente du Comité, administratrice de sociétés	Catherine POURRE
Administratrice de sociétés	Agnès AUDIER
Directeur Général de Caisse régionale	Pierre CAMBEFORT
Administratrice de sociétés	Marie Claire DAVEU
Administratrice de sociétés	Alessia MOSCA
Président de Caisse régionale	Jean-Paul KERRIEN
Président de Caisse régionale	Jean-Pierre GAILLARD
Directeur général de Caisse régionale	Gérard OUVRIER-BUFFET
Invitée	Sonia BONNET-BERNARD

Comité des risques aux Etats-Unis

Présidente du Comité, administratrice de sociétés	Françoise GRI
Directeur Général de Caisse régionale	Pierre CAMBEFORT
Administratrice de sociétés	Alessia MOSCA

Comité des rémunérations

Présidente du comité, administratrice de sociétés	Agnès AUDIER
Administratrice de sociétés	Marie Claire DAVEU
Président de Caisse régionale	Daniel ÉPRON
Administratrice de sociétés	Françoise GRI
Président de Caisse régionale	Pascal LHEUREUX
Représentant les salariés	Catherine UMBRIGHT

Comité des nominations et de la gouvernance

Présidente du comité	Marianne LAIGNEAU
Vice-Président du Conseil d'Administration, Directeur Général de Caisse régionale	Raphaël APPERT
Administratrice de sociétés	Alessia MOSCA
Président de Caisse régionale	Jean-Pierre GAILLARD
Président du Conseil d'Administration, Président de Caisse régionale	Dominique LEFEBVRE
Président de Caisse régionale	Louis TERCINIER

Comité stratégique et de la Responsabilité sociétale de l'Entreprise (RSE)

Président du Comité, Président du Conseil d'Administration, Président de Caisse régionale	Dominique LEFEBVRE
Vice-Président du Conseil d'Administration, Directeur Général de Caisse régionale	Raphaël APPERT
Président de Caisse régionale	Daniel EPRON
Administratrice de sociétés	Françoise GRI
Administratrice de sociétés	Catherine POURRE
Directrice Générale de Caisse régionale	Nicole GOURMELON
Président de Caisse régionale	Louis TERCINIER

Evolution des risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2020. Par rapport aux faits exceptionnels et litiges exposés dans ce document et actualisés au second trimestre 2021 dans le document A03, les seules évolutions se trouvent :

- au dernier alinéa du paragraphe « Strauss/Wolf/Faudem »
- à l'avant- dernier alinéa du paragraphe « Euribor/Libor et autres indices »,
- au dernier alinéa du paragraphe « O'Sullivan and Tavera »
- au dernier alinéa du paragraphe « Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE")»
- au paragraphe « Amundi-Procédure AMF ».

Faits exceptionnels et litiges

Strauss/Wolf/Faudem

Des citoyens américains (et des membres de leurs familles), victimes d'attentats attribués au Hamas commis en Israël entre 2001 et 2004, ont assigné le Crédit Lyonnais et une autre banque devant un tribunal new-yorkais.

Ils soutiennent que ces banques seraient complices des terroristes car elles détenaient chacune un compte ouvert – en 1990 pour le Crédit Lyonnais – par une association charitable d'aide aux Palestiniens, compte par lequel des fonds auraient été virés à des entités palestiniennes accusées, selon les demandeurs, de financer le Hamas. Les demandeurs, qui n'ont pas chiffré leur préjudice, réclament l'indemnisation de leurs « blessures, angoisses et douleurs émotionnelles ».

En l'état du dossier et de la procédure, les demandeurs n'ont pas rapporté la preuve que l'association était effectivement liée aux terroristes, ni que le Crédit Lyonnais savait que son client pouvait être impliqué – si ceci était démontré – dans le financement du terrorisme. Le Tribunal a pourtant exigé cette démonstration de la part des demandeurs pour qu'ils puissent espérer obtenir gain de cause. Le Crédit Lyonnais conteste donc vigoureusement les allégations des demandeurs.

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2013, le juge du *Summary Judgment* a renvoyé le Crédit Lyonnais et les demandeurs vers un procès au fond devant un jury populaire.

En février 2018, le Crédit Lyonnais a déposé une nouvelle « motion for summary judgment », fondée sur une jurisprudence récente afin que les réclamations des demandeurs soient rejetées sans que l'affaire soit soumise à un tel jury populaire.

En janvier 2019, les demandeurs ont tenté de modifier leurs écritures pour y ajouter de nouveaux demandeurs, avant que leur action ne soit prescrite. Le juge a refusé cette demande et deux nouvelles actions (Fisher et Miller) ont donc été introduites devant le même tribunal que celui en charge des procédures Strauss/Wolf. Elles sont similaires à celles déjà en cours, leur analyse juridique est identique et leur sort dépendra de l'issue de la dernière demande de summary judgment déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Elles vont donc, d'un point de vue procédural, rester en suspens jusque-là.

Le 31 mars 2019, le tribunal a accueilli dans son intégralité la « motion for summary judgment » déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Le tribunal a estimé qu'aucun jury raisonnable ne pourrait donner raison aux demandeurs et a donc rejeté toutes leurs prétentions. Les demandeurs ont fait appel de cette décision.

Le 7 avril 2021, la Second Circuit Court of Appeals a rejeté l'appel des demandeurs.

Le 3 septembre 2021, les demandeurs ont déposé un recours devant la Cour Suprême des Etats-Unis, laquelle devra faire connaître sa décision d'examiner ou non cette affaire.

Affaire EIC (échange image chèques)

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie.

En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'échange image chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (annulation d'opérations compensées à tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision.

Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros.

LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT.

L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.

La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC - Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi.

La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros.

Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation.

Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, CACIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

Crédit Agricole S.A. a fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Cette enquête a été clôturée à la suite d'une transaction, aux termes de laquelle Crédit Agricole S.A. a accepté de s'acquitter d'une pénalité de CHF 4.465.701 et de coûts de procédure d'un montant de CHF 187.012, sans aucune reconnaissance de culpabilité.

Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) a été close par la KFTC, selon une décision notifiée à CA-CIB le 20 décembre 2018.

S'agissant des deux actions de groupe (class actions) aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une (« Sullivan » pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre (« Lieberman » pour le Libor), l'action de groupe « Lieberman » est au stade préliminaire de l'examen de sa recevabilité ; la procédure est toujours suspendue devant la Cour fédérale de l'État de New York. Quant à l'action de groupe « Sullivan », Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une motion to dismiss visant à rejeter la demande des plaignants. La Cour fédérale de New-York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Le 14 juin 2019, les demandeurs ont interjeté appel de cette décision.

Depuis le 1er juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe (*class action*) aux États-Unis (« Frontpoint ») relative aux indices SIBOR (Singapore Interbank Offered Rate) et SOR (Singapore Swap Offer Rate). Après avoir accepté une première motion to dismiss présentée par Crédit Agricole SA et Crédit Agricole CIB, la cour fédérale de New York, statuant sur une nouvelle demande des plaignants, a écarté Crédit Agricole SA de l'action Frontpoint, au motif qu'elle n'avait pas contribué aux indices concernés. La cour a en revanche considéré, en tenant compte d'évolutions récentes de la jurisprudence, que sa compétence juridictionnelle pouvait s'appliquer à l'égard de Crédit Agricole CIB, comme à l'égard de l'ensemble des banques membres du panel de l'indice SIBOR. Les allégations contenues dans la plainte relative aux indices SIBOR/USD et SOR ont par ailleurs été écartées par la cour, ne demeure donc pris en compte que l'indice SIBOR/dollar singapourien. Le 26 décembre 2018, les plaignants ont déposé une nouvelle plainte visant à réintroduire dans le champ de l'action Frontpoint les manipulations alléguées des indices Sibor et Sor ayant affecté les transactions en dollars américains. Crédit Agricole CIB, aux côtés des autres défendeurs, s'est opposé à cette nouvelle plainte lors de l'audience qui s'est tenue le 2 mai 2019 devant la cour fédérale de New York. Le 26 juillet 2019, la cour fédérale a fait droit aux arguments présentés par les défendeurs. Les plaignants ont relevé appel de cette décision le 26 août 2019.

Le 17 mars 2021, un panel de trois juges de la cour d'appel fédérale du 2^{ème} circuit a fait droit à l'appel des plaignants, considérant dès lors la nouvelle plainte recevable et renvoyant l'affaire devant la cour fédérale de New York pour reprise de la procédure. Les défendeurs, incluant Crédit Agricole CIB, ont demandé à la cour d'appel fédérale, statuant en formation plénière, de reconsidérer cette décision. Cette demande a été rejetée par la cour d'appel le 6 mai 2021. Un autre recours a été déposé le 12 mai 2021 par les défendeurs afin d'obtenir la suspension de ce retour du dossier devant la juridiction de première instance, lequel a été rejeté le 24 mai 2021. Le 1^{er} octobre 2021, les défendeurs ont déposé un recours devant la Cour Suprême des États-Unis, laquelle devra faire connaître sa décision d'examiner ou non cette affaire.

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, SIBOR et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

Bonds SSA

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre d'enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché secondaire des obligations SSA (Supranational, Sub-Sovereign and Agencies) libellées en dollars américains. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB a procédé à des investigations internes afin de réunir les informations requises disponibles. Le 20 décembre 2018, la Commission européenne a adressé une communication des griefs à plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB dans le cadre de son enquête sur une éventuelle infraction à des règles du droit européen de la concurrence sur le marché secondaire des obligations SSA libellées en dollars américains. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont pris connaissance des griefs et y ont répondu le 29 mars 2019, puis au cours d'une audition qui s'est tenue les 10 et 11 juillet 2019.

Par une décision en date du 28 avril 2021, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 3 993 000 euros pour leur participation à une entente sur le marché secondaire des obligations SSA libellées en dollars américains. Le 7 juillet 2021, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont interjeté appel de cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne.

Crédit Agricole CIB est cité avec d'autres banques, dans une action de groupe (class action) consolidée putative devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. Les plaignants n'ayant pas réussi à établir un dommage suffisant, cette action a été rejetée par une décision du 29 août 2018 qui leur a donné néanmoins la possibilité d'y remédier. Le 7 novembre 2018, les plaignants ont déposé une plainte modifiée. Crédit Agricole CIB ainsi que les autres défendeurs ont déposé des « motions to dismiss » visant à rejeter cette plainte. S'agissant de CACIB la plainte a été jugée irrecevable, le 30 septembre 2019, pour défaut de compétence de la juridiction new-yorkaise et, dans une décision ultérieure, le Tribunal a jugé que les plaignants avaient en tout état de cause échoué à établir une violation de la loi antitrust américaine. En juin 2020 les plaignants ont fait appel de ces deux décisions. Le 19 juillet 2021, la Cour d'appel fédérale du 2^{ème} circuit a confirmé la position du Tribunal selon laquelle les plaignants n'ont pas réussi à établir une violation de la loi antitrust américaine.

Le 7 février 2019, une autre action de groupe contre Crédit Agricole CIB et les défendeurs également cités dans l'action de groupe déjà en cours a été déposée devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. En juillet 2020 les plaignants ont volontairement interrompu l'action mais elle pourrait être reprise.

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole-CIB ont reçu notification, le 11 juillet 2018, d'une citation avec d'autres banques dans une action de groupe déposée au Canada devant la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario. Une autre action, a été déposée le même jour devant la Cour fédérale. L'action devant la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario a été radiée en date du 19 février 2020.

O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« *O' Sullivan I* »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« *O'Sullivan II* »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« *Tavera* »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act. Plus particulièrement, elles soutiennent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient traité des opérations en dollars américains pour l'Iran et des entités iraniennes en violation de sanctions édictées par le US Treasury Department's Office of Foreign Assets Control, ce qui aurait permis à l'Iran de financer des organisations terroristes qui, comme il est allégué, seraient les auteurs des attaques précitées. Les demandeurs réclament des dommages intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Le 2 mars 2018, Crédit Agricole CIB et d'autres défendeurs ont déposé une « motion to dismiss » visant à rejeter les prétentions des demandeurs dans la procédure « *O'Sullivan I* ». Le 28 mars 2019 le juge a fait droit à cette demande de Crédit Agricole CIB et des autres défendeurs. Les plaignants ont déposé le 22 avril 2019 une requête en vue de modifier leur plainte. Les défendeurs se sont opposés à cette requête le 20 mai 2019 et les plaignants ont répondu le 10 juin 2019. Le 25 février 2020 la requête des plaignants en vue de modifier leur plainte a été refusée et leur plainte initiale a été rejetée.

Le 28 mai 2020, les plaignants ont déposé une nouvelle requête en vue d'obtenir une décision finale susceptible d'appel. Le 11 juin 2020, les défendeurs se sont opposés à cette requête et le 18 juin 2020 les plaignants ont répondu. Le 29 juin 2021, le Tribunal a rejeté la requête des plaignants.

Le 28 juillet 2021, le Tribunal a sursis à statuer sur l'action « *O'Sullivan I* » en attendant qu'une décision soit rendue dans le cadre de la procédure d'appel en cours dans une affaire *Freeman v. HSBC Holdings, PLC*, n° 19-3970 (2d. Cir.). (Les affaires « *O'Sullivan II* » et « *Tavera* » ont été précédemment suspendues en attendant l'issue de cette procédure d'appel).

Autorité de la concurrence italienne

Le 5 octobre 2018, CA Consumer Finance SA (« CACF ») et sa filiale FCA Bank S.p.A. ont reçu –ainsi que plusieurs autres banques et certains constructeurs automobiles – une communication des griefs de l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* (Autorité italienne de la concurrence). Il était allégué dans cette communication des griefs que plusieurs banques adossées à certains fabricants d'automobiles et offrant des solutions de financement de ces véhicules (banques dites « captives ») auraient restreint la concurrence du fait de certains échanges d'informations, notamment au sein de deux associations professionnelles.

Par une décision notifiée le 9 janvier 2019, l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* a considéré que FCA Bank S.p.A. avait participé à cette prétendue infraction et que celle-ci était également imputable à CACF.

L'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* a imposé une amende de 178,9 millions euros à FCA Bank S.p.A., FCA Bank S.p.A. et CA CF ont fait appel de cette décision devant le Tribunal administratif régional (TAR) du Lazio. Par ordonnance du 4 avril 2019, le TAR du Lazio a prononcé, à titre provisoire, le sursis à l'exécution du paiement de l'amende imposée à FCA Bank S.p.A. sous réserve de la constitution d'une caution par FCA Bank S.p.A. couvrant le montant de l'amende.

Par un arrêt du 24 novembre 2020, le TAR du Lazio a annulé la décision de l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato*. Le 23 décembre 2020, l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* a fait appel de cette décision devant le Conseil d'Etat italien.

Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE")

Le 15 janvier 2019, une action de groupe (« Putnam Bank ») a été introduite devant un tribunal fédéral de New York (l'US District Court Southern District of New-York) contre l'Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE") et de nombreuses banques dont Crédit Agricole SA, Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Cette action a été introduite par des plaignants qui prétendent avoir investi dans des produits financiers indexés sur l'USD ICE LIBOR. Ils accusent les banques de s'être entendues, depuis février 2014, pour fixer de manière artificiellement basse cet indice et d'avoir réalisé ainsi des profits illicites.

Le 31 janvier 2019 une action similaire (« Livonia ») a été introduite auprès de l'US District Court Southern District of New-York contre de nombreuses banques dont Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Le 1^{er} février 2019 ces deux actions ont été jointes.

Le 4 mars 2019 une troisième action de groupe («*Hawai Sheet Metal Workers retirement funds* ») a été introduite contre les mêmes banques devant le même tribunal et consolidée avec les deux actions précédentes le 26 avril 2019. Le 1^{er} juillet 2019, les demandeurs ont déposé une "Consolidated Class Action Complaint".

Les défendeurs ont déposé le 30 août 2019 une « motion to dismiss » visant à rejeter cette plainte consolidée.

Le 26 mars 2020, le juge a fait droit à la « motion to dismiss » des défendeurs. Le 24 avril 2020, les plaignants ont fait appel de cette décision.

Le 30 novembre 2020, les avocats des plaignants, durant la phase de dépôt des mémoires, ont informé les défendeurs du souhait des plaignants nommés de se désister et le 1^{er} décembre 2020 ont déposé une demande de sursis à statuer auquel les défendeurs se sont opposés. Le 7 décembre 2020, le tribunal a rejeté cette demande et les plaignants ont répondu le 15 décembre 2020.

Le 28 décembre 2020, DYJ Holdings Inc a fait une demande d'intervention en vue de se substituer aux plaignants nommés. Le 7 janvier 2021, les défendeurs s'y sont opposés et ont également déposé une requête pour le rejet de l'appel.

Le 6 avril 2021, le tribunal a accepté la demande d'intervention de DYJ Holdings et rejeté la requête des défendeurs.

Le 31 août 2021, le tribunal a fixé les plaidoiries dans la semaine du 29 novembre 2021.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V.

Les conditions de révision des taux d'intérêts de crédits renouvelables commercialisés par Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., filiale à 100% de Crédit Agricole Consumer Finance SA, et ses filiales font l'objet de réclamations d'un certain nombre d'emprunteurs qui portent sur les critères de révision de ces taux et d'éventuels trop-perçus d'intérêts.

Le 21 janvier 2019, dans deux affaires concernant des filiales de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., la commission des appels de la KIFID (instance néerlandaise spécialisée dans les litiges concernant les services financiers) a jugé que, en cas d'absence d'information ou d'information insuffisante sur les éléments précis déterminant le taux d'intérêt, celui-ci devait suivre l'évolution des taux d'intérêt du marché des prêts à la consommation.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. a mis en place en mai 2020 un plan de compensation au profit de clients emprunteurs qui tient compte des décisions de la KIFID précitées. Ce plan de compensation a été clôturé le 1^{er} mars 2021.

CACEIS Allemagne

CACEIS Allemagne a reçu des autorités fiscales bavaroises une demande de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

Cette demande porte sur un montant de 312 millions d'euros. Elle est assortie d'une demande de paiement de 148 millions d'euros d'intérêts (calculés au taux de 6% l'an).

CACEIS Allemagne conteste vigoureusement cette demande qui lui apparaît dénuée de tout fondement. CACEIS Allemagne a interjeté appel sur le fond et a sollicité un sursis à exécution du paiement dans l'attente de l'issue de la procédure au fond. Le sursis à exécution a été accordé pour le paiement des 148 millions d'euros d'intérêts et rejeté pour la demande de restitution du montant de 312 millions d'euros. CACEIS a fait appel de cette décision de rejet. La décision de rejet étant exécutoire, le paiement de la somme de 312 millions a été effectué par CACEIS qui a inscrit dans ses comptes, compte tenu des procédures d'appel en cours, une créance d'un montant équivalent.

Amundi – Procédure AMF

Suite à une enquête diligentée de 2017 à 2019, l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a notifié des griefs à Amundi (Amundi AM et Amundi Intermédiation) le 12 juin 2020. Les griefs concernent un nombre limité de transactions réalisées entre 2014 et 2015 par deux anciens salariés (un ex gérant et un ex négociateur).

Amundi a coopéré pleinement dans le cadre de cette procédure.

Cette affaire a fait l'objet d'une audience de la Commission des Sanctions de l'AMF qui s'est tenue le 7 juillet 2021. La Commission des sanctions de l'AMF a infligé, le 4 août 2021, une amende de €25 millions à Amundi AM et de €7 millions à Amundi Intermédiation.

Dépendances éventuelles

Crédit Agricole S.A. n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

Informations au titre du Pilier 3

Les tableaux ci-dessous répondent aux exigences de publication du Règlement (UE) 2019/876 modifiant le Règlement (UE) 575/2013, dit CRR2, et des Règlements d'exécution (UE) 2021/637 et (UE) 2021/763.

Indicateurs clés phasés au niveau de Crédit Agricole S.A. (EU KM1)

Le tableau des indicateurs clés ci-dessous répond aux exigences de publication des articles 447 (points a à g) et 438 (b) de CRR2. Il présente une vue globale des différents ratios prudentiels de solvabilité, de levier et de liquidité de l'établissement, leurs composants et les exigences minimales qui leur sont associées.

À noter que les montants composant les ratios prudentiels de solvabilité et de levier affichés ci-après tiennent compte des dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 et des dispositions transitoires relatives aux instruments de dette hybride. Ils incluent également le résultat conservé de la période⁸². Enfin, la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier et l'exigence minimale de ratio de levier, au 30 septembre 2021 et au 30 juin 2021, tient compte de l'effet de la neutralisation temporaire des expositions Banque Centrale.

EU KM1 - Indicateurs clés phasés en millions d'euros		30/09/2021	30/06/2021
Fonds propres disponibles (montants)			
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	45 657	45 128
2	Fonds propres de catégorie 1	50 713	50 111
3	Fonds propres totaux	66 839	66 326
Montants d'expositions pondérées			
4	Montant total d'exposition au risque	358 497	356 785
Ratios des fonds propres (en pourcentage % du montant d'exposition pondéré)			
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	12,74%	12,65%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	14,15%	14,05%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	18,64%	18,59%
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition au risque)			
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif	1,50%	1,50%
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET 1 (points de pourcentage)	0,84	0,84
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	1,13	1,13
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	9,50%	9,50%
Exigences globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition au risque)			
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%	2,50%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macro-prudentiel ou systémique constaté au niveau d'un Etat membre (%)	0,00%	0,00%
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,02%	0,02%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,00%	0,00%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0,00%	0,00%
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)		
11	Exigence globale de coussin (%)	2,52%	2,52%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	12,02%	12,02%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	7,02%	6,92%

⁸² Les ratios de solvabilité réglementaires CET1, Tier 1, Total capital et Levier, qui n'intègrent pas le résultat conservé de la période, s'élèvent au 30/09/2021 à respectivement 12,52%, 13,93%, 18,43% et 4,55%.

EU KM1 - Indicateurs clés phasés en millions d'euros		30/09/2021	30/06/2021
Ratio de levier			
13	Mesure de l'exposition totale	1 098 024	1 100 245
14	Ratio de levier (%)	4,62%	4,55%
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)			
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%
EU 14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET 1 (points de pourcentage)	0,00%	0,00%
EU 14c	Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3,18%	3,18%
Exigences de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)			
EU 14d	Exigences de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%
EU 14e	Exigence de ratio de levier globale (%)	3,18%	3,18%
Ratio de couverture des besoins de liquidité			
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	352 301	330 779
EU 16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	301 425	286 486
EU 16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	75 963	74 975
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	225 461	211 511
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	156,26%	156,39%
Ratio de financement stable net			
18	Financement stable disponible total	980 122	979 815
19	Financement stable requis total	799 182	806 388
20	Ratio NSFR (%)	122,64%	121,51%

Au 30 septembre 2021, Crédit Agricole S.A. est au-dessus des exigences minimales qui s'imposent.

Indicateurs clés – Exigence en matière de fonds propres et d'engagements éligibles applicable aux EISm (EU KM2)

Le tableau ci-dessous répond aux exigences de publication de l'article 447 (h) de CRR2 et de l'article 45i-3 (points a et c) de la BRRD2. Il présente une vue globale des ratios et composants de l'exigence TLAC qui s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au Groupe Crédit Agricole.

EU KM2 : Fonds propres et engagements éligibles au TLAC, ratios et composantes (en m€)		30/09/2021	30/06/2021	31/03/2021	31/12/2020	30/09/2020
1	Fonds propres et engagements éligibles [1]	151 419	148 640	146 240	143 073	139 045
2	Montant total d'exposition au risque (TREA) [2]	582 610	579 718	568 097	562 059	560 348
3	Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage du TREA	25,99%	25,64%	25,74%	25,46%	24,81%
4	Mesure de l'exposition totale au niveau du groupe de résolution [2]	1 780 718	1 777 738	1 754 094	1 684 937	1 723 918
5	Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage de la mesure de l'exposition totale	8,50%	8,36%	8,34%	8,49%	8,07%
6a	L'exemption de subordination indiquée à l'article 72 ter (4) de CRR s'applique t-elle ? (exemption de 5%)	Non	Non	Non	Non	Non
6b	Montant des instruments d'engagements éligibles non subordonnés autorisés dans le cadre de l'utilisation de l'exemption de subordination prévue à l'article 72 ter (3) de CRR (exemption maximale de 3,5%). [3]	0	0	0	0	0
6c	Si l'exemption limitée de subordination prévue à l'article 72 ter (3) de CRR s'applique, le montant de financement émis qui est de même rang que des engagements exclus et qui est reconnu en ligne 1, divisé par le financement émis qui est de même rang que des engagements exclus et qui serait reconnu en ligne 1 si aucune limite n'était appliquée (%)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

[1] Capacité totale d'absorption des pertes ("TLAC").

[2] Aux fins du calcul des ratios de résolution, le montant total d'exposition au risque (Total Exposure Risk Amount – TREA) du groupe de résolution est équivalent au montant des actifs pondérés des risques (Risk Weighted Assets – RWA) du Groupe Crédit Agricole ; la mesure de l'exposition totale (Total Exposure Measure – TEM) du groupe de résolution est équivalente à l'exposition en levier (Leverage Ratio Exposure – LRE) du Groupe Crédit Agricole.

[3] Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021.

Au 30 septembre 2021, le ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 26,0% des RWA et 8,5% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible⁸³. Sans tenir compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale, le ratio TLAC exprimé en LRE aurait atteint 7,6%. Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (exigence incluant le coussin contracyclique de 0,03% au 30 septembre 2021) et de 6% de l'exposition en levier.

⁸³ Le ratio TLAC réglementaire, qui n'intègre pas le résultat conservé de la période, s'élève au 30/09/2021 à 25,65% des RWA et 8,39% de l'exposition en levier.

Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque (OV1)

30/09/2021		Montants total d'exposition au risque RWA		Exigences totales de fonds propres
		30/09/2021	30/06/2021	30/09/2021
1	Risque de crédit (hors CCR)	278 205	277 588	22 256
2	Dont: approche standard	97 825	99 199	7 826
3	Dont: approche NI simple (F-IRB)	25 867	26 669	2 069
4	Dont: approche par référencement	-	-	-
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	41 456	40 372	3 316
5	Dont: approche NI avancée (A-IRB)	108 333	106 773	8 667
6	Risque de crédit de contrepartie - CCR	23 346	23 761	1 868
7	Dont: approche standard ⁽¹⁾	4 269	4 444	342
8	Dont: méthode du modèle interne (IMM)	10 242	10 384	819
EU 8a	Dont: expositions sur une CCP	551	437	44
EU 8b	Dont: ajustement de la valeur de crédit - CVA	4 583	4 563	367
9	Dont autres CCR	3 701	3 933	296
15	Risque de règlement	41	1	3
16	Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)	9 665	9 467	773
17	Dont approche SEC-IRBA	3 178	3 212	254
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	5 115	4 994	409
19	Dont approche SEC-SA	1 372	1 261	110
EU 19a	Dont 1250%	0	-	0
20	Risques de position, de change et de matières premières (risque de marché)	11 824	10 087	946
21	Dont: approche standard	5 055	5 095	404
22	Dont approche fondée sur les modèles internes	6 769	4 993	541
EU 22a	Grands risques	-	-	-
23	Risque opérationnel	35 416	35 881	2 833
EU 23a	Dont: approche élémentaire	-	-	-
EU 23b	Dont: approche standard	11 619	12 086	930
EU 23c	Dont: approche par mesure avancée	23 797	23 795	1 904
24	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250%)	8 625	8 411	690
29	TOTAL	358 497	356 785	28 680

(1)) Avec l'application du règlement (UE) n°2019/876 (CRR2) depuis le 30 juin 2021, les expositions sur les dérivés auparavant modélisées en méthode CEM sont dorénavant évaluées en approche standard SA-CCR.

État des flux des RWA relatifs aux expositions au risque de crédit dans le cadre de l'approche NI (CR8)

30/09/2021

<i>(en millions d'euros)</i>		RWA
1	RWA à la fin de la période précédente (30/06/2021)	133 442
2	Taille de l'actif (+/-)	463
3	Qualité de l'actif (+/-)	(884)
4	Mise à jour des modèles (+/-)	243
5	Méthodologie et politiques (+/-)	(298)
6	Acquisitions et cessions (+/-)	-
7	Variations des taux de change (+/-)	789
8	Autres (+/-)	444
9	RWA à la fin de la période considérée (30/09/2021)	134 199

Etats des flux des RWA relatifs aux expositions au CCR dans le cadre de l'IMM (CCR7)

30/09/2021

<i>(en millions d'euros)</i>		RWA
0010	RWA à la fin de la période précédente (30/06/2021)	10 384
0020	Taille de l'actif	798
0030	Qualité de crédit des contreparties	60
0040	Mise à jour des modèles (IMM uniquement)	-
0050	Méthodologie et politiques (IMM uniquement)	-
0060	Acquisitions et cessions	-
0070	Variation des taux de change	(364)
0080	Autres	(636)
0090	RWA à la fin de la période considérée (30/09/2021)	10 242

Template EU LIQ1 - Quantitative information of LCR

Niveau de consolidation : consolidé (en millions d'euros)		Total de la valeur non pondérée (moyenne)				Total de la valeur pondérée (moyenne)			
EU 1a	Trimestre se terminant le	31/12/2020	31/03/2021	30/06/2021	30/09/2021	31/12/2020	31/03/2021	30/06/2021	30/09/2021
EU 1b	Nombre de points utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITE									
1	Total des actifs de haute qualité (HQLA)					283 133	311 041	330 779	352 301
SORTIES DE TRESORERIE									
2	Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:	370 593	365 399	372 172	381 093	23 590	23 394	23 925	24 677
3	<i>Dépôts stables</i>	279 342	269 107	272 394	275 560	13 967	13 455	13 620	13 778
4	<i>Dépôts moins stables</i>	91 251	96 292	99 778	105 533	9 623	9 939	10 305	10 899
5	Financement de gros non garanti	328 550	347 311	359 959	375 028	166 102	176 604	186 031	197 676
6	<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives</i>	155 798	170 691	180 969	190 858	56 325	64 961	73 876	82 667
7	<i>Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)</i>	156 956	160 904	162 037	164 688	93 982	95 927	95 202	95 526
8	<i>Créances non garanties</i>	15 795	15 716	16 953	19 482	15 795	15 716	16 953	19 482
9	Financement de gros garanti					22 277	22 371	23 731	24 947
10	Exigences supplémentaires	164 339	166 694	168 453	171 830	44 762	45 401	45 384	45 481
11	<i>Sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté</i>	20 355	21 470	22 400	24 477	16 127	16 909	16 988	17 016
12	<i>Sorties associées à des pertes de financement sur des produits de créance</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
13	<i>Facilités de crédit et de trésorerie</i>	143 984	145 224	146 053	147 353	28 635	28 492	28 395	28 465
14	Autres obligations de financement contractuel	34 432	36 208	38 212	41 426	3 001	4 100	4 498	5 440
15	Autres obligations de financement éventuel	49 506	51 083	54 538	60 293	2 984	2 744	2 917	3 205
16	TOTAL DES SORTIES DE TRESORERIE					262 716	274 614	286 486	301 425
ENTREES DE TRESORERIE									
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)	161 345	165 584	181 891	188 000	21 349	22 105	24 020	23 959
18	Entrées provenant des expositions pleinement performantes	72 497	58 820	59 366	61 173	43 603	43 504	43 345	44 147
19	Autres entrées de trésorerie	6 732	6 759	7 609	7 857	6 732	6 759	7 609	7 857
EU-19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)					-	-	-	-
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit lié)					-	-	-	-
20	TOTAL DES ENTREES DE TRESORERIE	240 574	231 163	248 866	257 030	71 684	72 367	74 975	75 963
EU-20a	<i>Entrées de trésorerie entièrement exemptées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20b	<i>Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90%</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20c	<i>Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75%</i>	204 656	196 195	212 188	218 414	71 684	72 367	74 975	75 963
TOTAL DE LA VALEUR AJUSTEE									
21	COUSSIN DE LIQUIDITE					283 133	311 041	330 779	352 301
22	TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRESORERIE					191 032	202 247	211 511	225 461
23	RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITE					148,21%	153,79%	156,39%	156,26%

Déclaration en vertu des orientations 2016/11 de l'ABE relatives aux exigences de publication au titre de la huitième partie du règlement (UE) n°575/2013 et des modifications ultérieures

Jérôme GRIVET, Directeur général adjoint, en charge du pôle Finances Groupe de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

Je certifie qu'à ma connaissance, conformément aux directives 2016/11 de l'EBA sur les exigences de divulgation en vertu de la partie huit du règlement (UE) n°575/2013 (et modifications ultérieures) 4.2 paragraphe - section C, les informations fournies conformément à la partie huit susmentionnée ont été préparées conformément aux processus de contrôle interne convenus au niveau de l'organe de direction.

Fait à Montrouge, le 17 novembre 2021

Le Directeur général adjoint, en charge du pôle Finances Groupe de Crédit Agricole S.A.

Jérôme GRIVET

Autres informations récentes

Communiqués de presse

Les communiqués ci-dessous sont disponibles à l'adresse internet suivante :

<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/communiqués-de-presse-financiers>

Communiqué de presse du 2 septembre 2021

Augmentation de capital 2021 réservée aux salariés du Groupe Crédit Agricole

Communiqué de presse du 21 septembre 2021

Conclusion du programme de rachat d'actions Crédit Agricole S.A. pour un montant de 558,6 millions d'euros

Communiqué de presse du 30 septembre 2021

Crédit Agricole S.A. au Maroc

Communiqué de presse du 4 octobre 2021

Crédit Agricole S.A. lance un nouveau programme de rachat d'actions d'un montant de 500 millions d'euros

Communiqué de presse du 25 octobre 2021

Remboursement des obligations super-subordonnées perpétuelles

Responsable de l'Amendement au Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

M. Philippe Brassac, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Amendement au Document d'enregistrement universel 2020 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Montrouge, le 17 novembre 2021

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Philippe BRASSAC

Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young & Autres

Société représentée par Olivier Durand

1-2, place des Saisons

92400 Courbevoie, Paris - La Défense 1

Commissaire aux comptes membre de la
Compagnie régionale des Commissaires aux
comptes de Versailles et du Centre

PricewaterhouseCoopers Audit

Société représentée par Agnès Hussherr

63, rue de Villiers

92208 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la
Compagnie régionale des Commissaires aux
comptes de Versailles et du Centre

Le collège des Commissaires aux comptes de Crédit Agricole S.A. est demeuré inchangé sur les exercices 2011/2012/2013/2014/2015/2016/2017/2018/2019 et 2020. Les signataires sont demeurés inchangés pour les exercices 2011/2012/2013 et 2014 à savoir, Valérie Meeus pour Ernst & Young & Autres et Catherine Pariset pour PricewaterhouseCoopers Audit. Depuis 2015, le signataire de PricewaterhouseCoopers Audit est Anik Chaumartin en remplacement de Catherine Pariset. Depuis 2017, le signataire d'Ernst & Young & Autres est Olivier Durand en remplacement de Valérie Meeus. Depuis 2021, le signataire de PricewaterhouseCoopers Audit est Agnès Hussherr, en remplacement de Anik Chaumartin

Commissaires aux comptes suppléants

Picarle et Associés

Société représentée par Béatrice Delaunay

1-2, place des Saisons

92400 Courbevoie, Paris - La Défense 1

Commissaire aux comptes membre de la
Compagnie régionale des Commissaires aux
comptes de Versailles et du Centre

Jean-Baptiste Deschryver

63, rue de Villiers

92208 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la
Compagnie régionale des Commissaires aux
comptes de Versailles et du Centre

Ernst & Young & Autres a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire sous la dénomination Barbier Frinault et Autres par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

Ernst & Young & Autres est représenté par Olivier Durand.

Picarle et Associés a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young & Autres par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Agnès Hussherr.

Jean-Baptiste Deschryver a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

RNPG *Résultat net part du Groupe*

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels).

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Informations générales

Agenda financier

10 février 2022	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2021
05 mai 2022	Publication des résultats du premier trimestre 2022
24 mai 2022	Assemblée générale à Montpellier
04 août 2022	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2022
10 novembre 2022	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2022

Tables de concordance

Incorporation par référence

Le présent Amendement au Document d'enregistrement universel doit être lu et interprété conjointement avec les documents visés ci-dessous. Ces documents sont incorporés dans le présent Amendement et sont réputés en faire partie intégrante :

- le Document d'enregistrement universel 2020 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 mars 2021 sous le numéro D.21-0184 (ci-après le « DEU 2020 ») qui inclut le rapport financier annuel, disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A. :
<https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/187401>
- son actualisation A.01 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 1er avril 2021 sous le numéro D.21-0184-A01 (ci-après l'« A01 »), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A. :
<https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/189520>
- et son actualisation A.02 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2021 sous le numéro D.21-0184-A02 (ci-après l'« A02 »), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A. :
<https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/188312>
- et son actualisation A.03 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 août 2021 sous le numéro D.21-0184-A03 (ci-après l'« A03 »), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A. :
<https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/189498>

Tous les documents incorporés par référence dans le présent document d'enregistrement ont été déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers et pourront être obtenus, sur demande et sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Émetteur tel qu'indiqué à la fin du présent document d'enregistrement. Ces documents sont publiés sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-après. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

Table de concordance

La présente table de concordance fait référence aux pages de documents incorporés par référence conformément aux dispositions et aux rubriques prévues par l'annexe 1 (sur renvoi de l'annexe 2) du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil abrogeant le règlement (CE) n°809/2004 (annexe I) de la Commission et pris en application de la directive dite "Prospectus".

Cette table de correspondance renvoie ainsi d'une part aux pages du Document d'enregistrement universel 2020 (DEU 2020) et à ses amendements A01, A02 et A03 ainsi qu'au présent Amendement.

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
Section 1	Personnes responsables, informations provenant de tiers, rapports d'experts et approbation de l'autorité compétente	680	395	127	376	147
1.1	Identifier toutes les personnes responsables des informations contenues dans le Document d'enregistrement, ou d'une partie seulement de ces informations, auquel cas il convient d'indiquer de quelle partie il s'agit. Lorsque les personnes responsables sont des personnes physiques, y compris des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de l'émetteur, indiquer leur nom et leur fonction ; lorsqu'il s'agit de personnes morales, indiquer leur dénomination et leur siège statutaire.	680	395	127	376	145 ;147
1.2	Fournir une déclaration des personnes responsables du Document d'enregistrement attestant que les informations qu'il contient sont, à leur connaissance, conformes à la réalité et qu'il ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée. Le cas échéant, fournir une déclaration des personnes responsables de certaines parties du Document d'enregistrement attestant que les informations contenues dans les parties dont elles sont responsables sont, à leur connaissance, conformes à la réalité et que lesdites parties ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.	680	395	127	376	147
1.3	Lorsqu'une déclaration ou un rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert est inclus(e) dans le Document d'enregistrement, fournir les renseignements suivants sur cette	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	personne : a) son nom ; b) son adresse professionnelle ; c) ses qualifications ; d) le cas échéant, tout intérêt important qu'elle a dans l'émetteur. Si la déclaration ou le rapport a été produit(e) à la demande de l'émetteur, indiquer que cette déclaration ou ce rapport a été inclus(e) dans le Document d'enregistrement avec le consentement de la personne ayant avalisé le contenu de cette partie du Document d'enregistrement aux fins du prospectus.					
1.4	Lorsque des informations proviennent d'un tiers, fournir une attestation confirmant que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'émetteur le sache et soit en mesure de le vérifier à partir des données publiées par ce tiers, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses. En outre, identifier la ou les source(s) d'information.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
1.5	Fournir une déclaration indiquant que : a) le [Document d'enregistrement/prospectus] a été approuvé par [nom de l'autorité compétente], en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129 ; b) [nom de l'autorité compétente] n'approuve ce [Document d'enregistrement/prospectus] qu'en tant que respectant les normes en matière d'exhaustivité, de compréhensibilité et de cohérence imposées par le règlement (UE) 2017/1129 ; c) cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur qui fait l'objet du [Document d'enregistrement/prospectus].	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Section 2	Contrôleurs légaux des comptes	680	396	128	377	148
2.1	Donner le nom et l'adresse des contrôleurs légaux des comptes de l'émetteur, pour la période couverte par les informations financières historiques (indiquer aussi l'appartenance à un organisme professionnel).	680	396	128	377	148
2.2	Si des contrôleurs légaux ont démissionné, ont été démis de leurs fonctions ou n'ont pas été reconduits dans leurs fonctions durant la période couverte par les informations financières	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	historiques, donner les détails de cette information, s'ils sont importants.					
Section 3	Facteurs de risque	256 à 268	43 à 55	N/A	155-184	N/A
3.1	Fournir une description des risques importants qui sont propres à l'émetteur, répartis en un nombre limité de catégories, dans une section intitulée "facteurs de risque". Dans chaque catégorie, il convient d'indiquer en premier lieu les risques les plus importants d'après l'évaluation effectuée par l'émetteur, l'offreur ou la personne qui sollicite l'admission à la négociation sur un marché réglementé, compte tenu de leur incidence négative sur l'émetteur et de la probabilité de leur survenance. Ces risques doivent être corroborés par le contenu du Document d'enregistrement.	256 à 268	43 à 55	N/A	155-184	N/A
Section 4	Informations concernant l'émetteur	410 ; 650 à 657	201 ; 3		135 à 153, 235	
4.1	Indiquer la raison sociale et le nom commercial de l'émetteur.	410 ; 650	3		135 ; 235	
4.2	Indiquer le lieu d'enregistrement de l'émetteur, son numéro d'enregistrement et son identifiant d'entité juridique (LEI).	410 ; 650	N/A		235	
4.3	Indiquer la date de constitution et la durée de vie de l'émetteur, lorsque celle-ci n'est pas indéterminée.	410 ; 650	N/A		235	
4.4	Indiquer le siège social et la forme juridique de l'émetteur, la législation régissant ses activités, le pays dans lequel il est constitué, l'adresse et le numéro de téléphone de son siège statutaire (ou de son principal lieu d'activité, s'il est différent de son siège statutaire) ainsi que son site web, s'il en a un, avec un avertissement indiquant que les informations figurant sur le site web ne font pas partie du prospectus, sauf si ces informations sont incorporées par référence dans le prospectus.	41 ; 650 à 657 ; 692	N/A		136 ; 235	
Section 5	Aperçu des activités					
5.1	Principales activités	14 à 28 ;	9 à 11		287 à 291	

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
		497 à 498				
5.1.1	Décrire la nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités – y compris les facteurs clés y afférents –, en mentionnant les principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques.	14 à 28 ; 497 à 498 ; 230-231 ; 234 à 244	9 à 16 ; 19 à 21 ; 284 à 289		287 à 291	
5.1.2	Mentionner tout nouveau produit et/ou service important lancé sur le marché et, dans la mesure où le développement de nouveaux produits ou services a été publiquement annoncé, en indiquer l'état d'avancement.	446 et 658	233		251 à 254	
5.2	Principaux marchés Décrire les principaux marchés sur lesquels opère l'émetteur, en ventilant son chiffre d'affaires total par type d'activité et par marché géographique, pour chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques.	11 ; 16 à 28 ; 497-498 ; 614 à 615	6 ; 12 à 16 ; 284 ; 285			
5.3	Indiquer les événements importants dans le développement des activités de l'émetteur.	29 à 32 ; 422 à 423 ; 448 et 449 ; 565 à 579 ; 658	210 à 211 ; 236 et 237 ; 348 à 366	5 à 6	251 à 254	146
5.4	Stratégie et objectifs Décrire la stratégie et les objectifs de l'émetteur, tant financiers que non financiers (le cas échéant). Cette description prend en compte les perspectives et défis futurs de l'émetteur.	249 à 252	39 à 41			
5.5	S'il a une influence sur les activités ou la rentabilité de l'émetteur, fournir des informations, sous une forme résumée, sur le degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication.	315	100		207	
5.6	Indiquer les éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle.	10	5			
5.7	Investissements.	29 à 31 ;	210 à		242 -243 ;	

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
		422 à 423 ; 448 et 449 ; 565 à 579 ; 658	211 ; 236 à 237 ; 348 à 366		251 à 254 ;	
5.7.1	Décrire les investissements importants (y compris leur montant) réalisés par l'émetteur durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, jusqu'à la date du Document d'enregistrement.	29 à 31 ; 448 et 449 ; 658	236 à 237		251 à 254	
5.7.2	Décrire tous les investissements importants de l'émetteur qui sont en cours ou pour lesquels des engagements fermes ont déjà été pris, y compris leur répartition géographique (sur le territoire national et à l'étranger) et leur méthode de financement (interne ou externe).	658	N/A		251 à 254 ;	
5.7.3	Fournir des informations concernant les coentreprises et les entreprises dans lesquelles l'émetteur détient une part de capital susceptible d'avoir une incidence significative sur l'évaluation de son actif et de son passif, de sa situation financière ou de ses résultats.	523 à 525	307 à 310		342 à 371	
5.7.4	Décrire toute question environnementale pouvant influencer l'utilisation, faite par l'émetteur, de ses immobilisations corporelles.	45 à 50	N/A			
Section 6	Structure organisationnelle					
6.1	Si l'émetteur fait partie d'un groupe, décrire sommairement ce groupe et la place qu'y occupe l'émetteur. Cette description peut consister en un organigramme ou en être accompagnée, si cela contribue à clarifier la structure organisationnelle du Groupe.	5	3	N/A		
6.2	Dresser la liste des filiales importantes de l'émetteur, y compris leur nom, leur pays d'origine ou d'établissement ainsi que le pourcentage de capital et, s'il est différent, le pourcentage de droits de vote qui y sont détenus.	414-415 ; 566 à 579 ; 618 à 621	349 à 366		342 à 371	
Section 7	Examen de la situation financière et du résultat					
7.1	Situation financière.	416 à 423 ; 596 à 598	205 à 211	11 ; 17 98 à 100	236 à 239	4 à 51

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
7.1.1	Dans la mesure où ces informations ne figurent pas ailleurs dans le Document d'enregistrement et où elles sont nécessaires pour comprendre les activités de l'émetteur dans leur ensemble, fournir un exposé fidèle de l'évolution et le résultat de ses activités ainsi que de sa situation pour chaque exercice et période intermédiaire pour lesquels des informations financières historiques sont exigées, en indiquant les causes des changements importants survenus. Cet exposé consiste en une analyse équilibrée et exhaustive de l'évolution et du résultat des activités de l'émetteur, ainsi que de sa situation, en rapport avec le volume et la complexité de ces activités. Dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution, des résultats ou de la situation de l'émetteur, l'analyse comporte des indicateurs clés de performance, de nature financière et, le cas échéant, non financière, ayant trait à l'activité spécifique de la société. Cette analyse contient, le cas échéant, des renvois aux montants publiés dans les états financiers annuels et des explications supplémentaires de ces montants.	230 à 248	21 à 37	5 à 41	8 à 43	4 à 51
7.1.2	Dans la mesure où ces informations ne figurent pas ailleurs dans le Document d'enregistrement et où elles sont nécessaires pour comprendre les activités de l'émetteur dans leur ensemble, l'exposé comporte également des indications sur : a) l'évolution future probable des activités de l'émetteur ; b) ses activités en matière de recherche et de développement. Les exigences prévues au point 7.1 peuvent être satisfaites par l'inclusion du rapport de gestion visé aux articles 19 et 29 de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil ⁽¹⁾ .	248 à 252	38 à 41			
7.2	Résultats d'exploitation.	416 ; 598	205	65 ; 69 à 71	52 ; 236	4 à 51

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
7.2.1	Mentionner les facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou les nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur, et indiquer la mesure dans laquelle celui-ci est affecté.	230 à 234	21 à 25	N/A	248 à 255	N/A
7.2.2	Lorsque les informations financières historiques font apparaître des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets, expliciter les raisons de ces changements.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Section 8	Trésorerie et capitaux					
8.1	Fournir des informations sur les capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme).	9 ; 33 à 40 ; 233 ; 250 ; 318 à 335 ; 419 à 421 ; 537 à 539 ; 597 et 633	3 ; 5 à 8 ; 36 ; 102 à 128 ; 207 à 209 ; 210 à 211 ; 275 ; 281 à 283	30 à 41 ; 98 à 100	36 à 40 ; 208 à 211 ; 240 ; 315 ;	33 à 39 ; 67 à 68 ; 83 ; 109 à 112 ; 114 à 125 ; 139 à 141
8.2	Indiquer la source et le montant des flux de trésorerie de l'émetteur et décrire ces flux de trésorerie.	422-423	210-211	36 à 37	242	
8.3	Fournir des informations sur les besoins de financement et la structure de financement de l'émetteur.	233-234 ; 297 à 302 ; 478 à 480	24 ; 84 à 89 ; 265 à 267	38 à 41	40 à 42, 125 à 131	120 à 125
8.4	Fournir des informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les activités de l'émetteur.	318 à 324 ; 448 ; 565	102 à 121 ; 348 à 370		255	
8.5	Fournir des informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés au point 5.7.2.	658 à 660	N/A			
Section 9	Environnement réglementaire					
9.1	Fournir une description de l'environnement réglementaire dans lequel l'émetteur opère et qui peut influencer de manière significative sur ses	425 à 442 ; 446 à 448	213 à 230 ; 233 à 235		244 à 248	

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	activités et mentionner toute mesure ou tout facteur de nature administrative, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les activités de l'émetteur.					
Section 10	Informations sur les tendances					
10.1	Fournir une description : a) des principales tendances récentes ayant affecté la production, les ventes et les stocks ainsi que les coûts et les prix de vente entre la fin du dernier exercice et la date du Document d'enregistrement ; b) de tout changement significatif de performance financière du groupe survenu entre la fin du dernier exercice pour lequel des informations financières ont été publiées et la date du Document d'enregistrement, ou fournir une déclaration négative appropriée.	248-252 ; 659	38 à 41			
10.2	Signaler toute tendance, incertitude, contrainte, engagement ou événement dont l'émetteur a connaissance et qui est raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur, au moins pour l'exercice en cours.	248-252 ; 659	38 à 41		43 à 47	
Section 11	Prévisions ou estimations du bénéfice					

		N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
11.1	Lorsqu'un émetteur a publié une prévision ou une estimation du bénéfice (qui est encore en cours et valable), celle-ci doit être incluse dans le Document d'enregistrement. Si une prévision ou une estimation du bénéfice a été publiée et est encore en cours, mais n'est plus valable, fournir une déclaration en ce sens, ainsi qu'une explication des raisons pour lesquelles cette prévision ou estimation n'est plus valable. Une telle prévision ou estimation caduque n'est pas soumise aux exigences prévues aux points 11.2 et 11.3.	N/A	N/A		
11.2	Lorsqu'un émetteur choisit d'inclure une nouvelle prévision ou estimation du bénéfice, ou une prévision ou estimation du bénéfice précédemment publiée conformément au point 11.1, cette prévision ou estimation du bénéfice doit être claire et sans ambiguïté et contenir une déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur la fait reposer. La prévision ou estimation est conforme aux principes suivants : a) les hypothèses relatives à des facteurs que peuvent influencer les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance doivent être clairement distinguées des hypothèses relatives à des facteurs échappant totalement à leur influence ; b) les hypothèses doivent être raisonnables, aisément compréhensibles par les investisseurs, spécifiques et précises et sans lien avec l'exactitude générale des estimations sous-tendant la prévision ; c) dans le cas d'une prévision, les hypothèses mettent en exergue pour l'investisseur les facteurs d'incertitude qui pourraient changer sensiblement l'issue de la prévision.	N/A	N/A		
11.3	Le prospectus contient une déclaration attestant que la prévision ou l'estimation du bénéfice a été établie et élaborée sur une base : a) comparable aux informations financières historiques ; b)	N/A	N/A		

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	conforme aux méthodes comptables de l'émetteur.					
Section 12	Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale					
12.1	Donner le nom, l'adresse professionnelle et la fonction, au sein de l'émetteur, des personnes suivantes, en mentionnant les principales activités qu'elles exercent en dehors de l'émetteur lorsque ces activités sont significatives par rapport à celui-ci : a) membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance ; b) associés commandités, s'il s'agit d'une société en commandite par actions ; c) fondateurs, s'il s'agit d'une société fondée il y a moins de cinq ans ; d) tout directeur général dont le nom peut être mentionné pour prouver que l'émetteur dispose de l'expertise et de l'expérience appropriées pour diriger ses propres affaires. Indiquer la nature de tout lien familial existant entre n'importe lesquelles des personnes visées aux points a) à d). Pour chaque personne membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance et pour chaque personne visée aux points b) et d) du premier alinéa, fournir des informations détaillées sur son	115 à 129 ; 148 à 176	N/A		132	126 à 131

		N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	<p>expertise et son expérience pertinentes en matière de gestion ainsi que les informations suivantes : a) le nom de toutes les sociétés et sociétés en commandite au sein desquelles cette personne a été membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou associé commandité, à tout moment des cinq dernières années (indiquer également si elle a toujours, ou non, cette qualité). Il n'est pas nécessaire d'énumérer toutes les filiales de l'émetteur au sein desquelles la personne est aussi membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ; b) le détail de toute condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années au moins ; c) le détail de toute faillite, mise sous séquestre, liquidation ou placement d'entreprises sous administration judiciaire concernant les personnes visées aux points a) et d) du premier alinéa qui ont occupé une ou plusieurs de ces fonctions au cours des cinq dernières années au moins ; d) le détail de toute mise en cause et/ou sanction publique officielle prononcée contre ces personnes par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés). Indiquer également si ces personnes ont déjà, au moins au cours des cinq dernières années, été déchues par un tribunal du droit d'exercer la fonction de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur. S'il n'y a aucune information de la sorte à communiquer, il convient de le déclarer expressément.</p>				
12.2	<p>Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale</p> <p>Les conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs de l'une quelconque des personnes visées au point 12.1 à l'égard de l'émetteur et ses intérêts privés et/ou d'autres devoirs doivent être clairement signalés. En l'absence de tels conflits d'intérêts, une déclaration en ce sens doit être faite. Indiquer tout arrangement ou accord conclu</p>	125 à 127 ; 177	N/A		

		N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	avec les principaux actionnaires ou avec des clients, fournisseurs ou autres, en vertu duquel l'une quelconque des personnes visées au point 12.1 a été sélectionnée en tant que membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou en tant que membre de la direction générale. Donner le détail de toute restriction acceptée par les personnes visées au point 12.1 concernant la cession, dans un certain laps de temps, des titres de l'émetteur qu'elles détiennent.				
Section 13	Rémunération et avantages				
Concernant le dernier exercice complet clos, indiquer, pour toute personne visée au 12.1, premier alinéa, points a) et d) :					
13.1	Indiquer le montant de la rémunération versée (y compris de toute rémunération conditionnelle ou différée) et les avantages en nature octroyés par l'émetteur et ses filiales pour les services de tout type qui leur ont été fournis par la personne. Cette information doit être fournie sur une base individuelle, sauf s'il n'est pas exigé d'informations individualisées dans le pays d'origine de l'émetteur et si celui-ci n'en publie pas autrement.	119 à 121 ; 136 à 137 ; 178 à 218 ; 542 à 545 ; 641	325-328		
13.2	Le montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages du même ordre.	136-137 ; 191-193 ; 203 ; 207-216 ; 542 à 545 ; 612	325-328		
Section 14	Fonctionnement des organes d'administration et de direction				
Pour le dernier exercice clos de l'émetteur, et sauf spécification contraire, fournir les informations suivantes concernant toute personne visée au 12.1, premier alinéa, a) :					

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
14.1	La date d'expiration du mandat actuel de cette personne, le cas échéant, et la période durant laquelle elle est restée en fonction.	148-176	N/A			
14.2	Des informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat, ou une déclaration appropriée attestant de l'absence de tels avantages.	177	N/A			
14.3	Des informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur, comprenant le nom des membres de ces comités et un résumé du mandat en vertu duquel ils siègent.	134 à 137	N/A			126 à 131
14.4	Une déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au(x) régime(s) de gouvernance d'entreprise qui lui est (sont) applicable(s). Si l'émetteur ne s'y conforme pas, il convient d'inclure une déclaration en ce sens, assortie d'une explication des raisons de cette non-conformité.	116 à 147 ; 219 à 225	N/A			
14.5	Les incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise, y compris les modifications futures de la composition des organes d'administration et de direction et des comités (dans la mesure où cela a déjà été décidé par les organes d'administration et de direction et/ou l'assemblée des actionnaires).	N/A	N/A		N/A	
Section 15	Salariés					
15.1	Indiquer soit le nombre de salariés à la fin de la période couverte par les informations financières historiques, soit leur nombre moyen durant chaque exercice de cette période, jusqu'à la date du Document d'enregistrement (ainsi que les changements de ce nombre, s'ils sont importants) et, si possible, et si cette information est importante, la répartition des salariés par grande catégorie d'activité et par site. Si	2 ; 14 ; 98 ; 99 ; 100 ; 101 ; 102 ; 542 ; 641	10-11 ; 325			

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	l'émetteur emploie un grand nombre de travailleurs temporaires, indiquer également le nombre moyen de ces travailleurs temporaires durant l'exercice le plus récent.					
15.2	Participations et stock-options pour chacune des personnes visées au point 12.1, premier alinéa, points a) et d), fournir des informations, les plus récentes possibles, concernant la participation qu'elle détient dans le capital social de l'émetteur et toute option existant sur ses actions.	151 ; 174 ; 203 à 216 ; 545 ; 631	328			
15.3	Décrire tout accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur.	37-38 ; 612-613	N/A			
Section 16	Principaux actionnaires					
16.1	Dans la mesure où cette information est connue de l'émetteur, donner le nom de toute personne non membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance qui détient, directement ou indirectement, un pourcentage du capital social ou des droits de vote de l'émetteur devant être notifié en vertu de la législation nationale applicable à celui-ci, ainsi que le montant de la participation ainsi détenue à la date du Document d'enregistrement. En l'absence de telles personnes, fournir une déclaration appropriée indiquant l'absence de telles personnes.	33-34 ; 151-174	N/A		154 ; 315	83
16.2	Indiquer si les principaux actionnaires de l'émetteur détiennent des droits de vote différents, ou fournir une déclaration appropriée indiquant l'absence de tels droits de vote.	33-34	N/A		315	
16.3	Dans la mesure où ces informations sont connues de l'émetteur, indiquer si celui-ci est détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, et par qui ; décrire la nature de ce contrôle et les mesures prises en vue d'éviter qu'il ne s'exerce de manière abusive.	7 ; 33-34	9		315	
16.4	Décrire tout accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement du contrôle qui	N/A	N/A		N/A	

		N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	s'exerce sur lui.				
Section 17	Transactions avec des parties liées				
17.1	Le détail des transactions avec des parties liées conclues par l'émetteur durant la période couverte par les informations financières historiques jusqu'à la date du Document d'enregistrement doit être divulgué conformément à la norme pertinente adoptée en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002, si elle est applicable à l'émetteur. Si tel n'est pas le cas, les informations suivantes doivent être publiées : a) la nature et le montant de toutes les transactions qui, considérées isolément ou dans leur ensemble, sont importantes pour l'émetteur. Lorsque les transactions avec des parties liées n'ont pas été conclues aux conditions du marché, expliquer pourquoi. Dans le cas de prêts en cours comprenant des garanties de tout type, indiquer le montant de l'encours ; b) le montant ou le pourcentage pour lequel les transactions avec des parties liées entrent dans le chiffre d'affaires de l'émetteur.	410-413 ; 523-525 ; 600-602 ; 634	201-204 ; 307-310 ; 394	341	
Section 18	Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de l'émetteur				
18.1	Informations financières historiques.				
18.1.1	Fournir des informations financières historiques	253 ; 408-	200-378	6-131 ;	

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	auditées pour les trois derniers exercices (ou pour toute période plus courte durant laquelle l'émetteur a été en activité) et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.	592 ; 596-647			232-372	
18.1.2	Changement de date de référence comptable Si l'émetteur a modifié sa date de référence comptable durant la période pour laquelle des informations financières historiques sont exigées, les informations financières historiques auditées couvrent une période de 36 mois au moins, ou toute la période d'activité de l'émetteur si celle-ci est plus courte.	N/A	N/A		N/A	
18.1.3	Normes comptables Les informations financières doivent être établies conformément aux normes internationales d'information financière, telles qu'adoptées dans l'Union conformément au règlement (CE) n° 1606/2002. Si le règlement (CE) n° 1606/2002 n'est pas applicable, les informations financières doivent être établies en conformité avec : a) les normes comptables nationales d'un État membre pour les émetteurs de l'EEE, ainsi que le prévoit la directive 2013/34/UE ; b) les normes comptables nationales d'un pays tiers équivalentes au règlement (CE) n° 1606/2002 pour les émetteurs des pays tiers. Si les normes comptables nationales du pays tiers ne sont pas équivalentes au règlement (CE) n° 1606/2002, les états financiers doivent être retraités conformément audit règlement.	425-445 ; 604-613	213-233		2 ; 244-247	
18.1.4	Changement de référentiel comptable Les dernières informations financières historiques auditées, contenant des informations comparatives pour l'exercice précédent, doivent être établies et présentées sous une forme correspondant au référentiel comptable qui sera adopté dans les prochains états financiers annuels que publiera l'émetteur, compte tenu des normes, des méthodes et de la législation comptables applicables à ces états financiers annuels. Les changements au sein du référentiel comptable applicable à un émetteur ne nécessitent pas que les états financiers audités	N/A	N/A		N/A	

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	soient retraités aux seules fins du prospectus. Toutefois, si l'émetteur a l'intention d'adopter un nouveau référentiel comptable dans les prochains états financiers qu'il publiera, il doit présenter au moins un jeu complet d'états financiers (au sens de la norme IAS 1 Présentation des états financiers, telle qu'établie par le règlement (CE) n° 1606/2002), comprenant des informations comparatives, sous une forme correspondant au référentiel qui sera adopté dans les prochains états financiers annuels que publiera l'émetteur, compte tenu des normes, des méthodes et de la législation comptables applicables à ces états financiers annuels.					
18.1.5	Lorsqu'elles sont établies conformément à des normes comptables nationales, les informations financières auditées doivent inclure au minimum : a) le bilan ; b) le compte de résultat ; c) un état indiquant toutes les variations des capitaux propres ou les variations des capitaux propres autres que celles résultant de transactions sur le capital avec les propriétaires et de distribution aux propriétaires ; d) le tableau des flux de trésorerie ; e) les méthodes comptables et les notes explicatives.	596-643	N/A			
18.1.6	États financiers consolidés Si l'émetteur établit ses états financiers annuels aussi bien sur une base individuelle que sur une base consolidée, inclure au moins les états financiers annuels consolidés dans le Document d'enregistrement.	408-584	200-370		232-372	
18.1.7	Date des dernières informations financières La date du bilan du dernier exercice pour lequel les informations financières ont été auditées ne doit pas remonter : a) à plus de 18 mois avant la date du Document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui-ci, des états financiers intermédiaires audités ; b) à plus de 16 mois avant la date du Document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui-ci, des états financiers intermédiaires non audités.	11 ; 416-423 ; 596-598	6-7 ; 205-211		236-243	

		N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
18.2	Informations financières intermédiaires et autres.				4 à 51
18.2.1	Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers audités, celles-ci doivent être incluses dans le Document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été auditées ou examinées, le rapport d'audit ou d'examen doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser. S'il a été établi plus de neuf mois après la date des derniers états financiers audités, le Document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non auditées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois de l'exercice. Les informations financières intermédiaires sont établies conformément aux exigences du règlement (CE) n° 1606/2002. Pour les émetteurs ne relevant pas du règlement (CE) n° 1606/2002, les informations financières intermédiaires doivent comporter des états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent, l'exigence d'informations bilancielles comparatives pouvant cependant être satisfaite par la présentation du bilan de clôture conformément au cadre d'information financière applicable.	N/A	N/A	25 à 49	6 à 88

		N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
18.3	Audit des informations financières annuelles historiques.				
18.3.1	Les informations financières annuelles historiques doivent faire l'objet d'un audit indépendant. Le rapport d'audit doit être élaboré conformément à la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil et au règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil. Lorsque la directive 2014/56/UE et le règlement (UE) n° 537/2014 ne s'appliquent pas : a) les informations financières annuelles historiques doivent être auditées ou faire l'objet d'une mention indiquant si, aux fins du Document d'enregistrement, elles donnent une image fidèle, conformément aux normes d'audit applicables dans un État membre ou à une norme équivalente. b) Si les rapports d'audit sur les informations financières historiques ont été refusés par les contrôleurs légaux ou s'ils contiennent des réserves, des modifications d'avis, des limitations de responsabilité, ou des observations, ces réserves, modifications, limitations ou observations doivent être intégralement reproduites et assorties d'une explication.	587-592 ; 644-647	371-378		
18.3.2	Indiquer quelles autres informations contenues dans le Document d'enregistrement ont été auditées par les contrôleurs légaux.	N/A	N/A		

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
18.3.3	Lorsque des informations financières figurant dans le Document d'enregistrement ne sont pas tirées des états financiers audités de l'émetteur, en indiquer la source et préciser qu'elles n'ont pas été auditées.	N/A	N/A			
18.4	Informations financières <i>pro forma</i> .					
18.4.1	En cas de modification significative des valeurs brutes, décrire la manière dont la transaction aurait pu influencer sur l'actif, le passif et le résultat de l'émetteur, si elle avait eu lieu au début de la période couverte ou à la date indiquée. Cette obligation sera normalement remplie par l'inclusion d'informations financières <i>pro forma</i> . Les informations financières <i>pro forma</i> doivent être présentées conformément à l'annexe 20 et inclure toutes les données qui y sont visées. Elles doivent être assorties d'un rapport élaboré par des comptables ou des contrôleurs légaux indépendants.	N/A	N/A			
18.5	Politique en matière de dividendes.	9 ; 35-36	N/A			
18.5.1	Décrire la politique de l'émetteur en matière de distribution de dividendes et toute restriction applicable à cet égard. Si l'émetteur n'a pas fixé de politique en la matière, inclure une déclaration appropriée indiquant l'absence de politique en la matière.	35 ; 537-538	N/A			
18.5.2	Pour chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, donner le montant du dividende par action, éventuellement ajusté pour permettre les comparaisons, lorsque le nombre d'actions de l'émetteur a changé.	35 ; 253 ; 537-538	N/A			
18.6	Procédures judiciaires et d'arbitrage.					
18.6.1	Indiquer, pour une période couvrant au moins les 12 derniers mois, toute procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (y compris les procédures en cours ou menaces de procédure dont l'émetteur a connaissance) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'émetteur et/ou du groupe, ou fournir une déclaration	312-315 ; 530-534 ; 628-629	305 ; 315-319	102 à 108	200 à 207	132 à 138

		N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	négative appropriée.				
18.7	Changement significatif de la situation financière de l'émetteur.				
18.7.1	Décrire tout changement significatif de la situation financière du groupe survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers audités ou des informations financières intermédiaires ont été publiés, ou fournir une déclaration négative appropriée.	228 à 252 ; 659	18-41 ; 394		
Section 19	Informations supplémentaires				
19.1	Capital social Fournir les informations des points 19.1.1 à 19.1.7 dans les informations financières historiques à la date du bilan le plus récent.				
19.1.1	Indiquer le montant du capital émis et, pour chaque catégorie d'actions : a) le total du capital social autorisé de l'émetteur ; b) le nombre d'actions émises et totalement libérées et le nombre d'actions émises, mais non totalement libérées ; c) la valeur nominale par action, ou le fait que les actions n'ont pas de valeur nominale ; ainsi que d) un rapprochement du nombre d'actions en circulation à la date d'ouverture et à la date de clôture de l'exercice. Si plus de 10 % du capital a été libéré au moyen d'actifs autres que des espèces durant la période couverte par les informations financières historiques, le préciser.	33-34 ; 36 ; 537 ; 633 ; 650-652	N/A		
19.1.2	Indiquer s'il existe des actions non représentatives du capital, leur nombre et leurs principales caractéristiques.	N/A	N/A		
19.1.3	Indiquer le nombre, la valeur comptable et la valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom, ou par ses filiales.	33-34 ; 37 ; 38 et 39	N/A		
19.1.4	Indiquer le montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription, avec mention des conditions et	N/A	N/A		

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page du présent Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	modalités de conversion, d'échange ou de souscription.					
19.1.5	Fournir des informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attachée au capital autorisé, mais non émis, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital.	N/A	N/A			
19.1.6	Fournir des informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent.	N/A	N/A			
19.1.7	Fournir un historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques, en mettant en exergue tout changement survenu.	33-34 ; 537 ; 633	N/A			
19.2	Acte constitutif et statuts.					
19.2.1	Le cas échéant, indiquer le registre et le numéro d'entrée dans le registre ; décrire sommairement l'objet social de l'émetteur et indiquer où son énonciation peut être trouvée dans la dernière version à jour de l'acte constitutif et des statuts.	650-657	N/A			
19.2.2	Lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions existantes, décrire les droits, les privilèges et les restrictions attachés à chaque catégorie.	N/A	N/A			
19.2.3	Décrire sommairement toute disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui aurait pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.	34 ; 650-657	N/A			
Section 20	Contrats importants					
20.1	Résumer, pour les deux années précédant immédiatement la publication du Document d'enregistrement, chaque contrat important (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des activités) auquel l'émetteur ou tout autre membre du groupe est partie. Résumer tout autre contrat (autre que les contrats conclus dans	410-413 ; 600-602 ; 659 ; 671-679	394 ; 200-204			

		N° de page de l'actualisation A01 du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement A02 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A03 du Document d'enregistrement universel	N° de page de l'Amendement A04 du Document d'enregistrement universel
	le cadre normal des activités) souscrit par un membre quelconque du groupe et contenant des dispositions conférant à un membre quelconque du groupe une obligation ou un droit important pour l'ensemble du groupe, à la date du Document d'enregistrement.				
Section 21	Documents disponibles				
21.1	Fournir une déclaration indiquant que, pendant la durée de validité du Document d'enregistrement, les documents suivants peuvent, le cas échéant, être consultés : a) la dernière version à jour de l'acte constitutif et des statuts de l'émetteur ; b) tous rapports, courriers et autres documents, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le Document d'enregistrement. Indiquer sur quel site web les documents peuvent être consultés.	659	N/A	132	382

N/A : non applicable.

(1) En application de l'annexe I du règlement européen 2017/1129, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 518 à 559 et 346 à 510, aux pages 560 à 563 et 511 à 517 et aux pages 178 à 203 du Document de référence 2018 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 26 mars 2019 sous le n° D.19-0198. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://www.creditagricole.com/pdfPreview/173593> ;
- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 566 à 614 et 388 à 556, aux pages 612 à 615 et 557 à 564 et aux pages 216 à 239 du Document de référence 2019 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 25 mars 2020 sous le n° D.20-0168. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/180684>

Les parties des Documents de référence n° D.19-0198 et n° D.20-0168 non visées ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du présent Document d'enregistrement universel.

Tous les documents incorporés par référence dans le présent Document ont été déposés après de l'Autorité des bureaux, au siège social de l'Émetteur tel qu'indiqué à la fin du présent Document. Ces documents sont publiés sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-après. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

Le présent document est disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.
<https://www.credit-agricole.com/finance/finance>

Crédit Agricole S.A.
Société anonyme au capital de 9 276 058 473 euros
RCS Nanterre 784 608 416
12 place des Etats-Unis - 92127 Montrouge Cedex - France
Tél. (33) 1 43 23 52 02
www.credit-agricole.com